

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA DISTINCTION
DES
COMBATTANTS ET NON COMBATTANTS

COMME BASE DU DROIT DE GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 décembre 1916, à 2 h. 1/2

PAR

Mademoiselle ANNETTE MAILLER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. PILLET, professeur.

*Suffragants : { MM. RENAULT, professeur.
WEISS, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1916

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA DISTINCTION

DES

COMBATTANTS ET NON COMBATTANTS

COMME BASE DU DROIT DE GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 13 décembre 1916, à 2 h. 1/2

PAR

Mademoiselle ANNETTE MAILLER

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. PILLET, professeur.

*Suffragants : { MM. RENAULT, professeur.
WEISS, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1916



A LA MÉMOIRE GLORIEUSE
DE MES CONFRÈRES DU BARREAU DE PARIS
MORTS AU CHAMP D'HONNEUR
1914-1916

A. M.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550413_0018

DE LA DISTINCTION
DES
COMBATTANTS ET NON COMBATTANTS
COMME BASE DU DROIT DE GUERRE

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'examen de la question que nous nous proposons de traiter, nous avons cru bon de tracer une esquisse des pensées qui en ont été la genèse, et de dire le but où vont tendre nos efforts.

Au cours de ce travail, et tout en nous appliquant à éveiller l'intérêt ou la curiosité de ceux qui le liront, notre préoccupation dominante a été de faire œuvre utile. On croit facilement faire œuvre utile en attirant l'attention de ses semblables sur tel point d'une cause qui les passionne, en soulignant le détail essentiel, en émettant tel vœu, tel avis, en prodiguant tels conseils appelés à rester dans l'ombre qui les a vus naître, en s'étendant sur des spéculations philosophiques plus idéalistes que pratiques.

On ne nous en voudra donc pas d'avoir pensé avec tant

d'autres que, dans les circonstances de l'heure présente, rien ne répondrait mieux à ce souci que l'orientation de recherches juridiques vers un point touchant l'angoissant problème de la guerre.

Certes, ce ne sont pas uniquement les tragiques épisodes de cette lutte formidable qui se déroule depuis plus de deux ans sur le champ des plus grandes nations civilisées, qui nous ont inspiré l'examen approfondi de la guerre, ses raisons d'être, ses effets ou conséquences, ses principes ou lois, et les enseignements qui s'en dégagent. Nous voulons dire que nos réflexions ne datent pas seulement de l'odieuse déclaration de guerre germanique d'août 1914, mais qu'elles ont souvent accompagné les lectures qui nous retraçaient les horreurs de la bataille, les souffrances des belligérants, les misères des vaincus...

D'autre part, et sans concevoir que l'agression tudesque serait aussi soudaine et aussi effroyable, quel Français n'a pas envisagé, à certains indices, l'hypothèse de la rencontre armée avec nos voisins d'outre-Rhin ?

Combien de fois notre esprit, s'attardant avec inquiétude sur le flot grossissant des armements germaniques, ne nous a-t-il pas donné le signal d'alarme ?

Il nous est alors arrivé d'établir des parallèles, de faire des comparaisons entre ces préparatifs méthodiques, ces contingents d'hommes et de munitions gigantesques, cette organisation militaire supérieure, et... notre tranquillité, nos illusions de pacifisme, et de ressentir une

indicible angoisse, obscure prescience du danger qui menace et dont on mesure d'avance l'étendue et l'horreur.

C'est que nous ne nous dissimulions pas qu'avec les progrès de la civilisation, les multiples découvertes d'engins destructeurs de toutes sortes, la guerre moderne deviendrait particulièrement terrifiante.

Des inventions récentes ont beaucoup accru la puissance meurtrière de l'artillerie. On a atteint pour le tir une plus grande précision, et pour la portée une plus grande étendue ; des armes nouvelles susceptibles de répandre au loin l'incendie, le ravage et la destruction, ont été inaugurées.

Les oiseaux à la carcasse de fer sont devenus des carnassiers de chair humaine, des monstres volants dont on n'appréhende pas sans frémir les randonnées et les exploits.

Ainsi, aux images anciennes que les lectures ou les récits de guerre évoquaient déjà, le sang qui coule à flots, les brasiers immenses qui s'allument, les ruines qui s'amoncellent, s'ajoutaient les visions des nouveaux procédés plus terribles de combat. Le soldat n'aurait pas à lutter seulement contre les soldats ; il aurait à se défendre contre une foule d'ennemis invisibles, contre des machines homicides, dont la moindre vaudrait à elle seule des armées entières.

Que de vies tranchées en l'espace de quelques secondes, que de deuils, que de dévastations, que de calamités !

En nous penchant sur ces souffrances entrevues, n'avons-nous pas cherché le remède, et n'est-ce point aux lois de la guerre, à ses principes que la coutume, la raison et l'humanité formulèrent, que nous avons puisé l'adoucissement souhaité ? Aussi lorsque la réalité, animant tout à coup ces spectres épouvantables du fer, du feu, de la poudre, nous a courbés, résignés aux nécessités de la guerre, n'avions-nous pas déjà, enracinée au cœur, la certitude qu'au moins le respect de l'existence, de la liberté et de la propriété des habitants paisibles, des citoyens non armés, seraient autant d'atténuations aux violences en perspective ?

Oh ! certes, le peuple de Belgique comme celui de France savait les garanties réservées par les récentes conférences de La Haye aux combattants et aux non combattants.

L'un et l'autre ne redoutaient pour leurs fils sous les armes que la loyale mort ; pour eux-mêmes, que la douleur de voir leurs villes et leurs campagnes envahies...

Ils pensaient avec raison que l'honneur et les droits des familles, la vie des individus, l'exercice des cultes doivent être respectés ; que les réquisitions doivent être proportionnées aux besoins de l'armée et aux ressources des communes ; que toute saisie, destruction ou dégradation intentionnelle des églises, des hôpitaux, des écoles, des musées, des monuments historiques, des œuvres d'art et de science est formellement interdite, et qu'enfin « aucune peine collective, pécuniaire ou non, ne peut

être édictée contre les populations à raison de faits dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables ».

A la honte éternelle de l'Allemagne, ces conventions de 1899 et de 1907 qu'elle avait signées et ratifiées ont été totalement méconnues.

Il n'est pas une de ces obligations qui n'ait été enfreinte par les Allemands, véritable horde de barbares, véritable bande organisée de pillards et d'assassins en Belgique comme en France !

Le geste initial de leur campagne fut de fouler aux pieds un engagement sacré, de déchirer une convention de neutralité imposée par eux et garantie par eux. Ils n'avaient plus à hésiter pour violer leurs autres engagements. Une forfaiture en entraîne d'autres. Un crime appelle de nouveaux crimes.

Les faits odieux qu'on a eu à enregistrer sont si nombreux et si horribles qu'il faut souvent à celui qui les relate du courage pour poursuivre sa tâche, et que, pour ménager ses lecteurs, il doit parfois passer sous silence certaines atrocités.

Il nous a donc paru opportun de nous appesantir sur cette constatation, de justifier la stupeur de tous les peuples civilisés devant une pareille méconnaissance des lois de l'humanité et de l'honneur, et de dire qu'il y a dans la guerre des limites qui ne sauraient être franchies sans laisser aux responsables de ces licences, une marque de réprobation universelle, un sceau d'infamie.

Il y a bien longtemps que l'on a fait remarquer que c'est à la condition de l'observation de certaines règles que la guerre pouvait se distinguer de la barbarie. Voici ce que disait Fénelon : « Il y a les lois de la guerre qu'il ne faut pas regarder moins religieusement que celles de la paix, autrement la guerre ne serait plus qu'un brigandage inhumain, qu'une série perpétuelle d'assassinats, d'abominations et de barbarie. » Cette citation est empruntée à son *Examen de conscience d'un roi*. La même assertion peut être répétée dans les mêmes termes, et elle est aussi vraie aujourd'hui qu'elle l'était au xvii^e siècle. Aussi, au cours de cette question que nous nous sommes proposé d'étudier ici et qui s'intitule : *De la distinction des combattants et non combattants comme base du droit de guerre*, nous efforcerons-nous, en décrivant les agissements odieux de l'ennemi, de démontrer qu'ils eussent été flétris à des époques qui ne se piquaient pas de civilisation avancée, et que des limitations à l'action des belligérants furent observées à tous les âges de l'humanité pour être posées de nos jours en règles ou en conventions.

C'est que tous les peuples qui sont exposés à se faire la guerre ont intérêt à se protéger réciproquement contre les abus de la force.

Tous les États risquent d'être engagés dans une guerre ; on ne sait pas théoriquement quel groupe sera vainqueur, quel groupe sera vaincu ; chacun escompte la victoire de son côté, et même la considère comme certaine, cette conviction constituant un réconfort mo-

ral indispensable pour aboutir au succès final. Du reste, en dehors de la victoire définitive, il y a la victoire temporaire qui peut exister sur tel ou tel point.

Eh bien ! une espèce de société d'assurance mutuelle contre les abus de la force intervient en ce sens que chacun renonce à user de sa liberté dans tel ou tel cas, à la condition que l'adversaire s'engage à agir de même et à se soumettre aux mêmes restrictions.

Des controverses fameuses, les plus anciennes comme les plus récentes, ont démontré que la pratique instaurait spontanément, de la part des peuples ou nations, et à chaque époque, des atténuations aux horreurs de la tuerie et du carnage. Ces atténuations ou restrictions sont dénommées coutumes, principes ou lois. Si le but légitime à atteindre est de mettre son ennemi hors de combat en tuant ou en blessant dans les rangs le plus de monde possible, tout ce qui dépassera ce but sera proscrit comme inutile et barbare.

Sans doute, l'on a dit et répété que la guerre est un ensemble d'actes de violence provoqués par la nécessité de réduire à merci l'adversaire.

Et il est à remarquer que la force matérielle n'entre pas seule en jeu dans la lutte, et que l'énergie morale de dévouement des non belligérants a aussi sa valeur, que sous des formes diverses, la nation tout entière participe à la lutte et influe sur le résultat. D'où l'impossibilité d'assigner des limites précises au champ de la guerre, de codifier d'une façon absolue les obligations qui incombent au guerrier. Mais les coutumes auxquelles nous

faisions allusion plus haut, dominées par l'idée d'humanité et d'honneur (dans l'antiquité, on faisait gloire aux généraux de savoir concilier les sentiments de générosité avec l'accomplissement de leur devoir) ont reçu, à travers les siècles, force impérative, et s'y soustraire serait se placer au ban de l'infamie, encourir le mépris et la réprobation du monde entier ! C'est cette réprobation universelle que les Allemands ont encourue et qu'ils bravent encore dans leur incommensurable orgueil et leur folie de domination mondiale.

Pendant qu'on s'imaginait encore que les guerres tendant à la destruction complète de la souveraineté de l'adversaire avaient disparu, la guerre d'extermination des Germains nous ramène à plusieurs siècles en arrière ; ils ont fait revivre le principe des temps barbares, rejeté par tout le droit international actuel : « l'ennemi n'a aucun droit ». Cette réponse péremptoire fut faite quelques heures avant la mobilisation, à un de nos compatriotes résidant en Allemagne, qui insistait vivement auprès d'un officier pour obtenir un passeport lui permettant de rentrer en France. Aussi nous demandons-nous avec angoisse quel serait le sort des générations futures, si une telle régression ne devait pas être enrayée et paralysée à jamais.

Nous nous efforcerons donc de démontrer dans cette brève étude, l'utilité de la distinction des combattants et non combattants dans le passé et le présent. Nous en indiquerons la nécessité pour l'avenir.

Et sans avoir le dessein, en remontant le cours des

âges, de faire revivre des traditions désuètes, ou d'écrire quelque traité historique qui cadrerait mal dans un si mince volume, nous prendrons à sa source l'origine de cette restriction essentielle du droit de la guerre. Cet historique sera la matière de notre première partie.

Dans la seconde partie, nous tracerons, à côté de la guerre terrestre, une esquisse de la guerre maritime. Mais une étude de ce genre étant forcément limitée, bien des détails seront omis, bien des considérations tentantes sur les événements actuels seront écartées ou effleurées à peine.

C'est ainsi que la recrudescence annoncée de la guerre sous-marine, ou plutôt — pour parler plus exactement — les dernières manifestations des sous-marins allemands sur les côtes d'Amérique peuvent faire entrevoir de nouveaux aspects de la question étudiée par nous. Nous ne pouvons pas attendre les événements pour les enregistrer et en tirer des déductions : ce serait retarder indéfiniment l'achèvement de notre travail.

Ces mêmes événements, qui, tous les jours, apportent, en se déroulant, quelque contribution nouvelle à une étude de ce genre, ne nous permettent évidemment pas de présenter un tableau complet de la pratique de la guerre terrestre dans le conflit actuel. Il a fallu, en nous arrêtant à un moment donné, nous borner. C'est ainsi que le corps de l'ouvrage étant achevé quand les Puissances centrales ont proclamé l'autonomie de la Pologne, sinistre comédie, qui n'avait d'autre but que de

donner une apparence de légalité à l'enrôlement des Polonais dans les armées impériales, nous n'avons pu en faire état ; pas davantage que des déportations de la population belge, en cours de réalisation au moment où nous traçons ces lignes. De même, les rapports français et belges sur les violations du droit des gens sont les seuls dont il nous ait été possible de tirer parti. Les rapports britannique et russe sur le même sujet n'ont paru qu'une fois notre travail terminé, et il est certain qu'avec le Livre bleu serbe, annoncé seulement à l'heure qu'il est, ils contiennent des documents des plus intéressants qui suffiront sans doute, à eux seuls, à inspirer d'autres travaux.

D'ailleurs, nous n'avons pas la prétention de présenter dans cet ouvrage une histoire de la guerre en cours ; et quelque amplitude que nous eussions voulu lui donner, force nous est de conclure.

En résumé, distinguer les non combattants des combattants en nous servant de l'histoire, de l'expérience, de l'exemple, rechercher les personnes qui rentreront dans la première ou la seconde catégorie, leur assigner leur rôle, leurs obligations et leurs droits, spécialiser cette distinction établie à la sauvegarde de l'existence des non combattants, jeter un coup d'œil sur les combats en mer : tel sera le simple but des commentaires qui vont être énoncés.

Puissent-ils, selon le souhait formulé au début de ce travail, constituer œuvre utile.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

L'ANTIQUITÉ ET LE MOYEN AGE

Si on se reporte aux coutumes des peuples les plus anciens que nous connaissions, il semble résulter des études qui leur ont été consacrées, qu'ils apportaient, dans la pratique de la guerre, une modération relative dans laquelle on pourrait à la rigueur, bien qu'assez ténue, retrouver la trace instinctive de la distinction des combattants et des non combattants. C'est ainsi que les Chinois, peuple essentiellement pacifique, ne prenaient les armes qu'en cas de nécessité pressante, et apportaient, dans leurs expéditions, tous les ménagements compatibles avec leur objet (1). Les lois de Manou, de leur côté, recommandent la loyauté dans le combat et ordonnent d'épargner quiconque ne peut ou ne veut pas se défendre (2). Chez les Hébreux eux-mêmes, dont les livres

(1) Müller Jochmus, *Geschichte des Volkerrechts in Alterthum*, p. 46 et s.

(2) *Ibid.*, p. 86.

sacrés rapportent cependant tant d'exemples d'exécutions sanglantes et de massacres sans pitié, il est à remarquer que la loi de Moïse n'est impitoyable que contre l'ennemi héréditaire dont Dieu lui-même a commandé l'extermination et qu'elle use, au contraire, de ménagements vis-à-vis des autres (1). Mais, peu à peu, l'avarice et l'ambition des conquérants aggravèrent les rigueurs de la guerre, et c'est dans l'antiquité grecque et romaine que nous nous trouvons le plus éloignés de la conception moderne.

Les guerres, chez les Grecs et les Romains, présentaient un caractère qui, à lui seul, excluait toute distinction entre combattants et non combattants. Tandis qu'on voit aujourd'hui, dans les conflits armés, le moyen suprême de solutionner les contestations internationales ; qu'on s'efforce, théoriquement tout au moins, d'écarter de la pratique de la guerre ainsi conçue, ce qui pourrait paraître étranger au but poursuivi, qui est d'amener l'ennemi à composition, on se trouve en présence, si on se reporte à cette époque, d'une mentalité tout à fait différente appelant naturellement une méthode et des buts diamétralement opposés. Les guerres, alors, « revêtaient presque toujours le caractère de guerres d'extermination, entreprises pour faire disparaître l'ennemi du nombre des nations ou, au moins, pour l'enchaîner à jamais à la fortune de son vainqueur » (2). Rien, par

(1) *Ibid.*, p. 72.

(2) Pillet, *Le droit de la guerre*, p. 9 et s. C'est de cet auteur

suite, n'était respecté chez l'adversaire. Le sentiment religieux, si profond, n'arrêtait pas l'envahisseur. Ni les temples, ni les statues des dieux ne trouvaient grâce devant les soldats, et le vainqueur conciliait facilement les droits de la divinité et ses propres appétits en donnant asile, parmi ses propres dieux, à ceux dont, chez l'ennemi, il avait violé et détruit le sanctuaire (1). Il ne fallait donc pas s'attendre à ce qu'il usât de procédés différents vis-à-vis de ce que nous appelons aujourd'hui les non combattants. Que les biens de l'ennemi devinssent la propriété absolue du conquérant, c'est ce qui n'étonnera aucun de ceux qui connaissent les mœurs des soldats d'alors, dont la cupidité était un des principaux stimulants. Ces mœurs trouvaient un fondement légal, du reste, hâtons-nous de l'ajouter, dans cette règle du droit d'après laquelle, à partir de la déclaration de guerre, la propriété ennemie n'existait plus, devenait *res nullius* et pouvait être saisie par le premier occupant (2). Grotius nous donne, sur les pratiques romaines, les précisions les plus convaincantes (3). Le vainqueur peut tout prendre ; ravager, détruire, brûler tout à son gré, sans autre règle

que nous nous inspirons, du reste, également dans les développements qui suivent, relatifs à la période de l'antiquité, au même ouvrage, p. 10 et suiv., et dans les *Lois actuelles de la guerre*, nos 14 et s.

(1) A cet égard, voir les exemples cités par Grotius, *Droit de la guerre et de la paix*, trad. Pradier-Fodéré, t. III, chap. V, § 2. — Cf. Bluntschli, *Rev. de droit int.*, 1887, p. 520.

(2) Gaius, II, § 69 ; Muller-Jochmus, *op. cit.*, p. 169.

(3) *Op. cit.*, t. VI, § 2.

que sa fantaisie. Le butin devient une propriété légitime dont l'acquisition donne lieu même à une réglementation assez compliquée (1). Il n'était pas d'objet qu'il ne comprit : meubles, immeubles, il englobait tout. Esclaves, objets d'art ou de prix, provisions, métaux précieux, tout ce qui pouvait séduire l'occupant était emporté par lui. Et si une part en était réservée pour l'embellissement de la ville, une autre destinée à l'ornement du triomphe du vainqueur, les soldats n'étaient pas oubliés et se voyaient attribuer une fraction qui, devenue de jour en jour plus considérable, n'était pas sans exciter leur ardeur. Le peuple romain disposait du reste à sa guise : ce ne devait, finalement, plus être grand'chose.

Les immeubles, eux, étaient vendus à l'encan, ou assignés aux vétérans, ou encore laissés à leurs anciens propriétaires mais à titre précaire, en qualité de simples possesseurs. Les biens des dieux eux-mêmes n'échappaient pas à la loi commune et demeuraient à l'entière discrétion du vainqueur.

Mais ce qui fut le plus terrible, c'étaient sans aucun doute les conséquences que de pareils principes déterminaient à l'égard des personnes, des paisibles habitants des régions occupées, de ceux qui, dans la plus large acception du terme, constituent les non combattants. L'innocent et le coupable sont confondus. Tout individu trouvé en pays ennemi peut être massacré et ni sexe, ni âge ne mettent à l'abri de la férocité des sol-

(1) Gaius (chap. IV, § 16) atteste la légitimité de cette propriété.

dates. Grotius rappelle même des exemples fameux d'adversaires qui, s'étant rendus à discrétion, n'en furent pas moins mis à mort (1) : Scylla fait massacrer ainsi les Sammites, César les Numides et Vercingétorix, Galba ordonne de décimer des suppliants qu'il avait reçus en grâce. A plus forte raison, les otages qui garantissaient auprès de l'ennemi la parole donnée étaient-ils mis à mort sans l'ombre d'un scrupule au cas de violation de cette parole. On a gardé ainsi le souvenir des 300 otages que, en une seule fois, après la révolte des Volsques, les Romains massacrèrent sans pitié.

Il faut bien noter que de pareilles pratiques n'étaient pas une exception : elles constituaient la règle, et les capitaines les plus connus et les plus appréciés y eurent constamment recours. Les noms d'Alexandre, Annibal, Marcus Brutus, César, Germanicus et Titus même en sont inséparables. Et la presque unanimité de ces philosophes dont l'antiquité était si fière, des historiens qui nous ont transmis d'impérissables monuments, s'accorde pour considérer l'usage illimité de la force comme licite en temps de guerre, quelles qu'en puissent être les conséquences. Sur un point seulement, ils apportaient une certaine réserve et admettaient un tempérament. C'est en ce qui concerne l'honneur des femmes dont, fréquemment, les généraux eux-mêmes recommandent le respect aux soldats, mais qui, trop souvent malheureusement, fut l'objet de tristes excès.

(1) Livre III, IV, § 12.

Tel était le droit de l'antiquité. On pouvait le trouver rigoureux, mais nul ne contestait qu'il ne fût le droit et que, par suite, ces pratiques ne fussent licites.

De très bonne heure, cependant, la lutte commença, dans la doctrine, contre cette assimilation des personnes adonnées au métier des armes et de celles qui y sont étrangères. C'est à l'influence des idées civilisatrices propagées par le christianisme qu'est dû le mouvement qui, dès le Moyen Age, se dessinera, et dont les canonistes nous donneront une esquisse. L'idée que l'on se faisait jusque-là de la guerre diffère totalement de celle que professe à cet égard la doctrine des théologiens. Saint Thomas d'Aquin (1226-1274), auquel on peut s'en rapporter complètement en cette matière (1), dit que « pour qu'une guerre soit juste, une cause juste est requise, c'est-à-dire que ceux contre qui l'on engage la lutte méritent qu'on engage cette lutte contre eux en raison d'une certaine faute ». Et il explique ce qu'il faut entendre par faute commise, savoir : « si une nation ou une cité ont négligé de venger ce qui a été fait d'inique par quelques-uns des leurs ou de rendre ce qui a été enlevé injustement », ou si elles élèvent sur quelque point essentiel des prétentions injustes. En dehors donc de toute infraction à la justice ou à la sainteté du droit, la guerre n'est pas licite. Si cette raison n'existe pas, rien ne peut légitimer une guerre, même pas le motif de se

(1) Sur la doctrine de saint Thomas, nous nous sommes inspirés de Pègue, *Saint Thomas d'Aquin et la guerre*, 1916.

défendre. En outre, pour saint Thomas, il faudra, pour qu'une guerre soit juste, étant donné les conséquences formidables qu'elle représente, et qui en font le plus grave de tous les actes qui peuvent émaner des êtres humains, qu'elle ait lieu vraiment d'État à État, c'est-à-dire qu'elle se fasse sous la responsabilité consciente de deux pouvoirs souverains traitant de l'un à l'autre. Un particulier, par suite, n'a jamais le droit, comme tel, d'organiser et de faire la guerre et toute intervention à main armée, qui se ferait par les citoyens d'un État quelconque au sein d'un autre État, si elle est due à toute autre initiative que celle de l'État lui-même, auquel ces citoyens appartiennent, est essentiellement injuste.

La guerre étant donc une « intervention à main armée d'État à État pour dirimer, par la voie des armes, seule possible ici, quand la raison n'arrive plus à être écoutée ou entendue de part et d'autre, un conflit de droit et de justice survenu entre ces divers Etats », les conséquences s'en déduisent tout naturellement. « C'est à la nature du conflit que devra se proportionner le mode de l'intervention. La fin à obtenir, par cette intervention armée, est d'amener l'État qu'on estime résister indûment, à accepter, de force, les conditions de justice qu'il n'a pas voulu accepter de son plein gré. On a donc le droit de conduire la guerre en tel mode que cet Etat qui résiste soit, dans la lutte, réduit à merci. Mais parce qu'il s'agit, non d'un acte de proie à l'endroit d'un être de race inférieure, ni même, proprement, d'un acte de bourreau exécutant

contre un coupable à la merci de la justice un jugement qui le condamne ; mais plutôt d'un acte de juste violence destiné à ramener à la raison et à la justice un égal qui refuse de se rendre, et qu'on n'a point d'autre moyen de contraindre. Il faudra, par-dessus tout, que cet acte de violence soit honnête et que, dans la lutte, on ne se donne soi-même aucun tort aux yeux de la saine raison. Par conséquent, la lutte devra se conduire selon les règles mêmes du combat. On n'aura le droit de frapper que ce qui fait partie de l'instrument de guerre chez l'adversaire. Ce qui est en dehors de cet instrument de guerre doit être respecté comme une chose sacrée et sur laquelle on n'a aucun droit, sauf, bien entendu, le droit de requérir, selon les formes de la justice, tout ce dont on peut avoir besoin pour vivre sur le territoire ennemi. Dans la lutte même avec ce qui fait partie de l'instrument de guerre chez l'adversaire, il est des règles de justice et de haute morale ou d'honnêteté imprescriptibles qui s'imposent toujours. C'est ainsi qu'on ne pourra jamais frapper son ennemi, s'il est lui-même désarmé et qu'il demande grâce ; à plus forte raison, s'il est déjà blessé et hors de combat en raison de sa blessure ; combien moins encore s'il s'agit d'un non combattant qui a pour office de porter secours aux blessés ou de recueillir les morts (1). »

La doctrine de saint Thomas, on le voit, contenait, on peut le dire, en germe, la distinction moderne des com-

(1) Pègue, *op. cit.*, p. 26.

battants et des non combattants. Le savant théologien ne faisait du reste que se conformer aux canons du troisième concile de Latran qui, en 1179, avait prescrit de laisser hors des violences de la guerre, les prêtres, les moines, les voyageurs, les marchands, tous hommes de paix, étrangers à l'usage des armes. Plus tard, à la fin du xiv^e siècle, Honoré Bonet (1), prieur du monastère de Selounet, dans le diocèse d'Embrun, faisait valoir avec force, dans l'*Arbre des Batailles*, les raisons qui militent en faveur de l'immunité qu'il réclamait pour les marchands, les bergers des champs, les pauvres laboureurs « qui ne savent ni mal dire ni mal penser, et desquels le pays, les rois, et tous les seigneurs du monde ont après Dieu, ce qu'ils mangent et ce qu'ils boivent ». Les hommes ne sont pas dressés à porter les armes, et on ne peut, dit Bonet, trouver à les vaincre aucun honneur. De plus, ils sont innocents des affaires de leur souverain : il n'est pas juste qu'ils portent le poids des peines que celui-ci peut attirer sur sa tête. Ce dernier argument, à vrai dire, n'était pas très probant : les soldats du souverain, tout autant que ses autres sujets, étant innocents des entreprises guerrières qu'ils ont à supporter de son fait.

Quoi qu'il en soit, et quelle que fût l'ardeur qu'employait Honoré Bonet dans son plaidoyer, il n'en constate pas moins que l'usage de son temps donne tort à ses rai-

(1) Nys, *Rev. de dr. int.*, 1882, p. 465 et s.

sons. C'est vers cette époque, en effet, en 1382, qu'à ce que nous rapporte Froissart (1), Charles VI de France faisait brûler Courtray et emmener « par manière de servage » une partie de la population, uniquement pour venger la défaite qu'avaient subie dans ces parages, près d'un siècle auparavant, les troupes de Philippe le Bel. Les canons du Concile de Latran étaient donc bien oubliés, et on peut douter même qu'ils aient jamais été absolument respectés. Les pratiques anciennes persistèrent, en effet, très longtemps. Jusqu'au seuil des temps modernes, c'est encore un axiome que toutes personnes armées ou non, soldats ou artisans, supportent également et au même titre les rigueurs des hostilités : le sac de Magdebourg pendant la guerre de Trente Ans en est un exemple. Le pillage d'une ville récompense le soldat ; et souvent un massacre général punit les habitants de leur résistance acharnée. Et il faut se trouver en présence d'un vainqueur exceptionnellement clément pour qu'il agrée, en rançon de la vie de tous, le sacrifice volontaire de quelques-uns comme dans le cas célèbre d'Eustache de Saint-Pierre et de ses compagnons. Mais si, en général, pareille guerre, où se déchaînaient toutes les passions, n'avait rien d'une lutte pour le droit, il serait injuste de ne pas noter au Moyen Age un adoucissement réel, bien qu'insuffisant, dans la pratique des hostilités. Il faut se rappeler, en effet, que c'est l'époque où la chevalerie

(1) *Chronique de Froissart*, t. II, chap. CC.

donne l'exemple des procédés de lutte les plus courtois et les plus humains. Des chevaliers illustres comme Du Guesclin et Bayard ne cessèrent de montrer pour l'ennemi, surtout vaincu, tout le respect compatible avec les nécessités de la guerre. Du Guesclin, mourant, recommandait à ses compagnons d'armes, de n'oublier jamais que les gens d'église, les femmes, les enfants, et le pauvre peuple n'étaient point leurs ennemis. Et Bayard se distingua toujours, en même temps que par sa bravoure, par les ménagements dont il usait vis-à-vis des habitants inoffensifs des pays qu'il occupa (1).

Il faut bien remarquer, cependant, que la doctrine des canonistes, qui exerça une influence modératrice sur les pratiques de la guerre, n'a jamais fait, entre les combattants et les non combattants, la distinction si nette et si précise qui s'est révélée par la suite, avec toutes les conséquences qu'on en déduit aujourd'hui. En somme, ce que les théologiens dont nous avons examiné l'opinion ont proclamé, c'est surtout l'inviolabilité de la personne de ceux qui ne prennent pas part à la lutte. Mais on ne peut pas dire qu'ils aient absolument élevé une sorte de cloison entre combattants et non combattants, laissant ces derniers en dehors de toutes conséquences du conflit. C'est ce que va nous montrer plus clairement l'examen de la doctrine d'un certain nombre d'autres auteurs.

(1) De Terrebasse, *Histoire de Bayard*, not. chap. XXXII.

Que la personne de ceux qui restent en dehors du conflit soit inviolable : c'est là un point sur lequel nous retrouvons l'unanimité de tous les auteurs. Le dominicain Soto, au milieu du xvi^e siècle, prenait chaleureusement la défense des naturels africains contre les négriers Espagnols qui pratiquaient à leur détriment leur pitoyable industrie (1). Mais c'est surtout chez Victoria, son maître (1557), qu'on rencontre ce principe exprimé avec le plus de force (2). « Jamais, en soi et intentionnellement, dit-il, il n'est permis de tuer les innocents. » Donc, *même dans la guerre contre les Turcs*, il n'est pas permis de tuer les enfants, ni les femmes. — Ni dans les guerres entre chrétiens, les cultivateurs inoffensifs, ni toute la population civile et paisible : car tous doivent être présumés innocents tant que le contraire n'est pas démontré. Pour la même raison, il n'est pas permis de mettre à mort les étrangers, soit qu'ils habitent le pays ennemi, soit qu'ils voyagent : car ils sont innocents et en vérité ne peuvent être considérés comme ennemis : de même encore, les clercs et les religieux que l'on doit considérer comme innocents dans la guerre, sauf preuve con-

(1) Wheaton, *Histoire du droit des gens*, t. I, p. 32 et s.

(2) Son ouvrage le plus important, les *Relectiones theologicae*, Lyon (1636), comprend treize leçons sur des sujets divers : économie politique, droit public, droit international. La cinquième leçon *De judis* (où il examine les droits des Espagnols sur la domination du Nouveau Monde) et la sixième *De jure belli*, traduite en appendice par M. Vanderpol dans *La guerre devant le christianisme*, sont celles où il expose ses idées sur notre matière.

traire, comme lorsqu'on les trouve les armes à la main. — Il n'est pas davantage permis de tuer des innocents pour le motif qu'ils constitueraient plus tard un danger. Car on n'a pas le droit de faire le mal pour éviter même un plus grand mal, et de mettre quelqu'un à mort pour une faute qu'il n'a pas encore commise : il est donc défendu de tuer les enfants des Sarrasins sous le prétexte que lorsqu'ils seront grands ils combattront les Chrétiens (*De jure belli*, 35 et s.). Si, d'autre part, il peut arriver que des innocents soient accidentellement tués, quand, par exemple, on assiège une ville, et que les machines ou projectiles que l'on emploie font aveuglément des victimes, « il n'est pas permis, pour réduire quelques ennemis, de tuer un grand nombre d'innocents en employant des procédés qui frappent indifféremment les uns et les autres, au cas où il est de peu d'importance, pour la victoire complète, de prendre une ville dans laquelle il y a un grand nombre d'innocents » (*Ibid.*, 37). Il n'est pas davantage licite, « s'il s'agit de citoyens du pays, en présence d'un crime commis par une province ou une ville, de mettre à mort tous les coupables, ni dans une révolte générale, d'exécuter toute une population. » Et Victoria rappelle que c'est pour un fait de ce genre que saint Ambroise refusa à Théodose l'entrée de l'Eglise. Saint Augustin n'écrivait-il pas déjà, du reste, que « le vaincu et le captif ont droit à la miséricorde, surtout lorsqu'il n'y a point de crainte de voir la paix troublée de nouveau » ? (*Ep.* 205, *ad Bonifac.*)

En ce qui concerne les prisonniers et les otages, Victoria admet que l' « on peut, dans une guerre juste, mettre à mort tous les prisonniers et ceux qui se sont rendus, s'ils sont coupables, sans violer à proprement parler la justice ». Mais, ajoute-t-il aussitôt, « il faut se conformer au droit des gens, dans la mesure où les hommes de bien ont coutume de le faire ; or, il est admis par la coutume et le droit des gens que les prisonniers ne sont pas mis à mort, à moins qu'ils n'aient pris la fuite. Quant à ceux qui se rendent, ils stipulent d'ordinaire qu'ils auront la vie sauve » (*De jure belli*, 49).

Pour les otages, « on n'a le droit de mettre à mort ceux qui, soit au moment des trêves, soit lorsque la guerre est terminée, sont remis par les ennemis, dans le cas où ces derniers manquent à leur parole, que si les otages sont pris parmi les coupables ; mais non s'ils sont au nombre des innocents, comme les enfants, les femmes et autres personnes innocentes ».

Cette restriction que formule Victoria, relativement aux « coupables », semblerait difficile à admettre aujourd'hui. Il faut, pour bien en saisir toute la portée, se rappeler que d'après les doctrines théologiques que nous avons déjà énoncées, la guerre n'est juste que s'il y a eu une faute commise, et une faute très grave, proportionnée aux maux de la guerre. Celle-ci suppose donc primitivement un coupable qui aggrave du reste considérablement son crime par le refus de le réparer et l'obligation dans

laquelle son opiniâtreté met son juge de lui déclarer la guerre pour obtenir justice et paix. Les coupables sont donc au premier chef et toujours des combattants, en quelque situation qu'ils se trouvent, désarmés ou non, et tant que la guerre dure : ils peuvent par suite légitimement être l'objet de punitions allant jusqu'à la mort. Aujourd'hui, au contraire, où la notion de la guerre s'est modifiée, où, comme nous le verrons, le droit international base en somme ses règles sur ce que la guerre, *a priori*, est juste des deux côtés, il n'est plus possible de faire cette restriction. Reste à savoir si la vérité n'est pas du côté du Moyen Age (1).

Peu après Victoria, Gentilis admettait comme lui, à la fin du xvi^e siècle, que l'on doit recevoir à composition les suppliants ; que les femmes et les enfants ont le droit d'être épargnés, que les laboureurs, les marchands, les voyageurs et autres personnes semblables doivent être l'objet des mêmes ménagements (2). On retrouvera du reste, à la même époque, chez un militaire, Balthazar Ayala, grand prévôt de l'armée de Philippe II dans les Pays-Bas, des idées à peu près semblables (3).

Il est même à noter qu'on rencontre des théologiens qui proclament « qu'il faut bien se mettre dans l'esprit

(1) V. à cet égard, et sur tout ce qui concerne les canonistes l'ouvrage précité de Vanderpol et son *Droit de la guerre d'après les théologiens et les canonistes du Moyen Age*, 1911, dont nous nous sommes inspirés.

(2) V. Wheaton, *op. cit.*, t. I, p. 37 et s.

(3) V. Pillet, *Le droit de la guerre*, t. II, p. 21.

qu'aujourd'hui, d'après la coutume usitée entre chrétiens, on n'admet plus le droit d'esclavage, ni celui de *postliminie* : par conséquent, les prisonniers ne deviennent plus esclaves » (Lupus, *Traité de Bello et Bellator.*, citant Bartole). Et Honoré Bonet, en son vieux langage de s'écrier : « Se ung chrestien aujourd'huy prent ung aultre se il pourroit en faire ce que les lois anciennes jadis devisèrent, serf de celui qui le aura prins. Et je respons vraiment que non, car celles lois ne furent mie prises entre les chrestiens en commun usaige, et si est très grant inhumanité et très laide chose de vendre son frere chrestien comme une beste lequel est mis hors de servitude par le très précieux sang de notre benoist sauveur Jhesucrist » (*Arbre des batailles*, 3^e partie, ch. XLV).

La doctrine des théologiens et des canonistes est absolument constante, on le voit, pour protéger l'inviolabilité de l'existence de ceux qui ne prennent pas part à la lutte, pour distinguer, au point de vue des conséquences qu'entraîne la guerre à l'égard des personnes, les combattants des non combattants.

En est-il de même en ce qui concerne les biens ?

C'est là un point dont la solution est plus difficile, et les opinions à cet égard laissent apparaître un flottement.

Saint Ambroise professait que la discipline militaire veut que tout le butin pris par le vainqueur soit apporté au roi, ce qui, implicitement, légitime la pratique du butin (1). Et saint Thomas, de son côté, distingue : « Si

(1) *Lib. de patriarchis seu lib. de Abrah.*, cap. 3.

ceux qui ont pris le butin aux ennemis ont juste guerre, ils deviennent propriétaires des choses qu'ils ont prises par la violence dans la guerre, et cela n'a pas le caractère de rapine, d'où il résulte qu'il n'y a pas lieu à restitution. Toutefois, ceux qui ont juste guerre peuvent, en prenant le butin, pécher par cupidité dans leur intention mauvaise, si, par exemple ils combattent, non pour la justice, mais surtout pour le butin (1) ». Et saint Raymond de Penafort est d'avis que « celui qui a guerre juste, qui ne la fait que contre les coupables, et qui n'a pas une intention mauvaise, a pour lui tout ce qu'il prend aux ennemis et n'est pas tenu à la restitution » (2). Sylvestre (3) écrit que « les biens qui sont pris deviennent la propriété de ceux qui les prennent ; ils doivent être mis en commun et remis au chef qui les distribue à chacun suivant ses mérites... Il faut limiter le butin, ajoute-t-il, aux objets mobiliers, car les autres sont attribués à l'Etat, et aussi distinguer les choses prises après la victoire, celles qui sont prises avant devenant seules la propriété de ceux qui les ont prises ». Et Victoria (*op. cit.*, 51) déclare que « d'après le droit des gens, les biens mobiliers deviennent la propriété de celui qui s'en empare, même au delà de la compensation des dommages ».

Mais ce butin dont on s'accorde à reconnaître qu'il est légitime, doit-il s'exercer indistinctement sur tous

(1) *Somme*, 2, 2, qu. LXVI, art. 8.

(2) *Ray.*, lib. II, tit. V, 12, qu. 5.

(3) *Summa Sylv.*, V^o *Bellum*.

ceux qui tombent sous la domination de l'occupant? Là est la question délicate.

Divers canons défendent bien de dépouiller ceux que l'on doit présumer innocents, mais la détermination de ces « innocents » est limitative. Saint Antonin (1) rappelle le canon suivant qui se trouve dans le décret : « Les prêtres, les moines, les frères lais, les étrangers, les paysans qui vont et viennent, ou qui s'occupent de la culture, les animaux qu'ils emploient au labour, et qui portent des semences aux champs, jouissent d'une complète immunité » (*De Treuga*, cap. *Innovamus*). Le Pape Nicolas I^{er}, dans les *Rescripta* (tit. XX) écrit que « ceux qui dépouillent les pèlerins, ceux qui viennent prier dans un sanctuaire, les clercs, les moines, les femmes, ou les pauvres qui ne portent point d'armes, prennent leurs biens, ou leur font quelque mal, doivent être frappés d'anathème, s'ils ne réparent convenablement leurs fautes ». Et saint Antonin dit qu'« il y a lieu à restitution de la part de celui qui a juste guerre, quand il a pris les biens des églises non fortifiées, ou des clercs, ou qu'il a dépouillé les voyageurs, les étrangers, les marchands ou autres innocents ».

Le texte dont la compréhension est la plus large est certainement celui de Lupus, qui déclare (*Tr. de Bello et Bellator.*) que « celui qui combat dans une juste guerre, n'est pas tenu à la restitution du butin. Celui-ci

(1) *Somme théol.*, pars III, tit. IV, cap. 2.

appartient à celui qui l'a pris, qu'il s'agisse des biens de celui qui combat injustement, *des biens de ceux qui sont sous sa dépendance*, ou des biens de ses hommes. Par *ses hommes*, il faut entendre ceux qui, craignant plus les hommes que Dieu, ont suivi leur seigneur dans une guerre injuste : quant à ceux qui ne lui ont prêté ni aide, ni secours, et ne l'ont pas favorisé, nous ne croyons pas qu'il faille les punir, car la peine doit frapper seulement les auteurs de la faute ».

En somme, ceux dont ces auteurs protègent les biens sont, non pas tant les membres de l'État adverse, qui demeurent étrangers à la lutte, que surtout tous ceux qui, n'étant pas membres de l'État, mais se trouvant accidentellement sur son territoire, comme les marchands, les voyageurs, n'ont aucune raison de subir les conséquences de la lutte, ou encore, mais pour des motifs spéciaux, ceux qui sont revêtus d'un caractère sacré. Cette impression est, du reste, confirmée par d'autres textes. « Il ne faut pas oublier, dit Cajetan (*Summula*, v. *Bellum*), que certaines personnes sont, d'après le droit canonique, exemptes des dommages de la guerre : elles sont indiquées au chapitre *Innovamus* (de la paix et de la trêve) où il est dit : Nous ordonnons que les prêtres, les moines, les frères laïcs, les étrangers, les marchands, les paysans qui vont et viennent aux champs, les animaux qui leur servent à labourer et à porter les semences, soient en toute sécurité. Et (XXIV, qu. 3, cap. *Paternarum*) il est dit aussi : *oratores*. Ces canons rai-

sonnables et saints appartiennent-ils au droit positif, ou suppriment-ils des abus, je l'ignore, mais *par le mot : marchands, j'entends, non les marchands qui résident dans le pays, mais ceux qui le traversent ou sont étrangers ; car pour les marchands du pays, je ne vois pas en quoi ils différeraient des artisans. »*

De plus, non seulement Victoria trouve licite de prendre « aux innocents les choses dont les ennemis devraient se servir contre nous : armes, navires, machines de guerre, et, si cela est nécessaire pour affaiblir les forces ennemies, de brûler et détruire les maisons, tuer les chevaux, anéantir toutes les ressources qui serviraient à alimenter une guerre injuste » (*op. cit.*, 39 et 40). Mais il écrit (§2) qu'« il n'est pas en soi-même défendu de permettre aux soldats le pillage d'une ville, si cela est nécessaire pour faire la guerre, épouvanter les ennemis ou surexciter le courage des soldats ; de même, on peut incendier une ville pour une cause raisonnable. Cependant, comme de telles autorisations entraînent beaucoup d'actes de cruauté et de sauvagerie indignes d'un homme, c'est sans doute une iniquité très grande de livrer au pillage une ville, sans nécessité absolue, mais si la nécessité l'exige, cela n'est pas interdit ». Et Cajetan (*loc. cit.*) n'hésite pas à déclarer que « les dommages que, dans une guerre juste, on a causés, *non seulement aux combattants, mais même à d'autres membres de l'État* contre lequel on a guerre juste, sont exempts de toute faute et leurs auteurs ne sont pas tenus de restituer ;

même si accidentellement les dommages ont atteint des innocents, soit, par exemple, *si une ville est livrée au pillage et si la licence est donnée de prendre les biens de chaque citoyen*, quoique parmi eux il puisse y en avoir qui sont innocents ; par suite de ces sentences de justice de guerre, on n'est pas tenu de distinguer si une partie des citoyens sont d'injustes ennemis et d'autres des innocents, car tout l'Etat est présumé ennemi et tenu pour tel, et c'est pourquoi l'Etat tout entier est condamné et ravagé » !

Le respect des biens des individus étrangers à la lutte était donc loin d'être absolu dans la doctrine des canonistes. S'ils distinguaient nettement, au point de vue de l'inviolabilité des personnes, combattants et non combattants, ils ne poussaient pas rigoureusement les conséquences de cette distinction jusque sur le terrain de la propriété. Il faut, pour bien comprendre cela, tenir compte des mœurs du temps, et surtout de cette idée que nous avons déjà mentionnée, que les théologiens voyaient dans la guerre la punition d'une faute dont ils poursuivaient très loin les auteurs. Quoi qu'il en soit, le courant d'idées créé par les canonistes détermina dans la pratique de la guerre, un adoucissement singulier en même temps qu'il constituait une esquisse très sérieuse de la distinction telle qu'elle apparaîtra par la suite.

CHAPITRE II

GROTIUS

On pourrait croire que le mouvement d'idées dont nous venons de tracer l'esquisse trouva sa formule la plus nette dans le célèbre jurisconsulte Grotius : il n'en est rien. Réagissant au contraire contre les doctrines modératrices qui se font jour, le droit de la guerre qu'il proclame au ^{xvii}^e siècle est d'une incroyable barbarie. Grotius est nourri, pétri pourrait-on dire, de l'antiquité grecque et latine. Son érudition extraordinaire — grâce à laquelle, du reste, nous sommes parfaitement documentés sur le droit de cette époque — lui permet, sur chaque point, de se référer avec une extrême abondance d'exemples, aux pratiques grecques et romaines, et celles-ci représentaient pour lui la sagesse suprême, l'idéal auquel il fallait tendre et auquel il trouvait tout naturel de soumettre ses contemporains. Il est évident que « la connaissance approfondie que possédait le jurisconsulte hollandais des auteurs anciens, son admiration sans limites pour leurs ouvrages, est ce qui a perverti sa raison et faussé son jugement » (1). Quoi qu'il

(1) Pillet, *Le droit de la guerre*, p. 18.

en soit, son livre est moins, à cet égard, un exposé des principes personnels de l'auteur qu'un assemblage méthodique et minutieux de toutes les pratiques de guerre dont il a pu trouver trace dans les auteurs anciens, et auxquelles, la plupart du temps, sans les commenter, du fait seul qu'il les cite, avec leurs références, il donne son approbation, les couvrant de son autorité. La lecture des chapitres IV et suivants du livre III du *Droit de la guerre et de la paix* est chose extrêmement curieuse. Ce n'est qu'une succession d'exemples et de références, une véritable mosaïque où il faut chercher l'opinion de Grotius pour l'y trouver.

Malgré tout, il semble que Grotius ait eu quelque conscience du caractère extraordinaire de sa doctrine et de sa disproportion avec les idées d'humanité déjà communes à son époque. Aussi veut-il lui donner une base plus solide en établissant (toujours à l'aide des auteurs anciens) une opposition entre ce qui est permis et ce qui est louable, entre les actes qui sont véritablement innocents et ceux qui demeurent simplement impunis. Le mot permis, dit-il, a plusieurs significations. Il désigne à la fois l'acte qui « est bon à tous égards, et honnête, quand bien même on pourrait par hasard faire quelque chose de plus louable » (p. 88), et celui qui « peut avoir lieu non sans préjudice de l'honnêteté et des règles des devoirs, mais parce que parmi les hommes, il n'est pas soumis à une peine » (p. 89). Il y a aussi des choses qu'il ne faut pas faire, bien que ce soit permis. « De

cette manière donc, il est permis à un ennemi public de détruire son ennemi, et dans sa personne et dans ses biens » (p. 91). Autrement dit, Grotius range sous l'étiquette de choses permises *ce qui a lieu impunément*, non toutefois sans qu'il y ait faute, et *ce qui est exempt de faute*, quand même l'abstention de ce fait serait un acte de vertu.

C'est en partant de cette distinction que Grotius nous fait, à l'aide des exemples tirés des Grecs et des Romains, le tableau de tout ce qui est permis dans la guerre ; de ce qui, par conséquent, selon lui, est le droit, quitte à nous tracer ensuite, dans les chapitres XI et suivants, à l'aide de la doctrine des canonistes et suivant la méthode employée pour l'antiquité, l'esquisse des tempéraments qu'il serait bon d'apporter à ce droit, mais dont on ne peut attendre l'observation que de la vertu des belligérants.

Comme le dit fort bien M. Pillet (*loc. cit.*), « ce sont de pauvres raisons, en vérité, et qui recouvrent un de ces sophismes qui, pratiquement, sont plus dangereux et plus nuisibles que le serait la négation pure et simple de la raison et du droit ».

Ces données nécessaires posées, examinons rapidement les principaux points de la doctrine de Grotius.

1° En ce qui concerne les personnes.

« Le droit de permission, dit notre auteur, s'étend loin : il ne comprend pas seulement ceux qui, de fait,

portent les armes, *ou qui sont les sujets de celui qui a suscité la guerre*, mais même tous ceux qui sont dans les limites des ennemis » (p. 97). « La raison, ajoute-t-il, en est que l'on peut appréhender aussi du mal de leur part, ce qui suffit dans une guerre continue et générale, pour qu'ait lieu le droit dont nous traitons » (*loc. cit.*). Il comprend donc même les étrangers venus avant la guerre sur le territoire de l'ennemi, car « ils doivent être réputés de son parti, après l'expiration du court intervalle de temps pendant lequel ils avaient pu se retirer » (p. 98). Du reste, il pose en principe que « quant à ceux qui sont vraiment les sujets des ennemis, c'est-à-dire qui le sont à titre permanent, il est permis par le droit des gens de leur nuire, en quelque lieu que ce soit, si nous considérons leur personne » (p. 98). « Cette licence, ajoute-t-il plus loin sans sourciller, s'étend jusqu'à permettre le massacre des femmes et des enfants » (p. 100). A plus forte raison, dans ces conditions-là, ne faut-il pas s'étonner qu'il trouve licite de mettre à mort les captifs, ceux qui se sont rendus à merci (p. 101, 103) et les otages (p. 105).

Grotius veut bien convenir toutefois « qu'il est *sinôn de la justice, du moins de la charité*, de ne rien entreprendre qui puisse menacer des innocents, à moins que ce ne soit pour des raisons de grande importance et qui tendent au salut d'un grand nombre de gens » (p. 254). Et il conseille, en conséquence, d'épargner les femmes et les enfants (p. 256 et s.), et même « en général les

personnes du sexe masculin dont le genre de vie est incompatible avec les armes » (p. 258). Dans cette catégorie rentreront les prêtres, les moines, les frères convers, les laboureurs, les marchands, les ouvriers, les artistes » (p. 260-261). Et il ajoute que « l'honneur, c'est-à-dire la considération de l'équité, défend d'enlever la vie à un prisonnier (p. 260), de refuser de recevoir à composition ceux qui demandent la vie sauve, soit dans un combat, soit dans un siège » (p. 263), ou de massacrer les otages (p. 268).

Pour les prisonniers, après avoir établi qu'en droit ils deviennent esclaves, eux et leurs descendants (chap. VII, p. 174 et s.), Grotius admet qu'il est équitable de ne leur ravir leur liberté qu'autant que cela est nécessaire pour la réparation du préjudice qui a été causé, ce qui sera une question d'appréciation individuelle (p. 297 et s.).

2° En ce qui concerne les biens.

« Il n'est pas contre nature, dit Grotius, en s'autorisant d'une phrase de Cicéron, de dépouiller de son bien une personne à qui l'on peut honnêtement ôter la vie. » Mais ainsi que le fait fort justement observer Massé, « comme on ne peut honnêtement ôter la vie aux particuliers inoffensifs, il est évidemment contraire au droit naturel de les dépouiller de leurs biens et de les soumettre au pillage ». Telle n'est pas cependant la déduction qu'en tire Grotius qui, comme nous l'avons vu, trouvant légitime d'attenter à l'existence de ceux-là même qui ne

prennent aucune part à la lutte, estime qu'il est licite d'endommager et de piller ce qui leur appartient (p. 116). Il n'en excepte même pas les choses sacrées (p. 117 et s.), allant même — chose à peine croyable — jusqu'à permettre la violation des sépultures, stipulant toutefois, heureusement ! que « les corps eux-mêmes des morts ne soient pas maltraités » (p. 123). Et il précise que « tout individu, dans une guerre solennelle, devient, sans limites ni mesure, propriétaire des choses qu'il a enlevées à l'ennemi ; en sorte que lui-même, et ceux qui tiennent leur titre de lui, doivent être protégés dans la possession de semblables choses par toutes les nations » (p. 127 et s.). Du reste, les choses qui sont enlevées aux sujets des ennemis sont aussi censées enlevées à l'ennemi (p. 131). Rien n'échappe du reste au pillage : « les hommes prisonniers, les troupeaux de gros et de menu bétail..., l'argent, les autres choses mobilières ou de peu de prix » (p. 162), tout cela fait partie du butin qui sera distribué aux soldats. Il n'y a exception que pour les choses qui n'appartiennent pas aux ennemis, quand bien même elles sont trouvées chez les ennemis » (p. 173). Ceci pour les choses mobilières. Quant aux immeubles, ils échoient au gouvernement qui peut en disposer ou en aliénant les terres au profit du Trésor, ou en les donnant à des colons, ou encore en les laissant à leurs anciens propriétaires moyennant le paiement de redevances (p. 145).

Grotius recommande cependant d'apporter quelques

tempéraments à la rigueur des principes qu'il expose. « A moins qu'une raison d'utilité ne le conseille, dit-il, c'est une sottise de nuire à autrui sans qu'il en résulte aucun bien pour soi-même ; aussi ceux qui ont la sagesse se laissent-ils ordinairement toucher par la considération des avantages à retirer de cette abstention » (p. 271). « Il n'y a, en effet, que des inconvénients à dévaster là où « nous sommes tellement maîtres nous-mêmes de la chose qui produit ces fruits qu'elle ne puisse servir aux ennemis » (p. 272), ou « s'il y a grande espérance d'une rapide victoire dont le prix serait les terres et leurs fruits » (p. 277), ou « si l'ennemi peut avoir d'autre part de quoi se sustenter, par exemple si la mer, si d'autres territoires lui sont ouverts » (p. 279), ou « si les choses sont de telle nature qu'elles ne sont d'aucun usage pour faire la guerre ou pour la prolonger » (p. 280), les choses d'art, par exemple, ou « celles consacrées aux usages sacrés » (p. 282), ou les sépultures (p. 285). Et, d'une façon générale, « l'humanité exige qu'on laisse à ceux qui ne sont pas coupables de la guerre et qui ne s'y sont pas trouvés obligés à un autre titre qu'à celui de cautions, les choses dont nous pouvons nous passer plus facilement qu'eux-mêmes, surtout s'il y a une suffisante apparence qu'ils ne recouvreront pas, de la part de leur Etat, ce qu'ils auront perdu de cette manière » (p. 295). Il recommande aussi de garantir la sécurité de l'agriculture, de protéger les laboureurs (p. 279).

C'est toujours, du reste, à un point de vue essentiel-

lement pratique que se place Grotius pour recommander d'adoucir les règles de ce qu'il professe être le droit : « Quoique ce ne soit proprement pas de notre sujet, écrit-il, de rechercher ce qu'il est avantageux de faire, mais de ramener la licence sans contrainte de la guerre à ce qui est naturellement licite, ou à ce qui est le meilleur parmi les choses licites ; cependant la vertu elle-même, avilie dans ce siècle, doit me pardonner si, la voyant méprisée en elle même, je relève son mérite en représentant les biens qu'elle produit » (p. 287). Et il énumère les avantages qu'il y a à user de modération. Elle enlève à l'ennemi une arme puissante : le désespoir, et elle calme et concilie les esprits.

Telle est la doctrine de Grotius. Elle constitue bien une régression vis-à-vis de la doctrine des canonistes qui s'étaient efforcés de plier les pratiques de la guerre aux règles d'un droit puisé aux sources de la justice et de l'équité. Au contraire, imbu des traditions païennes de l'antiquité, Grotius ne connaît d'autre droit que celui résultant de l'emploi de la force, et n'y admet d'autres tempéraments que ceux qu'une sage politique conseille d'y apporter.

L'influence de Grotius persista longtemps après la publication de son ouvrage. Près d'un siècle plus tard, un autre Hollandais, Bynkershoeck, soutient ce principe que tout ce qui est fait contre un ennemi est légitime ; que tout usage de la force est juste dans la guerre, même

contre un ennemi dépourvu de défense ; qu'on peut employer contre lui la fraude et même le poison, et qu'un droit illimité est acquis par le vainqueur sur sa personne et sur sa propriété (1). Et on rencontre les mêmes idées dans le *Jus gentium* de Wolf (2).

Tels n'étaient pas, cependant, le sentiment et la pratique de l'Europe éclairée à l'époque où ils écrivaient. Les philosophes du ^{xviii}^e siècle déterminaient, en effet, dans le domaine qui nous occupe, une évolution totale. « De même que, à l'intérieur, leurs efforts réussirent à effacer les derniers vestiges de la féodalité, de même, dans l'ordre international, ils tendirent à rendre les relations entre les peuples plus faciles et plus douces. La conception d'un état de nature qui est la perfection même et auquel l'humanité doit revenir est inconciliable avec les inimitiés entre nations, plus encore avec cette idée barbare qu'un ennemi est sans droit. Si la philosophie ne put détourner l'humanité de la pratique de la guerre, comme elle en avait le dessein, du moins parvint-elle à en adoucir les rigueurs (3). » C'est à ce moment que Rousseau proclame pompeusement que « la guerre n'est point une relation d'homme à homme, mais d'Etat à Etat », formule qu'on invoquera par la suite à tort et à travers, qu'on aurait tort, nous le verrons, de pren-

(1) *Quest. jur. publ., De rebus bellicis*, lib. I, cap. I, cité par Pradier-Fodéré en note sous Grotius, *Droit de la guerre*, t III, p. 92.

(2) *Jus gentium*, § 878, cité par le même.

(3) Pillet, *Le droit de la guerre*, p. 22 et s.

dre à la lettre, mais qui marquait bien le revirement profond qui s'opérait dans les esprits.

Galiani, de son côté, écarte des conséquences de la lutte tous ceux qui n'y prennent pas part comme combattants (1), mais c'est surtout Vattel qui nous fournit une fidèle image des opinions de son temps. Arrêtons-nous quelques instants sur les idées qu'il expose dans le livre III de son *Droit des gens* (2), chapitres VIII et suivants. Le droit de tuer, d'après lui, n'existe que « lorsqu'on ne peut vaincre la résistance des ennemis et les réduire par des moyens plus doux ». Par suite, on ne peut ôter la vie d'un ennemi, « dès qu'il se soumet et rend les armes ». « On doit donc donner quartier à ceux qui posent les armes dans un combat ; et quand on assiège une place, il ne faut jamais refuser la vie sauve à la garnison qui offre de capituler » (p. 5 et s.). « Les femmes, les enfants, les vieillards infirmes, les malades... sont des ennemis qui n'opposent aucune résistance ; et par conséquent, on n'a aucun droit de les maltraiter en leur personne, d'user contre eux de violence, beaucoup moins de leur ôter la vie » (p. 13). Il en dit autant des « ministres publics de la religion, des gens de lettres et autres personnes dont le genre de vie est fort éloigné du métier des armes ». De même, remarque-t-il, « aujourd'hui la guerre se fait par les troupes réglées ; le peuple, les paysans, les bourgeois

(1) *Les droits réciproques des belligérants et des neutres*, cité par Cauchy, *Le droit maritime international*, t. II, p. 293.

(2) Edition par Pradier-Fodéré, Paris, 1863.

ne s'en mêlent point, et, pour l'ordinaire, ils n'ont rien à craindre du feu de l'ennemi. Pourvu que les habitants se soumettent à celui qui est maître du pays, qu'ils paient les contributions imposées et qu'ils s'abstiennent de toute hostilité, ils vivent en sûreté ; ils conservent même ce qui leur appartient ; les paysans viennent librement vendre leurs denrées dans le camp, et on les garantit autant qu'il se peut des calamités de la guerre » (p. 14 et s.). Pour ce qui est des prisonniers, « dès que votre ennemi est désarmé et rendu, vous n'avez plus aucun droit sur sa vie » (p. 16) et « en toute occasion où je ne puis innocemment ôter la vie à mon prisonnier, je ne suis pas en droit d'en faire un esclave » (p. 21).

Ce n'est que sur quelques points que la doctrine de Vattel se ressent des influences qui l'ont précédée. Cet auteur parle sur un ton presque approbatif du butin et du pillage, surtout lorsqu'il est question d'une ville, fût-elle prise d'assaut (p. 38 et s.). Mais par contre, il proclame que l'envahisseur doit user modérément des moyens de contrainte qu'il possède sur les biens de l'ennemi, et que les ravages et les incendies doivent être limités aux cas exceptionnels où les circonstances en autorisent l'emploi pour les nécessités militaires (p. 42 et s.). En tout cas, « pour quelque sujet que l'on ravage un pays, on doit épargner les édifices qui font honneur à l'humanité et qui ne contribuent point à rendre l'ennemi plus puissant, les temples, les tombeaux, les bâtiments publics, tous les ouvrages respectables par leur

beauté ». Sur ce chapitre de l'inviolabilité de la propriété ennemie, bien que Vattel n'ait pas encore atteint le concept moderne de la guerre, il échappe cependant aux suggestions de Grotius et se rapproche, en définitive, de la doctrine des canonistes que nous avons examinée.

CHAPITRE III

LES AUTEURS CONTEMPORAINS

Jusqu'à l'époque contemporaine, ainsi qu'on l'a justement fait observer, les doctrines sont restées en retard sur la pratique. Avec le xix^e siècle, nous sommes en présence d'un phénomène tout opposé. « Une réaction s'est produite, réaction depuis longtemps attendue, dont la véhémence a donné dans l'excès contraire. Ce sont les doctrines, maintenant, qui ont pris la tête ; elles précèdent la marche forcément assez lente de la pratique, parfois d'un espace si grand, qu'elles méritent le reproche de méconnaître les conditions dans lesquelles se meuvent les luttes des nations. Quoi qu'il en soit, on ne peut concevoir d'opposition plus tranchée que celle qui s'observe entre le langage des anciens jurisconsultes et le langage des publicistes contemporains. Les uns disaient : « Tous les habitants du pays que l'on combat sont, pour l'armée, des ennemis. Tout est permis contre eux, et si l'on peut se montrer miséricordieux à leur égard, on ne viole aucun droit en leur refusant toute miséricorde. Leur personne est laissée à la discrétion du soldat, leurs biens deviennent très légitimement sa proie, il n'y a pour eux ni droit, ni justice. » Les autres disent au contraire :

« Les habitants paisibles qu'une armée rencontre dans le cours de ses opérations sur le sol étranger ne sont point des ennemis. Ils ne prennent aucune part aux hostilités, donc aussi doivent-ils ne subir aucun mal, aucune vexation de la part de ceux qui s'y livrent. Leur personne est inviolable, leurs biens doivent être respectés ; il y a pour eux un droit, et lorsque ce droit subit quelque atteinte, ils peuvent demander justice aux ennemis mêmes de leur patrie (1). »

C'est qu'en effet la conception moderne de la guerre diffère complètement de l'idée qu'on s'en faisait autrefois. S'il est toujours vrai que la guerre, éclatant entre deux Etats, en atteinne et intéresse profondément tous les sujets, et si ceux-ci doivent être prêts à en subir les conséquences fâcheuses, on tend de plus en plus à en localiser les effets entre les deux fractions combattantes des peuples en litige. Ceux des sujets de l'Etat que le pouvoir souverain emploie comme instruments de guerre sont les seuls qui prennent une part à la lutte et qui, par suite, doivent être atteints par les effets directs de la guerre. Celle-ci se présentant comme un moyen extrême de violence auquel on n'a recours qu'en désespoir de cause, on s'est efforcé d'écarter de son emploi tout ce qui pourrait paraître étranger au but poursuivi. Or, ce but, il est tel que Victoria l'avait défini au xvi^e siècle : « Il ne suffit pas que la guerre soit entreprise pour de

(1) Pillet, *op. cit.*, p. 24.

justes causes ; il faut la faire de telle sorte qu'au lieu de poursuivre l'extermination de l'ennemi, on n'ait en vue que la défense du pays, le triomphe du bon droit et l'établissement d'une paix durable » (*op. cit.*, § 60). Or, les combattants réduits, amenés à composition, l'adversaire tombe fatalement à la discrétion de son vainqueur. On a fait souvent honneur à Rousseau d'avoir été, par sa célébre maxime, l'inspirateur des idées modératrices qui se sont fait jour, dans la période moderne, sur la pratique de la guerre. Elle a pu y contribuer, mais il est à noter que, sous son aspect lapidaire, la formule est inexacte et dénuée de toute signification pratique. Dire que « la guerre est une relation d'État à État » est théoriquement juste, en ce sens que celui des belligérants qui fait des conquêtes sur l'autre ne peut acquérir plus de droits que celui dont il prend la place ; que, de même que l'État envahi ou vaincu n'avait aucun droit sur les propriétés particulières, de même aussi l'État envahissant ou vainqueur ne peut exercer légitimement aucun droit sur ces propriétés ; enfin, que la guerre n'ayant d'autre but que de forcer l'ennemi à être juste, tout ce qui a une liaison moralement nécessaire avec ce but légitime est permis, mais rien de plus. Mais cela ne signifie nullement que les populations paisibles n'assisteront qu'en spectatrices à la lutte, qu'elles feraient, à l'intérieur de l'État envahi, figure de neutres dans l'ordre international. C'est une règle unanimement reconnue de n'inquiéter ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens, les

citoyens non combattants d'un pays ennemi : mais la sécurité à laquelle ont droit les personnes et les propriétés peut être indirectement troublée, sans qu'il y ait violation réelle de leur droit, parce qu'on ne doit pas considérer comme contraires au droit certains accidents qui sont la conséquence indirecte, mais nécessaire, de ce qu'on a le droit de faire. C'est ainsi que les taxes, les contributions de guerre, les réquisitions sont permises (1). De plus, lorsque deux États sont en guerre, le sort de tous dépend des hostilités ; le patrimoine de tous sert de gage aux dépenses écrasantes de la lutte ; tous doivent, le cas échéant, obéissance à l'autorité militaire ennemie, et tous sont, chacun dans la mesure de ses moyens, à la disposition de leur patrie. La guerre est également l'affaire de l'État et du dernier de ses sujets.

Ce qui est vrai, c'est que les actes de violence qui constituent l'essence de l'action hostile ne doivent être dirigés que contre ceux qui font partie de l'armée, à l'exclusion de la population civile, et encore cette restriction n'est-elle pas absolue. Il existe des cas assez nombreux dans lesquels il est matériellement impossible de séparer le sort des combattants de celui des non combattants, et où, par suite, ces derniers subissent fatalement l'effet des agents de destruction dirigés contre les premiers. Dans l'attaque de vive force d'un village, les habitants qui s'y trouvent recevront une part des coups diri-

(1) V. Pradier-Fodéré, en note aux chapitres précités des ouvrages de Grotius et de Vattel.

gés contre les soldats. Lors du bombardement d'une ville forte, les obus ne font pas de distinction, et quand, au cours d'un combat naval, un vaisseau de guerre sera coulé, il entraînera dans l'abîme les non combattants qui pourront se trouver à bord, par exemple pour donner leurs soins aux blessés. Les blessures, la mort de ces personnes ne pourront pas être imputées à faute au belligérant qui les aura occasionnées ; elles ne pourraient pas faire la base d'une demande en indemnité. Ce sont de purs malheurs amenés par les nécessités de la guerre.

Il y a plus : lorsque l'armée est parvenue en territoire ennemi, il lui est nécessaire d'utiliser à son profit les diverses ressources qu'elle y trouve. Elle pourra donc requérir les services personnels des habitants quand elle ne possédera pas dans ses rangs d'hommes capables de lui rendre les mêmes services. De même, elle s'emparera de leurs biens si ceux-ci lui sont indispensables pour l'entretien des troupes ou le succès des opérations qu'elles poursuivent.

Il ne faudrait donc pas trop prendre au pied de la lettre la maxime de Rousseau, susceptible de causer bien des désillusions à ceux qui s'en feraient un article de foi, et les amènerait — cela s'est déjà vu — à d'irrélles déductions.

Le courant d'idées moderne a eu d'autres raisons plus profondes. Sous l'influence de multiples causes, les mœurs actuelles se sont singulièrement adoucies.

« La vie de l'homme a, aujourd'hui, aux yeux de tous, un prix qu'elle n'avait jamais obtenu. Sa liberté ne date que d'hier, et sa liberté est déjà regardée comme un bien sacré entre tous, bien auquel il est criminel de toucher sans une absolue nécessité (1). » Et surtout, ainsi que nous venons de l'indiquer, le point de vue nouveau, sous lequel on envisage la guerre, devenue aujourd'hui essentiellement scientifique, interdit au belligérant tout ce qui n'étant pas impérieusement exigé par la nécessité, devient de la cruauté.

Quoi qu'il en soit, l'idée que l'on ne doit pas user de violence envers ceux qui ne s'acquittent pas eux-mêmes d'un ministère de violence est, de nos jours, un véritable dogme pour la doctrine. Accueillie par les règlements militaires de tous les pays, proclamée à Bruxelles, consacrée à La Haye, elle jouissait du respect unanime jusqu'à ce que les Allemands, au cours du conflit qu'ils ont déchaîné sur le monde, en aient méprisé totalement la notion, laissant loin derrière eux, du reste, les excès qui leur avaient été, en cette matière, justement reprochés en 1870. Il n'est pas jusqu'aux généraux d'armées qui ne prennent soin, en franchissant la frontière, de publier une proclamation dans laquelle ils rappellent à leurs soldats le respect qu'ils doivent observer vis-à-vis des populations ennemies. Et si cet usage n'a pas toujours

(1) Pillet, *loc. cit.*

eu les conséquences pratiques attendues, il n'en constitue pas moins un hommage rendu aux principes.

Citer ceux des auteurs modernes qui professent la distinction des combattants et des non combattants serait chose fastidieuse et inutile : on peut dire que l'unanimité adopte à cet égard la doctrine que nous avons exposée (1). Nous devons reconnaître, au reste, que leur tâche est beaucoup plus simplifiée que celle de leurs prédécesseurs : aujourd'hui, tout citoyen physiquement apte à porter les armes est un soldat. La population valide est enrégimentée et se sépare nettement de celle qui est inapte à la guerre. C'est cette dernière que l'immunité reconnue aux non combattants protégera : elle est, par suite, très catégoriquement délimitée.

(1) V. not. Klüber, *Droit des gens*, §§ 246 et 250 ; Wheaton, *Ibid.*, t. II, §§ 2 et s. ; Heffter, *Le droit international de l'Europe*, §§ 126 et 130 ; Travers-Twiss, *Le droit des gens*, §§ 42 et s., 62 et s. ; Phillimore, *International Law*, t. III, p. 78 ; Hall, *International Law*, p. 333 et 354 ; Acollas, *Le droit de la guerre*, p. 78 et s. ; Bluntschli, *Das Moderne Völkerrecht*, §§ 568 et s. ; Calvo, *Le droit international*, t. IV, nos 2166 et s., 2199 et s. ; F. de Martens, *Tr. de dr. int.*, t. III, p. 261 ; Rüstow *Kriegspolitik und Kriegsgebrauch*, p. 203 et s., 212 et s. ; Guelle, *Précis des lois de la guerre*, t. II, p. 38 et s. ; Morin, *Les lois relatives à la guerre*, t. I, p. 50 ; Leutner, *Das Recht im Kriege*, p. 120 ; P. Fiore, *Le droit international codifié*, art. 1035, 1033, 1058, 1068 ; Neumann, *Eléments de droit des gens*, §§ 46 et s. ; Funck-Brentano et Sorel, *Le droit des gens*, p. 282, 284 ; Lender, dans le *Holzendorff's Handbuch*, t. IV, § 118 ; Halleck, *Elements of international Law*, p. 191 et 204 ; Summer Maine, *La guerre*, p. 161 et s. ; Rouard de Card, *La guerre continentale et la propriété*, p. 16 ; Féraud-Giraud, *Des recours à raison des dommages causés par la guerre*, § 1 ; Desjardins, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1882, p. 331 ; Lorimer, *Droit international*, p. 215 ; Pillet, *Le droit de la guerre*, p. 26.

Une double idée ressort des principes adoptés par les auteurs modernes ; les devoirs des États se résument dans l'inviolabilité de la liberté des non combattants et dans celle de leur propriété. Or, comme le fait très bien observer M. Pillet, dont *Le Droit de la guerre* constitue le plus clair et le plus complet exposé des principes régissant notre matière, ces deux idées renferment, si on les analyse, le germe de toute une série de commandements pour les armées en campagne, de garanties pour les particuliers en contact avec elles.

Elles impliquent le respect des personnes inoffensives qui ne doivent être ni massacrées, ni blessées, ni molestées. L'honneur des femmes doit être réputé aussi sacré que leur vie.

Elles impliquent le respect des liens de la famille qu'on devra éviter de séparer de son chef, privant ainsi les enfants de la protection qui leur est si nécessaire.

Le respect de la liberté individuelle, avec le respect des convictions religieuses, de la liberté du travail, de la liberté politique qui en sont autant de conséquences, en découlent aussi naturellement.

Et il faut y comprendre également le respect de la propriété sous toutes ses formes, immeubles et meubles, instruments, récoltes, outils, argent comptant, créances. « La guerre ne tend, a fort bien dit M. Pillet, ni à dérober, ni à dépouiller, et l'esprit de lucre s'allie mal avec l'honneur des armées. »

Que le principe ainsi proclamé doive, dans la pratique, recevoir des atténuations, c'est là, nous l'avons vu, une conséquence fatale, inéluctable, tenant aux caractères mêmes de la lutte. L'inviolabilité accordée aux non combattants ne peut, en effet, être rationnellement comprise que sous la réserve des nécessités supérieures de la guerre. Elle n'existe réellement qu'autant que ces nécessités ne sont pas en jeu ou qu'il s'agit d'une de ces libertés primordiales dont la conscience commande le respect. Il est certain, par exemple, que la vie, l'honneur, la liberté religieuse sont en tous cas intangibles, mais il est certain aussi que tous les biens qui ne paraissent pas essentiels à la dignité humaine ne doivent être respectés qu'autant que le soin de ses intérêts ne dicte pas à l'ennemi une résolution contraire (1).

Telle est la doctrine contemporaine, telle qu'elle résulte des enseignements des plus célèbres internationalistes.

On peut voir que sa caractéristique est, tout en établissant de façon très ferme le principe de la distinction des combattants et des non combattants, de ne tracer, entre les droits et les devoirs de chacune de ces deux catégories, qu'une ligne de démarcation assez imprécise, tenant compte des nécessités militaires qui sont d'ordre essentiellement variable.

Or, c'est précisément le détail de cette démarcation

(1) V. Pillet, *op. cit.*, p. 30.

qu'il est intéressant d'étudier et de préciser. C'est à quoi nous nous attacherons dans les chapitres qui suivront, en examinant de plus près ce que comporte, en fait, la distinction actuelle des combattants et des non combattants.

DEUXIÈME PARTIE

LA PRATIQUE CONTEMPORAINE

On a pu apercevoir, par les développements qui précèdent, la grande importance pratique que présente la distinction des combattants et des non combattants. Elle constitue la pierre angulaire du droit de la guerre, la restriction la plus importante, la plus juste, la plus humaine, qui ait jamais été apportée au droit du belligérant. Les conséquences en sont immenses. Suivant qu'un individu sera combattant ou qu'il sera non combattant, il demeurera exposé à toutes les horreurs de la guerre, ou, dans une certaine mesure, s'y trouvera soustrait. Par suite, la séparation des combattants et des non combattants forme le fond même du droit de la guerre moderne : l'immunité revendiquée pour ceux-ci constitue la règle capitale de ce droit. C'est ce que, au cours des diverses guerres qui ont ensanglanté la dernière moitié du xix^e siècle, avaient compris les peuples en litige, qui, plus ou moins parfaitement, plus ou moins complètement, mais avec des efforts réels pour arriver à une équitable observation des lois de la guerre, s'étaient

efforcés de réaliser, en fait, les principes que la doctrine avait posés en droit. Les États, sentant la nécessité d'imposer à leur action des règles précises, avaient élaboré à Bruxelles, en 1874, un véritable code de la matière que les deux Conférences de la Paix, en 1899 et 1907, avaient complété et auquel elles avaient apporté une consécration plus solennelle encore. Tout paraissait donc réuni pour que les guerres futures ne déversassent plus, en dehors des limites assignées par le droit et l'équité, les maux que, tant de fois, l'humanité avait eu à déplorer au regard des innocents. Il était réservé à la barbarie d'un peuple d'annihiler, dans la plus meurtrière des luttes que le monde ait connues, tant de laborieux et persévérants efforts. La Prusse, dont l'histoire a donné déjà tant de preuves d'une mauvaise foi et d'une perfidie insignes, s'était déjà distinguée en 1870 par son peu de souci du droit des gens. Dominatrice de l'Allemagne qu'elle a moulée à son image, elle a, dans la guerre par elle savamment ourdie et provoquée, érigé en principe le mépris absolu de toute autre règle que ses propres convenances. Convaincue qu'elle trouverait dans son amoralité un facteur puissant de succès, dans un terrorisme méthodiquement calculé un titre au respect craintif de ses adversaires, elle a proclamé le règne de la violence et de la force illimitées sans aucunes bornes ni sans aucuns freins. Les résultats, le monde entier les connaît aujourd'hui. Ce sont ces attentats sans nom, ces dévastations de dilettante qui ont donné à la culture al-

lemande sa véritable signification et en ont fait un objet de réprobation pour la conscience universelle.

Devant un pareil anéantissement, on a pu se demander ce qu'était devenue la notion même du droit des gens. Et l'esprit angoissé en vient à se poser la question de savoir s'il convient de s'occuper encore de ces règles d'un aspect purement spéculatif, qui, édictées pour humaniser la guerre, n'ont pu supporter l'épreuve de la réalité du conflit présent, nous faisant assister ainsi à une véritable régression dans l'histoire de la civilisation.

On aurait tort de désespérer et il ne faut pas se laisser influencer par des impressions qui, quelque troublantes qu'elles soient, n'iraient pas, en réalité, au fond des choses. Il est facile de dénigrer le droit en présence des atteintes qu'il subit et qui paraissent l'avoir à jamais anéanti. Il convient, poursuivant scientifiquement l'œuvre de réparation nécessaire, de lui restituer toute sa valeur.

Comme l'a si justement écrit, il y a peu de temps, un éminent internationaliste, « le droit des gens, après tout, mérite qu'on ne l'oublie pas tout à fait. Il représente l'un des côtés les plus élevés de la civilisation. Lorsque des Etats se résolvent à soumettre leurs rapports à des règles fixes, empreintes de justice et de loyauté, on peut dire qu'ils forment un monde civilisé, car le signe le plus certain de la civilisation est bien de placer la raison et le droit au-dessus de la force. Que si, au milieu même des combats, quelques lois sont volontairement obser-

vées dont l'effet est d'éviter le carnage inutile, de mettre un frein à la violence quand la violence n'est plus nécessaire, de répudier les actes les plus contraires à la décence et à l'honneur, on pourra en conclure que cet état de droit est l'indice d'une civilisation plus avancée, le respect d'une loi étant évidemment plus méritoire dans le feu de l'action guerrière que dans les loisirs et le calme de la paix » (1).

Seulement, peut-être s'était-on laissé aller à de trop chimériques espoirs, en voulant pousser trop loin une réglementation trop minutieuse. L'écart entre ce qui est et ce que des conventions pompeusement élaborées avaient proclamé s'est trouvé tel que les moins sceptiques ont pu douter de la possibilité de restaurer des règles internationales de la guerre, au lendemain de ce cataclysme. Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier que si les empires centraux ont foulé aux pieds, non seulement toute convention, mais même tout principe, les États alliés, au contraire, n'ont cessé d'apporter dans la lutte les procédés les plus conformes au droit de la guerre, se donnant ainsi la faculté de parler au nom du droit international, d'en proclamer l'existence, et plus tard, d'en assurer le respect. Et il n'est pas téméraire d'augurer, de leur triomphe, l'établissement durable d'une loi internationale plus modeste peut-être que celle qui a précédé, mais plus réelle, plus conforme aux précédentes, et surtout plus exactement observée.

(1) Pillet, *La guerre actuelle et le droit des gens*, 1916, p. 1 et s.

Nous ne ferons pas, par suite, œuvre inutile en étudiant, sur le point particulier qui nous occupe, les prescriptions du droit des gens contemporain. En les mettant en parallèle avec la pratique germanique, nous verrons jusqu'à quel point, dans une matière aussi essentielle, l'absence de tout scrupule et le dédain le plus complet de toute limitation de la force ont pu conduire l'Empire allemand.

Une grande division dominera toute notre étude. Nous traiterons séparément de la guerre terrestre d'abord, puis de la guerre maritime, les problèmes concernant la distinction des combattants et des non combattants différenciant d'aspect dans les deux hypothèses. Nous nous efforcerons, du reste, dans chacune d'elles, d'envisager le plus complètement possible les questions si diverses que fait naître la complexité de la guerre moderne.

I

LA GUERRE TERRESTRE

SECTION PRELIMINAIRE

LA QUALITÉ DE COMBATTANT ET DE NON COMBATTANT

Puisque la situation de combattant est si différente de celle de non combattant, il est essentiel, avant toutes choses, de savoir qui comprennent respectivement ces deux classes de personnes. Qui est combattant et qui est non combattant ? Il faut le savoir, soit pendant la bataille, afin que les non combattants bénéficient de l'immunité à laquelle ils ont droit ; soit après, car le combattant régulier tombé entre les mains de l'ennemi est un prisonnier de guerre, tandis que le non combattant qui a pris part à la lutte est un coupable et sera passé par les armes.

§ 1. — Quels sont les combattants ?

Le système de recrutement commun aujourd'hui à toutes les puissances militaires (les Etats-Unis exceptés) consiste à répartir toute la population valide et habile à porter les armes en plusieurs grandes catégories qui sont successivement appelées à prendre part, le cas échéant, aux opérations militaires.

Tous les hommes appartenant aux divers contingents de l'armée nationale sont donc des combattants réguliers et ont droit à l'application des lois de la guerre. Enrôlés par l'Etat, habillés à ses frais, commandés par des officiers nommés pour remplir cet office, ils présentent tous les caractères voulus pour constituer des combattants réguliers, et en aucune façon on ne pourrait méconnaître ce caractère en eux. Peu importe les noms donnés aux diverses catégories de militaires appelés sous les drapeaux. Une garde nationale, des milices locales se composent d'hommes ayant la qualité de combattants. On ne devra pas davantage faire entrer en ligne de compte la durée illimitée ou non du service exigé d'eux. Qu'il s'étende à toutes les opérations de guerre ou ne comprenne qu'une participation limitée aux fonctions de la force armée (garde de forteresse ou défense d'une certaine partie de territoire), il confère à ceux qui l'effectuent la même qualité de combattants. Il en est de même chez nous de la gendarmerie, placée, comme toute autre

arme, sous l'autorité du ministre de la guerre. En outre, ce titre de combattants réguliers appartient non seulement à ceux qui étaient déjà sous les drapeaux lors de l'ouverture des hostilités et à ceux qui, compris à cette époque dans des formations antérieurement faites, ont été rappelés au service pour les besoins de la guerre, mais encore à tous ceux qui seraient appelés à entrer dans des formations entièrement nouvelles, à condition évidemment que ces formations soient ordonnées par le gouvernement légitime. Leur convocation justifie leur présence sous les drapeaux, et il serait purement arbitraire d'exiger, comme en 1870, de militaires faits prisonniers, la production d'un ordre d'appel individuel pour les reconnaître comme combattants réguliers. Ne fallut-il pas, du reste, à la même époque, devant la prétention des Allemands qui refusaient de traiter comme combattants les gardes nationaux mobiles et mobilisés, incorporés en vertu des lois du recrutement, notamment de celle du 25 août 1870, menacer le gouvernement prussien de traiter de la même façon les soldats de la landwehr et du landsturm pour l'amener à résipiscence ?

Mais faut-il assimiler à l'armée régulière les troupes coloniales formées d'indigènes de races différentes, appelées par la métropole à participer à sa défense contre l'ennemi ?

La question a fait difficulté en 1859, en 1870 ; et, au cours de la guerre actuelle, l'emploi des troupes indigènes a suscité de véhémentes protestations de la part de

l'Allemagne. Bien des auteurs ont qualifié de barbare ce procédé, se basant, pour le condamner, sur ce que les troupes de ce genre n'auraient aucune notion du respect du droit des gens et usent, en temps de guerre, de cruautés contraires aux plus formelles prescriptions (1). On peut citer, par exemple, les Tartares, armés d'arcs et de flèches, qui ont fait la campagne de 1813 avec les troupes russes ; les bachi-bouzoucks employés par la Porte dans la guerre de 1877-1878, troupes qui ignorent même la convention de Genève, et ces bandes enrôlées par le même gouvernement dans la guerre actuelle, dont les principaux exploits ont consisté à opérer, à l'intérieur même de l'Empire ottoman, ces massacres horribles d'Arméniens qui ont abouti à l'extermination complète de la race.

Mais il serait profondément injuste d'assimiler à ces exemples l'emploi dans la guerre actuelle de nos contingents algériens, tunisiens ou marocains, de nos troupes noires, de nos tirailleurs annamites ou malgaches, ou l'appel fait par la Grande-Bretagne aux forces indiennes. Ces troupes enrégimentées, immatriculées, encadrées par des officiers et sous-officiers français ou britanniques, sont soumises à la discipline même des contingents métropolitains. Elles n'ont d'autre tort que de se distinguer

(1) Rolin-Jaequemyns, *Revue de dr. int.*, 1870, p. 639 ; Lueder, dans le *Handbuch des Volkerrechts* ; de Holtzendorff, t. III, § 97, note 6 ; de Martens, *Droit int.*, t. III, p. 212 ; Rivier, *Pr. du dr. des gens*, t. II, p. 249 et s.

par une ardeur dans l'attaque à laquelle les Allemands n'étaient pas habitués, et leur attitude vis-à-vis des non combattants pourrait servir d'exemple aux troupes impériales dont les excès répugneraient à leur nature primitive.

Mais s'il est élémentaire que tout soldat faisant partie de l'armée régulière soit un combattant légitime, il a paru superflu, tant en 1874 qu'en 1899 et 1907, de stipuler les signes extérieurs auxquels on reconnaîtrait un tel soldat. Comme nous le verrons, on a pris soin d'exiger certains signes pour les francs-tireurs, mais pour le soldat, la chose semblait inutile, car on avait sous les yeux des soldats qui répondaient partout aux conditions que l'on exigeait des francs-tireurs. Les circonstances ont tout modifié. Dès avant la guerre on s'était préoccupé, dans l'armée allemande notamment, de diminuer la visibilité des troupes en employant des uniformes à teintes neutres permettant au soldat de se confondre, à une certaine distance, avec la tonalité générale du sol, et d'enlever à l'officier les signes trop éclatants de son grade pour mettre, *ce qui est naturel*, le plus possible les chefs à l'abri des fusils à tir rapide. Au cours même de cette guerre, les nécessités qui se sont révélées ont fait abandonner les uniformes que nos soldats portaient jusqu'alors. On leur en a donné d'autres, qui ne présentent plus cette similitude d'aspect absolue que comportaient les uniformes anciens. Bien souvent, il n'y a plus guère que la coiffure qui montre qu'on se trouve en présence d'un

soldat, de telle sorte qu'il devient parfois difficile de distinguer *a priori* un combattant d'un non combattant. Aussi sera-t-il sans doute utile de prescrire par la suite à l'armée régulière de se munir de ce signe fixe reconnaissable à distance que les conventions, nous allons le voir, imposent aux francs-tireurs.

Mais les soldats composant l'armée régulière sont-ils les seuls à qui on doive reconnaître la qualité de combattants ? Pour parer aux insuffisances de celle-ci, ne peut-on pas légitimement recourir à la constitution de corps francs, ou encore à la levée en masse ?

Remarquons tout d'abord que ces questions, toutes d'actualité en 1874, au moment où, au lendemain de la guerre franco-allemande, la Conférence de Bruxelles leur donna une première solution, ont bien diminué d'intérêt depuis quarante ans. L'organisation militaire s'est singulièrement perfectionnée. Dans les petits Etats eux-mêmes, chez les neutres, les cadres de l'armée, s'élargissant progressivement, ont peu à peu embrassé toute la population masculine valide. Les citoyens même non soumis au devoir militaire peuvent aller grossir les rangs de l'armée régulière. Ils ne sont jamais réduits à la nécessité de former des compagnies franches, et l'Etat n'a pas intérêt à ce qu'ils en forment. C'est ainsi qu'au début de la guerre actuelle, le gouvernement français déclina l'offre que lui faisait M. de Cathelineau d'organiser un corps de volontaires vendéens qui se serait équipé et entretenu à ses frais. De même, le gouvernement italien

n'accepta pas la constitution d'une légion garibaldienne opérant en marge de l'armée royale, quels que fussent les souvenirs qui se rattachaient à pareille organisation et eussent pu exalter le moral de la troupe.

D'un autre côté, l'énormité des armées modernes laisse bien peu de probabilité au succès d'une levée en masse. Quoi qu'il en soit et quelque diminué que soit aujourd'hui l'intérêt qui s'attache à ces divers problèmes, il importe que nous leur consacrons quelques développements. La possibilité de l'organisation des corps francs et de la levée en masse doit être maintenue en faveur des pays qui ont limité leurs contingents militaires aux troupes nécessaires pour assurer la tranquillité intérieure.

Il est certain qu'en plusieurs occasions les corps de partisans ont rendu à leur patrie des services signalés. Les guerilleros espagnols et leur lutte contre les armées impériales sont toujours, chez nous, présents à la mémoire de tous. Aussi, il ne saurait être question d'interdire à un pays de recourir à leur coopération. Mais on comprend, par contre, que leur organisation ne doive pas échapper à toute règle. Serait inadmissible, par exemple, une disposition analogue à celle que prescrivait l'article 13 de l'ordonnance prussienne de 1813 sur le landsturm qui disait : « Le landsturm n'a ni uniformes, ni insignes particuliers, car ces uniformes et ces insignes serviraient à le faire reconnaître par l'ennemi et l'exposeraient aux persécutions. » Ce qui n'empêcha du reste pas l'État-Major allemand, en 1870, de dénier de façon

absolue aux membres des nombreuses compagnies de francs-tireurs qui s'étaient formées dans notre pays pour parer aux insuffisances de l'armée régulière, la qualité de combattants réguliers. Il leur refusait quartier et brûlait régulièrement les villages dans le voisinage desquels les francs-tireurs avaient dressé leurs embuscades. Et cependant ces corps francs, formés de l'aveu et souvent sur la demande des autorités françaises, combattaient loyalement en soldats et ne faisaient rien que ce que l'état de guerre autorise.

La Conférence de Bruxelles de 1874 sut faire une part aux diverses nécessités que suppose pareille organisation. Les discussions vives et approfondies de la part surtout des petits Etats aboutirent à un certain nombre de résolutions que nous retrouvons dans les deux règlements de La Haye sur les lois et coutumes de la guerre sur terre. En voici le texte (art. 9 de la déclaration de Bruxelles reproduit par l'art. 1^{er} du règlement de La Haye) :

« Les lois, les droits et les devoirs de la guerre ne s'appliquent pas seulement à l'armée, mais encore aux milices et aux corps de volontaires réunissant les conditions suivantes :

1° D'avoir à leur tête une personne responsable pour les subordonnés ;

2° D'avoir un signe distinctif fixe et reconnaissable à distance ;

3° De porter les armes ouvertement, et

4° De se conformer, dans leurs opérations, aux lois et coutumes de la guerre.

Dans les pays où les milices ou des corps de volontaires constituent l'armée ou en font partie, ils sont compris sous la dénomination d'armée. »

Ce libellé n'est pas parfait et justifie des critiques. Tout d'abord, s'il stipule l'exhibition constante de quelque signe reconnaissable à distance imposé par le texte aux corps francs, il ne détermine pas à quelle distance ce signe doit être reconnaissable. On a dit parfois la distance d'une portée de fusil. Mais étant donné la portée de plus en plus étendue des armes actuelles, ce serait là une exigence déraisonnable. Il semble bien, comme le dit M. Pillet, qu'on ne puisse demander qu'une chose : c'est qu'il y ait signe reconnaissable à la distance d'où l'on peut juger de la forme et de la couleur de l'habillement d'un individu. Ce signe pourra, du reste, être quelconque. Le brassard, déjà si employé, et qui prêterait à confusion avec l'insigne choisi par la convention de Genève, semblerait par là même devoir être écarté.

Notons ensuite qu'en exigeant que les francs-tireurs se soumettent eux-mêmes aux lois et coutumes de la guerre, l'article semble laisser supposer, par sa rédaction trop large, que le corps tout entier peut être rendu responsable des infractions au droit des gens commises par un seul de ses membres. Telle était la doctrine des Allemands en 1870, et ils l'ont, comme nous le verrons, autrement amplifiée encore au cours de la guerre

actuelle. Mais cette interprétation est inadmissible. Il ne serait ni juste, ni humain de faire supporter à des compagnons d'armes innocents les conséquences toujours rigoureuses des fautes commises par certains de leurs camarades. Il n'y a de ce texte qu'une application possible : c'est dans l'hypothèse où le soldat tombé aux mains de l'ennemi appartient à un corps qui ne fait pas de quartier à un adversaire désarmé. Il est de règle alors que, par réciprocité, il ne peut obtenir quartier pour lui-même.

Quoi qu'il en soit, telles qu'elles sont établies, les règles que nous venons d'examiner consacrent expressément la constitution des corps francs. Pendant la guerre russo-japonaise, le Japon enrôla des volontaires dont l'organisation fut strictement conforme à l'article 1^{er} du règlement de La Haye. La Russie en leva également de son côté qui, aux dires du Japon, ne réalisaient pas les conditions du texte (1). Il est hors de doute, du reste, qu'on doit faire rentrer dans l'économie de l'article 1^{er} les corps francs formés d'individus étrangers à la nation belligérante. Tel était le cas, en 1870-71, des Garibaldiens et des Grecs qui s'enrôlèrent au service de la France, et au cours de la guerre gréco-turque, des Français qui s'engagèrent dans l'armée grecque, tandis que des officiers allemands prenaient du service dans l'armée ottomane.

Dans la guerre actuelle, bien qu'il n'y ait pas eu à

(1) Nagao-Arigo, *La guerre russo-japonaise*, p. 80 et s.

proprement parler d'organisation de corps francs, il y a lieu de relever, de la part de l'Allemagne, une violation formelle des prescriptions ci-dessus énoncées. Il y avait, en Belgique, outre la milice, la garde civique non active des campagnes. Les gardes civiques, qui sont, en réalité, l'armée territoriale belge, ne sont, en temps de paix, actives que dans les villes. Au village, elles ne sont ni armées, ni exercées et n'existent que sur le papier. Elles n'en font pas moins partie de l'armée régulière et, à ce titre, avaient droit à être considérées comme faisant partie de la troupe combattante. Mais à supposer même, contre toute évidence, que la mauvaise foi allemande refusât de les faire rentrer dans l'armée régulière, elle ne pouvait pas, du moment qu'elles remplissaient les conditions de l'article 1^{er} du règlement de La Haye, leur contester le caractère de corps franc et leur dénier tout droit au traitement prévu pour les individus appartenant à cette catégorie. Or, bien que constituées avec des cadres désignés dès le temps de paix, ayant un uniforme, celui de la blouse bleue à rubans tricolores des combattants de 1830 — signe reconnaissable à distance, celui-là ! — et armées tant bien que mal, l'autorité militaire allemande, au mépris de tout droit, déclara qu'elle fusillerait les membres de ces milices. Le gouvernement belge poussa alors le scrupule jusqu'à les désarmer, et leurs armes, vieux fusils, vieux pistolets, vieilles épées, furent déposées par ordre dans les maisons communales.

La légitimité de la levée en masse n'a pas été, d'autre

part, sans soulever, à Bruxelles comme à La Haye, d'ardentes discussions. La levée en masse est la réunion des habitants d'un territoire qui, sans organisation préalable, en présence de l'invasion, se concertent pour défendre le sol national. Les levées en masse, fréquentes dans les guerres anciennes, sont devenues rares à notre époque, en présence du système des armées modernes renfermant l'entière population valide du pays. Mais on pourrait fort bien en concevoir la possibilité à l'heure actuelle dans les pays qui, comme la Belgique, n'avaient adopté que récemment, et encore dans une mesure restreinte, le service obligatoire, et dont par conséquent une grande partie de la population est susceptible, théoriquement tout au moins, de prendre les armes. En fait, les massacres sans nom auxquels se sont livrés les Allemands, les déportations systématiques qu'ils ont pratiquées de la population mâle, n'en font pas une hypothèse probable.

A la Conférence de Bruxelles, en 1874, un conflit s'éleva, au sujet de la levée en masse, entre les représentants des petits Etats et ceux des grandes puissances. La même opposition se produisit, du reste, en 1899 à La Haye, car les mêmes causes ont nécessairement déterminé les mêmes effets.

Tout le monde s'accorde bien sur le principe même de la levée en masse. Mais là où l'on diffère essentiellement, c'est sur les conditions à exiger d'elle. Les grands États, que la mobilisation générale pourvoit de forces

considérables, ont tendance à la rendre peu facile, puisqu'elle ne leur profitera guère et pourra, au contraire, servir leur adversaire. Aussi, et telle était notamment la thèse de l'Allemagne dont le général de Voigts-Rhetz fut à Bruxelles l'interprète convaincu, voulaient-ils exiger que la levée en masse réunit les conditions prescrites par l'article 1^{er} du règlement de La Haye, au sujet des milices et corps de volontaires. Mais les petits États faisaient remarquer que la levée en masse constituera souvent leur seule ressource contre l'invasion ; que, sans elle, ils seraient peut-être acculés à la ruine par la nécessité d'entrer dans la voie des armements à outrance où ils ne pouvaient suivre les grandes puissances. C'est pourquoi, à La Haye comme à Bruxelles, ils demandaient que le fait de ne pas se conformer aux conditions de l'article 1^{er} du Règlement, difficiles à exécuter pour la levée en masse, ne privât pas les habitants qui prendraient les armes des droits des combattants, *si d'ailleurs ils respectaient les lois et coutumes de la guerre*. Satisfaction semble avoir été donnée de façon complète à ces desiderata puisque, en 1874 (art. 10), comme en 1899 et en 1907, l'article suivant fut adopté, qui autorisé de façon absolue, en toute hypothèse, la levée en masse. Sollicité en 1899 par les délégués russes, appuyés des délégués anglais et belges, ce texte forme l'article 2 du Règlement, ainsi conçu :

« La population d'un territoire non occupé qui, à l'approche de l'ennemi, prend spontanément les armes pour

combattre les troupes d'invasion, sans avoir eu le temps de s'organiser conformément à l'article 1^{er}, sera considérée comme belligérante si elle respecte les lois et coutumes de la guerre. »

En 1907, on ajouta une autre condition intercalée avant la dernière : *si elle porte les armes ouvertement*. Mais cette addition, provoquée par l'Allemagne, motiva l'abstention du Monténégro et de la Suisse qui n'avait du reste pas adhéré non plus au texte de 1899. Il faut reconnaître toutefois que cette nouvelle condition était légitime : il ne faut pas, en effet, que ceux qui font partie de la levée en masse se dissimulent, car cette dissimulation serait exclusive de toute organisation connue de l'ennemi ; elle ferait confondre la levée en masse avec l'insurrection générale et amènerait les pires représailles. De même, on aurait pu aller plus loin et exiger, comme pour les corps francs, le port d'un insigne propre à distinguer les combattants, à défaut d'une organisation sous la conduite d'un chef responsable, précisément impossible à réaliser dans les conditions qui accompagnent généralement les soulèvements de ce genre. La tolérance admise à cet égard ne répondait pas à une nécessité véritable, et elle n'aboutit à rien moins qu'à supprimer toute différence entre le combattant et le non combattant, cette distinction fondamentale.

On remarquera que le texte précité réserve à la seule population du *territoire non occupé* le droit de combattre l'ennemi au moyen d'une levée en masse. Cela peut pa-

raître singulier, puisqu'on admet unanimement que le simple fait de l'occupation hostile ne suffit pas pour faire passer le territoire occupé sous la souveraineté de l'envahisseur. Il n'y a évidemment aucune bonne raison d'admettre une différence entre les deux cas. La Conférence de Bruxelles n'entendait pas, du reste, en adoptant ce texte restrictif, refuser le même droit aux habitants d'un territoire occupé : elle ne s'est abstenue que parce que ses membres n'avaient pu se mettre d'accord sur ce point, laissant ainsi à tous les habitants du territoire envahi la faculté de s'armer pour repousser l'ennemi, que le sol qu'ils habitent fût occupé ou non. Aussi, si l'on considère que les conventions de La Haye ne sont pas applicables à la guerre actuelle, ce qu'admet M. Pillet (1), la survenance d'une levée en masse en territoire occupé ne devrait pas avoir pour conséquence, dans la guerre actuelle même, d'autoriser à aggraver la rigueur des lois imposées à ce territoire. C'est une question de sécurité dont l'envahisseur est juge ; elle ne

(1) Pillet, *La guerre actuelle et le droit des gens*, p. 21 et s. L'éminent auteur rappelle que la Turquie, la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et l'Italie n'ont pas ratifié la convention de 1907 qui, n'obligeant pas par suite ces cinq puissances, ne peut d'ailleurs obliger les autres belligérants. D'autre part, si la convention de 1899 a été ratifiée par tous les belligérants actuels, il est fort difficile de soutenir qu'elle est demeurée en vigueur. Pour toutes les puissances belligérantes qui ont signé et ratifié l'acte de 1907, en effet, la convention de 1899 a été remplacée par celle de 1907 : la première n'existe plus. — Cependant M. Paul Fauchille (*Rev. de dr. int. publ.*, 1905, p. 403 à 408) soutient qu'à défaut de la convention de 1907, celle de 1899 est au moins applicable.

saurait lui permettre de frapper de peines quelconques les habitants trouvés les armes à la main (1).

Mais les conventions de La Haye ont voulu modifier cet état de choses. En 1899, le délégué anglais, général sir John Ardagh, appuyé par les petits Etats, avait proposé d'ajouter une disposition expresse consacrant le droit à la levée en masse pour les habitants des pays occupés. Il fut passé outre, et on se contenta d'adopter une déclaration dont le délégué russe, M. de Martens, était l'auteur, et aux termes de laquelle « il n'a pu entrer dans les intentions de la Conférence que les cas non prévus fussent, faute de stipulations écrites, laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées ». Et la suite de la déclaration, telle qu'elle a été repro-

(1) Il convient cependant de faire observer que certains juristes s'opposent par principe, de façon absolue, à toute idée de levée en masse, en pays occupé. M. Brenet (*La France et l'Allemagne devant le droit international pendant les opérations de guerre de 1870-1871*, p. 45 et s.) la considère comme inadmissible au point de vue *légal*. En se soulevant, dit-il, les habitants se révoltent et rompent ainsi le contrat de neutralité tacite qu'ils ont conclu à l'égard de l'occupant. De plus, la levée en masse ne peut avoir lieu que sur l'ordre des autorités, et, en territoire occupé, le gouvernement légal n'a plus qualité pour prendre un décret. La levée en masse, avec tous les malheurs qu'elle entraîne, sera donc résolue par quelques meneurs familiers de l'émeute, à qui le soulèvement profite et à qui l'anonymat assure l'impunité. Enfin, la rébellion expose l'armée occupante aux plus grands dangers et elle la réprimera avec la dernière énergie pour le plus grand détriement de la population. — Aussi Bluntschli est d'avis que l'occupant peut faire poursuivre criminellement ceux qui se soulèvent en pays occupé (*Droit international codifié*, art. 598-2°). Conf. Neumann, p. 44, et Bray, *De l'occupation*, p. 199.

duite à peu près intégralement par la Conférence de 1907, dispose qu'« en attendant qu'un code plus complet des lois de la guerre puisse être édicté, les Hautes Parties contractantes jugent opportun de constater que, dans les cas non compris dans les dispositions réglementaires adoptées par elles, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre les nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique. Elles déclarent que c'est dans ce sens que doivent s'entendre notamment les articles 1 et 2 du règlement adopté ». Cette déclaration est insérée dans le préambule de la convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1899 et de 1907. Il en résulte que la levée en masse n'est officiellement autorisée comme principe de droit international qu'en pays non occupé, et qu'en pays occupé chaque Etat s'inspirera de ce qui est commandé par « les principes du droit des gens les lois de l'humanité et les exigences de la conscience publique ». Mais combien pareil critérium est essentiellement vague et présente peu de garanties pour les intéressés ! En tenant même pour actuellement applicables les conventions de La Haye, du moment où elles renvoient, sur les points où elles s'abstiennent de décider, aux principes du droit des gens, pourquoi ne pas s'en rapporter aux précédents de la déclaration de Bruxelles qui en constitue bien un des principaux monuments ? Ce serait logique, et, dès lors, il

semble bien qu'en opérant une levée en masse en territoire occupé, on ne contrevient à aucune disposition essentielle du droit international.

§ 2. — Quels sont les non combattants ?

Les non combattants sont de deux sortes : les uns appartiennent à l'armée de façon plus ou moins complète, les autres lui sont totalement étrangers.

La première catégorie est placée, par les services qu'elle rend, dans une situation intermédiaire, touchant à la fois à celle du soldat et à celle du citoyen paisible. On trouve d'abord dans cette catégorie certains militaires attachés à des services spéciaux. Ce sont les soldats de l'intendance, les équipages du train, le service de la police aux armées, les employés de chemins de fer, des postes et télégraphes ; tous les hommes qui, sans porter les armes, consacrent leurs services aux besoins des soldats en campagne : tels sont les infirmiers, médecins, aumôniers, parfois les domestiques attachés à l'armée. C'est ainsi que dans la guerre sino-japonaise, les Japonais avaient à leur suite un nombre considérable de coolies, individus fournis par un entrepreneur, assimilés aux militaires, mais uniquement affectés au transport des munitions et des approvisionnements de l'armée. M. Nagao-Arigo raconte que ces coolies, ayant commis certains méfaits contre les habitants des provinces chinoises envahies, le maréchal Oyama, sur sa proposition,

leur interdit de porter les armes pendant le reste de la campagne. De même, pendant la guerre italo-turque, le Croissant-Rouge fit appel, comme brancardiers volontaires, à des indigènes qui se sont parfaitement acquittés du service qu'on leur demandait. Il y a également les fonctionnaires et diplomates placés quelquefois auprès du général en chef pour l'assister de leurs conseils. Enfin, il y a également à l'arrière toute une série d'hommes qui peuvent, sous une forte poussée de l'ennemi, se trouver aux prises avec lui ou tomber entre ses mains à la suite de la capitulation d'une place forte. Les hommes appartenant aux divers services auxiliaires de l'armée, si nombreux et affectés à des tâches si diverses, sont, par définition, des non combattants, mais font partie de l'armée. Il en est de même de la catégorie extrêmement nombreuse des hommes mis en sursis d'appel pour être employés à la fabrication des munitions. Ils appartiennent également à l'armée, et nul doute qu'ils font partie de la catégorie des non combattants qui en relèvent.

Quelle est la situation de toutes ces personnes ? Un grand nombre parmi elles bénéficient des dispositions de la convention de Genève, du 22 août 1864. Ce sont celles que l'on attache au service des militaires blessés ou malades. Quant aux autres, leur situation est particulière. Ce ne sont pas des combattants, et on doit s'abstenir de toute agression individuelle à leur égard, mais d'autre part, elles sont, dans leur service, exposées à subir l'effet des violences pratiquées par l'ennemi, et, si

elles viennent à tomber entre ses mains, la captivité sera leur sort. C'est ce qu'exprime l'article 3 du règlement de La Haye : « Les forces armées des parties belligérantes peuvent se composer de combattants et de non combattants. En cas de capture par l'ennemi, les uns et les autres ont droit au traitement des prisonniers de guerre. »

En outre, il existe un certain nombre d'individus qui suivent l'armée, bien que ne faisant nullement partie des troupes dont elle se compose. L'article 13 du règlement de La Haye précise ainsi leur situation : « Les individus qui suivent une armée sans en faire directement partie, tels que les correspondants et reporters de journaux, les vivandiers, les fournisseurs, qui tombent au pouvoir de l'ennemi et que celui-ci juge utile de détenir, ont droit au traitement des prisonniers de guerre, à condition qu'ils soient munis d'une légitimation de l'autorité militaire de l'armée qu'ils accompagnaient. »

Pour les vivandiers et marchands, c'était en somme la solution adoptée par l'article 34 de la déclaration de Bruxelles, celle aussi prévue par l'article 75 du Code de justice militaire français pour l'armée de terre, l'instruction ministérielle française du 13 février 1900 sur le service de la gendarmerie en campagne, et les articles 24 et s., 126 et s. du décret du 28 mai 1895. Le *Manuel de droit international* invite les belligérants à relâcher ces individus (art. 22), dès qu'ils peuvent le faire sans inconvénient pour leurs opérations militaires. Cette solution paraît la meilleure, car, ainsi que le fait observer

M. Pillet, on n'aperçoit pas quel intérêt un Etat peut avoir à faire de ces gens-là des prisonniers (1).

Quant aux correspondants de journaux, l'importance prise dans le cours du siècle dernier par la presse, en donnant à leur rôle une importance capitale, a nécessité une réglementation particulière. Un point essentiel et à noter tout d'abord : c'est que les généraux n'ont aucune obligation de les recevoir, et qu'ils peuvent leur refuser tout accès dans les rangs de l'armée lorsqu'ils jugent leur présence dangereuse pour la sécurité de leurs opérations. L'exemple célèbre de l'influence d'une nouvelle ainsi imprudemment divulguée sur le désastre de Sedan légitime suffisamment pareille restriction. Et de fait, la nuée de correspondants, de reporters, de dessinateurs qui, demandant l'autorisation de suivre les opérations militaires sont parfois victimes de leur zèle imprudent, exige des précautions extrêmement sévères.

La liberté du général est donc le principe incontestable en la matière. Autorisés, ils doivent se soumettre strictement à toutes les lois de la discipline militaire, se conformer ponctuellement à l'autorisation donnée, s'abstenir de tout acte de nature à préjudicier à l'armée dont ils suivent les opérations. Ils ne devront rien publier sans l'autorisation du commandement, au sujet des effectifs et de la composition des troupes, aussi bien que des opérations militaires. Le Quartier Général devra avoir

(1) Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 194.

communication de leur correspondance et ils ne recevront eux-mêmes que des lettres et télégrammes ouverts. La plupart du temps, enfin, on leur demandera un engagement d'honneur de se conformer à toutes ces conditions qui n'ont rien d'injurieux pour eux, et ont simplement pour but de déjouer la pratique de l'espionnage voilée sous l'apparence d'un reportage inoffensif.

Dans la guerre actuelle, du reste, le rôle des correspondants de journaux a été strictement limité. Ils ne sont pas admis à suivre les opérations militaires. De temps à autre, on organise sur des points déterminés choisis par l'État-Major, des visites auxquelles on convie des délégations de la presse : on ne leur montre que ce qu'il convient au Quartier Général de montrer et encore doivent-ils, dans leurs relations, se montrer extrêmement discrets. C'est ainsi qu'ont été organisées plusieurs visites au front français et à la *home fleet* anglaise. Ce système excellent présente évidemment le minimum de risques. Combiné avec la censure qui s'exerce sur les correspondances, il assure aux opérations toute la sécurité désirable. Du reste, il n'est pas que dans la présente guerre que les représentants de la presse se soient vu restreindre leurs informations. Dans la guerre de 1885 entre la Serbie et la Bulgarie, cette dernière puissance admit seule les reporters dans les armées. En 1873, dans le conflit qui s'éleva entre l'Espagne et les Kabyles du Rif, l'Espagne les avait écartés complètement. En 1895, ils ne furent admis à accompagner les troupes que jusqu'à une cer-

taine localité : Andriba. Liberté entière leur fut accordée par contre dans la guerre gréco-turque. Pendant la guerre russo-japonaise, les Japonais n'ont pas autorisé les représentants des journaux à suivre leurs opérations. Cependant, le Japon avait préalablement publié un règlement qui, bien que fort sévère, admettait en principe les journalistes. Les Russes les admirent au contraire.

En tout cas, on comprend très bien que si, autorisés à suivre une armée, ils tombent entre les mains de l'ennemi, leur libération pourra être différée aussi longtemps que les nécessités militaires l'exigeront.

Il est une catégorie que le règlement de La Haye ne prévoit pas : ce sont les personnes qui ont été requises de prêter occasionnellement leurs services à l'armée, comme les convoyeurs, les guides, les messagers ou courriers. C'est qu'on les considère universellement comme sujettes à la captivité de guerre. On ne peut s'empêcher de trouver avec M. Pillet que ce traitement paraît très rigoureux (1). Les services qu'elles rendent aux troupes sont purement temporaires et ne suffisent nullement à les assimiler à de véritables combattants. En outre, ayant été requises de prêter leur assistance à l'armée, on a mauvaise grâce à leur infliger la captivité comme peine d'une action à l'accomplissement de laquelle elles n'ont pu se soustraire. Il serait donc souhaitable qu'intervint à leur endroit un adoucissement des usages suivis.

(1) *Op. cit.*, p. 194.

Que décréter vis-à-vis des officiers au service d'une puissance neutre qui se font autoriser à suivre les vicissitudes d'une campagne dans l'armée de l'un des belligérants ? Souvent même, ce sont les attachés militaires ou des missions militaires ayant un caractère diplomatique qui occupent ce poste. Remarquons tout d'abord que ces autorisations deviennent moins fréquentes. Le Japon n'en délivra pas pendant la guerre russo-japonaise. On a préféré, pendant la présente guerre, au lieu de laisser aller et venir ces témoins techniques à leur gré, organiser pour eux de véritables voyages d'études, plusieurs mois après les événements militaires principaux, afin de pouvoir sans aucun inconvénient les documenter tout à loisir. C'est ainsi que les attachés militaires neutres furent conduits par les soins de l'État-Major français sur les champs de bataille de la Marne et purent suivre rétrospectivement toutes les péripéties de la lutte grâce aux détails très circonstanciés qui leur furent fournis sur place.

Mais s'ils sont admis à suivre au jour le jour les opérations militaires sur les différents théâtres de la lutte, quelle sera leur situation ? S'il s'agit de simples officiers sans autre caractère, leur situation ne diffère pas de celle des correspondants de journaux. Soumis aux mêmes obligations, ils doivent, en outre, s'abstenir avec soin de toute participation aux hostilités qui aurait pour conséquence de leur faire perdre le bénéfice de leur qualité d'étrangers neutres. S'ils ont en outre la qualité d'atta-

chés militaires, s'ils font partie d'une mission militaire officielle, le régime ordinaire ne pourra plus leur suffire. Assurés d'une complète indépendance par leur caractère diplomatique, ils ne peuvent être retenus comme prisonniers, fût-ce pour un laps de temps très court. Leur correspondance échappe de même à tout contrôle. S'ils tombent entre les mains de l'ennemi, celui-ci n'a qu'un droit : celui de leur interdire tout séjour dans les lignes de l'armée. Encore devra-t-on, dans l'exercice de ce droit, ne pas se départir de la courtoisie toujours en usage vis-à-vis des personnes revêtues d'un caractère diplomatique.

Il est enfin toute une catégorie de non combattants appartenant à l'armée et qu'il suffira de mentionner pour le moment : ce sont les blessés, les malades, les prisonniers. Ils ont droit à une protection spéciale, et des textes spéciaux, que nous verrons en leur temps, leur garantissent un traitement particulier.

Tous ces non combattants de près ou de loin appartiennent à l'armée, peuvent être rattachés à son organisation. Mais la fraction la plus importante des non combattants est constituée par toute la population paisible qui, se trouvant sur le chemin des envahisseurs, devra subir les effets de la lutte. C'est cette catégorie-là qui, le plus souvent, est comprise sous la dénomination de non combattants. C'est sur ses droits et ses devoirs qu'il nous va falloir insister avec quelques détails après avoir simplement indiqué, ici, son existence et fait observer sa très grande importance.

SECTION PREMIÈRE

LES DROITS DES NON COMBATTANTS ET LES DEVOIRS DES COMBATTANTS

Après avoir déterminé exactement quels sont les combattants et les non combattants, il nous reste à examiner la question beaucoup plus complexe et beaucoup plus étendue qui consiste à savoir quels sont respectivement les droits des non combattants vis-à-vis des combattants, quelle est la nature et l'étendue de l'immunité dont ils jouissent, et, par contre, quels sont les devoirs auxquels ils sont astreints légitimement et les inéluctables nécessités auxquelles ils doivent se résigner. Examiner ces droits, c'est par là-même tracer les devoirs des combattants. Or, ceux-ci, nous l'avons déjà vu, se résument dans la double inviolabilité de la liberté des non combattants et de leur propriété. Ce sont donc ces deux idées auxquelles nous nous attacherons successivement dans cette étude. Elles renferment, en effet, comme nous nous en rendrons compte en les analysant, toute une série de commandements pour les armées en campagne, de garanties pour les particuliers en contact avec elles.

Mais, à la base de cette étude, il convient de poser une distinction appelée à faire sentir son influence dans tout son cours. La situation d'une armée n'est pas toujours

la même par rapport au pays dont elle occupe le territoire. Cette armée peut avoir avec le sol des attaches plus ou moins solides et trois situations sont à distinguer à ce point de vue. Ce sont les situations de l'invasion, de l'occupation et de l'incorporation. Dès qu'une armée a franchi la frontière qui sépare son pays du pays ennemi, il y a invasion. Le sol qu'elle foule n'est plus son sol, la population qu'elle rencontre est composée de sujets ennemis. Cette armée n'est pas encore la maîtresse incontestée du coin de terre qu'elle détient. Les vicissitudes du combat peuvent l'en chasser : elle ignore si elle y commandera encore demain. Le territoire envahi est disputé encore par les deux armées adverses, qui n'y ont, pas plus l'une que l'autre, de prépondérance marquée : situation transitoire qui doit aboutir ou à la confirmation de la conquête, ou à l'expulsion de l'ennemi. Pendant cette première période, les rapports de l'armée d'invasion avec la population du pays envahi seront des plus simples : l'envahisseur vivra au jour le jour sur le pays, demandant à l'habitant ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins.

Allons plus loin. L'invasion est confirmée par le succès de l'ennemi. L'envahisseur s'est affirmé dans ses positions et a fait taire toute résistance : on se trouve alors en présence d'une occupation militaire. Il n'y a rien de définitif dans cette situation. Les hostilités se sont simplement transportées un peu plus loin et un subit revirement de fortune est possible, obligeant l'oc-

cupant à évacuer la terre qu'il possède. Tant que l'occupation subsiste, cependant, la situation est des plus délicates. Le territoire occupé ne change pas de souveraineté; seulement, dans ses limites, l'État auquel il appartient est devenu impuissant, et son pouvoir de droit est remplacé par le pouvoir de fait du vainqueur, qui a le droit d'exiger l'obéissance de la part de la population, et aura à sa charge l'administration du territoire occupé. De plus, la juridiction de l'autorité militaire sur la population du pays est plus étendue qu'en cas d'invasion.

Si, enfin, le sort des armes condamne une partie du territoire du vaincu à faire désormais partie des domaines du vainqueur, nous sommes en présence de l'incorporation qui détermine un déplacement de souveraineté complet avec toutes les conséquences que cela suppose.

Cette division tripartite est essentielle. Elle n'est généralement ni très clairement, ni très complètement faite par les publicistes contemporains en ce qui concerne, du moins, la distinction de l'invasion d'avec l'occupation, et seul M. Pillet l'a vigoureusement mise en lumière de façon complète (1). Le règlement de La Haye lui-même, qui a posé certaines lois que nous aurons l'occasion d'examiner à fond, relativement à l'inviolabilité de la personne et des biens de l'ennemi, les a fait figurer

(1) Pillet, *Le droit de la guerre*, p. 30 et s.; Fiore, dans son *Droit international codifié*, art. 1076, note, fait cependant la distinction. — V. également Pillet, *La guerre actuelle et le droit des gens*, p. 29 et 63.

(art. 46, 47 et 50) dans une section III qui traite de l'occupation du territoire ennemi, c'est-à-dire de l'autorité de l'armée sur la portion du territoire ennemi où elle s'est installée après en avoir refoulé au loin les défenseurs. Il n'est pas douteux que des excès puissent être commis pendant l'occupation et il n'était pas inutile de les prévenir ; mais ces excès sont beaucoup plus redoutables avant l'occupation, pendant la période de l'invasion, au moment où la lutte continue et où la population est exposée à toutes les brutalités du soldat qu'exaspère l'ardeur du combat. L'exemple de ce qui s'est passé dans la guerre actuelle pendant l'invasion de la Belgique et du Nord de la France en est bien une preuve éclatante. Or, le règlement ne dit pas un seul mot de l'invasion. Tout est-il donc permis jusqu'à la période de l'occupation ? A la Conférence de 1899, le rapporteur, M. Rolin, a bien dit, à la vérité, que ce qui était prescrit pour le cas d'occupation devait être à plus forte raison appliqué au cas de simple invasion (1). Cela est très raisonnable, mais, comme le dit M. Pillet : « Pense-t-on que ceux qui gouvernent la conduite de troupes en campagne auront cure du rapport de M. Rolin ? Un général ne peut pas aller chercher dans des in-folios les règles qu'il doit suivre... En matière de traités, rien ne compte que ce qui a été écrit, et cela est particulièrement vrai des traités faits en vue de la guerre, alors que la liberté

(1) *Conférence internationale de la paix*, 18 mai-29 juillet 1899, nouvelle édition, 1^{re} partie, p. 46.

est pour chaque belligérant chose infiniment précieuse, et que l'espérance extrême que l'on puisse entretenir est de voir observé ce qui a été expressément et solennellement promis. La coutume est meilleure, car elle ne tolère pas de distinction semblable. Un non combattant doit être respecté simplement parce qu'il est un non combattant (1). »

Nous avons vu rapidement, en examinant quels étaient les non combattants, le traitement qui devait être réservé à toute une catégorie d'entre eux, dès que nous avons eu déterminé quelle était leur qualité. Nous n'avons pas à revenir sur les droits et les devoirs qui s'imposent aux correspondants de journaux, attachés militaires, etc. Nous avons, par contre, réservé pour une étude plus approfondie les non combattants proprement dits, c'est-à-dire toute la population paisible, habitant le théâtre des hostilités et que le sort des batailles met en contact avec les armées. C'est à cette catégorie que nous allons réserver les chapitres qui vont suivre, et parmi lesquels nous ferons également une place à deux autres catégories de non combattants, appartenant eux-là à l'armée : les blessés et les prisonniers.

(1) Pillet, *loc. cit.*

CHAPITRE PREMIER

L'INVIOLABILITÉ DE LA LIBERTÉ DES NON COMBATTANTS :

LE RESPECT DES PERSONNES INOFFENSIVES

Que doit-on respecter chez le non combattant ? Sa vie d'abord, et l'idée du massacre d'une population désarmée nous fait horreur. L'article 46 du règlement de La Haye est bref sur ce point. Il dispose que « l'honneur et les droits de la famille, la vie des individus, ainsi que les convictions religieuses et l'exercice des cultes doivent être respectés ». Peut-être eût-il été bon de préciser que non seulement la vie du non combattant, mais encore l'intégrité de son corps doivent être respectées. Il n'est pas admissible qu'il soit blessé ou mutilé. Il doit rester en dehors des violences, et seuls les coups complètement aveugles peuvent l'atteindre.

Or jamais, depuis très longtemps, peut-être depuis un temps immémorial, le principe n'a été aussi complètement méconnu que dans la guerre actuelle, surtout à ses débuts et pendant la période de l'invasion (1). Certes, à toute époque, des faits regrettables se sont produits, et il n'est pas de guerre où des vies n'aient été sacrifiées qui

(1) V. sur ces points, Pillet, *La guerre actuelle et le droit des gens*, p. 65 et s.

auraient dû être épargnées, mais c'étaient des accidents, tandis qu'au début de la guerre actuelle, on s'est trouvé en présence d'un système calculé de meurtres et de dévastation. Déjà, en 1870, et de la part des mêmes troupes allemandes, des tendances analogues s'étaient manifestées. Bien souvent, les exploits des francs-tireurs, exploits qui n'avaient rien, du reste, d'irrégulier, ont été un pur prétexte employé à couvrir d'inexcusables violences. Mais dans cette guerre, l'exception est devenue la règle, et il suffit d'ouvrir ce que l'on a appelé avec raison le martyrologe de la Belgique, pour être édifié à cet égard sur la moralité des Allemands. Les gouvernements belge et français ont institué des commissions d'enquête officielles pour faire une enquête générale sur les forfaits commis par l'ennemi. C'est la première fois que des commissions sont ainsi instituées au cours d'une guerre dans ce but. Ces commissions ont fonctionné jusqu'ici dans des conditions difficiles. Leurs constatations, forcément incomplètes, sont basées sur d'irréfragables preuves, et telles quelles, scrupuleusement établies, elles suffisent à révolter toute conscience d'honnête homme et à couvrir de honte les armées qui s'en sont rendues coupables. « On peut dire, écrivent les membres de la Commission française dans leur premier rapport, que jamais une guerre entre nations civilisées n'a eu le caractère sauvage et féroce de celle qui est en ce moment portée sur notre sol par un adversaire implacable. Le pillage, le viol, l'incendie et le meurtre sont de pratique courante chez nos

ennemis, et les faits qui nous ont été journellement révélés, en même temps qu'ils constituent de véritables crimes de droit commun, punis par les codes de tous les pays des peines les plus sévères et les plus infamantes, accusent dans la mentalité allemande, depuis 1870, une étonnante régression.» De tous ces attentats « le commandement, jusque dans ses personnifications les plus hautes, en portera, devant l'humanité, la responsabilité écrasante ». « Dans la plupart des endroits où nous avons fait notre enquête, nous avons pu nous rendre compte que l'armée allemande professe, d'une façon constante, le mépris le plus complet de la vie humaine, que ses soldats et même ses chefs ne se font pas faute d'achever les blessés, qu'ils tuent sans pitié les habitants inoffensifs des territoires qu'ils envahissent, et qu'ils n'épargnent, dans leur rage homicide, ni les femmes, ni les enfants, ni les vieillards. Les fusillades de Lunéville de Gerbéviller, de Nomény et de Senlis en sont des exemples terrifiants ; et vous lirez, au cours de ce rapport, le récit de scènes de carnage auxquelles des officiers n'ont pas eu honte de prendre part. » « Contre toutes ces exactions, de même que contre tous ces crimes, il n'y avait aucun recours, et si quelque malheureux habitant osait supplier un officier de vouloir bien intervenir pour épargner une vie... il ne recevait d'autre réponse, quand il n'était pas accueilli par des menaces, qu'une invariable formule, accompagnée d'un sourire, et mettant sur le compte des fatalités inévitables de la guerre les abominations les plus cruelles. »

Mais des affirmations ne suffisent pas. Glanons dans les enquêtes belge (1) et française quelques-unes de ces monstruosité typiques.

En Belgique, d'abord, à Montigny, nous avons trouvé, disent des témoins, un tronçon du cadavre d'un homme que les Allemands avaient lié à son lit avant de mettre le feu à la maison. A Waret-l'Evêque, avant de fusiller un otage, M. Chavé, les uhlands commencèrent par lui couper les mains. A Jurbise, le nommé André Vreux fut déchi-queté soigneusement à coups de sabre. A Erenbodeghem, des soldats attachèrent les deux frères Temmerman à une auto et les traînèrent face contre terre sur la chaussée, à travers tout le village. Des fantassins en marche sur Anvers s'emparèrent, à Sempst, du couteau du boucher ; ils saisirent un domestique qui passait, lui découpèrent les jambes, puis la tête, et le rôtirent dans une maison qui flambait. A Lebbecke-lez-Termonde, le nommé Franz Mertens et ses camarades Vandooren, Dekinder, Stobbelaer et Wryer furent attachés l'un à l'autre, bras à bras ; on leur creva les yeux à la pointe du fer, puis on les abattit. Les autres hommes qui périrent dans ce village furent tous, sauf deux, massacrés ou achevés au moyen de baïonnettes, de piques, ou de

(1) Nous reproduisons ici les faits tels qu'ils ont été rapportés dans les rapports officiels belges sur la violation du droit des gens 2 vol., éd. Berger-Levrault, et dans l'ouvrage de M. Pierre Nothomb, *Les barbares en Belgique*, qui a pu compiler les dossiers complets des témoignages reproduits par l'enquête officielle et donner quelques faits inédits.

haches. « J'affirme qu'il en a été ainsi, dit le rapport d'un magistrat. Des témoins ont assisté au massacre, entendu les hurlements des victimes sans qu'un coup de fusil fût mêlé à ces râles de mort. Moi-même, j'ai constaté que, parmi ces cadavres, les uns avaient l'épaule détachée, le ventre ouvert, la poitrine transpercée, la figure en partie enlevée. De tous ces malheureux, nous avons dû fouiller les poches pour établir leur identité, il nous était impossible de les reconnaître autrement, tant ils étaient défigurés. » Interrogé sur ce qui s'est passé à Boortmerbeeck, le docteur V..., de Malines, dépose : « L'épouse Von Rollegen est arrivée à l'hôpital de Malines le 22 août. Le jeudi 30, fuyant de Bootmerbeeck avec son mari, elle fut atteinte par deux coups de feu à la jambe. Elle se jeta dans un fossé pour se mettre à l'abri. Quelques instants plus tard, les Allemands qui avaient tiré sur elle la rejoignirent et lui firent des plaies horribles à la cuisse gauche et à l'avant-bras gauche. Elle demeura ainsi sans secours jusqu'au samedi soir. Les plaies étaient infectées et les vers y grouillaient. » « Je me souviens, dépose un notable de Louvain, d'avoir vu un cadavre de jeune femme presque nue, les cheveux brûlés, la peau des bras roussie ; ses membres avaient eu des contorsions atroces qui m'ont rappelé celles des cadavres de Pompéi. » « A Hofstade, déclare le général Deruette, je vis le cadavre d'un enfant qui avait été tué au moment qu'il demandait grâce. Telle était encore la position de son corps. » « A Ans, raconte un Liégeois,

je vis un petit garçon de 6 ans muni d'un petit fusil. Il criait : « Gare ! feu ! » Un soldat allemand, voyant ce gamin jouer à la guerre, le tue d'une balle à deux mètres. » « J'ai rencontré près de Liège, déclare le témoin Fernand Mary, une femme fuyant de sa maison, tout éperdue, à peine vêtue, allaitant son enfant ; un soldat a tranché la tête de l'enfant et a marché à côté de la mère lui montrant la tête de son enfant. » Au début d'octobre 1914, le sergent Delille est envoyé en patrouille à Zillebeke. Il réveille un soldat qui dort au milieu de ses vêtements jetés, de son sac, de ses armes. « En visitant le sac, dépose le sergent, nous y avons trouvé la main d'un petit enfant de 2 à 3 ans ; elle avait été coupée un peu au-dessus du poignet. » Le 20 octobre, sur l'Yser, après un assaut contre Pervyse, on fouille six prisonniers que l'on vient de faire : sur l'un deux, on découvre deux mains d'enfants coupées...

Ce n'est pas le fanatisme qui pousse ainsi à agir les soldats allemands ; c'est le plaisir de faire du mal, le désir d'exterminer. L'épisode affreux qui va suivre en est bien la démonstration. C'est le général baron de Stein d'Altenstein qui écrit le 18 septembre à la Commission : « La nommée Barbara Verbandert, épouse de Jean-Franz Dewit, de Humbeeck-lez-Wolverthem, me déclare que les Allemands ont publié ce matin l'avis que tous les habitants devaient avoir quitté le village pour 10 heures. Elle partit donc avec ses six enfants, trois dans une première charrette, trois avec elle dans une

autre. La première charrette avait pris une avance de plus de cent mètres, quand, avant d'arriver à la Chapelle-St-Roch, des coups de feu retentirent tout près et deux enfants, Jean et Florentine, âgés de 10 et 6 ans, furent tués. La cervelle de l'ainé fut projetée sur le sol ainsi que sa casquette. Le conducteur s'enfuit avec la charrette qui contenait les cadavres, et quand le second véhicule arriva à la hauteur des Allemands, ceux-ci, devant la mère, donnaient des coups de talon à la casquette et aux débris de cervelle, en criant : « Belgische Bluth ! Belgische Bluth ! » La mère leur dit que c'étaient des débris de la tête de son enfant. Ils répondirent : « C'est du cheval ! » et en jetèrent une partie dans la haie. »

Du reste, les proclamations de l'autorité militaire allemande, documents authentiques s'il en fut, sont là pour attester le mépris absolu professé par les armées impériales vis-à-vis de l'existence humaine. Le 17 août 1914, à Hasselt, est affichée une ordonnance où il est dit : « Dans le cas où des habitants tireraient sur des soldats de l'armée allemande, le *tiers de la population* serait passé par les armes. » Et le 22, le commandant von Bülow lance une proclamation du même genre : « Les habitants d'Andenne ont fait une surprise traître sur nos troupes. C'est avec mon consentement que le général en chef a fait brûler toute la localité et que cent personnes ont été fusillées. »

Aussi, quels résultats ! Dans le Luxembourg, on arrive à un total de plus de 1.000 civils fusillés ; les villages

sont surtout éprouvés : 300 habitants sont exécutés à Eltre ; 157 à Tinbigny ; 106 à Rossignol. Dans la province de Namur, la furie meurtrière sévit avec encore plus de rage. A Namur, 75 civils sont passés par les armes ; à Andenne et Seilles, 300 ; à Dinant, le chiffre s'élève à plus de 700.

A Tamines, le 20 août, apparaît une patrouille allemande en reconnaissance avancée. Des soldats français et belges l'accueillent par des coups de fusil. Elle se retire et fait son rapport. Le 21 août, au soir, arrivent les troupes allemandes ; elles pénètrent dans les maisons, les pillent et y mettent le feu ; 450 hommes sont arrêtés le lendemain, et, à 7 heures du soir, on les masse devant l'église. Un détachement ouvre le feu, et, comme la tuerie ne marche pas assez rapidement, on fait avancer une mitrailleuse. Les blessés qui se relèvent sont immédiatement abattus. Des gémissements se font entendre, les soldats y mettent fin à coups de baïonnette. Le lendemain, dimanche, un nouveau groupe d'hommes est arrêté. On leur fait prendre des pelles ; ils enterrent près de 400 morts : ce sont les cadavres de voisins, d'amis, de parents. Les femmes avaient été amenées devant cette fosse commune, sur cette place sinistre, entourée de maisons en ruines, d'où s'échappaient encore de hautes flammes rouges. Hécatombes terribles que celles de ces centaines d'êtres inoffensifs, réunis à la hâte, sans qu'on se soit inquiété ni des noms, ni de l'âge, ni de la condition, ni de la culpabilité, frappés sans pitié et achevés, avec

une férocité de bêtes fauves, s'ils s'obstinent à ne pas vouloir mourir (1). Et le cardinal Mercier, avec l'autorité qui s'attache à son nom vénéré, de proclamer : « Des centaines d'innocents furent fusillés ; je ne possède pas au complet ce sinistre nécrologe, mais je sais qu'il y en a, notamment, 91 à Aerschot. Dans l'agglomération de Louvain et des communes limitrophes, 176 personnes hommes et femmes, vieillards et nourrissons encore à la mamelle, riches et pauvres, valides et malades, furent fusillés ou brûlés. »

Quand la soldatesque ne tue pas, elle sait infliger aux populations les pires traitements. A Louvain, le 28 août 1914, une foule de 6.000 à 8.000 personnes, hommes, femmes et enfants, de tout âge et de toutes conditions, a été conduite sous escorte d'un détachement du 162^e régiment d'infanterie allemande au manège de la Ville, où ces infortunés ont passé toute la nuit. L'exiguïté du local était telle que ceux-ci ont dû demeurer debout, endurant de si grandes souffrances, qu'au cours de cette nuit tragique, plusieurs femmes ont été frappées de folie, et que des enfants en bas âge sont morts dans les bras de leur mère.

Les massacres de Dinant, d'Andenne, de Tamines sont rapportés avec de terribles précisions par les témoignages reçus par la Commission d'enquête : « Plusieurs « rescapés » nous ont décrit la manière incohérente avec

(1) Préface de M. Van den Heuvel, aux *Rapports sur la violation du droit des gens en Belgique*, p. 36 et s.

laquelle ils ont été pris, relâchés, puis repris, conduits en troupeau, séparés en deux groupes, enfermés pour la nuit avec l'affirmation qu'ils seraient exécutés le lendemain, placés le long d'un mur ou d'une haie, couchés en joue, délivrés enfin... A Gelrode, sept garçons sont saisis dans l'église où la population se trouve à l'arrivée de l'ennemi et fusillés, après avoir été tailladés à coups de sabre... La plupart du temps on ne donne pas aux victimes des explications sur le supplice qui leur est infligé. Elles sont saisies chez elles, placées sur les routes ou dans les rues et menées à la mort. Parmi les troupes rassemblés pour l'exécution en masse, des sélections s'opèrent : on écarte généralement les femmes, les enfants, les vieillards. » A Surice, ce fut au milieu de l'incendie que fut rassemblé un groupe de 50 à 60 personnes, hommes et femmes. On sépara les uns des autres, et on annonça aux 18 hommes qu'ils allaient être fusillés ! En face étaient les femmes, les mères, les filles, poussant des cris et des implorations. Sous leurs yeux s'accomplit le massacre. Les hommes tombèrent, fauchés par la salve. Comme quelques-uns remuaient encore, les soldats les achevèrent à coups de crosse. Puis, ils déshabillèrent et dévalisèrent les cadavres.

A Tamines, le 22 août, à 7 heures du soir, un groupe de 450 hommes, composé en majeure partie des habitants des Alloux, fut massé devant l'église, à peu de distance de la Sambre. A un moment donné, un détachement ouvrit le feu sur eux. Comme leur œuvre cri-

minelle s'accomplissait trop lentement, les officiers firent avancer une mitrailleuse qui eut bientôt fait d'abattre les malheureux qui restaient debout. Certains n'étaient que blessés. Sur l'ordre des soldats, ils se remirent péniblement debout, espérant avoir la vie sauve. Ils furent immédiatement abattus par une nouvelle décharge. Plusieurs respiraient encore et gisaient sous les cadavres. Des gémissements arrachés par la souffrance, des appels de secours s'élevaient du monceau sanglant. Des soldats, à diverses reprises, s'approchèrent des malheureux et tentèrent, à coups de baïonnette, d'achever les blessés. En arrivant sur la place, le lendemain, raconte un témoin, la première chose que nous vîmes fut un tas de cadavres de civils qui avait au moins 40 mètres de longueur, 6 mètres de largeur et 1 mètre de hauteur. On les avait fait mettre en rang pour les tuer... On nous fit faire une fosse ayant 15 mètres de longueur, 10 mètres de largeur et 2 mètres de profondeur.

Un témoin rapporte que les soldats allemands disaient aux femmes belges, se lamentant devant les atrocités commises : « Il ne faut pas pleurer, nous ne faisons pas le quart de ce qui nous a été ordonné. » Et un autre témoin relève que, au massacre de Surice, un jeune soldat détournait la tête, tandis que les larmes jaillissaient de ses yeux et coulaient sur son uniforme. De même, on a vu des officiers, chez qui n'avait pas disparu tout sentiment d'humanité, verser des larmes en exécutant leur mission de bourreaux, comme à Hersselt, à Dinant, etc.

D'autres, comme à Louvain, à Visé, à Andenne, avertissent charitablement les familles qui les avaient courtoisement hébergées qu'elles feraient bien de quitter la ville, parce qu'il allait s'y passer des « choses terribles ». Tout cela est l'indice manifeste d'un plan prémédité et systématique.

En France, nous retrouvons, sur une moins grande échelle, les mêmes procédés (1).

En Seine-et-Marne, à Courtacon, le 6 septembre 1914, les Allemands interrogent le maire sur la situation d'un jeune homme, Edmond Rousseau, au point de vue militaire. Il répondit que Rousseau avait passé au conseil de revision, et qu'il avait été reconnu bon pour le service, mais que sa classe n'était pas encore appelée. Les Allemands firent alors déshabiller le prisonnier pour se rendre compte de son état physique, puis ils lui remirent son pantalon et le fusillèrent à 50 mètres de ses compatriotes. Dans la Marne, à Champguyon, le 6 septembre, la dame Louvet assiste au martyre de son mari. Ayant vu celui-ci entre les mains de 10 ou 15 soldats qui l'assommaient à coups de bâton devant chez lui, elle accourut et l'embrassa à travers la grille de sa demeure ; mais, brutalement repoussée, elle tomba, tandis que ses bourreaux entraînaient le malheureux qui, couvert de

(1) Rapportés d'après *Rapports et procès-verbaux d'enquête de la commission instituée en vue de constater les actes commis par l'ennemi en violation du droit des gens*, Imprimerie nationale, 1915-1916, 3 vol.

sang, les suppliait de lui laisser la vie, protestant qu'il n'avait rien fait pour être ainsi maltraité. Il fut achevé à l'extrémité du village. Quand sa femme l'y retrouva, il était horriblement défiguré. Sa tête était fracassée, un de ses yeux pendait hors de l'orbite, et un de ses poignets était brisé.

Dans la Meuse, à Sommeilles, au début de l'incendie du village, la dame X... s'était réfugiée dans la cave des époux Adnot, avec ces derniers et ses quatre enfants, respectivement âgés de 11, 5, 4 et 1 an 1/2. Quelques jours après, on y découvrit les cadavres de tous ces infortunés, au milieu d'une mare de sang. Adnot avait été fusillé, la dame X... avait le sein et le bras droit coupés, la fillette de onze ans avait un pied sectionné, le petit garçon de cinq ans avait la gorge tranchée. La femme X... et la petite fille paraissaient avoir été violées.

A Nomény, le 25 août, alors que l'incendie fait rage, les malheureux habitants que la crainte chassait de leurs caves étaient abattus comme un gibier, les uns dans leurs demeures, les autres sur la voie publique. D'une manière générale, les incendies sont un prétexte facile à ces chasses humaines et nous voyons souvent dans les procès-verbaux de la commission ce genre d'attentat se renouveler. Dans la même commune, un vieillard de 86 ans, le sieur Petitjean, assis dans son fauteuil, est frappé d'une balle qui lui fracasse le crâne et un Allemand met en présence du cadavre la dame Bertrand, en lui disant : « Vous avez vu ce cochon-là ! »

Un certain nombre de personnes avaient été recueillies dans sa cave par M. Vassé, faubourg de Nancy. Vers 4 heures, une cinquantaine de soldats envahissent la maison, enfoncent la porte ainsi que les fenêtres et y mettent aussitôt le feu. Les réfugiés s'efforcent alors de se sauver, mais ils sont abattus les uns après les autres à la sortie. Le sieur Mentré est assassiné le premier. Son fils Léon tombe ensuite avec sa petite sœur de 8 ans dans les bras. Comme il n'est pas tué raide, on lui met l'extrémité d'un canon de fusil sur la tête et on lui fait sauter la cervelle. Puis c'est le tour de la famille Kieffer. La mère est blessée au bras et à l'épaule ; le père, le petit garçon de 10 ans et la fillette, âgée de 3 ans, sont fusillés. Les bourreaux tirent encore sur eux quand ils sont à terre. Kieffer, étendu sur le sol, reçoit une nouvelle balle au front ; son fils a le crâne enlevé d'un coup de feu. Ensuite, c'est le sieur Strifler et un des fils Vassé qui sont massacrés, tandis que la dame Mentré reçoit trois balles, une à la jambe gauche, une autre au bras du même côté, et la troisième au front qui est seulement éraflé. Le sieur Guillaume, traîné dans la rue, y trouve la mort. La jeune Simonin, âgée de 17 ans, sort enfin de la cave avec sa sœur Jeanne, âgée de 3 ans. Cette dernière a un coude presque emporté par une balle. L'aînée se jette à terre et feint d'être morte, restant cinq minutes dans une angoisse affreuse. Un soldat lui porte un coup de pied en criant : « Kaput. »

A Lunéville, le ministre officiant israélite Weill et sa fille, âgée de 16 ans, sont massacrés.

A Mont, un capitaine ayant assisté, monocle à l'œil, à la sortie jugée par lui trop lente de Mme Winger, jeune femme de 23 ans, qui, pour obéir à l'ordre général, se dirigeait vers l'église avec ses domestiques, une fille et deux jeunes hommes âgés tous trois de 18 ans, avait, par un mot bref, commandé à ses soldats de faire feu, et les quatre victimes s'étaient abattues, mortellement frappées. Les Allemands laissèrent les cadavres dans la rue pendant deux jours.

Dans l'Oise, à Senlis, le meurtre du maire, M. Odent, massacré également sans motif et dont la mort fut si digne, restera dans toutes les mémoires.

Il faut nous borner. Nous n'en finirions pas s'il fallait énumérer seulement tous les attentats commis contre l'existence des personnes inoffensives, des vieillards, des femmes, des enfants. Ici, là, ce sont des coups de fusil ou de revolver qui partent à l'adresse d'un civil quelconque, sans autre motif réel que le plaisir de tuer, sans autre excuse que la rage de la destruction. C'est, comme à Domèvre-sur-Vezouze, le jeune Maurice Claude, âgé de 17 ans, qui se trouvait avec sa famille, le 24 août 1914, au bas d'un escalier dans la maison de ses parents, quand il s'aperçut que des soldats le mettaient en joue de la rue. Il fit quelques pas pour se garer, mais il ne put se mettre à l'abri et fut atteint de trois balles. Blessé au ventre, à la fesse et à la cuisse, il succomba trois jours plus tard, après avoir fait preuve d'une admirable résignation : quand il se sentit perdu, il dit à sa mère

désolée : « Je puis bien mourir pour mon pays. » Des faits semblables sont légion.

Plusieurs milliers d'êtres inoffensifs sont ainsi tombés victimes de la fureur allemande. Quelles raisons donnaient de ces exécutions les chefs qui les ordonnaient ? La plupart du temps, ils n'en donnaient pas. Nous remarquerons même que, contrairement à un usage très généralement suivi chez les peuples civilisés, il ne paraît pas que, dans la plupart des cas, ces meurtres aient été précédés d'un simulacre de jugement. Quand ils le sont, comme à Frambois (Meurthe-et-Moselle), le 29 août 1914, quand il s'agit de l'assassinat de M. Poissonnier et de M. Victor Meyer, ce dernier arrêté parce que sa fillette avait ramassé un morceau de fil téléphonique brisé par des shrapnells, on se borna à lire un document rédigé en allemand et à faire voter 8 ou 9 jeunes lieutenants bavarois auxquels on avait remis des bulletins. Mais le plus souvent, comme nous l'avons vu, la fantaisie d'un soldat, la parole d'un officier, décidaient de la vie et de la mort. Le carnet de route d'un lieutenant allemand, blessé mortellement à Gozée le 23 août 1914, est significatif à cet égard : « Que de malheureux condamnés à pâtir ainsi avec les autres ! » écrit-il le 17 août. « Que d'innocents fusillés séance tenante parce que le temps fait défaut pour une enquête ! » Et le 20 août : « Parmi ceux qui viennent de tomber, que d'innocents frappés par les balles ! »

Lorsque des raisons sont données, elles varient beau-

coup. Le port d'une arme, même livrée à première réquisition, est un crime irrémissible. On tue un enfant parce qu'il était porteur d'une douille de cartouche allemande. Quelquefois le geste d'adieu d'une personne qu'on emmène est interprété comme un signe fait à l'ennemi, bien que rien ne soit moins certain. A Deuxville (Meurthe-et-Moselle), le maire Bajolet et le curé Thériet furent arrêtés. L'abbé Marchal, curé de Crion, les ayant vus tous deux, dans sa paroisse, aux mains des Allemands, s'approcha de son confrère et lui demanda la raison de son arrestation. Celui-ci répondit : « J'ai fait des signes. » Après lui avoir donné un peu de pain, l'abbé Marchal se retira ; mais à peine avait-il fait une trentaine de pas qu'il entendait une fusillade. C'étaient les deux prisonniers qu'on venait d'exécuter. Le lendemain, un officier qui parlait parfaitement notre langue et disait avoir été, pendant huit ans, attaché à l'ambassade d'Allemagne à Paris, déclara à l'abbé Marchal que le curé de Deuxville avait fait des signes et l'avait avoué. « Quant au maire, ajouta-t-il, le pauvre diable, je crois bien qu'il n'avait rien fait. »

Le plus souvent, on ignore ainsi même sous quel prétexte la mort a été donnée. Fréquemment, l'autorité militaire allemande allègue : « On a tiré. » C'est généralement le grand argument. Cette allégation est purement mensongère, et ceux qui l'ont produite ont été impuissants à la rendre vraisemblable, même en tirant des coups de fusil dans le voisinage des habitations, comme ils ont

l'habitude de le faire pour pouvoir affirmer qu'ils ont été attaqués par les populations innocentes dont ils ont résolu la ruine ou le massacre. Un soir, une détonation ayant retenti pendant que M. l'abbé Colin, curé de Croismare, se trouvait auprès d'un officier, celui s'écria : « Monsieur le Curé, en voilà assez pour vous faire fusiller ainsi que le bourgmestre, et pour faire brûler une ferme. Tenez, en voici une qui brûle. » — « Monsieur l'officier, répondit le prêtre, vous êtes trop intelligent pour ne pas reconnaître le bruit sec de votre fusil. Pour moi, je le reconnais. » L'Allemand n'insista pas.

Du reste, à force de répéter que la population civile rêve invariablement de les égorger, les Allemands ont fini par s'en persuader eux-mêmes. On a constaté que les troupes vivaient, à cet égard, dans une perpétuelle obsession. En dehors des champs de bataille, le moindre bruit les fait tressauter. Un pneu de vélo qui crève, un pétard qui éclate sous un train, comme à Jurbisé, les explosions d'un moteur à gaz, comme à Alost, les déflagrations de certains produits dans un laboratoire gagné par l'incendie comme à Louvain, amènent invariablement le cri : *Man hat geschossen !* avec toutes ses sinistres conséquences. Dans cet état mental, les soldats soupçonnant partout des embûches, en viennent à tirer les uns sur les autres comme à Louvain, à Aerschot, à Visé, à Andenne, voire sur leurs officiers, alors que la population civile, précédemment désarmée par les soins de l'autorité locale, assiste en tremblant, par les soupiraux de ses caves,

à une joute sanglante dont elle aura bientôt à payer le prix. Aussitôt l'ordre rétabli, le premier soin des autorités militaires sera de dissimuler ou plutôt de dénaturer l'incident, et on créera la légende d'une attaque par les civils. Rares sont les officiers qui gardent leur sang-froid, consentent à surseoir, à ouvrir une enquête, à s'assurer si la balle trouvée dans le corps des victimes n'est pas sortie d'un fusil allemand, ainsi qu'à Montaigu et à Wavre, ou si la maison qu'on désigne comme point de départ des coups de feu n'était pas absolument dépourvue d'habitants, ou enfin si le fait n'est pas attribuable à des soldats qui ont revêtu des habits civils afin de mieux assurer leur retraite. A Louvain, une sentinelle, fatiguée de la longue marche du jour, avait tiré dans l'obscurité sous l'empire d'une hallucination. Le poste de garde avait ouvert aussitôt le feu, au hasard, et il n'en fallut pas plus pour provoquer dans la ville la fusillade suivie de l'incendie de la rue principale. D'ailleurs, [au besoin, on organisera toujours, comme à Louvain, une véritable comédie, quatre jours après le bombardement, pour l'édification de journalistes étrangers ou de diplomates enquêteurs, en faisant tirer dans les rues des coups de feu de prétendus civils qui sont des militaires déguisés. Ou encore, comme à Dinant, un officier cherchera à dissimuler un revolver qu'il tenait dans la main, introduira cette main dans la poche du veston d'un sieur Pécasse, en retirera ostensiblement le revolver, le montrera à ses hommes, et fera emmener pour être fusillé le malheureux, victime de cette infâme supercherie.

Parfois encore, les Allemands, en Belgique notamment, ont prétendu avoir été attaqués par des francs-tireurs, ce qui aurait motivé une répression de leur part. Tout d'abord, comme nous l'avons vu, les principes du droit international eussent parfaitement permis aux Belges de s'organiser en corps de francs-tireurs et l'exercice de ce droit ne légitimait aucune représaille. Mais, en fait, aucun corps de francs-tireurs ne fut constitué en Belgique. « Nous affirmons, proteste l'évêque de Namur, Mgr Heylen, avec tous les habitants de nos villages, sans exception, avec le peuple belge tout entier, que l'histoire des francs-tireurs belges est une légende, une invention, une calomnie... Nous n'hésitons pas à mettre solennellement l'autorité allemande au défi de prouver l'existence d'un seul groupe de francs-tireurs, constitué soit avant, soit après l'invasion du territoire. » Les Allemands n'avaient-ils pas, du reste, la prétention de comprendre dans les francs-tireurs des gendarmes en uniforme, comme cela se produisit, le 23 août, à Bère, alors que des cyclistes allemands sont attaqués par la maréchaussée belge ? Le bourgmestre et le doyen furent arrêtés. Un consul s'interpose heureusement et on laisse aux prévenus le temps de s'expliquer. Ils font observer que ce ne sont pas des civils qui ont tiré. Les officiers reconnaissent que ce sont des gendarmes, mais ils prétendent que les gendarmes ne font pas partie de l'armée régulière belge. Il fallut huit jours de discussion, une protestation du gouvernement à Berlin, et l'interven-

tion bienveillante d'une autorité neutre pour garder la vie sauve au bourgmestre et au doyen.

Enfin, à supposer que ces groupes aient été organisés, et qu'ils aient constitué une violation du droit international, les représailles exercées sur de paisibles populations eussent été illicites. Le principe de la responsabilité collective, telle que les Allemands l'ont mis en vigueur, est en effet la clef de la vie ou de la mort abandonnée à l'arbitraire. Principe dangereux entre tous qui ouvre la porte aux exactions et conduit directement aux atrocités les plus condamnables. Aussi le règlement de La Haye de 1899 stipulait-il (art. 50) : « Aucune peine collective, pécuniaire ou autre, ne pourra être édictée contre les populations à raison de faits individuels dont elles ne pourraient être considérées comme solidairement responsables. » Or, jamais règle ne fut plus cyniquement violée.

Ce ne sont pas seulement les soi-disant attaques des francs-tireurs que l'armée allemande venge en tuant et massacrant. Ce sont les échecs subis au contact des troupes adverses : un peloton de uhlans ou de hussards surpris par un détachement belge se sauve en laissant sur place quelques-uns des siens. Revenus en nombre après le départ des Belges, ils imputent le fait, soit aux habitants de la commune la plus voisine, soit à d'hypothétiques « francs-tireurs », par exemple à Hastière, à Linsmeau, à Francorchamps. Parfois, ils transforment même en crime le simple fait d'avoir hébergé des soldats alliés

qui les ont précédés. Et ce sont des documents officiels qui nous informent du sort réservé, en pareil cas, aux infortunés habitants. Le 25 septembre 1914, le maréchal von der Goltz proclame : « Dans les régions qui ne sont pas actuellement occupées par des troupes plus ou moins fortes, des convois de camions ou des patrouilles ont été attaqués par surprise par les habitants. Un registre des villes et des communes dans les environs desquelles de pareilles attaques ont eu lieu est dressé, et elles auront à s'attendre à leur châtement dès que des troupes allemandes passeront à proximité. » Le 5 octobre, le même publiait l'avis suivant : « Dans la soirée du 25 septembre, la ligne du chemin de fer et le télégraphe ont été détruits sur la ligne Lovenjoul-Vertryck. A l'avenir, les localités les plus rapprochées de l'endroit où de pareils faits se sont passés, *peu importe qu'elles en soient complices ou non*, seront punies sans miséricorde. »

De tels procédés se passent de commentaires. Ils ne sont pas seulement la violation flagrante du règlement de La Haye. Ils constituent l'atteinte la plus grave aux principes les plus élémentaires du droit naturel. Laissons la parole sur ce point à l'évêque de Namur, faisant entendre la courageuse protestation de la justice outragée : « Nous prétendons qu'il résultera de l'examen de chaque cas particulier de destruction d'un village et d'extermination des civils, que le châtement est tellement hors de proportion avec la faute imputée, qu'aucune raison ne pourrait jamais le légitimer. Il en est ainsi des scènes

d'Andenne, de Tamines, de Dinant, de Leffe, de Neffe, de Spontin, de Surice, d'Ethe, de Tintigny, de Houde-mont et de bien d'autres lieux. Scènes si atroces qu'elles soulèveront un jour la conscience universelle et seront flétries par la justice allemande elle-même, quand elle en aura une conscience exacte et qu'elle aura recouvré son sang-froid. En outre, toujours dans cette hypothèse d'une répression de francs-tireurs en certains lieux, quel homme civilisé osera justifier chez des soldats les actes suivants : coups et blessures, atrocités de tous genres, procédés barbares et sanguinaires, traitements cruels et indignes, parfois à l'égard de simples otages ou prisonniers ; achèvement de blessés, traque aux civils paisibles et sans armes ; pillage à main armée et dans des proportions à peine croyables ; utilisation de prêtres, de jeunes gens, de vieillards, de femmes et d'enfants comme d'un rempart contre les balles et les projectiles ennemis ; imputation à la population civile et répression sanguinaire de faits de guerre légitimement posés par des soldats belges et français ; fusillades sommaires, sans aucune espèce d'enquête et de jugement régulier ; extermination de familles entières, de villages entiers ; incendies volontaires dans près de 200 villages des deux provinces, indépendamment des destructions qui sont l'œuvre de la bataille elle-même ; tortures morales prolongées infligées aux êtres faibles et parfois aux populations entières ; viols, meurtres de femmes, de jeunes filles, d'enfants à la mamelle, etc. Or, ces crimes sont s

nombreux qu'il s'en présente d'une espèce ou de l'autre, souvent de toutes les espèces à la fois, dans des centaines de nos villages. »

Ceux qui défendent les pratiques allemandes disent qu'une armée qui se trouve en pays ennemi a, avant tout, le devoir de se protéger contre une population malveillante ou hostile, et que cette protection exige une promptitude et une rigueur dans la répression que l'état habituel des mœurs ne connaît pas. Tel est, en effet, le prétexte sous lequel ces violences sans nom ont été commises. Dans le tumulte qui accompagne la prise de possession d'une ville ou d'un village, un soldat a été tué ou blessé (quelquefois par ses propres camarades). Immédiatement, on fusille par mesure de représailles, parfois tout un groupe de citoyens. Un soldat a été blessé ou tué, mais par qui ? Le commandement ne prend même pas la peine de s'en enquérir. Certainement un habitant est coupable, les autres doivent payer pour lui : « Avec de tels raisonnements, observe justement M. Pillet (1), on pratiquera nécessairement une guerre de sauvages. Il est, en effet, impossible que de semblables accidents ne se reproduisent pas fréquemment. La lutte est à peine finie, les derniers coups de feu des soldats qui se retirent peuvent encore faire des victimes, des armes peuvent être déchargées imprudemment ou par simple accident, des habitants ont parfois à se défendre contre les pires

(1) *Loc. cit.*

violences d'hommes surexcités par le combat. Rien de tout cela ne compte un instant. Tout ce qui peut arriver arrive par la faute d'un habitant et, de tout cela, tous les habitants sont responsables. C'est une règle fort commode, évidemment, mais alors ne parlons plus de respect pour la vie de la population désarmée. Ou bien, si l'on veut véritablement faire observer ce principe, qu'on ne le fasse pas suivre dans les règlements ou dans les conventions internationales par des réserves qui ne sont que des pièges où il disparaît. Que l'on décide simplement que la vie des non combattants sera respectée. Si ces non combattants prennent les armes et combattent, il sera temps de leur faire porter la peine de l'acte coupable qu'ils auront commis, et cette peine sera justement grave, mais elle sera dirigée au moins contre des coupables et n'anéantira pas l'autorité du principe tutélaire sur lequel repose le droit de la guerre. »

Parmi les violences à l'égard des combattants, il en est une catégorie qu'on ne peut qu'effleurer. Il faut la mentionner cependant. Dans des cas fort nombreux, l'honneur des femmes et des jeunes filles a été violé, souvent avec des raffinements de cruauté inouïs. Insister serait pénible. Le texte des enquêtes officielles auxquelles nous renvoyons édifiera suffisamment à cet égard (1). Ces attentats, dit le rapport de la Commission

(1) Voir not., *Rapports et procès-verbaux de la Commission d'enquête*, t. I, p. 8, 12, 13, 16, 18, 19, 20, 29, 31, 33, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 43.

française, ont été d'une « fréquence inouïe ». « Nous en avons établi un grand nombre, ajoute-t-il, que nous aurions pu relever, mais par un sentiment très respectable, les victimes de ces actes odieux se refusent généralement à les révéler. » Même constatation de la part des magistrats et des membres de la Commission belge. Et M. Nothomb ajoute : « Les plus criminels (de ces actes) peut-être, ceux qui ont été commis par des officiers sur des jeunes filles du monde, moins préparées que les autres à se défendre, dans des maisons où ils étaient les hôtes, ceux dont furent victimes de pauvres religieuses sont destinés, par la discrétion désespérée qu'on met à les cacher, à ne jamais être révélés » (1).

Le soldat allemand, bien loin de taire ces turpitudes, s'en vante hautement. « Nous serions curieux, fait observer M. Pillet (2), de savoir aussi si la science allemande juge que ces procédés rentrent dans la notion de la *Kriegsraison*, et si le gouvernement impérial trouve dans cet usage de la force un nouveau signe de la supériorité de la civilisation allemande. Ce qu'il faut dire, c'est que des excès de cette sorte ne s'étaient pas produits depuis longtemps à la guerre, si ce n'est sous la forme d'actes isolés et clandestins, comme le sont les crimes. Il faut remonter, je crois, très loin, peut-être jusqu'à la guerre de Trente Ans, pour rencontrer des abus semblables ; les guerres du xix^e siècle n'en ont pas été enta-

(1) *Op.cit.*, p. 81. V., sur ce sujet, tout le chapitre VIII, p. 77 et s.

(2) Pillet, *loc. cit.*, p. 68.

chées, à l'exception de la guerre d'Espagne sous le Premier Empire. Il est douloureux de voir renaître une forme de barbarie que l'on croyait disparue à jamais. »

Nous devons mentionner aussi les attentats qui, plus particulièrement, furent dirigés, au début des hostilités, contre les ministres de la religion. Cela est nécessaire quand on pense qu'il n'est pas de manifestations auxquelles Guillaume II ne se livre sans invoquer le nom du Tout-Puissant, et que cet empereur n'hésitait pas à s'attribuer une mission providentielle, affirmant savoir de source certaine que ses armes étaient bénies de Dieu, du « vieux bon Dieu allemand », il est vrai. « En Belgique, comme en France, les prêtres se sont souvenus de ces évêques du temps des invasions que l'on appelait *defensores civitatis* » (1). Restés au milieu de leurs ouailles, se dressant comme une barrière au travers des exigences allemandes, n'hésitant pas à faire entendre la voix de la Justice opprimée en face des plus monstrueuses manifestations de la force, plusieurs ont payé de leur vie leur attachement au devoir. Nombreuses ont été ces victimes, en Belgique surtout. Le martyrologe des prêtres belges compte plus de deux cents noms. Plusieurs ecclésiastiques français ont péri aussi, soit des coups qui leur ont été portés, soit des fatigues excessives subies. Le fait d'avoir fait sonner les cloches aux heures des offices était un crime ; un signe, une parole devenaient des actes

(1) Pillet, *loc. cit.*, p. 68.

de trahison, et les malheureux prêtres étaient conduits à la bataille en tête d'un peloton allemand sans boire ni manger, comme le curé d'Esternay, ou torturés jusqu'à la mort, comme le curé de Sompuis. Mais ces exemples, s'ils sont plus connus, ne sont ni les seuls ni les plus atroces.

C'est le vénérable évêque de Tournai, âgé de 74 ans, poussé sur la route d'Ath, avec les notables de sa ville, et qu'un soldat, le voyant tomber, accable d'un coup de poing. Autre part, à F. . . , c'est le curé qui dépose sur ce qui s'est passé le 18 août : « Deux hommes, les nommés Macken et Loods ont été enterrés vivants, la tête en bas, en présence de leurs femmes. Les Allemands m'ont pris dans mon jardin, ils m'ont lié les mains derrière le dos. Ils m'ont maltraité de toute façon. Ils ont préparé pour moi une potence, disant qu'ils allaient me pendre ; un autre m'a pris par la tête, le nez, les oreilles, faisant le geste de me couper les membres ; ils m'ont contraint pendant longtemps à regarder le soleil, ils ont brisé les bras du forgeron qui était prisonnier avec moi et puis, l'ont tué... A 6 h. 3/4, ils m'ont relâché en me frappant avec des cravaches de cavaliers. J'étais en sang et je gisais sans connaissance. A ce moment un officier me fit relever et m'ordonna de partir ; à quelques mètres, ils tirèrent après moi. Je tombai et restai pour mort. » Quant au curé d'Harcourt, on le saisit avec deux de ses paroissiens et comme ils ne marchent pas assez vite, on les attache à un cheval qui part au galop. Quand ils arri-

vent devant l'église, ils sont de véritables loques humaines. On les dresse comme on peut contre le mur et on les fusille. Le curé de Spontin est suspendu tantôt par les pieds, tantôt par les mains, percé de coups de lance et enfin fusillé. M. Hottlet, curé des Alloux, et M. l'abbé Docq périrent dans les massacres de Tamines. On retrouva le second achevé à coups de crosse ; il avait « la tête aplatie comme une figue ». A Dinant, on fusille trois Prémontrés de l'abbaye de Leffe. Puis, les officiers et les soldats s'affublent des soutanes blanches des Prémontrés dont ils ravagent l'abbaye et circulent ainsi en automobile dans les environs de Dinant. Un dîner fut même servi aux officiers par un soldat déguisé en Prémontré. « Le curé de Gelrode, selon toute vraisemblance, proclame le cardinal Mercier, est mort en martyr. J'ai fait un pèlerinage à sa tombe, et entouré des ouailles qu'il paissait hier encore, avec le zèle d'un apôtre, je lui ai demandé de garder du haut du ciel sa paroisse, le diocèse, la patrie. » On le somma de renoncer à la foi catholique, s'il voulait vivre. Il préféra mourir. Et il mourut torturé. Au curé de Sorinnes, on fait faire le chemin de la Croix, et, pendant qu'il prie, on lui couvre le visage de crachats. Un Père Jésuite de Florennes est littéralement livré, par un officier auquel il sert de guide dans le village, à quatre soldats et sous-officiers qui lui arrachent sa soutane, le battent, le précipitent dans une cave et l'y laissent pour mort. Le frère R... des Écoles chrétiennes, le chanoine Noël, professeur à l'Université

de Louvain, le curé de Saint-Joseph, le P. Recteur du couvent de Scheut et quelques ecclésiastiques (13 en tout) sont arrêtés, injuriés de toutes les façons, poussés dans une porcherie dont on fait, devant leurs yeux, sortir le porc. Puis on les déshabille complètement, on vole tout ce que contiennent leurs poches, on lance leurs brevétaires sur le fumier. Prisonniers civils, on leur réserve, aux camps, les traitements les plus brutaux et les plus dégradants. Tel ce professeur ecclésiastique, qui, après avoir, en route, subi la faim, et avoir été exposé à plaisir aux insultes des villages protestants, fut employé, parvenu à destination, à nettoyer les écuries. « Un jour, dit un témoin, on le conduit au manège ; là, il reçoit l'ordre de courir aussi vite qu'il peut, et à chaque tour, il est frappé d'un coup de crosse. » Le curé de Buecken, âgé de 83 ans, voyant emmener les habitants de son village, supplie de pouvoir les suivre. On le prend ; mais, à peine en route, on l'attache à un canon qui le secoue à le briser ; quand on le détache, c'est pour le traîner à terre, tiré par les pieds, la tête rebondissant sur les gros pavés.

« Dans mon diocèse seul, dit le cardinal Mercier, je sais que 13 prêtres ou religieux furent mis à mort. » « J'entends encore, dit le même cardinal, l'accent douloureux d'un vieillard à qui je demandais s'il avait eu la messe le dimanche, dans son église ébréchée. « Voici deux mois, me répondit-il, que nous n'avons plus vu de prêtres. » Le curé et le vicaire étaient dans un camp de concentration à Munsterlager. » Voilà la façon dont l'au-

torité allemande comprend l'observation de l'article 46 précité du règlement de La Haye : « Les convictions religieuses et l'exercice des cultes doivent être respectés. » Ajoutons en quelques mots, car nous ne pouvons indéfiniment nous étendre, que les rapports sont bourrés de faits tout aussi abominables. Ce sont des religieuses qui sont l'objet d'attentats sans nom ; et des prêtres que l'on fait assister à des viols, comme à Beyghem. On en arrête qui portent les hosties. On se sert dans leurs églises des linges sacrés pour les usages les plus immondes. Les églises elles-mêmes sont profanées, les tabernacles sont forcés. Il arrive, comme à Gerbéviller, que pour parvenir à s'emparer d'un vase sacré, les Bavares tirent tous, autour de la serrure, des coups de fusil qui perforent le ciboire. On fait loger les chevaux dans les sanctuaires, on brise les sépultures des autels et les reliques des saints elles-mêmes sont jetées au vent comme à Hastière-par-delà, où les restes précieux des vierges de Cologne qui avaient été respectés par les iconoclastes et la grande Révolution, furent dispersés et foulés aux pieds.

Pour terminer ce chapitre du respect et de l'inviolabilité dont doivent jouir les personnes inoffensives, il nous faut signaler une série de pratiques nouvelles en matière de mauvais traitements qu'a vu éclore cette guerre. Tels ont été ces cas trop fréquents où des personnes inoffensives furent utilisées par des soldats ennemis pour arrêter l'action hostile des troupes adverses. Si l'on met à part l'emploi déjà fait par les Allemands en 1870 d'otages

qu'ils plaçaient sur les locomotives pour prévenir des entreprises dont leurs trains auraient pu être l'objet, c'est là un procédé nouveau. Jamais, en tout cas, il ne fut employé sur une telle échelle et de façon aussi systématique. On avait vu des émeutiers placer en tête de leur cortège des femmes et des enfants pour empêcher la troupe de charger ; mais, jamais, dans une guerre régulière, des combattants n'avaient encore recouru à un pareil subterfuge. Or, les cas en sont fort nombreux, courants même. Notons, en Belgique, le 23 août, la présence de femmes et d'enfants dont on fait précéder la troupe qui doit atteindre le pont de Lines en face de Brez ; femmes et enfants sont blessés. Le 7^e et le 15^e rapports de la Commission belge relèvent une foule de cas de ce genre. C'est un pont que l'on garnit de non combattants pour pouvoir le passer impunément, ou des habitants désarmés que l'on place devant une troupe en marche, ou encore des otages qui sont obligés de se tenir debout aux côtés des combattants au plus fort de la bataille. Quand les envahisseurs traversent vers la France les pays de Charleroi et de Mons, où les guettent, à chaque tournant de chemin, les arrière-gardes françaises, voici l'ordre de leurs colonnes : en tête des cyclistes, puis quelques fantassins espacés ; puis un groupe d'une centaine de civils, puis des masses d'infanterie, puis le charroi et les canons ; enfin un groupe de trois cents civils entourés d'une corde, que les hommes, marchant au bord du groupe, doivent tenir en main. N'alla-t-on pas (c'est un

soldat allemand qui le raconte dans son journal) jusqu'à transporter « en brouette » « de vieilles personnes qui ne pouvaient pas courir. Et la marche continue ainsi jusqu'aux tranchées... Ici, on a bandé les yeux à tous ces gens, et on les a lancés dans la direction de l'ennemi ». La même constatation est faite sur une plus grande échelle encore, par la Commission française (1). C'est ainsi que, le 27 août 1914, dans un faubourg de Mouzon (Ardennes), les Allemands ne pouvant traverser la rue, sous le feu des Français, plaçaient alors devant leurs rangs, sur toute la largeur de la voie publique, une douzaine d'habitants parmi lesquels se trouvaient un prêtre et un jeune homme de 15 à 17 ans. « Nous étions si près, dit le lieutenant français commandant la section située de l'autre côté de la rue, que je conserverai le triste souvenir de l'attitude résignée de ces pauvres gens marchant à la mort. Le procédé n'ayant pas réussi par suite d'une manœuvre de nos soldats, les Allemands, furieux, dirigèrent aussitôt leur fusillade vers les hommes dont ils venaient de se faire des boucliers. D'autre part, le dernier Livre jaune, publié par le gouvernement français sur les violations du droit des gens commises par les Allemands à Lille et dans le nord de la France, relate également toute une série de faits de ce genre (annexes n° 161 à 187 ; annexe 210) qu'il serait fastidieux de reproduire,

(1) *Rapports*, t. I, p. 11, 37, 57, 184, 185 ; t. II, p. 11, 27, 67 ; t. III, p. 7 et s., 42.

mais qui attestent le caractère systématique et organisé du procédé. Ce n'est pas seulement pendant la période de l'invasion que les populations inoffensives sont ainsi employées par l'ennemi à couvrir des opérations. C'est pendant la période de l'occupation où, ayant à administrer le pays, à prendre soin des habitants, l'envahisseur ne trouve rien de mieux que de leur imposer cette violation des règles du droit des gens, doublement répréhensible parce qu'elle est une atteinte à la vie des populations paisibles, et qu'elle constitue une violation de la liberté dont doivent, comme nous le verrons, jouir les habitants, liberté qui comporte avant tout celle de ne pas servir d'instrument contre leur propre patrie. Remarquons, au surplus, ici encore, que ce sont souvent des prêtres ou des religieuses qu'on emploie ainsi comme boucliers.

Comment apprécier ces nouvelles méthodes allemandes ? M. Pillet a fort bien établi que « c'est une lâcheté et que, dans une armée honorable, on ne commet pas de lâcheté ». « Il est clair que cette façon de faire n'a rien de commun avec l'honneur militaire. Nous dirons volontiers qu'il est contraire à la dignité du soldat de s'abriter derrière des non combattants. » « Pour ces non combattants, le danger n'est pas plus grand que celui que leur fait courir la licence sans frein de l'ennemi ; mais, chez celui qui l'emploie, le procédé a quelque chose de particulièrement odieux. Inutile de dire qu'il est absolument contraire aux usages de la guerre. Si de

semblables pratiques devaient se renouveler (et il est toujours à craindre qu'il en soit ainsi), elles provoqueraient l'exode de la population de tout territoire occupé, et la disparition de ses ressources. On ne voit pas quel avantage le vainqueur pourrait y trouver (1). »

(1) Pillet, *op. cit.*

CHAPITRE II

LE RESPECT DES LIENS DE LA FAMILLE

Enoncer la règle inscrite en tête de ce chapitre eût paru superflu il y a quelques années. Il était admis, en effet, sans discussion possible que, quelles que fussent les charges qui dussent peser sur le pays, on devait éviter, avant tout, de priver les enfants de la protection qui leur est si nécessaire, de séparer la famille de son chef. Il était réservé, là encore, à l'Empire allemand, de marquer une régression effroyable sur les procédés de guerre auxquels nous avait accoutumés la civilisation moderne et que consacraient les principes indiscutés du droit des gens.

En Belgique déjà, pendant l'invasion, les Allemands avaient agi sans aucun souci de respecter les liens de la famille. La pratique des otages, que nous retrouverons au chapitre suivant, en enlevant sans raison des pères à leurs enfants, en séparant les membres d'une même famille, pour les envoyer brutalement, sans avertissement, vers l'inconnu des camps de concentration allemands différents, constituait une première et grave atteinte aux principes du droit des gens. De jeunes enfants furent compris dans d'autres convois que leurs

mères, et des femmes ignorent encore ce que sont devenus leurs maris. C'est ainsi, nous indique le deuxième rapport français, qu'à Lubeck on a obligé un jour tous les hommes à descendre du train qui les avait emmenés jusque-là avec leurs femmes, et on leur a fait prendre aux uns et aux autres des directions différentes. Ainsi encore, à Thiaucourt, le 3 septembre 1914, les soldats qui étaient venus chercher chez elle la dame André, soi-disant pour qu'elle donnât à leur commandant un renseignement dont il avait besoin, l'empêchèrent de prendre avec elle ses enfants, en lui affirmant qu'elle allait revenir ; mais aussitôt qu'elle comparut devant l'officier, celui-ci, sans articuler contre elle aucun grief, se borna à ordonner qu'elle fût expédiée en Allemagne. Grave déjà quand elle s'adressait à quelques individualités, cette atteinte prenait un caractère d'autant plus poignant que les autorités allemandes, bientôt, ne se contentèrent pas de quelques otages pris par ci, par là. Ce sont des fractions notables de population qui furent retenues subitement, puis expédiées en Allemagne, comme nous le verrons.

Mais le système, jugé sans doute insuffisant, a été singulièrement perfectionné. Et les déportations de Lille qui ont fait l'objet d'une solennelle protestation de la part du gouvernement français auprès des puissances neutres resteront, dans l'histoire, à la honte éternelle du gouvernement impérial. Elles synthétisent bien le mépris absolu des Allemands pour tout ce qui constitue,

chez les populations de l'adversaire, les sentiments les plus intimes et les plus sacrés, pour tout ce qui touche aux fibres les plus sensibles de la personnalité humaine. Aussi devons-nous nous y attarder quelque peu et préciser les circonstances dans lesquelles se sont perpétrés ces nouveaux attentats, absolument sans précédents, ceux-là, dans l'histoire du droit des gens et qui, comme tels, doivent retenir notre attention (1).

C'est dans la Semaine sainte de 1916 que se passèrent ces tristes événements. Dans les premiers jours d'avril, des affiches avaient offert aux familles sans ouvrage de les installer à la campagne, dans le département du Nord, pour travailler aux champs, ou pour abattre des arbres. Presque personne ne se présenta. Les Allemands résolurent alors de recourir à la force. A partir du 9 avril, on les voit opérer des rafles, soit dans les rues, soit à domicile, enlevant pêle-mêle hommes et jeunes filles, les expédiant on ne sait où. La mesure allait bientôt se généraliser et s'exercer de façon plus méthodique encore. Un général et des troupes en nombre considérable arrivent à Lille, entre autres le 64^e régiment, venant de Verdun. Les 29 et 30 avril fut affiché l'avis à la population, où celle-ci était invitée à se tenir prête à une évacuation forcée. Immédiatement le maire proteste (2). L'évêque,

(1) Tous les faits exposés sont tirés du Livre blanc sur les événements de Lille.

(2) Monsieur le Gouverneur. — Retenu chez moi par la convalescence, j'apprends avec une indicible émotion une nouvelle que

Mgr Charost, qui avait adressé, aux premiers bruits qui avaient couru des mesures projetées, une digne et ferme protestation (1), a, ainsi que le maire, plusieurs entre-

je veux encore me refuser à croire. L'on me dit que l'autorité allemande aurait l'intention d'évacuer sur une partie du territoire occupé une notable partie de notre population. Après les déclarations officielles que vous avez affichées sur les murs, que la guerre n'était pas faite aux civils, que les droits, les biens et la liberté de la population leur seraient garantis, à la seule condition qu'elle se maintienne dans le calme, je n'aurais jamais pu croire qu'une pareille mesure pût être en usage. S'il devait en être ainsi, je me permettrais, comme premier magistrat de notre cité, d'adresser la plus énergique protestation contre ce que je considérerais comme une violation absolue du droit des gens universellement reconnu. — Détruire et briser les familles, arracher par milliers de leurs foyers des citoyens paisibles, les forcer à abandonner leurs biens sans protection, serait un acte de nature à soulever la réprobation générale. — Nos soldats, comme les vôtres, font vaillamment leur devoir, mais toutes les conventions internationales s'accordent à laisser la population civile en dehors de cet effroyable conflit. — Je veux donc espérer, Excellence, que pareille éventualité ne se produira pas.

(1) Monsieur le Général. — Il est de mon devoir de vous signaler qu'un état d'esprit frémissant se manifeste dans la population. Des enlèvements nombreux de femmes et de jeunes filles, des transferts d'hommes et de jeunes gens, d'enfants même, sont effectués dans la région de Tourcoing et Roubaix, sans procédure ni cause judiciaire. Les malheureux ont été dirigés sur des localités inconnues. Des mesures aussi extrêmes et sur une plus grande échelle sont projetées pour Lille. Vous ne serez point étonné, Monsieur le Général, que j'intervienne auprès de vous au nom de la mission religieuse qui m'a été confiée. Elle m'implique la charge de défendre, respectueusement, mais fortement, le droit international que le droit de la guerre ne peut jamais enfreindre, et la moralité éternelle, que rien ne peut suspendre. Elle me fait un devoir de protéger les faibles et les désarmés qui sont ma famille à moi, et dont les charges et les douleurs sont les miennes. Vous êtes père, vous savez qu'il n'est pas de droit plus respectable et plus sain dans l'ordre humain que celui de la famille. Pour tout

tiens courageux avec le général. Comme il défendait énergiquement la population, ces paroles courtoises lui sont adressées : « Vous, l'évêque, taisez-vous et sortez. »

chrétien, l'inviolabilité de Dieu qui l'a instituée est en elle. Les officiers allemands qui logent depuis longtemps dans nos habitations savent combien l'esprit de famille tient à nos fibres les plus intimes dans la région du Nord et fait chez nous la douceur de la vie. — Aussi, disloquer la famille, en arrachant des adolescents, des jeunes filles à leur foyer, ce n'est plus la guerre. C'est pour nous la torture et la pire des tortures : la torture morale indéfinie. L'infraction au droit familial se doublerait d'une infraction aux exigences les plus délicates de la moralité. Celle-ci est exposée à des dangers dont la vue seule révolte tout homme honnête du fait de la promiscuité qui accompagne fatalement des enlèvements en masse, mêlant les sexes ou tout au moins des personnes de valeur morale très inégale. Des jeunes filles d'une vie irréprochable, n'ayant commis d'autre délit que celui d'aller chercher du pain ou quelques pommes de terre pour nourrir une nombreuse famille, ayant au surplus purgé la peine légère que leur avait valuée cette contravention, ont été enlevées. Leurs mères, qui avaient veillé de si près sur elles, et qui n'avaient que cette unique joie de les garder près d'elles, dans l'absence du père et des grands fils, partis ou tués à la guerre, sont seules maintenant. Elles portent ici et là leur désespoir et leur angoisse. Je dis ce que j'ai vu et entendu. — Je sais que vous êtes étranger à ces rigueurs, vous êtes naturellement porté à l'équité, c'est pourquoi je prends la confiance de m'adresser à vous ; je vous prie de vouloir bien faire remettre d'urgence, au haut commandement militaire allemand, cette lettre d'un évêque dont il se représentera facilement la tristesse profonde. Nous avons beaucoup souffert depuis 20 mois, mais aucun coup ne serait comparable à celui-ci, il serait de plus aussi immérité que cruel, produirait dans toute la France une impression ineffaçable. Je ne puis croire qu'il nous sera porté. J'ai foi en la conscience humaine et je garde l'espoir que les jeunes gens et les jeunes filles appartenant à d'honnêtes familles et redemandés par elles leur seront rendus et que le sentiment de la justice et de l'honneur prévaudra sur toute considération inférieure. — S. ALEXIS-ARMAND, évêque.

Les doyens, de leur côté, envoient des lettres indignées ; rien n'y fait.

Le Samedi saint, à 3 heures du matin, les rafles méthodiques commençaient à Lille, par le quartier de Fives ; à Tourcoing, par le quartier de la Marlière ; à Roubaix. Après une interruption le jour de Pâques, l'opération se poursuivit pendant toute la semaine, finissant à Lille par le quartier Saint-Maurice.

Vers 3 heures du matin, les rues étaient barrées par la troupe, baïonnette au canon, mitrailleuse en travers de la chaussée, contre des gens désarmés. Dix à quinze hommes se tenaient devant la maison ; deux entrent avec le sous-officier et l'officier qui décide qui doit partir, et une demi-heure après, tout le monde était emmené pêle-mêle dans une usine voisine, numéroté et étiqueté comme des bestiaux, et de là, à la gare où s'effectuait le départ. Là se trouvaient, entassées dans les wagons à bestiaux, garnis de bancs de bois, principalement des jeunes filles et des jeunes femmes de toutes catégories, de tous milieux sociaux, confondues dans une promiscuité révoltante, puis aussi des hommes de 15 à 50 ans, choisis avec la même méthode. Les mères ayant des enfants de moins de 14 ans étaient épargnées, les jeunes filles de moins de 20 ans n'étaient emmenées qu'avec une personne de leur famille. Mais cela n'enlève rien à la barbarie de la mesure (1). Beaucoup de soldats étaient écœurés de la beso-

(1) « Dans le quartier de Fives, dit une lettre annexée au Livre blanc (annexe n° 13), Antoine D... et sa sœur, 22 ans, furent

gne qui leur était imposée. Les vieux de la Landsturm en rougissaient. Plusieurs officiers et soldats furent enfermés en citadelle pour s'être refusés à la besogne. A Roubaix, de même les officiers de la garde se sont refusés, se trouvant devant une population calme et digne, à enlever la nuit des femmes et des enfants. Mais, par contre, les jeunes sous-officiers s'exécutaient avec une maestria toute prussienne et il se trouva un pasteur, docteur en philosophie et en droit politique, qui déclara qu'on ne reculerait devant rien pour le salut de l'Empire.

Les victimes de cet acte brutal montrèrent le plus

emmenés ; à grand'peine, on laissa la jeune fille qui n'a pas 14 ans, et la grand'mère, malade de douleur et d'effroi, dut être administrée de suite ; on laissa enfin revenir la jeune fille ; mais ici, un veillard, là deux infirmes ne purent obtenir de garder la fille qui était leur seul soutien. Ainsi chez le docteur, oncle de B... on laisse à Madame le choix entre ses deux bonnes. Elle donne la faveur à la plus ancienne. « Bien, lui répond-on, alors c'est celle-là que nous prenons. » Mile L..., la plus jeune, qui sort de la typhoïde et d'une bronchite, voit le sous-officier, qui emmenait sa bonne, s'approcher d'elle : « Quelle triste besogne on nous fait faire ! » « Plus que triste, Monsieur, on pourrait dire barbare. » « Voilà un mot bien dur, vous n'avez pas peur que je vous vende ? » Et, de fait, le traître la dénonce. On lui donne sept minutes et on l'emmène nu-tête, en chaussons, à la recherche du colonel qui préside à cette noble bataille et qui la condamne, lui aussi, à partir malgré l'avis du docteur. Et ce n'est qu'à son énergie insaisissable et à la pitié d'un moins féroce que les autres, qu'elle obtient, à 5 heures du soir, d'être relâchée après une journée d'un véritable calvaire. Les malheureux, à la porte desquels veille une sentinelle par personne désignée, sont emmenés d'abord dans un local quelconque, église ou école, puis, en troupeau, pêle-mêle, de toutes valeurs morales, jeunes filles honnêtes et femmes publiques, entre les soldats, musique en tête, jusqu'à la gare d'où ils partiront le soir sans savoir où on les mène. »

grand courage. Ces convois lugubres, où figuraient jeunes gens de 14 ans, collégiens en culottes courtes, jeunes filles de 15 à 16 ans enlevés sans que les protestations explorées des parents aient pu attendre leurs bourreaux, s'ébranlèrent au cri de « Vive la France » et au chant de la *Marseillaise*, que l'on entendait pour la première fois depuis l'occupation. « Les partants consolent ceux qui restent, leurs pauvres mères qui pleurent et les enfants ; d'une voix étranglée par les larmes, blêmes de douleur, ils leur défendent de pleurer. Eux-mêmes ne pleurent pas et restent fiers, semblant impassibles devant leurs bourreaux » (*Lettre*, annexe 13).

Quelles raisons le gouvernement allemand a-t-il bien pu trouver pour justifier de pareilles atrocités ? Le texte de l'affiche du commandement militaire allemand disait : « L'attitude de l'Angleterre rend de plus en plus difficile le ravitaillement de la population. Pour atténuer la misère, l'autorité allemande a demandé récemment des volontaires pour aller travailler à la campagne. Cette offre n'a pas eu le succès attendu. En conséquence, les habitants seront évacués par ordre et transportés à la campagne... où ils seront occupés dans l'agriculture. Par cette mesure, l'occasion leur sera donnée de mieux pourvoir à leur subsistance. » Et devant l'indignation qui se manifestait dans le monde, à la nouvelle de la perpétration de ces attentats, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* répondait par cette note d'allure officieuse : « L'administration allemande n'a aucune raison de cacher qu'elle

a fait transporter de nombreux milliers d'habitants français des deux sexes des grandes villes dans les Flandres françaises. Elle a d'ailleurs l'intention de continuer à le faire.

Les Français et leurs alliés ont eux-mêmes rendu ces mesures nécessaires. Par leurs agissements contraires au droit des gens, pour rendre plus difficile le ravitaillement de l'Allemagne et des contrées occupées par les troupes allemandes, ils sont parvenus à ce que, au moins dans les grandes villes des régions occupées près du front de combat, le ravitaillement de la population civile ne pouvait plus être assuré d'une manière conforme aux intentions de l'administration allemande et selon les devoirs de cette administration, d'après les clauses du troisième alinéa du supplément de l'ordonnance sur la guerre en campagne de la Conférence de La Haye du 18 octobre 1907.

L'administration allemande devait donc choisir entre laisser les populations civiles françaises dans un état de nourriture insuffisante, qui pouvait, avec le temps, gravement nuire à ces populations, ou prendre des mesures appropriées pour remédier à ce manque de nourriture.

Dans ce but, l'administration allemande décida de transporter ailleurs une partie des populations civiles des villes importantes et très peuplées et, par conséquent, difficiles à ravitailler, et de les établir dans des régions moins peuplées, où il serait plus facile de leur distribuer des vivres. On put en même temps réaliser le

plan de fournir à ces contrées peu peuplées la main-d'œuvre nécessaire aux travaux agricoles dans l'intérêt même de ces populations. »

Il est vrai que, aux officiers et soldats chargés d'accomplir cette triste besogne, on disait que la population s'était révoltée et que c'était une punition. Par contre, aux habitants des Ardennes où ces jeunes gens et ces jeunes filles sont débarqués en partie et logés d'une manière épouvantable, dans une odieuse promiscuité, on dit que ce sont des « volontaires » qui viennent travailler. Et les Ardennais de les recevoir avec force injures... qui ne s'arrêtèrent que lorsque fut connu l'enlèvement de force qu'ils avaient subi (annexe 32).

La véritable raison réside toujours dans ce système d'intimidation et de terrorisation qui est à la base de la méthode allemande et que l'on emploie à jet continu. Peut-être le gouvernement impérial espère-t-il, par de pareilles mesures, arriver à obtenir l'élargissement du blocus, légitime procédé de lutte qui l'enserme de jour en jour. Ou bien n'est-ce simplement qu'un de ces sursauts de cruauté instinctive, par où se manifeste l'impuissance de la bête traquée qui sent venir l'heure des règlements de comptes. Quoi qu'il en soit, il est une explication que donne le gouvernement impérial, et qui, elle, est faite pour les neutres ; nous la connaissons. Que vaut-elle ?

Remarquons tout d'abord que le souci humanitaire qui guide le gouvernement allemand avait des occasions

beaucoup plus heureuses de s'exercer. « Un jour, dit un document du Livre blanc (annexe 13), un wagon de poisson et d'œufs nous arrivent ; ils sont, contre tout droit, arrêtés et envoyés en Allemagne. L'autre jour arrive encore pour notre ville, par le comité, 55.000 fr. de viande. Une série de vexations l'arrête et la laisse se putréfier sur place. Les pommes de terre, ici et aux environs, se gâtent ; on ne les laisse pas entrer et les forces diminuent. » En outre, ainsi que le fait observer la protestation française adressée aux neutres, « pour faire justice de cette prétendue justification, il suffit d'établir que, non seulement l'Allemagne a dépouillé à son profit les territoires occupés de tous les produits qui auraient assuré la subsistance des habitants, mais encore a organisé à son bénéfice, avant tout arrêt du commerce ennemi, l'exploitation du travail des civils français ». « Les habitants des villes mourraient de faim à la suite de la politique pratiquée par la France et l'Angleterre » (prétexte du gouvernement allemand, du 5 juillet 1916). A la campagne, ils travaillent à la terre et se nourrissent des fruits de leur culture. Mensonge : « Toutes nos récoltes sont dirigées sur l'Allemagne ! » écrit un évacué qui a pu fuir (Livre blanc, p. 103). — « Nous n'avions que 120 grammes de pain noir infect », écrit un autre. — « Les légumes que nous arrachons ne sont pas pour nous ; nous n'en avons pas un seul », dit un troisième (*Ibid.*). Toute résistance à ces ordres inhumains est impossible, toute supplication reste vaine. On sait à quoi

on s'expose si on [veut se dérober. Le commandant Schrank, de la place d'Hallain, fait placarder (Livre blanc, p. 148) l'avis suivant sur les murs de cette malheureuse cité de quinze mille habitants : « De quel côté est le droit, ce n'est pas à nous de le discuter, parce que nous ne sommes pas compétents et n'arriverons jamais à nous entendre sur ce point. Ce sera l'affaire des diplomates *après la guerre*. Aujourd'hui, c'est exclusivement l'interprétation allemande qui est valable. L'autorité militaire allemande ne se départira sous aucune condition de ses demandes, *même si une ville de quinze mille habitants devait périr*. » Mais en admettant même que la préoccupation de nourrir les habitants fût la raison déterminante des actes de l'autorité allemande, rien n'autorisait le gouvernement impérial à recourir à des mesures condamnées par le règlement de La Haye qui stipule expressément que « les droits de la famille doivent être respectés » (art. 46). Des réquisitions en services sont licites, mais nous verrons, quand nous étudierons ce point spécial, que rien ne peut faire assimiler à de légitimes réquisitions les pratiques odieuses que nous flétrissons. Bien plus, si on en excepte un certain nombre d'évacués qui, dans les conditions que nous avons eu occasion de signaler, furent effectivement employés aux travaux des champs, les documents insérés au Livre jaune attestent que d'aucuns reçurent une destination bien différente. Les hommes furent affectés à la réfection des routes, à la fabrication des munitions, aux tranchées. Les femmes

furent chargées de faire la cuisine et la lessive des soldats, et de remplacer les ordonnances des officiers. Aussi prit-on, pour ces rudes besognes, de préférence des servantes, des domestiques, des ouvrières, à telles enseignes que la rue Royale, à Lille, ne comptait plus une servante. Mais il s'est trouvé des filles de courage, dans la bourgeoisie, qui n'ont pas voulu que les filles du peuple fussent seules à partir. Et le Livre jaune nous en cite qui ont tenu à accompagner les filles de leurs quartiers.

Les infortunés ainsi réquisitionnés ont été dispersés depuis Seclin et Templeuve jusqu'aux Ardennes. Leur nombre est évalué à 25.000 environ pour les villes de Lille, Roubaix et Tourcoing.

De tels faits, rapprochés d'autres de la même nature, que nous allons envisager dans le chapitre suivant, ne constituent pas simplement, de la part de l'Allemagne, une violation des engagements souscrits à La Haye et des principes universellement reconnus du droit international. On peut dire qu'ils ont réduit la malheureuse population envahie à une condition qui ne peut être assimilée qu'à l'esclavage.

Et le gouvernement français, en adressant aux neutres une juste et vigoureuse protestation, pouvait justement écrire : « En 1885, lors de la Conférence africaine de Berlin, dont elle avait pris l'initiative, l'Allemagne s'est engagée, en ce qui concerne les territoires de l'Afrique où elle exerce sa souveraineté ou son influence, à conserver les populations indigènes et à améliorer maté-

riellement et moralement leur existence. Après avoir réuni les renseignements forcément très restreints qui lui proviennent de la France envahie et qu'il soumet aux puissances neutres, le gouvernement de la République est en droit de douter que les autorités allemandes tiennent, en ce qui concerne les populations dont elles ont momentanément la charge, les engagements que le gouvernement impérial avait pris en ce qui regarde les populations noires du centre de l'Afrique. »

Et en regard de la barbarie allemande, citons, pour terminer ce chapitre, cette phrase d'une des victimes restées en pays envahi et dont la lettre (annexe 13) relate toutes ces terribles souffrances : « Surtout, surtout, que nos soldats ne nous vengent pas, là-bas, par de tels actes ; ce serait souiller notre beau nom de Français. Qu'ils laissent à Dieu le soin de venger de telles fautes, de tels crimes. Eux, seront, comme le leur a dit une femme à qui l'on prenait son mari, son fils et sa fille, maudits dans leur race, dans leurs femmes et dans leurs enfants. »

Quant aux malheureux restés dans les pays envahis, séparés des leurs, on peut se faire une idée de la liberté d'allure dont ils jouissent en lisant l'ordre suivant affiché, le 8 septembre 1914, à Grivegnée, par les soins du major-commandant Dieckmann : « J'exige que tous les civils qui circulent dans ma circonscription, principalement ceux des localités de Beyne-Hensay, Fléron, Bois de Breux, Grivegnée, témoignent de la déférence envers

les officiers allemands, en ôtant leurs chapeaux ou en portant la main à la tête pour le salut militaire. En cas de doute, on doit saluer tout militaire allemand. Celui qui ne s'exécute pas doit s'attendre à ce que les militaires allemands se fassent respecter par tous les moyens. »

CHAPITRE III

LE RESPECT DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

De même que la vie des combattants, le droit prend sous sa protection leur liberté. Il ne s'agit pas ici, fait observer M. Pillet (*loc. cit.*, p. 69), d'une liberté complète. La condition d'un peuple dont les terres sont au pouvoir de l'ennemi ne ressemblera jamais à ce qu'elle est en temps ordinaire. La discipline sera plus rigoureuse, la loi pénale plus étendue, la liberté moins grande. Cela s'entend de soi-même. Mais cette liberté, en tant qu'elle demeure inoffensive, doit subsister. Le mérite de la théorie de l'occupation, telle qu'elle avait été conçue et pratiquée jusqu'à ce jour, est de laisser la population du territoire occupé vaquer paisiblement à ses travaux habituels sous l'autorité de l'occupant qui n'est pas un souverain, mais une sorte de gérant de la souveraineté. C'est ce qu'exprime l'article 43 du règlement de La Haye quand il dispose que « l'autorité du pouvoir légal ayant passé de fait entre les mains de l'occupant, celui-ci prendra toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics, en respectant, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays ».

Or, cet état de droit n'est plus qu'un souvenir, grâce à la pratique des prises d'otages. Traditionnellement, on entendait par otages des personnes que se livraient les souverains en sûreté des promesses qu'ils avaient échangées dans un traité. C'étaient le plus souvent les grands personnages. Leur sort ne fut pas toujours sans péril, car leur vie garantissait la parole donnée ; puis, grâce au progrès des mœurs, ils n'eurent plus à craindre qu'un exil plus ou moins prolongé et généralement entouré de toutes les douceurs possibles.

Ce même mot n'a plus du tout le même sens. Déjà, en 1870, les Allemands avaient imaginé la pratique déjà signalée des otages qu'ils plaçaient sur leurs locomotives, pour parer aux dommages qu'ils redoutaient, de la part des corps francs, et éviter les accidents qui en résulteraient. Mais, au cours de la présente guerre, le système s'est singulièrement étendu.

Les chefs allemands, écrit M. van den Heuvel, dans sa préface aux rapports belges, partent de ce principe qu'un homme peut, à raison de sa situation notable dans une localité, être rendu responsable de tous les faits d'hostilité qui y sont tentés ou qui s'y commettent. Inutile de rechercher s'il a eu une part directe ou indirecte dans les actes dont l'autorité militaire se plaint ; inutile d'examiner s'il aurait pu les empêcher, s'il était sur les lieux, s'il a été prévenu. Il est de la commune, il a une certaine richesse, il a probablement quelque influence : cela suffit. Il doit garantir l'ennemi et payer pour les

autres de sa bourse et même de sa vie. Poussant jusqu'au bout ce système, les Allemands, dès qu'ils arrivaient dans une localité, belge ou française, commençaient avant toute chose par prendre un certain nombre de ces otages rendus ainsi responsables de tout ce qui pourrait survenir et même de ce qui ne surviendrait pas. Que d'otages ont ainsi payé de leur vie des attentats imaginaires dus à l'état d'énervement des troupes allemandes ! Ces otages préventifs n'excluaient pas, du reste, les otages que souvent prenaient en outre les autorités allemandes, en représailles de soi-disant attentats ou pour se venger des échecs subis.

Enumérer tous les cas dans lesquels se sont produits ces prélèvements d'otages serait impossible et fastidieux. Les rapports belge et français en fourmillent à chaque page, et il faudrait nous arrêter à chaque nouvelle localité occupée pour y signaler la pratique allemande se renouvelant. Citons, comme exemples, la proclamation allemande à Namur : « Toutes les rues seront occupées par une garde allemande, qui prendra dix otages dans chaque rue. Si un attentat se produit dans la rue, les dix otages seront fusillés. » A Grivegnée, la proclamation rend les otages présents responsables de l'absence de ceux qui doivent les remplacer : « Après vingt-quatre heures, l'otage encourt la peine de mort si le remplacement n'est pas fait. » Le traitement de ces otages a varié. « Dans certaines localités, dit le 8^e rapport belge, ils n'ont pas été sérieusement maltraités ; dans d'autres, ils

ont subi des traitements indignes. C'est ainsi qu'à Marche, les trois principaux fonctionnaires de la localité ont, à tour de rôle et pendant des semaines, été retenus prisonniers dans une cellule de la prison où sont enfermés les malfaiteurs de droit commun. Ailleurs, les otages pris dans un village ont été transportés dans d'autres localités de la province et y ont été emprisonnés pendant des semaines. Enfin, certains otages ont été emmenés en Allemagne et y sont encore détenus à l'heure actuelle. En général, depuis leur détention en Allemagne, ils n'ont pas été maltraités, mais quelques-uns d'entre eux ont, pendant la durée du voyage, été soumis à de mauvais traitements. Ils ont été privés de nourriture, de repos et ont été l'objet de sévices de la part des soldats et de la population. »

Quelle qualification, dit M. van den Heuvel, donner à cette prise d'otages qui prive d'honnêtes citoyens de leur liberté, les plonge, eux et leurs familles, dans d'indicibles angoisses et les menace du dernier supplice, au premier acte hostile commis, soit par quelque écervelé, soit par une audacieuse reconnaissance de leur armée ? Ce n'est pas une peine pour le passé : on n'est garant que de ce qu'on peut exécuter ou empêcher. Ce n'est, en réalité, qu'un tribut de souffrances prélevé sur l'élite d'une localité. Je ne connais pas de tribut plus douloureux et moins justifiable.

Mais cette pratique n'est pas encore la plus odieuse. Les Allemands ont imaginé mieux. Ils ne s'en sont pas

pris seulement à des individualités. Élargissant le cercle de leurs victimes, ils englobent souvent dans une même solidarité, soit une catégorie, soit la totalité des habitants d'une commune. Quand des localités sont condamnées au pillage et à l'incendie, l'exode et la déportation en sont le corollaire. Les commandants font en toute hâte sortir les habitants de leurs maisons et ordonnent de les entraîner au loin. Ainsi, à Louvain, un matin, on entend l'armée allemande tirer une pétarade de coups de feu. Des soldats frappent aux portes. Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards, à demi-vêtus, expulsés de leur demeure, sont chassés sur les grandes routes comme un vil bétail. Misérables exilés, ils partent, marchant les mains levées, sans savoir où on les mène, sans même pouvoir s'informer de la destinée qu'on leur réserve. Après quelques heures, les troupes s'arrêtent ; elles abandonnent à leur misérable sort ces colonnes de fugitifs, tremblant encore de frayeur et dépouillés de tout (2^e rapport belge).

Presque toujours, lors de l'exode, un certain nombre d'habitants, arbitrairement désignés par la mauvaise fortune, sont séparés de leurs concitoyens, envoyés en Allemagne. Ainsi plusieurs milliers d'innocents ont été déportés et sont détenus à Munster-Lager et à Soltau. Contre tout droit, ils ont été conduits hors de leur pays et privés de leur liberté. N'ayant jamais été combattants, ils ne peuvent être prisonniers de guerre ; n'ayant commis aucune infraction, ils ne peuvent être prisonniers

civils. C'est cependant comme tels qu'on les traite. C'est l'arbitraire qui les retient et mesure la durée de leur détention. Les 3^e et 5^e rapports belges sont remplis de ces faits. A Louvain, plusieurs milliers d'enfants mâles, qui avaient échappé aux fusillades et à l'incendie, ont été dirigés sur l'Allemagne dans un but ignoré. Et le carnet d'un soldat allemand contient la mention suivante : « Le 6 septembre, nous avons expédié 200 Belges en Allemagne ; parmi eux se trouvaient 21 curés. »

En France, c'est la même chose. Le 2^e rapport de la Commission d'enquête, qui est entièrement consacré à ces faits, nous indique qu'au 28 février 1915, dix mille environ de nos compatriotes ont été renvoyés en France, après avoir subi une captivité plus ou moins longue. Ils ont pu fournir ainsi des détails circonstanciés sur les conditions de leur déportation. Arrêtés dans les mêmes conditions que les otages belges, tous les prisonniers étaient d'abord astreints à effectuer à pied un trajet plus ou moins long et plus ou moins pénible au cours duquel ils passaient les nuits dans un enclos, dans une gare ou dans une église ; puis on les faisait monter dans des wagons à bestiaux pour les transférer en pays allemand. Pendant le voyage, ils ne recevaient généralement aucune nourriture. La plupart d'entre eux ont dû rester ainsi plusieurs jours sans boire ni manger, et beaucoup de ceux qui ont été enlevés dans le nord de la France auraient pu mourir de faim, si, à leur passage en Belgi-

que, des femmes charitables n'étaient parvenues à leur remettre quelques aliments.

Des incidents cruels marquèrent le départ de ces pauvres gens. Des prisonniers de Roubaix, après avoir été maltraités, ont été entassés, au nombre de 60 à 85 par voiture, dans des fourgons où il leur était impossible de s'asseoir, et où, durant 72 heures, on ne leur a donné que deux fois de la nourriture. A Varreddes (Seine-et-Marne), les 5, 6, 7 et 8 septembre, 20 hommes sont arrêtés chez eux ou sur la voie publique par les Allemands : quatre sont massacrés parce que, complètement épuisés, ils ne pouvaient plus suivre la colonne. En quatre jours, les survivants ne prennent que deux repas : l'un à Soissons, qui leur est apporté par des dames de la Croix-Rouge française, l'autre à Chauny, qui leur a été fourni par des habitants. C'est de cette dernière commune qu'ils ont été embarqués pour l'Allemagne, avec d'autres prisonniers, dans des wagons à bestiaux où ils ont dû se tenir debout ou accroupis faute de bancs. A Combres, tandis que les hommes partaient pour l'Allemagne, leurs femmes et leurs enfants étaient consignés dans l'église du village. Ils y furent maintenus pendant un mois, passant les nuits assis sur les bancs. La dysenterie et le croup sévissaient parmi eux ; et les femmes n'étaient autorisées à porter les déjections que tout à proximité des portes, dans le cimetière. En se reportant au rapport précité de la Commission française, on trouvera d'autres détails, tout aussi pitoyables ; nous ne

pouvons pas nous étendre indéfiniment sur ce point.

Or, écrit M. Pillet (1), à quoi correspond cette vexation nouvelle, absolument contraire à la notion de l'occupation, absolument arbitraire, aussi odieuse ? On comprend l'internement des prisonniers de guerre ; il faut les garder pour les empêcher de reprendre leurs armes. Mais des hommes, des femmes, des enfants, toutes personnes étrangères à l'armée, pourquoi les soumettre à un semblable traitement ? Pour les jeunes gens, on a pu alléguer la crainte de les voir s'enrôler au premier moment sous les enseignes de leur patrie, mais encore faut-il pour cela qu'ils quittent le territoire occupé et la chose n'est pas facile. Du reste, une simple crainte ne suffit pas à fouler aux pieds les droits qui découlent de la condition de non combattant. Pour tous autres, on n'aperçoit même pas de prétexte à un semblable traitement. On appelle ces personnes des otages. Otages de quoi ? Il n'y a pas de traités dont ils répondent. Otages responsables de la bonne conduite de leurs concitoyens, peut-être ? C'est une idée qui ne pourrait pas être soutenue sans ridicule. Quelle action peuvent avoir sur leurs concitoyens des hommes enfermés à cent lieues, on ne sait pas où, et privés souvent même de la faculté de correspondre avec leurs proches ? C'est un trait de barbarie et rien de plus.

D'une autre façon encore, le respect de la liberté indi-

(1) *Loc. cit.*, p. 70.

viduelle a été méconnu par les Allemands de façon grave. Les événements de Lille que nous avons envisagés dans le chapitre précédent constituent bien, eux aussi, une grave atteinte à ce principe, et cela à un double point de vue. D'abord en ce que les mesures de déportation prises par les autorités allemandes vont directement à l'encontre de la liberté d'action dont, bien que limitée, doivent jouir les envahis, et ensuite parce que les victimes de ces pratiques ont été contraintes à l'exécution de travaux auxquels la liberté du travail les dispensait de se livrer. Les Allemands ont bien parlé de réquisitions : aussi nous réservons-nous, pour le moment où nous examinerons cette matière, le soin de démontrer que les travaux exigés par les Allemands n'avaient rien de commun avec les prestations en services que l'envahisseur, suivant les principes du droit des gens, peut requérir des habitants des territoires occupés. En le faisant, nous démontrerons par là même la violation du principe de liberté que nous nous contentons de mentionner ici.

Mais, avant les événements de Lille, d'autres violations du même principe s'étaient manifestées à Landrecies et à Haucourt, qui ont été comprises dans la même protestation du gouvernement français. Nous les retrouverons également plus loin. Nous devons cependant marquer dès maintenant quelques faits indiscutables qui excluent toute tentative même d'une justification puisée dans la matière des réquisitions. C'est d'abord l'attitude du

gouvernement allemand lui-même. Dans une note du 22 mars 1916, il se disait dans l'obligation de « demander au gouvernement français de donner des ordres à tous les commandants de camps d'internement au sujet de l'emploi forcé à des travaux et d'exiger une déclaration formelle à cet égard ». Cette déclaration fut faite à plusieurs reprises et de la façon la plus nette au gouvernement impérial. Or, comment ce gouvernement peut-il concilier sa réclamation en ce qui concerne les internés civils allemands, qu'il déclare ne pouvoir être forcés au travail, avec son aveu que les civils français soumis aux obligations militaires, mais libres, sont astreints à des travaux, ainsi qu'avec les mesures odieuses prises à Roubaix et à Lille à l'égard des femmes et des jeunes filles ?

D'autre part, comme nous le verrons, les moyens employés par les autorités allemandes pour contraindre aux travaux qu'elles ordonnaient les habitants des territoires français occupés, furent variés : menaces, violences, fusillades, internement, exodes soit individuels, soit par groupes. Or, fait remarquable à noter, ces mêmes autorités, dans un certain nombre de cas, ont tenté de déguiser la contrainte dont elles usaient en obtenant des Français en leur pouvoir, soit verbalement, soit par écrit, des sortes d'engagements au travail qu'elles ont représentés ensuite comme librement consentis. Or, ou bien les Allemands avaient le droit d'agir comme ils l'ont fait, et en ce cas ces faux étaient inutiles et ils ne se

seraient pas donné la peine de les imaginer, ou ils reconnaissent implicitement l'odieux de leur conduite et cherchaient à le masquer par tous les moyens.

La fraude employée pour obtenir ces engagements a été de nature variée. Il y eut d'abord des tromperies sur la nature du travail ou sa destination (annexes n^{os} 139, 188, 226, 241), ou sur les conditions de lieu (annexes n^{os} 95, 119, 188), de durée ou de rémunération du travail (annexes n^{os} 129, 153 et s., 190). Puis il y eut les violences, menaces, arrestations, internements, coups, famine, etc. (annexes n^{os} 203, 204, 34, 126, 225, 226, 237, 239). On a fait parfois souscrire ces engagements après avoir embrigadé, transporté hors de leur résidence et déjà employé à des travaux de toutes sortes, les civils qui se trouvaient liés dans des conditions qui excluent toute liberté (annexes n^{os} 212, 226, 96, 102) et sans qu'ils pussent se dégager (annexe 54 *bis*).

Ces attentats contre la liberté individuelle ont été les plus marquants, ceux qui ont le plus suscité, et à juste titre, la réprobation du monde civilisé. Ils ne doivent pas faire oublier, cependant, les mille vexations de chaque jour, qu'à l'aide d'une réglementation sans cesse renouvelée, sans aucun prétexte valable, l'autorité allemande impose aux malheureuses populations envahies.

L'attitude odieuse du gouvernement allemand au regard du chef de l'Église belge, le vénérable cardinal Mercier, archevêque de Malines, est aujourd'hui connue du monde entier. Malgré les dénégations tardives de la

presse allemande, il est avéré que l'éminent prélat, pour avoir osé proclamer que le Roi des Belges était le seul souverain légitime du pays, a été pendant plusieurs mois consigné dans son palais, et mis dans l'impossibilité de communiquer avec son clergé et de remplir sa mission épiscopale. Le cardinal était un juge incorruptible et un témoin gênant ; n'osant le supprimer comme un humble prêtre, on l'a bâillonné. Le gouverneur allemand n'a, enfin, autorisé son départ pour Rome, en janvier 1916, que sous la pression de l'opinion publique mondiale justement indignée.

Par l'exemple du traitement imposé à une personnalité telle que l'archevêque de Malines, on peut juger de ce que doit être le sort des simples citoyens.

CHAPITRE IV

LE RESPECT DES BLESSÉS ET DU PERSONNEL SANITAIRE

Parmi les non combattants, il est une catégorie qui, plus que toute autre, commande le respect : ce sont les blessés. Réduits à l'impuissance après avoir vaillamment combattu, éprouvant d'intolérables souffrances, n'ayant même souvent que quelques heures à vivre, leur sort est certainement de ceux qui doivent inspirer la pitié et provoquer les plus grands égards. Aussi, s'était-on habitué, jusqu'ici, à les considérer comme particulièrement couverts de la protection du droit. Les Romains eux-mêmes les regardaient comme des êtres sacrés à raison de la noble origine de leurs maux. On sait que la convention de Genève du 22 août 1864, refaite le 6 juillet 1906 et étendue à la guerre maritime par les conventions de La Haye, a été consacrée à la protection des blessés. Ces textes veillent à soustraire aux horreurs de la guerre, dans la mesure du possible, le personnel sanitaire, les ambulances et hôpitaux, les convois d'évacuation. La convention de 1864 n'avait pas posé le principe de l'inviolabilité des blessés eux-mêmes, par une sorte de pudeur, parce qu'il n'est pas permis de penser que des soldats se permettent jamais d'achever des blessés. Les faits

qui se déroulent dans la présente guerre nous montrent qu'une telle précaution n'eût pas été superflue vis-à-vis des empires centraux.

Le 15^e rapport belge, avec le 17^e, nous donnent les détails les plus circonstanciés sur les attentats de cette nature. Déjà le 2^e rapport avait cité le cas de deux soldats belges blessés qui furent jetés entre Impde et Wolverthem dans une maison qui brûlait, et le 5^e rapport, celui de 26 blessés et prisonniers qui, le 18 août, à Aerschot, furent fusillés.

Les faits de ce genre furent nombreux en Belgique.

Ils ont été mis davantage encore en lumière, si possible, par les [rapports de la Commission française. Le rapport du 17 décembre (t. I, p. 43 à 45 ; 218 à 221) établit déjà, de façon indiscutable, la sauvagerie dont les soldats allemands et certains de leurs officiers font preuve à l'égard des blessés. Ces faits ont été innombrables, dit le rapport, dans tous les endroits où des combats ont été engagés. Citons-en quelques-uns. Le sergent Lemerre, blessé le 6 septembre à Rembercourt, est laissé sur le terrain pendant huit jours par les ambulanciers allemands qui le voyaient très bien. Le quatrième jour, sur l'ordre d'un officier qui parcourait le champ de bataille, son revolver à la main, ce sous-officier a été blessé de nouveau d'un coup de fusil par un soldat. Il a d'ailleurs vu à plusieurs reprises, autour de lui, des brancardiers allemands tirer sur nos blessés. Le 22 août, un détachement allemand se présente à Donviller (Meurthe-et-

Moselle) à la ferme de la Petite-Rochelle où se trouvent des blessés français. L'officier commandant ordonne à quatre de ses hommes d'aller achever neuf blessés étendus dans la grange : chacun reçut une balle dans l'oreille. Le soldat Voyer, grièvement atteint à la colonne vertébrale, en avant de la forêt de Champenoux, le 28 août, et paralysé des deux jambes à la suite de ses blessures, était resté étendu sur le ventre, quand un soldat allemand le retourne brutalement avec son fusil et lui porte trois coups de crosse sur la tête; d'autres, en passant, le frappent également à coups de pied et de crosse. Enfin l'un d'eux lui fait, d'un seul coup, une plaie au-dessous et à 3 ou 4 centimètres de chaque œil, à l'aide d'un instrument que la victime ne put distinguer mais qui, d'après l'opinion du D^r Weiss, professeur à la faculté de Nancy, devait être une paire de ciseaux.

S'il se trouve des soldats allemands plus humains que d'autres, leurs officiers ont d'infailibles moyens de faire taire leurs scrupules. A l'hôpital de Nancy, un soldat allemand, atteint d'une blessure au ventre, confie au D^r Rohmer qu'elle lui avait été faite d'un coup de revolver par son officier, parce qu'il avait refusé d'achever un blessé français. Et un autre Allemand, porteur d'une plaie au dos produite par un coup de feu tiré à bout portant, déclare au D^r Weiss que, pour obéir à l'ordre d'un officier, un soldat avait tiré sur lui afin de le punir d'avoir transporté dans un village situé à proximité du champ de bataille plusieurs blessés de notre armée.

Le rapport du 6 mai 1915 (t. II, p. 10 et s., 66 et s., 128 et s.) est encore plus significatif et n'est qu'un long tissu d'horreurs. Il nous indique tout d'abord que c'est systématiquement et à la suite d'instructions émanant du haut commandement allemand que se font les massacres de blessés. Le général Stenger, commandant la 58^e brigade, prescrit expressément le massacre d'adversaires mis déjà dans l'impossibilité de se défendre. En suite de cet ordre, le lieutenant Story, commandant la 7^e compagnie du 112^e d'infanterie, ordonne, le 26 août 1914, à Thiaville, qu'à dater de ce jour il ne soit plus fait de prisonniers, que les blessés, armés ou sans défense, soient exécutés et que les prisonniers, même en grandes formations compactes, soient passés par les armes. Aucun ennemi ne devait rester derrière la troupe. Les instructions du général Stenger furent transmises dans les rangs et répétées d'homme à homme. Après la communication qui en fut faite par les officiers, plusieurs blessés français furent tués à coups de fusil. Ces massacres sont relatés dans le carnet trouvé sur le soldat Rota-cher, de la 7^e compagnie du 142^e d'infanterie allemande avec indication qu'ils ont été exécutés par ordre de la brigade. Nous n'en finirions pas si nous voulions énoncer tous les faits, dûment et judiciairement établis, que cite le rapport. Nous préférons y renvoyer ceux qui douteraient encore du degré de culture auquel sont parvenus les soldats allemands. A côté des crimes dont les commissaires tiennent personnellement le récit de la bouche

même des victimes et des témoins, il en est d'autres, en nombre immense, qui ont été établis par les enquêtes auxquelles les magistrats de l'ordre judiciaire ont procédé sur tous les points du territoire, auprès des militaires soignés dans les hôpitaux, et dont quelques-uns seulement, à titre d'exemples, ont été insérés dans le rapport. Beaucoup de blessés ont rapporté que, quand ils étaient restés étendus sur le champ de bataille, ils avaient assisté au meurtre de leurs camarades achevés à coups de fusil ou de revolver, à coups de crosse ou de baïonnette, par des soldats, des sous-officiers et même des officiers allemands. D'autres, très nombreux également, ont déclaré qu'eux-mêmes avaient été l'objet de tentatives d'assassinat au cours desquelles ils avaient reçu de nouvelles blessures. Quantité d'entre eux ont été, en outre, dévalisés.

Il nous faut cependant, avant de clore ce sujet, rapporter l'exemple de l'ambulance du Dr Sédillot qui demeurera dans le souvenir de tous et constitue bien le type de ce dont sont capables les Allemands.

Le 22 août, après la bataille d'Etche (Belgique), un poste de secours fut installé à Gomery par le Dr Sédillot, à l'extrémité de l'agglomération, dans une maison sur chaque côté de laquelle avaient été arborés des pavillons de la Croix-Rouge. On répartit un grand nombre de blessés dans cette maison, ainsi que dans une grange attenante et dans plusieurs bâtiments voisins. Le lendemain, vers 11 heures du matin, le village fut envahi par

une troupe allemande et un lieutenant accompagné de 25 hommes se présenta au poste Sédillot. Il le visita entièrement, puis se retira en déclarant que « tout était correct », tandis qu'un sous-officier et un certain nombre de soldats restaient à proximité dans la rue. Ceux-ci paraissaient très surexcités. Ils vociféraient des menaces en faisant le geste de couper le cou, et ne cessaient de crier : « Es est der Krieg des Tods (c'est la guerre de la mort) ; Kugel in Kopf ! (une balle dans la tête). » Le docteur, qui par mesure de prudence avait fait rentrer tout son personnel, venait de donner ses soins au lieutenant interprète Deschars, quand il vit un sous-officier ennemi et quelques hommes faire irruption dans la chambre où il se trouvait auprès de ce blessé, avec le médecin auxiliaire Vayssière, un étudiant en médecine et un ou deux infirmiers. Le sous-officier ordonna à tous les Français présents de sortir en leur déclarant qu'ils allaient être fusillés. M. Sédillot tenta de lui expliquer qu'il n'y avait là que des médecins et des blessés, et lui demanda de faire venir le lieutenant dont il avait déjà reçu la visite ; mais l'Allemand, le visant immédiatement à la tête avec un revolver français dont il était muni, lui tira un coup de cette arme, que l'aide-major put heureusement faire dévier par un geste instinctif, grâce auquel il ne fut atteint qu'à l'épaule. En même temps, l'agresseur criait à ses soldats : « Feuer ! Feuer ! » et des coups de feu éclataient de toutes parts. Atteint à nouveau de deux balles, l'une à la cuisse droite, l'autre

au bras gauche, le Dr Sédillot tombait dans l'entre-bâillement d'une porte et était tiré dans une pièce voisine par un de ses infirmiers, tandis que le sous-officier brûlait la cervelle au lieutenant Deschars. Alors se passa une scène de carnage abominable. Le médecin auxiliaire Vayssière et l'infirmier Bourgis s'étant couchés pour éviter la mort, un soldat s'approcha d'eux, tua M. Vayssière d'un coup de fusil, puis, mettant le canon de son arme sur la poitrine de Bourgis, envoya successivement à ce dernier deux balles qui glissèrent sur les côtes et ne produisirent que des blessures en sêton. Les Allemands incendièrent ensuite la maison, et le soldat qui avait tué M. Vayssière et blessé l'infirmier jeta sur le dos de chacun de ceux-ci une poignée de paille enflammée.

Quelques instants après, quand les meurtriers se furent retirés, Bourgis put se débarrasser de la paille qui consumait ses vêtements et sauter, par une fenêtre, dans le jardin. Au bout de 20 minutes, trois Allemands l'ayant découvert dans une planche de choux où il s'était caché, l'obligèrent à se relever, en lui faisant sentir la pointe de leurs baïonnettes et le contraignirent à traverser une grange en flammes dans laquelle 60 ou 80 blessés en train de brûler poussaient des cris affreux. Aux deux portes de la grange, des sentinelles tiraient sur ceux qui essayaient de se sauver. De la chambre dans laquelle il était étendu, le Dr Sédillot voyait, par des fenêtres basses, tomber ces malheureux. Il entendait des bruits de

course éperdue, des cris d'effroi et des appels désespérés, tandis que les Allemands criaient avec fureur : « Noch einer ! Noch einer ! » (Encore un ! Encore un !) Comme le feu qui dévorait la grange avait gagné la maison, l'aide-major se traîna sur le plancher et c'est alors qu'il aperçut, à travers la fumée, les ennemis fouillant les morts et achevant les blessés qui respiraient encore. Il put, en s'aidant des mains et des dents, monter par une petite échelle dans un faux grenier, où il eut la chance de découvrir une petite ouverture à travers laquelle il lui fut possible de respirer. Par ce trou, il vit les Allemands s'éloigner et plusieurs de ses camarades sauter du premier étage de la maison principale, notamment le D^r de Charette, qui était blessé, et le lieutenant Jeannin, du cadre de Saint-Cyr, qu'il avait amputé d'un pied dans la matinée. Ce dernier, en se précipitant, perdit son pansement, et son moignon pénétra dans la terre. Tous les blessés qui restèrent dans la maison furent brûlés ; M. Sédillot, qui entendait leurs cris et qui se voyait sur le point de partager leur sort, sauta enfin à son tour dans le jardin. Dans sa chute, il se brisa le péroné droit. Après être resté jusqu'à la nuit, avec ses compagnons, au milieu des choux, il put regagner les ruines de la maison et se mettre à l'abri dans la cave, où il retrouva un certain nombre de ses hommes.

Pendant ce temps, les blessés qui étaient parvenus à sortir avaient été bientôt rejoints, et on les avait conduits au pied du mur du cimetière pour les fusiller. C'est là

que Bourgis, lui aussi, fut amené. Quand il y arriva, les Allemands commençaient à massacrer un premier groupe de prisonniers. Il fut placé dans le second, qui comprenait une douzaine d'hommes. A l'instant où, sur l'ordre d'un sous-officier, le peloton d'exécution faisait feu, il se laissa tomber à terre, bien qu'il n'eût pas été atteint. Une demi-heure plus tard, deux soldats moins féroces que les autres le relevèrent, et il demeura prisonnier.

Le 24, le Dr Sédillot, en sortant de la cave, trouva, dans le jardin et dans la rue, une grande quantité de cadavres. C'étaient ceux de ses blessés. Il en reconnut plusieurs, notamment un qui était en chemise avec une gouttière à chaque jambe. Il fut alors arrêté par des hommes qui n'appartenaient pas au même régiment que les massacreurs et conduit au cimetière, où il fut mis en présence d'un grand nombre de corps alignés le long du mur. Bientôt, quatre Français blessés, le Dr de Charette et trois soldats qui étaient accusés d'avoir tiré, furent amenés auprès de lui. Tous jurèrent que cette accusation était fausse, et l'un des soldats montra ses deux bras cassés, prouvant ainsi l'impossibilité dans laquelle il était de se livrer au moindre acte d'agression. Un capitaine n'en ordonna pas moins l'exécution des quatre prisonniers. Elle eut lieu sur la route, à trente mètres du Dr Sédillot. Avant d'être fusillé, M. de Charette pria l'officier qui venait de le condamner à mort de faire parvenir à sa famille son portefeuille qu'il lui remit.

Après ces terribles événements, l'aide-major Sédillot a été soigné successivement dans deux hôpitaux, puis transféré à Ingolstadt, où il a été retenu du 16 septembre au 21 mars et traité comme un prisonnier de droit commun.

Quand, après le rapatriement de plusieurs infirmiers, des journaux français ont publié des récits relatifs aux atrocités qui avaient été commises à Gomery, il a été appelé à la kommandantur et a subi un interrogatoire devant un lieutenant attaché au conseil de guerre. Celui-ci a cherché à l'intimider, l'a menacé de cellule et de prison, et lui a notifié qu'il risquait de cinq à dix ans de forteresse si une seule de ses déclarations se trouvait contredite par quelque autre témoin. M. Sédillot a cru devoir se montrer extrêmement prudent et invoquer un prétendu obscurcissement de sa mémoire. Encore le procès-verbal constatant sa déposition a-t-il été rédigé d'une façon tellement tendancieuse que le docteur n'a cru devoir le signer que le lendemain, après l'avoir fait rectifier.

Selon les souvenirs de Bourgis, les massacres de Gomery auraient été commis par des hommes du 47^e régiment d'infanterie. Le Dr Sédillot croit, sans cependant pouvoir l'affirmer, que les soldats allemands qui ont assassiné ses camarades et ses blessés appartenaient au 6^e régiment, tandis que ceux qui l'ont fait prisonnier et ont fusillé M. de Charette faisaient partie du 47^e. Ce qui est certain, en tous cas, c'est que cent ou

cent vingt blessés ont péri sous les balles ou dans les flammes.

Ce n'est pas seulement aux blessés que s'attaquaient les Allemands : l'exemple du Dr Sédillot nous montre que le personnel sanitaire, expressément garanti par la convention de Genève, ne fut pas davantage à l'abri. L'attaque par les troupes allemandes de colonnes d'ambulances, l'abus du drapeau blanc et des insignes de la croix-Rouge sont autant de violations des lois de la guerre qui font l'objet de nombreux témoignages. Quant au personnel médical, aux médecins et aux infirmiers qui ne peuvent être retenus en captivité aux termes de cette convention, on nous apprend tous les jours que quelques-uns sont libérés après plusieurs mois d'une détention qui n'aurait jamais dû exister, et nos efforts persévérants n'ont pu encore déterminer le retour d'un certain nombre que gardent toujours indûment les camps allemands. Aussi a-t-il fallu user de représailles, et en est-on réduit aujourd'hui à procéder à l'échange de ces prisonniers illégitimes !

Les 2^e et 7^e rapports belges nous fournissent quantité d'exemples de violations de la convention de Genève. On s'y reportera pour l'examen des détails dans lesquels nous ne pouvons entrer. Signalons cependant quelques faits particulièrement frappants. A Namur, les membres du personnel sanitaire furent retenus, l'oberartz déclarant qu'il était de l'intérêt de l'Allemagne de ne point permettre aux médecins de rejoindre l'armée à Anvers, pour

priver celle-ci de soins médicaux, « la maladie et l'épidémie étant pour eux un atout de plus... » A Liège, le Dr Léon Fredericq, professeur à l'Université, est rendu responsable de la fuite de son fils et retenu prisonnier au fort de la Chartreuse jusqu'à ce que celui-ci rentre à Liège. Or, le Dr Henri Fredericq, qui était parvenu à s'échapper, avait été indûment retenu prisonnier après la prise du fort de Chaudfontaine alors qu'il n'était pas combattant et qu'en sa qualité de médecin ambulancier, la convention de Genève ne permettait pas son arrestation.

Les mêmes constatations sont faites par les rapports français. « Nos ennemis, mentionne celui du 1^{er} mai 1915, affectent d'ignorer d'une façon absolue les immunités qui sont garanties par la convention de Genève au personnel médical des armées. Ils font prisonniers nos médecins, tirent sur eux fréquemment, ouvrent à chaque instant le feu sur les brancardiers ou infirmiers et bombardent les ambulances, ainsi que les voitures sanitaires », ceci en pleine connaissance de cause. On trouvera au tome II des rapports (p. 23 à 29, 180 et s., 191 et s.), de nombreux exemples de ces procédés. C'est le 22 août, le médecin auxiliaire Mozer qui, conduit auprès d'un capitaine après avoir passé une partie de sa journée à soigner les blessés, reçoit l'ordre de tourner la tête, sent l'officier lui placer sur la tempe gauche le canon du revolver, croit à une mauvaise plaisanterie en entendant jouer plusieurs fois le barillet de l'arme, et finalement est atteint d'une

balle. L'intervention d'un autre officier qui arrive alors le sauve des mains du meurtrier qui continuait à le viser. Le professeur Vulpuis, de l'Université d'Heidelberg, déclare à ses confrères français, avant d'évacuer les blessés, « qu'il va procéder à une petite formalité dont il a l'habitude. Il s'agissait simplement de les contraindre à lui remettre tout l'argent qu'ils avaient sur eux. Les blessés sont ensuite fouillés et dévalisés. Le Dr Bender, après avoir été blessé et avoir été l'objet de sévices innombrables rapportés tout au long au rapport, s'installe à Stenay tant bien que mal avec les blessés qu'il amène de Fossé et 180 autres qu'on lui amène dans un état effroyable. Il est seul avec deux infirmiers. Pendant ce temps, les Allemands, sans lui apporter le moindre secours, fument leur pipe auprès des voitures. Plusieurs jours durant, nos soldats ne reçoivent de l'ennemi aucune nourriture. Ils hurlaient de faim et seraient certainement morts d'inanition sans le dévouement d'une jeune fille, Mlle Huon, qui, au péril de sa vie, parvint à les ravitailler un peu. Il supplie qu'on opère ses grands blessés ou qu'on lui permette de les opérer lui-même. Le major allemand refuse. Presque tous sont décédés faute de soins. Un soldat français, pourtant, fut amputé. Bien qu'il n'eût reçu au pied qu'une blessure sans gravité, un major ennemi lui coupa la cuisse. Et comme M. Bender s'étonne, indigné, le médecin lui répond : « Ce sera un soldat de moins contre nous dans la guerre future. » Un officier lui avait donné sa parole d'honneur que les Français laissés à

Fossé seraient soignés. Apprenant qu'ils étaient abandonnés sans soins et mouraient de faim et d'infection, M. Bender fait une démarche pour rappeler la parole donnée : il est roué de coups et les journées qui suivirent, mis deux fois au mur sous les prétextes les plus vains, il faillit être fusillé. Le 22 août, près d'Ethe, les Allemands fusillèrent 25 infirmiers ou brancardiers et incendièrent le hangar sous lequel étaient encore des blessés qu'on n'avait pas eu le temps de transporter à la mairie : 20 ou 30 périrent.

Les attentats contre les ambulances ne sont pas moins significatifs que ceux dont est l'objet le personnel sanitaire. Le 25 août, l'hôpital de Baccarat est en butte au feu de l'artillerie après avoir été désigné aux batteries ennemies par la fusée d'un aéroplane qui l'avait survolé. Le 10 septembre, un poste de secours établi à Seraucourt (Meuse), et le 11 octobre, l'ambulance de Minaucourt (Marne) sont également repérés par les avions et fortement bombardés. A Xiry-Circourt, les Allemands tirent à une distance de 40 mètres sur des voitures portant le pavillon de la Croix-Rouge ; à Berry-au-Bac, à Reméréville, ils dirigent volontairement leurs obus sur des bâtiments ou des convois dans lesquels étaient entassés des blessés. A Thiaucourt, le 7 septembre 1914, avec des mitrailleuses, ils tirent sur un poste de secours, où se trouvaient six ou sept médecins et trois ou quatre cents blessés. Tous furent achevés. Le lendemain, quand on reprit Thiaucourt, on trouva les cadavres du poste de secours amoncelés.

Et ce ne sont là que quelques faits parmi l'amoncellement de ceux que contiennent les rapports ! Ce ne sont que relations attestant les attaques d'ambulances, attentats dont sont victimes les brancardiers ou les infirmiers accomplissant leur tâche charitable. Les choses en sont arrivées à tel point qu'il suffit de hisser sur un arbre le drapeau de la Croix-Rouge — l'expérience fut faite — pour attirer sur cet arbre cinq minutes après une pluie d'obus, ou que, comme à Virginy, le major est obligé de faire évacuer l'immeuble garni du drapeau de la Croix-Rouge sur lequel l'ennemi ne cesse de tirer et de faire abriter les blessés dans une écurie où il n'y avait pas de drapeau, pour être laissé tranquille.

Par contre, les Allemands savent se mettre à l'abri de ces mêmes signes de la convention de Genève pour masquer de lâches agressions, étant sûrs de trouver chez leur adversaire le respect des traités qu'ils méprisent.

Signalons, pour clore ce chapitre, quelques-uns des attentats contre des non combattants qui démontrent bien les sentiments de haine implacable dont sont animés nos adversaires. Ce sont les agressions commises par les blessés allemands envers les Français qui les secouraient : c'est à Saint-Médard (Belgique), le 22 août, le capitaine Coustre, du 108^e d'infanterie, qui est tué d'un coup de revolver en donnant à boire à un ennemi blessé. La même aventure arriva au capitaine Lesourd, du 50^e d'infanterie. Le 31 août, à Voncq (Ardennes), un soldat allemand, étendu sur le champ de bataille, tire

deux coups de revolver sur un de nos soldats qui s'éloignait après lui avoir donné à boire. En septembre, l'aide-pharmacien Dejean, voulant panser un officier allemand blessé, reçoit un coup de revolver dans le bras.

On peut dire que la méconnaissance de toute espèce de sentiment d'humanité est donc le fond même de l'âme allemande. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les conventions ayant pour but d'atténuer les atrocités de la guerre n'aient pas plus de valeur aux yeux de l'armée impériale que les « chiffons de papier » n'en ont pour les diplomates germains. Cela rentre dans l'ordre. Au surplus, on a enseigné aux Allemands que la possession d'une force plus grande est le signe de la seule supériorité qui existe. Ils en ont conclu que tout usage de la force est chose légitime, et comme, à la guerre, l'essentiel est d'en finir au plus tôt avec l'ennemi, et que, du reste, cet ennemi est un être inférieur et indigne de respect, pourquoi n'achèverait-on pas les blessés ? Cela peut jeter la terreur dans l'âme de l'ennemi et hâter la victoire des armes allemandes. Le massacre des blessés rentre dans la Kriegsrason. C'est par de tels raisonnements, fait justement observer M. Pillet, que l'on s'achemine vers une barbarie que la race humaine n'a peut-être jamais connue. Loin d'intimider l'adversaire, de semblables procédés ont pour résultat le plus sûr de l'irriter. Ces excès amènent des représailles et comme, au cours d'une guerre, un parti n'est jamais certain d'être toujours le plus nombreux et le plus fort, il est exposé à souffrir cruellement de sa propre inhumanité (*op. cit.*, p. 74).

Remarquons du reste que si, dans la présente guerre, les dispositions de la convention de Genève n'ont pratiquement pas existé, on avait déjà reproché à certains belligérants, au cours des conflits antérieurs, de les avoir méconnues. C'est ce dont se sont mutuellement accusés, en 1870-1871, Bismarck et M. de Chaudordy (1), et un échange assez vif de dépêches se produisit sur ce point entre eux. Durant la guerre de 1877, tandis que la Russie respectait la convention, la vulgarisant dans un questionnaire par demandes et réponses distribué aux troupes, les Turcs l'ignoraient absolument et agissaient en conséquence (2). Pendant la guerre de 1897 avec la Grèce, ils s'en préoccupèrent davantage, mais cependant d'une façon encore insuffisante. C'est ainsi qu'ils bombardèrent l'hôpital militaire d'Arta, bien que couvert par le drapeau de la Croix-Rouge (3). La convention fut, au contraire, observée scrupuleusement pendant la guerre de 1885 entre la Serbie et la Bulgarie, et de la part des Japonais dans leur conflit avec la Chine (4). Lors de la guerre anglo-transvaalienne, les Anglais se sont rendus coup-

(1) *Rev. de dr. int.*, 1871, t. III, p. 324 et s.

(2) De Martens, t. III, § 114, p. 245. — Des ordres russes spéciaux des 20 juin et 23 juillet 1877 menaçaient de peines sévères ceux qui n'observeraient pas la convention de Genève, tandis que les armées ottomanes en ignoraient la lettre. — Conf., du même auteur, *La paix et la guerre*, p. 230 et s. Sur la conduite des Turcs, conf. Geffcken sur Heffter, § 126, note 5.

(3) Politis, *La guerre gréco-turque*, dans la *Rev. gén. de dr. int. public*, 1897, p. 686.

(4) Nagao-Ariga, *op. cit.*, p. 113 et s.

bles d'infractions regrettables contre la convention de 1864 (1); et, au cours de la guerre russo-japonaise, les Russes se sont plaints à maintes reprises d'actes de cruauté commis par les Japonais à l'égard des blessés russes. Il est vrai que le Japon a démenti ces faits et a reproché, à son tour, des actes aussi inexcusables dont ses propres blessés auraient été victimes de la part des troupes russes (2). Il a été également allégué que les Japonais auraient bombardé les hôpitaux de Port-Arthur et blessé ainsi des médecins, des infirmiers et des malades; que, d'autre part, le général Stœssel aurait fait flotter les couleurs de Genève sur la plupart des monuments de Port-Arthur, pour rendre impossible le tir des assiégeants, et que d'autres généraux auraient aussi usurpé les insignes de Genève et abusé du drapeau blanc parlementaire (3). Les Italiens et les Turcs se sont également mutuellement accusés de cruautés et d'excès de toutes sortes qui auraient été commis contre leurs blessés au cours de la guerre italo-turque.

Quoi qu'il en soit, on peut dire, cependant, que les grandes lignes de la convention furent observées et que, malgré ces violations, elle rendit de grands services aux belligérants. Aujourd'hui, au contraire, il faut recon-

(1) Conf. Mérignhac, *Rev. gén. de dr. int. public*, 1901, p. 105 et s.; *Le Temps* du 13 mars 1902.

(2) *Journal des Débats* du 30 juin et du 4 juillet 1904. — Conf. sur ces points, Nagao-Arigo, *La guerre russo-japonaise*, p. 103 et s.

(3) Nagao-Arigo, *ibid.*, p. 178 et s., 249 et s., 283 et s.

naître avec M. Pillet (*loc. cit.*) que « la convention de Genève est parmi les ruines les plus déplorables que cette guerre ait entassées. On ne peut pas lui faire les reproches que méritent les conventions de La Haye ; elle n'est ni trop étendue, ni difficile à observer. Toutes les nations l'ont ratifiée, et il n'est pas à craindre qu'elle demeure une lettre morte comme les conventions de 1907 et peut-être celles de 1899. Son principe est simple et personne ne saurait le contester. La remettra-t-on en vigueur après la guerre ? On y sera porté et même on observera que toute adhésion nouvelle est inutile puisqu'elle n'a jamais été formellement résolue, bien qu'elle n'ait pas été observée. Il semble qu'il n'y aura qu'à laisser aller les choses. Que l'on se méfie beaucoup de cet optimisme. Si l'on espère dans l'avenir, si l'on se dit que cette guerre est une exception après laquelle les peuples reviendront d'eux-mêmes aux pratiques d'une guerre humaine, il arrivera ceci : la convention de Genève ne sera dénoncée par personne, mais elle ne sera observée par personne. Rien n'est pire, à notre avis, pour une convention, que d'être simplement méconnue. Mieux vaudrait pour son autorité qu'elle fût dénoncée. Dénoncée, on tâcherait, après la guerre, de reprendre les choses et de la refaire en meilleurs termes, — il ne serait pas impossible, en effet, d'améliorer et surtout de simplifier la convention de Genève ; — simplement méconnue, on s'accoutume à ne pas la prendre au sérieux, et de même qu'on ne l'a pas observée dans le passé, on ne l'observera pas davantage dans l'avenir. »

CHAPITRE V

LE RESPECT DES PRISONNIERS

La guerre contemporaine admet le principe que le prisonnier est exclusivement au pouvoir de l'État ennemi et doit être détenu seulement pendant la durée des hostilités par mesure de sûreté. On doit donc, sans le maltraiter, prendre seulement les mesures nécessaires pour l'empêcher de s'évader et d'aller grossir les rangs de l'armée ennemie. C'est au cours du xix^e siècle que les mœurs se sont principalement adoucies en faveur des prisonniers de guerre, et la guerre de Crimée en a été le point culminant. Il est absolument interdit de mettre à mort les prisonniers, sauf dans le seul cas d'une rébellion de nature à compromettre la sécurité du capteur. Et l'opinion de certains auteurs (1) qui voudraient autoriser la mise à mort des captifs pour le cas où leur présence deviendrait un danger éventuel ou même une simple charge, est repoussée avec indignation par la partie saine de la doctrine internationale. Il y a bien d'autres moyens que peut, en effet, employer un ennemi prévoyant pour rendre inoffensive une troupe prisonnière.

(1) Bluntschli, art. 580 ; Heffter, § 128 ; Neumann, § 46 ; Lieber, art. 60 des instructions pour les armées américaines.

« Lui faire jeter ses armes et ses munitions, dit M. Pillet, la séparer de ses chefs, l'obliger même, s'il le faut, à se dépouiller de ses habits et de ses chaussures, sont autant de moyens de la rendre inoffensive ; et on conviendra au moins qu'il ne faudra pas, pour la surveiller pendant le moment critique, plus de forces qu'il n'en faudrait pour la détruire. » Au pis aller, du reste, mieux vaudrait relâcher les captifs, s'il n'y a pas moyen de faire différemment, que d'assumer la lourde responsabilité de massacres injustifiés qui auraient pour résultat d'exaspérer l'ennemi et de rendre la lutte plus ardente et plus atroce, de provoquer des représailles terribles et des résistances désespérées. Le soldat luttera jusqu'au bout s'il sait qu'il peut trouver la mort dans la captivité, tandis qu'il se rendra plus facilement s'il n'a pas cette crainte. Au Transvaal, les chefs boers qui ne pouvaient garder les prisonniers anglais les remettaient en liberté après leur avoir enlevé leurs armes, leurs munitions et leurs vêtements (1). C'est en somme ce qu'avaient compris jusqu'à ce jour les belligérants. Et quand, comme à la bataille d'Elandslaagte, les lanciers anglais, pendant la guerre sud-africaine, eurent décimé des boers ayant jeté leurs armes en signe de reddition, le gouvernement britannique n'hésita pas à désavouer énergiquement ses soldats. Le *War Office*, en avril 1902, publia du reste une communication aux termes de laquelle certains officiers

(1) Mérignhac, *Tr. de dr. public intern.*, t. III, p. 161.

d'un corps irrégulier servant au Transvaal et appelé *Bushveldt carabineers* avaient été jugés par un conseil de guerre, reconnus coupables d'assassinat sur la personne de prisonniers boers et condamnés à mort pour meurtre.

Mais ce n'est pas seulement la vie des prisonniers qui doit être sauvegardée : ils doivent être traités avec humanité, et à cet égard le règlement de La Haye, dans ses articles 4 à 8, trace les grandes lignes du traitement des prisonniers de guerre, suivant les principes déjà admis par les juristes de tous les pays et les codifications du droit de la guerre, spécialement par celle d'Oxford de l'Institut de droit international (1).

Antérieurement au règlement de La Haye, les gouvernements avaient déjà édicté des dispositions d'ordre interne plus ou moins calquées sur le projet de Bruxelles de 1874 (art. 23 à 34). En France, le règlement du 21 mars 1893 contient une série de règles humanitaires

(1) Art. 4 de la IV^e convention de La Haye : « Les prisonniers de guerre sont au pouvoir du gouvernement ennemi, mais non des individus ou des corps qui les ont capturés. Ils doivent être traités avec humanité. Tout ce qui leur appartient personnellement, excepté les armes, les chevaux et les papiers militaires, reste leur propriété. » — Art. 7 : « Le gouvernement au pouvoir duquel se trouvent les prisonniers de guerre est chargé de leur entretien. A défaut d'une entente spéciale entre les belligérants, les prisonniers de guerre seront traités pour la nourriture, le couchage et l'habillement, sur le même pied que les troupes du gouvernement qui les aura capturés. » — Art. 23 : ... « Il est interdit : ... c) de tuer ou de blesser un ennemi qui, ayant mis bas les armes ou n'ayant plus les moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion ; d) de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier... »

et libérales qui furent, aux Conférences de La Haye, l'objet d'éloges bien mérités et qui ont été reproduites dans la plupart des autres règlements nationaux (1). Ces règlements, restés en pleine vigueur, doivent se concilier avec celui de La Haye. Conciliation facile, car ce dernier s'occupe naturellement des questions principales, laissant celles de détail à la réglementation des actes nationaux.

Comment ont été observés les principes du droit des gens en notre matière dans la pratique des guerres contemporaines ?

(1) Voir, sur cette matière, pour la France, le décret du 28 mai 1895, portant règlement sur le service des armées en campagne, dont l'article 140, titre XIV, chap. VI, prescrit les mesures à prendre pour la garde et la mise en route des prisonniers. — Conf. art. 139 de l'instruction provisoire du 8 juin 1897 sur le service du génie en campagne. Voir, sur les convois de prisonniers, l'article 121 du décret précité de 1895 et l'article 94 de l'instruction pratique provisoire du 1^{er} août 1902 sur le service de la cavalerie en campagne.

L'annexe VIII, pp. 247 et s., de l'ouvrage de M. Romberg, *Belligérants, blessés, prisonniers de guerre*, indique les principales dispositions concernant les prisonniers de guerre usitées dans les divers États. Les règlements postérieurs qui ont pu intervenir se sont naturellement inspirés des mêmes principes. En dehors des règlements français indiqués ci-dessus, citons : Allemagne, extrait du règlement du 28 mai 1888 sur le service en campagne ; Espagne, règlement de 1882 sur le service des armées en campagne, art. 902 et 927 ; Angleterre, chap. XII du *Manuel non officiel de législation militaire* de Lord Thring, dont la 2^e édition a été publiée en 1887 ; Italie, extrait du règlement du service de guerre du 6 mars 1882 ; Autriche-Hongrie, extrait du règlement de 1881 ; Portugal, règlement provisoire pour le service des armées en campagne de 1890, art. 1092 à 1107 ; Russie, règlement temporaire sur les prisonniers de guerre, publié au journal de Saint-Petersbourg du 10 juillet-1^{er} août 1877.

Durant la guerre franco-allemande, le prince de Bismarck a reproché aux Français, dans une circulaire du 9 janvier 1871, d'avoir maltraité les prisonniers allemands. De leur côté, les prisonniers français, internés en Allemagne, se sont plaints du traitement qui leur avait été infligé (1). Au cours de la guerre du Transvaal, le traitement appliqué aux prisonniers boers a laissé beaucoup à désirer. Les Anglais déportèrent à Sainte-Hélène, dont le climat meurtrier est bien connu, Kronje et ses compagnons. Au Transvaal, les prisonniers manquaient des provisions les plus nécessaires et des soins indispensables. Enfin on organisa les fameux camps-prisons ou de concentration où l'on parquait les vieillards, les femmes et les enfants boers, dans des conditions telles qu'en raison de la famine, du froid et des maladies épidémiques de toutes sortes, la mortalité devint si forte que l'espèce faillit disparaître. Au contraire, de l'avis général, les Boers traitaient leurs prisonniers avec humanité et délicatesse ; et leurs adversaires durent leur rendre un hommage bien mérité. Ils allaient même jusqu'à se priver de certains aliments pour les donner aux prisonniers malades, et partageaient fraternellement leurs provisions avec les autres (2).

(1) Pradier-Fodéré, § 2209.

(2) Les Anglais ont essayé de légitimer leur conduite soit par le manque de ressources du pays dévasté, soit par la crainte de voir les femmes et les enfants boers servir d'espions aux maris et aux pères. Aucun de ces arguments ne peut justifier une pratique en désaccord absolu avec les lois de la guerre interdisant de faire

Les prisonniers chinois furent traités avec tous les ménagements voulus durant la guerre sino japonaise (1); et, lors de son conflit avec la Russie, le gouvernement japonais publia, le 14 février 1904, un règlement fort libéral concernant les prisonniers russes (2). Toutefois, s'ils furent convenablement traités à l'intérieur du Japon, il n'en fut pas de même en Mandchourie (3). Quant aux prisonniers japonais, ils furent parfaitement traités en Russie (4).

Au cours de la guerre italo-turque, le gouvernement ottoman a protesté, par une circulaire adressée aux puissances, contre des actes de cruauté et des massacres commis sur ses belligérants dans les provinces de Tripoli et de Benghazi. Les Italiens ont riposté par la divulgation d'actes de sauvagerie dont se seraient rendues coupables les troupes ottomanes. Le général Sforza, inspecteur du service de santé, visitant les lieux occupés par les troupes à la suite de la marche en avant du 26 novembre 1911, en compagnie des colonels Nigrotto et Murici, du capitaine Lestefani et de quelques journalistes, a déclaré avoir découvert vingt-huit cadavres de

prisonniers tous autres que les combattants. — Conf. sur les faits relatés au texte, Mérignhac, dans la *Rev. gén. de dr. int. publ.*, 1901, p. 102 et s., et Despagnet, *ibid.*, 1900, p. 679 et s.

(1) Nagao-Arigo, *La guerre sino-japonaise*, p. 105 et s.

(2) Nagaoka, *La guerre russo-japonaise au point de vue du droit international*, *Rev. gén. dr. int. publ.*, 1903, p. 603 et s.

(3) Nagao Ariga, *La guerre russo-japonaise*, p. 93 et s., 111 et s., 119 et s.

(4) Nagao-Arigo, *op. cit.*, p. 124 et s.

soldats italiens, tombés dans les combats du 23 octobre, horriblement mutilés et, parmi eux, le corps d'un médecin militaire. Les soldats italiens auraient été trouvés ensevelis vivants, la tête hors de la terre, certains les mains coupées ; plusieurs cadavres non ensevelis portaient la trace de sévices. Un des journalistes marquants de l'Italie, M. Luigi Barzini, a d'autre part, en réponse aux allégations de cruauté dirigées contre les soldats italiens par la presse allemande, autrichienne et anglaise, adressé, le 16 novembre, au *Corriere della Sera*, une dépêche retraçant les événements du 23 octobre. Il y affirme que les Arabes maltraitèrent cruellement les soldats italiens par eux faits prisonniers. Le spectacle de leurs cadavres mutilés était, dit-il, effroyable ; ils étaient complètement nus et criblés de coups de poignards. Le journaliste ajoute que les Italiens ne passèrent par les armes que les Arabes surpris en plein combat ; et que des bandes de captifs armés furent dirigés sur Tripoli, alors qu'une proclamation du général Caneva avait donné l'ordre de fusiller tous ceux qui seraient pris les armes à la main. Les prisonniers furent traités humainement et relâchés, après qu'on eut fait quelques exemples isolés.

Dans la guerre actuelle, si les gouvernements de l'Entente ont scrupuleusement observé les conventions en vigueur, toutes les dispositions humanitaires prévues en faveur des prisonniers ont subi de la part des empires centraux le même sort que celles relatives aux blessés.

Nous avons déjà vu, à propos de ces derniers, comment, en même temps qu'ils achevaient les mourants, les Allemands massacraient les prisonniers. Ces faits n'ont pas été isolés. Nous les trouvons reproduits sur une vaste échelle au cours des 7^e et 15^e rapports belges. Le 11 septembre 1914, un nommé Burin, fait prisonnier près d'Aerschot, se voit plonger les mains dans une marmite d'eau bouillante pour l'obliger à parler, et il déclare avoir vu deux autres soldats soumis à des tortures : l'un d'eux, qui s'était rebellé, fut saisi par les Allemands qui lui lièrent bras et jambes et lui tordirent le cou jusqu'à ce que la mort s'ensuivit ; l'autre eut un doigt coupé. Les prisonniers faits à Aerschot, le 19 août 1914, sont fusillés au nombre d'une trentaine. De même pour une douzaine de Franco-Belges pris dans la nuit du 26 au 27 octobre 1914, près de Dixmude. Le rapport français du 1^{er} mai 1915 mentionne toute une série d'attentats du même genre (t. III-IV, p. 20 et s., 128 et s.). C'est le 29 août, à la ferme des Tiges, près de Saint-Dié, une trentaine d'hommes du 29^e de ligne qui, après s'être rendus, sont désarmés, alignés contre un mur et que, malgré leurs supplications, celles même d'un de ses soldats, le lieutenant allemand fait impitoyablement fusiller à six pas par un peloton d'assassins. C'est, derrière Ethe, ce groupe de 150 prisonniers français capturés le 22 août 1914 et devant qui arrive un général, entouré de son état-major, parmi lequel on distingue une femme portant le casque à pointe. Le général prononce cette parole :

« Bis aus de mletzen abgeschlagen » (abattez-les jusqu'au dernier) (déposition du Dr Chon). C'est surtout cet horrible massacre de la tranchée de Calonne auquel nous nous bornerons pour ne pas trop alourdir notre récit.

« Le 22 septembre, dépose le soldat Chevalier, du 261^e, vers 8 ou 9 heures, le capitaine allemand nous a fait signe de nous coucher dans un chemin tracé à travers les taillis. Nous nous étions placés derrière un arbre, en groupe, agenouillés, croyant qu'il allait y avoir une attaque; mais l'officier nous a fait signe que ce n'était pas ainsi qu'il fallait se placer et nous a fait coucher l'un auprès de l'autre, face au sol, du côté de l'arbre faisant face au chemin. En me retournant légèrement, j'ai vu que sept ou huit soldats allemands, dont les pieds devaient être à environ un mètre des nôtres, nous visaient avec leurs fusils. Ils ont tiré deux salves au commandement. A la première, je n'ai pas été touché; mais à la seconde, j'ai reçu une balle à la cuisse et une autre au mollet. J'avais fait le mort. A la première décharge, mon voisin Moulin, originaire d'Aubenas, a eu la tête fracassée et des débris sont tombés sur moi; en outre, j'ai senti un autre corps tomber en travers sur mes jambes. Un autre de mes camarades, originaire d'Alissas, blessé par les décharges, a demandé pitié au nom de sa femme et de ses enfants; on lui a donné un coup de baïonnette. Il a de nouveau imploré pitié, faisant signe qu'on lui tirât une balle dans la tête ou dans le cœur; mais on lui a lancé un second coup de baïonnette. Il a encore pu de-

mander pitié, et alors un troisième coup de baïonnette l'a étendu. Les Allemands ont ensuite coupé des branches pour nous en recouvrir, et ils sont partis environ un quart d'heure après. Vers 3 heures, j'ai repoussé le corps qui me couvrait en partie, je suis sorti, et j'ai pu rejoindre les lignes françaises au 288^e d'infanterie. J'ai indiqué au major de Genicourt comment j'avais été blessé. On en a pris note. »

Ajoutons que le lendemain le 288^e régiment a retrouvé, gisant dans le bois, au carrefour formé par la Tranchée de Calonne et la route de Vaux-les-Palameix à Saint-Remy, une quinzaine des victimes de ce drame : « Un sous-officier était encore en vie ; il fit un récit impressionnant de ce que les malheureux avaient vécu. Entourés dans les bois et blessés pour la plupart, ils avaient été emmenés prisonniers par les Allemands dans leur mouvement en avant. Quand les Allemands durent se replier, ils les firent coucher à terre et les fusillèrent sans autre forme de procès, avec une sauvagerie inouïe ; certains cadavres avaient la tête littéralement en bouillie. Les mêmes faits s'étaient produits dans la partie du bois au nord de la Tranchée de Calonne. Là se trouvait un véritable charnier : une quarantaine de Français des 54^e, 67^e et 259^e étaient couchés à terre la tête fracassée. »

Ceux qui échappèrent aux massacres ont été conduits en Allemagne. Mais pour y mener quelle existence ! « Pendant 7 mois, dépose le Dr Bender, je suis resté en captivité à Ingolstadt. Nous y étions traités comme des

prisonniers de droit commun et nous y subissions de dures humiliations. C'est ainsi que les officiers français, quel que fût leur grade, jusqu'à des colonels, étaient contraints de saluer les premiers le lieutenant commandant le dépôt. On nous a fait fouiller plusieurs fois par de simples soldats et j'ai entendu le major Kleck dire, en parlant de nous : « Il ne faut pas leur faire la vie trop douce. » La nourriture était détestable et les conditions d'habitabilité très défectueuses. Nous ne pouvions sortir que pendant 1 h. 1/2 matin et soir, dans une sorte de cour intérieure, et la faculté, qui nous avait été laissée au début, de monter sur les talus du fort pour jouir d'un peu de vue, nous a été bientôt retirée. Je dois dire qu'elle fut rétablie au mois de mars, à la suite d'une visite de l'ambassadeur d'Espagne. »

Si tel était le traitement réservé aux officiers prisonniers, on peut se rendre aisément compte de celui qui attendait les hommes de troupe. Aussi bien, l'écho est-il arrivé jusqu'à nous de ces camps de prisonniers installés de la façon la plus insalubre, où pour un oui ou pour un non, les malheureux qui y sont renfermés sont en butte aux pires violences de la part de leurs gardiens. Nous en avons une description précise, au surplus, par les témoignages des prisonniers civils rapatriés qui, bien que détenus au mépris de tous les principes du droit des gens, subissent la plus dure captivité. Un sujet mexicain, libéré comme tel quelques jours après à raison de sa qualité, a fait un récit circonstancié de la vie de ces mal-

heureux Belges au camp de Soldau. Dans le grenier où il dormait, ils sont 650 mêlés les uns aux autres, sans presque de place pour s'étendre. Le matin, on les réveille avec des cris variés dont les plus modérés comprennent nécessairement le mot *cochon* et sont agrémentés de coups de chicotte. Ceux-ci interviennent dans toutes les circonstances du jour. Le froid, la faim, la saleté la plus répugnante règnent. Les punitions se multiplient pour un oui ou un non, parce qu'on ne comprend pas. Celui qui désobéit ou qui refuse la maigre soupe du jour, trop rebutante au goût, est attaché à un pilier au milieu de la cour pour inspirer la soumission aux autres. Le désespoir couve. Le cachot est si affreux qu'un homme s'y pend, qu'un autre, Wallon, condamné parce qu'il n'entend pas l'allemand, y devient fou et doit être conduit à l'asile de Lunebourg. Les prêtres y sont insultés plus que tous autres. « Deux d'entre eux, raconte M. F., l'abbé Beelaerts et le curé Hackerelle ont eu à y subir de telles atrocités qu'un ancien prisonnier, consul de Russie en Amérique, arrêté le premier jour de la guerre et libéré en septembre, ayant fait une campagne de presse et fait faire des gravures représentant les deux prêtres attachés dans la cour de la caserne pendant qu'un soldat les frappait, il y aurait eu une interpellation au Landtag de Hanovre : alors les officiers sont venus et ont fait signer à tous les malheureux, sous menace de coups, une feuille en blanc, sans doute une feuille de protestation de leur part. » Le traitement, au camp de Munster, n'est pas

plus humain. Là aussi on voit des femmes, des enfants, certains n'ont pas onze ans. Là aussi (le récit d'un évadé digne de foi ne laisse aucun doute), la faim sévit et torture ceux qui n'ont pas d'argent pour acheter du pain à la cantine. Là aussi, le feu, la lumière, la propreté, l'hygiène sont inconnus. Les tuberculeux, les syphilitiques, les galeux sont mêlés aux autres. Deux professeurs à la faculté de médecine de Louvain, qui y ont été enfermés, pourraient donner d'intéressants détails. On ne change pas la paille sale des baraques, qui sont infestées de gros poux. Là aussi les pauvres, arrachés de chez eux en pantoufles ou en bras de chemise, ne peuvent se chauffer ou se vêtir. Là aussi les prêtres sont brimés, n'ont jamais l'autorisation de dire la messe. Les coups, les mauvais traitements, les insultes pleuvent. « Les soldats, dit le rapport du paisible otage conduit à Munster, — témoin impartial et calme qui plusieurs fois rend hommage à la bonté individuelle de tel ou tel militaire allemand — les soldats nous considéraient comme des assassins et nous traitaient en conséquence. Les injures, les menaces, les coups de crosse ne nous étaient guère épargnés, pas même aux vieillards. Les mauvais traitements, les privations, les émotions, etc., eurent pour effet qu'au début plusieurs avaient perdu totalement la raison. Pour le groupe des habitants de Wesemael et des environs, cela eut des conséquences tragiques qui coûtèrent la vie à plusieurs. » Les habitants de Louvain ont été entassés dans des wagons de marchandises fermés. Ces pauvres

gens, parmi lesquels il y avait une centaine de femmes et d'enfants, dont plusieurs tout petits, ont dû voyager à peine nourris, dans l'impossibilité de dormir. A Z..., on les débarqua pour les interner dans des baraquements servant à loger, en temps ordinaire, les chevaux et les soldats. Nombre y sont encore maintenant, dit le rapport du 6 janvier 1915, n'ayant, la plupart, que leurs vêtements d'été, quelques-uns à peine vêtus, car ils ont été emmenés de chez eux tels que, sans qu'on leur permit de compléter leur habillement ni de prendre aucun bagage. Ils ont pour coucher de la paille, jamais renouvelée, et on ne leur a donné, à leur arrivée, qu'une couverture pour deux, couverture usée, souillée, et fort mince. Le feu et la lumière étaient choses inconnues. La nourriture consiste en un pain tous les deux jours pour trois personnes, un pain de moins de 6 livres ; chaque matin et chaque soir, une petite quantité de café ; à 11 heures, une louche de soupe, souvent immangeable. L'autorité allemande n'a assuré aux prisonniers aucun soin de propreté, ni serviette, ni savon. Au bout d'un certain temps, les prisonniers ayant de l'argent ont pu améliorer leur situation, mais beaucoup, emmenés à l'improviste, sont sans ressources. Le 10^e rapport belge précise qu'à X..., plus de 650 civils belges internés étaient enfermés dans un grenier et couchés sur de la paille. Six prêtres étaient parmi eux. Réveillés à coups de bâton, accompagnés d'injures, ces malheureux sont conduits dans la cour de la caserne. On leur met une

inscription sur le dos, les marquant de leur qualité de prisonniers de guerre, avec le nom de la ville où ils sont détenus. A midi, on leur donne un bol de soupe. Les punitions sont le cachot et l'exposition pendant plusieurs heures au pilori, sans compter les injures et les coups de bâton et de crosse. Le logement est insalubre et le W.-C. est public, rudimentairement composé d'un sapin cloué sur pilotis, au-dessus d'une fosse d'une longueur de 10 mètres. Dans cette localité se trouvaient détenus notamment 300 habitants d'un village flamand, avec le curé, le vicaire, un séminariste, l'instituteur et le secrétaire communal, un curé du diocèse de Namur, un séminariste d'Hoogstraeten, un professeur, prêtre du collège Saint-Pierre de Bruxelles.

Les ouvriers qui, à Luttre, avaient refusé, en avril 1915, de travailler pour l'armée allemande furent expédiés en Allemagne par groupes de cinquante environ. Pendant la durée du trajet de Luttre au camp d'internement de Senne (Westphalie), ils ne reçurent qu'une quantité insuffisante de nourriture et de boisson. Ils passèrent la nuit à Cologne dans la cave de la gare. Ils étaient si à l'étroit qu'ils ne pouvaient se coucher pour dormir.

A leur arrivée au camp, tous les ouvriers furent marqués d'une lettre Z appliquée sur leurs vêtements. Les ouvriers de la catégorie T subirent le traitement infligé aux prisonniers de droit commun ; notamment on leur rasa les cheveux.

Les travaux auxquels ils furent astreints étaient extrê-

mement pénibles, surtout pour des hommes qui, d'habitude, manient le marteau, la lime, le burin ; ils consistaient soit à défricher la forêt, soit à creuser des tranchées pour canalisations d'eau, et à poser des tuyaux. La distance du camp jusqu'au siège des travaux variait de 5 à 10 kilomètres, soit de 10 à 20 kilomètres, aller et retour, de sorte qu'aux fatigues de travaux excédants s'ajoutaient celles d'un long trajet.

Bien que les terrains à défricher fussent formés de sables mouvants, les Allemands s'opposèrent à ce que les mesures élémentaires de sécurité, qui s'imposent en pareil cas, telles que l'étañonnement, fussent prises.

On voulait évidemment rendre le travail aussi pénible, aussi dangereux, aussi insalubre que possible. A diverses reprises, les ouvriers manquèrent d'être écrasés par la chute d'arbres, ou ensevelis par les éboulements qui se produisaient dans les tranchées, profondes parfois de 3 ou 4 mètres. Fréquemment, les tranchées étaient envahies par de l'eau de source glacée, et c'est les pieds nus dans l'eau que les travailleurs durent accomplir leur pénible tâche.

Les sentinelles interdisaient tout repos. Si un ouvrier, fatigué, se redressait pour se reposer un instant, il était frappé à coups de bâton ou de crosse de fusil, voire même piqué à coups de baïonnette.

D'une manière générale, la nourriture était insuffisante, mauvaise et malsaine (1).

(1) Voici, à titre d'exemple, les menus d'une semaine :

Dimanche : le matin, 250 grammes de pain dont la farine est

Il arriva que des ouvriers tombèrent malades au cours du travail, par suite d'insuffisance de nourriture. Les sentinelles se bornaient à les déposer de côté, exposés à la pluie ou au soleil. Pris de pitié, les soldats prisonniers français et anglais, dont le camp n'était séparé du leur que par un chemin, leur jetaient une partie des vivres qu'ils recevaient de leurs familles.

Les ouvriers couchaient sur des planches. Quelques-

largement additionnée de purée de pommes de terre ; décoction de malt (ce repas est le même chaque jour). A midi, soupe très aigre à la choucroute. Le soir, soupe au maïs avec boudin (le boudin est le plus souvent exécrable).

« Lundi : à midi, soupe à l'orge. Le soir, malt, 250 grammes de pain.

« Mardi : à midi, soupe à féveroles. Le soir, soupe à l'orge, boudin.

« Mercredi : à midi, comme la veille. Le soir, soupe au maïs, un peu de fromage, boudin.

« Jeudi : à midi, soupe à l'orge. Le soir, malt, boudin (exécrable).

« Vendredi : à midi, soupe à la morue (goût très désagréable). Le soir, soupe aux féveroles, un hareng.

« Samedi : à midi, soupe au maïs. Le soir, malt, boudin.

« Il n'était pas rare que les harengs et les boudins fussent avariés ; force était pourtant à nos ouvriers de les manger. Car la faim leur travaillait l'estomac d'autant plus vivement qu'ils travaillaient toute la journée au grand air.

« Les soupes, hormis celles à la morue et à la choucroute, étaient faites au moyen d'aliments qu'on n'utilise en Belgique que pour la nourriture du bétail (féveroles, maïs, orge, betteraves). Elles ne contenaient que très peu de pommes de terre. Une telle nourriture devait naturellement répugner à des ouvriers habitués à manger des aliments bien préparés, sains et agréables au goût (café, pain blanc, viande, légumes variés).

« Les pommes de terre furent, durant trois semaines, jetées dans la soupe sans être lavées ni épluchées. »

uns avaient des couvertures, d'autres en étaient privés.

La moindre faute, la plus légère infraction au règlement, était sévèrement réprimée. Les punitions étaient variées, mais toujours cruelles : un ouvrier qui ne s'était pas rendu à la douche en même temps que ses compagnons fut placé pendant plusieurs heures, les pieds nus, la figure exposée au soleil, sur la toiture — en carton bitumé — d'un hangar. Une autre punition consistait à faire courir la victime pendant plusieurs heures avec, sur l'épaule, un sac contenant des briques, ou encore avec une brique dans chaquem ain et deux briques attachées de chaque côté du veston. Un repos de cinq ou six minutes et un verre d'eau étaient accordés toutes les deux heures au malheureux.

Parfois, la course était remplacée par l'obligation répétée de passer, avec la même charge, une petite rivière dont les rives sont très abruptes. Parfois enfin, la victime, la figure exposée au soleil, était attachée, pendant plusieurs heures, à un poteau ou à un arbre.

Le rapport français du 8 mars 1915 donne des détails qui ne le cèdent en rien à ceux que renferment les archives du gouvernement belge. Les prisonniers y sont représentés logés généralement dans des baraquements en planches de sapin, couverts avec du carton bitumé. Les civils sont internés dans les mêmes camps que les militaires, mais ne se sont trouvés que rarement confondus avec eux dans les bâtiments. A Parchim, à Cassel, à Gustrow, ils furent, pendant un certain temps, cou-

chés dans des tentes sur de la paille étendue à même le sol et, pour ainsi dire, jamais renouvelée. La propreté et l'hygiène par suite sont inexistantes. On vit un jour, dit le rapport, un interné dont le torse était tellement couvert de poux qu'ils y formaient une véritable couche vivante. Dans tous les camps, du reste, la vermine qui pullulait constituait pour les prisonniers un supplice d'autant plus intolérable que l'administration ne faisait rien pour y remédier. Il paraît même qu'à Gustrow les soldats se moquaient ouvertement de ceux qui essayaient de détruire les insectes dégoûtants dont ils étaient infestés. A Landau, cependant, ils ont tenté d'en débarrasser la veuve Minaux, de Boney (Meuse), âgée de 87 ans. Pour cela ils n'ont rien trouvé de mieux que de l'inonder de pétrole après l'avoir déshabillée. A la suite de cette opération, la pauvre vieille est tombée gravement malade et elle est morte le 20 janvier.

L'alimentation était à peu près la même partout. Elle se composait au réveil d'une décoction d'orge grillée, sans sucre ; à midi, d'une portion de riz, ou de macaroni, ou de betteraves, ou de féveroles, ou de rutabagas, quelquefois de choucroute dure, plus rarement de pommes de terre écrasées avec la pelure ou de marrons pilés avec l'écorce ; le soir, tantôt d'une espèce de soupe faite de matière farineuse délayée dans de l'eau, tantôt de légumes, comme au repas précédent, ou d'avoine concassée, parfois aussi d'un hareng, le plus souvent gâté, d'un peu de boudin froid ou d'un petit morceau de très mauvais fromage.

Dans la gamelle de midi, on découvrait généralement quelques filaments d'un hachis fait de déchets et d'abats, du pis de vache, des boyaux de porc, de la rate ou du poumon. A Amberg, pourtant, à Landau et à Ingolstad, on avait un peu de viande mangeable. A Quedlinbourg, tous les deux jours, et à Limbourg, une fois par jour, on en avait également ; mais elle était fort mauvaise. A Holzinden, le dimanche, un petit morceau de mouton était ajouté à l'ordinaire.

Enfin du pain noir, collant, ressemblant à du mastic, et qu'on ne pouvait manger qu'après l'avoir fait griller, était distribué à raison d'une boule d'un kilogramme environ pour trois ou quatre personnes, ou d'une boule par personne pour trois ou quatre jours. Les très jeunes enfants recevaient une petite quantité de lait et quelquefois une tranche de pain blanc.

Il résulte de toutes les déclarations que la plupart des prisonniers défilaient presque d'inanition. Après la distribution, quand il restait quelque chose, on voyait certains d'entre eux, des soldats principalement, se ruer aux abords des cuisines ; c'était ce qu'on appelait « aller au rabiôt ». Alors les malheureux, bousculés et frappés par les sentinelles, risquaient les mauvais traitements et les injures pour essayer d'arracher quelques bribes supplémentaires d'une nourriture écœurante. A Holzminden, des hommes, mourant de faim, ramassaient pour les dévorer des têtes de hareng et le marc de la décoction du matin.

Dans certains camps, on ne faisait pas travailler les prisonniers ; dans d'autres, au contraire, ils étaient astreints à une besogne plus ou moins pénible. A Altengrabow, on les occupait sur les routes ou dans les champs, et on en mettait à la disposition d'entrepreneurs qui ne leur donnaient aucune rétribution. A Cassel et à Güstrow, on leur faisait effectuer des travaux de terrassement ; à Wahn, ils manœuvraient des rouleaux à écraser les cailloux et traînaient des chariots. Quand ils ne pouvaient plus travailler, ils étaient privés de gamelle. A Parchim, les uns faisaient des tresses et des paillassons, d'autres déchargeaient des wagons ou traînaient des voitures de vidange, à l'aide d'une corde à laquelle étaient attelés quatre-vingts hommes environ. Cette dernière corvée était fort pénible pour des gens épuisés, parce que les véhicules, extrêmement lourds, s'enfonçaient dans le sable ; mais elle était encore moins redoutée que celle qui consistait à transporter à pleins bras la paille pourrie et remplie de vermine sur laquelle on avait couché dans les tentes. Le prisonnier qui fournissait un travail insuffisant devait quelquefois exécuter quatre heures de pas gymnastique entrecoupé de courts arrêts.

La discipline était différente suivant les lieux d'internement. Elle était en général assez rigoureuse, et des fautes souvent peu graves étaient réprimées par un châtiment humiliant qui consistait à attacher l'homme puni à un poteau, par le cou, par les mains liées derrière le dos et par les pieds. Cette peine durait ordinairement

deux heures et, comme on avait soin de l'appliquer pendant le repas de midi, elle entraînait une privation de nourriture.

Dans plusieurs camps, notamment à Gardelegen et à Altengradow, les prisonniers étaient l'objet de sévices. A Holzminden, un jeune homme qui, mourant presque de faim, demandait instamment à manger, est battu par un gardien, puis mis en cellule pendant six jours. A Darmstadt, il y avait un caporal dont la violence et la méchanceté étaient extrêmes. On l'a vu frapper à la tête avec un sabre un prisonnier militaire qui ne l'avait pas salué. Une autre fois, il a percé de sa baïonnette la poitrine d'un soldat qui lui avait dit que quand on n'a pas mangé, on ne doit pas travailler. Le blessé, transporté à l'hôpital, y est mort le lendemain. L'aide-major Page a dû coucher sous une tente, sur une botte de paille, et il a été prévenu en arrivant à Erfurt que s'il avait de l'argent, il pourrait recevoir la même nourriture que les sous-officiers prussiens, mais que, s'il n'était pas en situation de payer, il devrait se contenter chaque jour de deux soupes d'orge, d'avoine ou de riz, de 250 grammes de pain et d'un peu de café, comme le commun des prisonniers. On ne leur donne pas un centime, et ceux qui ne possèdent pas d'argent meurent presque de faim. Quand il reste un peu de soupe, une foule de ces malheureux se précipite pour en obtenir, et les sous-officiers finissent par s'en débarrasser en lâchant des chiens sur eux.

Dans la plupart des camps, l'état sanitaire était fort mauvais et la mortalité considérable. On n'y recevait pour ainsi dire pas de soins. Les médecins allemands qui passaient se contentaient d'examiner les malades. En dehors de la teinture d'iode, ils ne prescrivaient pas de remèdes. Quant aux docteurs français, internés eux-mêmes en assez grand nombre, ils faisaient de leur mieux, mais ils ne disposaient d'aucun médicament. Les cas de bronchite et de pneumonie étaient particulièrement nombreux. A Holzminden, on voyait des hommes tomber d'épuisement. Une vieille femme de Saint-Sauveur (Meurthe-et-Moselle), Mme Thirion, y est restée malade, étendue sur sa paillasse pendant trois semaines, sans pouvoir obtenir, malgré ses demandes réitérées, qu'on lui amenât le médecin. Celui-ci est venu seulement le jour où elle est morte. Cent trente prisonniers civils environ sont décédés à Grafenwohr. « On s'y éteignait comme des bougies, car on n'avait plus la force de se tenir sur ses jambes », dit aux commissaires français le maire de Montblainville. Tant à Rastadt qu'à Zwickau, vingt-cinq habitants d'Hannonville et treize de Combres sont morts.

A Parchim, les malades devaient attendre l'examen médical pendant près d'une heure, sous la neige et sous la pluie, à la porte de l'infirmerie. Quand ils battaient la semelle pour se réchauffer, ils étaient menacés ou frappés par le sergent infirmier. A Cassel enfin, où il fallait être presque mourant pour qu'on vous admît dans les locaux sanitaires, le prisonnier qui n'était pas reconnu

malade quand il se présentait à la visite était privé de nourriture pendant deux jours.

Immédiatement avant leur rapatriement, les Français ont été soumis à un internement de plusieurs jours dans les casemates de la forteresse de Rastadt, où l'air et la lumière ne pénétraient qu'à peine. Ils y enduraient la pire misère, accroupis sur des bancs, n'osant s'étendre sur les quelques poignées de copeaux destinées à leur servir de couche et évitant tout contact avec le sol, tant était répugnante l'immonde vermine qu'ils y voyaient grouiller. La discipline était très dure. A chaque instant, des prisonniers étaient rudoyés par les soldats qui les gardaient, et pour les obliger à se rassembler, on employait parfois des chiens qui les poursuivaient comme un bétail.

Encore les prisonniers français sont-ils des privilégiés par rapport aux prisonniers britanniques. Voici en quels termes s'est exprimé à ce sujet lord Kitchener, ministre de la guerre, à la Chambre des lords, le 28 avril 1915 : « J'ai toujours eu du respect pour les prisonniers allemands, et c'est avec le plus grand regret que je suis obligé d'accepter comme incontestable l'affirmation de mauvais traitements infligés aux prisonniers britanniques. Les Allemands violent de la manière la plus flagrante les articles 4 et 7 de la convention de La Haye. Les prisonniers britanniques ont été dépouillés de leurs vêtements, brutalisés, certains même fusillés de sang-froid. Les officiers britanniques blessés ont été insultés

de propos délibéré et frappés. Il est toutefois juste de reconnaître que les hôpitaux allemands échappent à ces accusations, quoiqu'il y ait certains indices d'un lamentable manque d'habileté de la part, du corps médical. L'ambassadeur des États-Unis a obtenu récemment une légère amélioration du traitement des prisonniers. »

De son côté, le gouvernement russe a établi un dossier d'atrocités commises à l'égard des prisonniers cosaques capturés par des patrouilles austro-allemandes : maintes fois, ces malheureux ont été martyrisés pour avoir refusé de donner à l'ennemi des renseignements sur la marche des troupes russes. A plusieurs reprises, des groupes importants de prisonniers russes ont été froidement massacrés.

Tout ceci n'est qu'un raccourci de ce qu'endurent les personnes en Allemagne. La lecture intégrale des rapports révélera d'autres faits tout aussi odieux. Mentionnons cependant deux points qui méritent d'être soulignés.

En premier lieu, c'est que contrairement à toutes les prescriptions du droit des gens, les prisonniers servent couramment, en Allemagne, à effectuer des travaux qui, d'ordre essentiellement militaire, sont dirigés contre leur patrie. Trois cents internés de Walin furent ainsi contraints à aller travailler à 7 kilomètres du camp, à des tranchées de la défense de Cologne et plusieurs furent employés, après des expériences de tir, à déterrer et à relever les obus qui n'avaient pas éclaté. Ils sont innombrables ceux qui, dans les usines de guerre du territoire

allemand, ont été contraints par la force à confectionner des munitions, ou qui, amenés à l'arrière des lignes, sont employés sous menace de mort à édifier des fortifications. La presse des pays alliés, et même des nations neutres, nous rapporte chaque jour quelque récit nouveau d'un évadé narrant la torture morale de ces infortunés qui, physiquement débilités par une nourriture infecte et insuffisante, ne recevant que quelques sous de salaire quand encore on leur en alloue, voient ainsi diriger ce qui leur reste de force contre leur patrie. Heureux encore quand, comme certains prisonniers civils, on se borne à les extraire des camps allemands pour les ramener en pays envahi, hors de leur résidence d'ailleurs, travailler aux champs (Livre jaune sur les événements de Lille, p. 83 et s.).

En second lieu, il faut flétrir également le raffinement de barbarie allemande qui, faisant un choix entre les diverses catégories de prisonniers, met à part ceux qui appartiennent aux classes cultivées, qui exercent des professions libérales, pour les astreindre à des travaux particulièrement pénibles auxquels ils ne peuvent résister. Le défrichement des marais, le travail dans les mines sont leur lot. Avec indignation le gouvernement français a protesté contre cette nouvelle atteinte au droit des gens. La mauvaise foi allemande permet de douter que ses réclamations aient été écoutées.

Nous devons, en outre, remarquer une chose. L'article 15 de la convention de La Haye du 18 octobre 1907

stipule que « les sociétés de secours pour les prisonniers de guerre, régulièrement constituées selon la loi de leur pays et ayant pour objet d'être les intermédiaires de l'action charitable, recevront de la part des belligérants, pour elles et pour leurs agents dûment accrédités, toutes facilités dans les limites tracées par les nécessités militaires et les règles administratives pour accomplir leur tâche d'humanité ». Or, l'action des sociétés de secours, comme celle des ambassades chargées de la défense des intérêts français, ne peut s'exercer pratiquement en ce qui concerne les civils, *non prisonniers de guerre*, qui sont ramenés d'Allemagne en pays envahi et dont il est impossible de connaître la résidence ni le sort.

Terminons ce douloureux exposé en citant cette lamentable constatation des membres de la Commission d'enquête :

« Pendant le cours de notre enquête, nous n'avons cessé d'entendre la toux obsédante qui déchirait les poitrines. Nous avons vu de nombreux jeunes gens dont la gaieté semblait morte et dont les visages émaciés et pâlis décelaient la tare physique déjà peut-être irréparable. Aussi la pensée nous venait-elle, malgré nous, que la scientifique Allemagne, qui se targue si volontiers d'avoir toujours marché à la tête des nations dans la lutte contre la tuberculose, semble avoir appliqué son esprit de méthode à préparer dans notre pays la propagation du fléau redoutable qu'elle a si ardemment combattu chez elle. »

Et, en effet, les constatations des rapporteurs nous

montrent des convois de rapatriés qui ne sont plus que des loques humaines, dans un état de dénutrition épouvantable qui fait prendre chez eux une allure grave à la moindre affection, et dont l'aspect a épouvanté ceux qui les ont accueillis à leur arrivée.

Notons cependant que depuis quelque temps, les menaces de représailles du gouvernement français, ainsi que les enquêtes des pays neutres (Suisse, États-Unis) et les efforts du Comité international de la Croix-Rouge de Genève semblent avoir amené une légère amélioration, encore bien insuffisante d'ailleurs. Voici le résumé du rapport de M. Eugster, conseiller national suisse, qui a visité en janvier 1915, comme délégué de la Croix-Rouge, des camps de prisonniers : « Certains progrès ont été réalisés dans l'institution des casernements, cuisines et buanderies, ainsi que dans l'aménagement des infirmeries. Mais la nourriture, très inférieure à celle distribuée aux troupes allemandes, est maintenant insuffisante. Dans certains camps, la correspondance subit des retards systématiques de plusieurs semaines ; les prisonniers casernés dans les pays envahis (Belgique et Nord de la France) sont même complètement isolés de leur famille. Il y a là une torture morale que rien ne saurait justifier. La discipline est dans certains camps d'une brutalité révoltante, même à l'égard des officiers. »

Encore convient-il de remarquer que les visiteurs de marque, tels que M. Eugster, ne voient que ce qu'on veut bien leur montrer et que leur arrivée, connue à l'avance, permet tous les truquages.

CHAPITRE VI

LE RESPECT DE LA PROPRIÉTÉ

Le respect de la propriété privée est aujourd'hui universellement admis. Dans cette formule se trouvent contenues deux grandes prohibitions : la défense de détruire et la défense de s'approprier les biens de l'ennemi. Ces principes, qui sont le fond même du droit des gens, ont été exprimés par le règlement de La Haye dans les termes suivants :

« ART. 23. — Il est interdit...de détruire des propriétés ennemies, sauf le cas où ces destructions seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre.

ART. 46. — La propriété privée... doit être respectée.

ART. 47. — Le pillage est formellement interdit.

ART. 56. — Toute destruction d'établissements consacrés aux cultes, à la charité et à l'instruction, aux arts et aux sciences, de monuments historiques, d'œuvres d'art et de science, est interdite. »

Il faut distinguer cependant entre la propriété de l'État et celle des particuliers. La propriété mobilière de l'État tombe en partie au moins aux mains du vainqueur. Ce dernier pourra très régulièrement s'approprier tous les objets dont on peut faire usage dans la

guerre, les armes, les munitions, les chevaux, l'argent, tous les objets aussi dont la privation aura pour conséquence d'affaiblir son adversaire ; ainsi, il n'est pas douteux qu'un dépôt d'armes ne tombe en la propriété de l'envahisseur, alors même que le défaut absolu de munitions convenables le met dans l'impossibilité de les employer à la défense de sa propre cause. Les objets mobiliers qui ne rentrent dans aucune de ces deux catégories échappent au contraire à toute appropriation. Il en est ainsi, notamment, en vertu d'un droit qui, dit M. Pillet, paraît appuyé sur le consentement unanime des peuples, des collections d'objets d'art, des bibliothèques, des archives, tous objets mobiliers d'une grande valeur qui appartiennent généralement à l'État.

Tels sont les principes.

Ils ont été fréquemment violés dans les guerres du siècle dernier. Le pillage des propriétés privées par les Prussiens se produisit d'une façon tellement systématique que M. de Chaudordy, en 1870, crut devoir protester par une circulaire du 29 novembre 1870. Dans les départements alors envahis, le montant des réclamations des particuliers s'éleva à 264 millions pour vol de titres et objets mobiliers.

Les Japonais prohibèrent strictement le butin fait au détriment des particuliers pendant la guerre sino-japonaise (1). Cependant, ils paraissent avoir commis quel-

(1) Nagao-Arigo, *op. cit.*, p. 148 et s.

ques actes de pillage à la suite de la prise de Port-Arthur (1). Il faut noter toutefois qu'ils respectèrent scrupuleusement la propriété des blessés et des morts, et que beaucoup d'objets trouvés sur les morts russes, spécialement des porte-monnaie, furent restitués par l'intermédiaire du gouvernement français. Au contraire, les succès turcs dans le conflit gréco-turc eurent pour conséquence le pillage de la Thessalie. On en a eu la preuve dans les réclamations que les sujets neutres lésés firent entendre (2). D'autre part, les divers détachements envoyés en Chine pour la répression de l'insurrection des Boxers, ont été l'objet d'accusations dont le bien-fondé ne fut pas établi de façon bien précise. La dévastation du Transvaal, lors de la guerre sud-africaine, fut un fait regrettable (3).

Mais quelles qu'aient été les violations que l'on ait eu à déplorer, elles n'étaient rien à côté de celles auxquelles se sont livrées les troupes allemandes au cours de la présente guerre. Les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 8^e et 9^e rapports belges, le rapport français du 17 décembre 1914 sont probants à cet égard.

Il faudrait un volume pour citer tous les endroits où es propriétés privées ont été abîmées, détruites, non par la poursuite des opérations de guerre, mais à titre de peine collective. A Aerschot, ce sont des quartiers

(1) Nagao-Aruga, *op. cit.*, p. 77 et s.

(2) *Rev. de dr. int. public*, 1897, p. 707 et s.

(3) Mérignhac, *loc. cit.*, p. 111 et s.

entiers de la ville qui sont brûlés ou jetés à bas ; à Termonde et à Dinant, ce sont des villes entières. A Termonde, sur 1.400 maisons, il en reste 282 ; à Dinant, 200 sur 1.400. Dans la province de Luxembourg, plus de 3.000 maisons ont été incendiées. « Diverses régions, écrit M. van den Heuvel, sont désolées à ce point qu'on devrait dire, en répétant la forte parole d'Isaïe, qu'elles sont devenues des solitudes dans lesquelles les chiens refusent d'aboyer. »

Et, accompagnant la destruction des immeubles, c'est la soustraction des meubles, le pillage le plus éhonté dirigé par les officiers du rang le plus élevé.

C'est le duc de Grossau qui préside au mois d'août, après l'occupation paisible par son état-major du château de Villers-Notre-Dame, à l'enlèvement de 146 couverts, 236 cuillers de vermeil, 3 montres en or, 9 livrets de caisse d'épargne, 1.500 bouteilles de vin, 62 poules, 32 canards, de nombreuses robes de soirée, d'œuvres d'art et d'une grande quantité de linge d'enfant ! C'est Son Altesse impériale et royale, le prince Eitel Frédéric, propre fils de l'empereur, qui, ayant séjourné une huitaine de jours dans un château du pays de Liège, avec le duc de Brunswick et le baron von Mirbach, remercia ses hôtes en faisant emballer sous leurs yeux toutes les robes qu'il put trouver dans les armoires de la châtelaine et de ses filles !

En ce qui concerne la troupe, il faut bien une excuse. Il suffit, alors, de ce cri poussé par un soldat, peut-être

ivre ou assoiffé de pillage : « Man hat geschossen ! » (On a tiré !) pour que la localité soit livrée sans contrôle, sans délai et sans rémission, à toutes les fureurs de la soldatesque. « Quand un habitant a tiré sur un régiment, disait un soldat à Louvain, la localité appartient aux soldats du régiment. »

Instantanément, les soldats se mettent à tirer des coups de fusil dans les rues et sur les habitations, tantôt au hasard, tantôt contre les malheureux qui essaient de s'échapper ou de se réfugier dans leurs caves. Ils enfoncent les portes des maisons à coups de crosses, et alors commence le pillage, qui débute généralement par l'absorption du contenu des caves. Sur ce dernier point, les officiers rivalisent avec les soldats et il n'est guère de bourg dans l'aisance où, après le départ des envahisseurs, le sol ne soit jonché de bouteilles vides et brisées. Les pillards montent ensuite aux étages. Les soldats font main basse sur tous les objets de quelque valeur, bijoux, argenterie, linge, vêtements, literie, argent monnayé, billets de banque et titres au porteur découverts dans les coffres-forts éventrés. Les officiers de tout grade ne dédaignent pas de prélever leur part. Le fait est attesté par d'innombrables témoins.

Pendules et pianos, objets d'art et meubles de prix s'entassent dans des charrettes et des fourgons à destination de l'Allemagne. Tout ce que l'on ne peut emporter est brisé, déchiré, sali de la façon la plus ignoble. Dans des lettres et des carnets de campagne saisis sur

des prisonniers, ceux-ci se vantent du butin dont ils ont pu s'emparer et se félicitent des facilités qu'on leur a données à cet égard.

Il faut observer que ces opérations se font systématiquement et par ordre. A Wesemael, un honnête soldat, restituant à une religieuse « pour ses pauvres » une modeste somme dont il s'était emparé dans une maison particulière, lui disait : « J'ai dû piller, mais je ne suis pas un voleur ».

Nombreux sont les témoignages attestant que le sac de certaines localités s'est opéré d'après des ordres supérieurs, suivant un plan arrêté d'avance.

La mise au pillage est générale dans les maisons abandonnées, mais la présence des habitants n'y est pas toujours un obstacle. On sait ce qui attend ceux qui réclament. Ce que les Allemands dédaignent d'emporter est parfois abandonné à la lie de la population.

Après le pillage, l'incendie, qui semble souvent avoir pour objet d'effacer la trace des déprédations.

Mais il ne suffit pas d'affirmer. Quelques exemples sont nécessaires. Nous allons en choisir certains, particulièrement frappants. A Aerschot, partiellement détruite par le feu, mais entièrement mise à sac, un membre de la Commission rapporte : « J'ai pénétré dans plusieurs maisons choisies au hasard, dont j'ai parcouru les divers étages ; par les vantaux et les portes défoncées, j'ai plongé dans un grand nombre d'autres habitations. Partout le mobilier est bouleversé, éventré, souillé d'une

façon ignoble, les papiers de tenture pendent en lambeaux le long des murs, les portes des caves sont enfoncées, les armoires, les tiroirs, tous les réduits ont été crochetés et vidés de leur contenu de linge, les objets les plus disparates couvrent le sol en même temps qu'un nombre incroyable de bouteilles vides.

« Dans les maisons bourgeoises, les tableaux ont été lacérés, les œuvres d'art brisées. Sur la porte de l'une d'elles, un vaste immeuble de bonne apparence, appartenant au Dr...., se lisait encore, quoique à demi effacée, l'inscription suivante écrite à la craie : « Bitte dieses Haus zu schonen da wirklich friedliche gute Leute... (S.) Bannach, Wachtmeister ». Je pénétrai dans cet immeuble, que l'on me disait avoir été habité par des officiers et que la sollicitude de l'un d'eux paraissait avoir sauvé de la dévastation générale. Dès le seuil, une odeur fade de vin répandu attirait l'attention sur des centaines de bouteilles vides ou brisées qui encombraient le vestibule, l'escalier et jusqu'à la cour donnant sur le jardin. Dans les appartements régnait un désordre inexprimable ; je marchais sur un lit de vêtements déchirés, de flocons de laine échappés de matelas éventrés ; partout des meubles béants et dans toutes les chambres, à portée du lit, encore des bouteilles vides. La salle à manger en était encombrée, des douzaines de verres à vin couvraient la table et les guéridons qu'entouraient les fauteuils et les canapés lacérés, tandis que, dans un coin, un piano au clavier maculé, paraissait avoir été défoncé à coups de

botte. Tout indiquait que ces lieux avaient été, pendant bien des jours et des nuits, le théâtre de beuveries et de débauches ignobles. Sur la place du Marché, l'intérieur de la maison du notaire.... offrait un spectacle semblable et, d'après ce que m'a affirmé un maréchal des logis de gendarmerie qui s'occupait avec ses hommes à remettre un peu d'ordre dans tout ce chaos, il en est de même de la plupart des maisons appartenant aux familles notables où les officiers allemands avaient élu domicile.... Pendant trois semaines, de proche en proche, les soldats allemands ont dévalisé la presque totalité des maisons de la ville, détruisant partout les objets qui ne satisfaisaient pas leur cupidité, tandis que les officiers se réservaient les demeures les plus opulentes. Toutes les valeurs que leurs propriétaires n'eurent pas le temps de mettre à l'abri, l'argenterie, les bijoux de famille, l'argent monnayé ont ainsi disparu, et les habitants affirment que l'incendie n'eut fréquemment d'autre but que de faire disparaître la preuve de vols particulièrement importants. Des fourgons entiers chargés de butin sont partis d'Aerschot dans la direction de la Meuse. »

Dans presque toutes les localités de la province de Luxembourg, le pillage a été systématique et complet. Les soldats ne se sont point contentés de s'emparer, sans aucun bon de réquisition, des vivres, du bétail, des chevaux dont ils avaient besoin. Ils ont enlevé de force des habitations tout ce qui pouvait leur convenir. Le nombre de bouteilles de vin volées dépasse tout calcul.

Le premier soin des soldats, en arrivant dans une localité importante, était d'obtenir du vin et de l'alcool. Bientôt ils étaient ivres, et les scènes de sauvagerie, les incendies et les fusillades se produisaient immédiatement.

A Arton, le pillage de centaines de maisons a été exécuté par ordre des autorités militaires. Le onzième jour de l'occupation, un fil téléphonique ayant été brisé, les autorités militaires donnèrent à la ville quatre heures pour payer une contribution de guerre de 100.000 francs en or, ajoutant qu'à défaut de ce paiement, 100 maisons seraient pillées. Le paiement put finalement être effectué, mais 47 maisons avaient été mises à sac par ordre des officiers.

A Termonde, des soldats pillaient les caves, les pâtisseries, boulangeries, épiceries, débits de boissons. Les tablettes des fenêtres disparaissaient sous la masse des bouteilles. Une compagnie commandée par un hauptmann fit irruption dans les locaux de la Banque centrale de la Dendre, institution privée, et les visita de fond en comble. Peu après, une équipe spéciale entra à la banque. Elle fit sauter dans le cabinet de l'administrateur délégué un petit coffre-fort et y enleva une somme de 2.100 francs. Elle força la porte en fer forgé commandant l'entrée des souterrains où se trouvaient les coffres-forts des particuliers. Une seconde porte, se trouvant à l'entrée même des souterrains, résista à toutes les tentatives d'effraction. Les coffres-forts des particuliers ne

demeurèrent indemnes que grâce à la solidité des installations.

Pendant ce temps, le général von Boehn posait sur le perron de l'Hôtel de Ville, devant l'objectif d'un photographe.

Vers 3 heures de l'après-midi, les pionniers mirent le feu aux ateliers de construction de Termonde et à quatre groupes de cinq maisons, à l'intérieur de la ville.

Dès ce moment, des officiers allemands invitèrent les habitants restés en ville à partir, Termonde devant être entièrement détruite.

Vers 5 heures du soir, un commandant allemand fit mettre en liberté les détenus de droit commun, au nombre de plus de 135, qui se trouvaient dans une prison et qui se dispersèrent dans les environs.

La lendemain, 5 septembre, commence, sous les ordres du major von Sommefeld, l'incendie systématique de la ville.

L'hôpital ne fut point épargné. Il fut aspergé de pétrole et livré au feu ; en hâte, les malades, les vieillards et les blessés furent transportés au dehors ; un épileptique demeura dans le brasier.

L'église du béguinage, construction de la fin du xvi^e siècle, fut incendiée le même jour.

Pendant toute la journée, les soldats allemands continuèrent le pillage commencé la veille. De nombreuses maisons de particuliers furent entièrement saccagées.

Le dimanche 6 septembre, le commandant von Sommerfeld ordonna de continuer l'œuvre de destruction ; le feu fut mis de préférence aux quartiers riches où les soldats trouvaient matière à piller.

A la fin du siège d'Anvers, les Allemands réoccupèrent en force la ville de Termonde. Ils firent sortir les quelques habitants qui y étaient rentrés. Ils procédèrent ensuite au pillage de tout ce qui restait dans la ville, vidant les usines des produits fabriqués et de certaines matières premières. Ils incendièrent le palais de justice, l'arsenal et, à peu de choses près, les dernières habitations bourgeoises qui étaient restées debout.

A Namur, les Allemands mirent le feu à la place d'Armes et en quatre autres endroits : place Léopold, rue Rogier, rue Saint-Nicolas, avenue de la Plante.

Parmi cette population paisible et sans défense, ce fut alors l'affolement : les Allemands enfonçaient les portes des maisons à coups de crosses et jetaient des matières inflammables dans les vestibules. Rue Rogier, six habitants qui fuyaient les maisons en feu furent tués sur le seuil de leurs demeures. Les autres habitants de cette rue, pour éviter le même sort, durent se sauver par les jardins, en chemise pour la plupart, sans avoir le temps d'emporter ni vêtements, ni argent.

Rue Saint-Nicolas, plusieurs maisons ouvrières furent incendiées. Un plus grand nombre d'habitations et des magasins de bois furent détruits avenue de la Plante.

L'incendie de la place d'Armes se continua jusqu'au

mercredi. Il détruisit l'Hôtel de Ville avec ses archives et ses tableaux, le groupe de maisons y attenant, tout le quartier compris entre les rues du Pont, des Brasseurs et du Bailly, l'hôtel des quatre fils Aymon seul excepté.

On n'essaya pas sérieusement de circonscrire l'incendie. Dès le début, les citoyens ayant voulu se rendre à l'appel du tocsin, on leur interdit de sortir de leurs maisons. Le chef du service d'incendie parvint néanmoins à gagner le lieu du sinistre à travers des balles qui sifflaient dans les rues ; place d'Armes, un officier l'arrêta, puis, sur un ordre supérieur, le renvoya chez lui sous escorte.

Le désordre qui s'ensuivit favorisa le pillage. Place d'Armes, notamment, les maisons furent mises à sac avant d'être incendiées. Dans le quartier de la porte Saint-Nicolas, les habitants trouvèrent en rentrant leurs maisons pillées ; chez l'un d'eux, le coffre-fort avait été fracturé et 17.000 francs en valeurs diverses avaient disparu.

Dans les journées suivantes, lorsqu'un calme relatif fut rétabli, le pillage continua, et dans plusieurs maisons où séjournèrent des officiers, tous les meubles furent fracturés, le vin, le linge et jusqu'à des vêtements de femme furent volés.

Dans les environs de Namur, beaucoup de châteaux et de villas ont été pillés méthodiquement. Un Namurois vit passer sur un chariot allemand le mobilier de sa maison de campagne. Le produit du butin fut expédié sur l'Allemagne.

A Andenne, toutes les vitres, tous les volets, toutes les portes furent brisés à coups de hache ; les meubles forcés et détruits. Les soldats se précipitaient dans les caves, s'enivraient, cassaient les bouteilles de vin qu'ils ne pouvaient emporter, mettaient finalement le feu à un certain nombre de maisons. Pendant la nuit, à diverses reprises, la fusillade crépita. Toute la population se terrait dans les caves.

A Dinant, les soldats pillaient et saccageaient les habitations, défonçaient les coffres-forts ou les faisaient sauter à la dynamite. Ils pénétrèrent à la Banque centrale de la Meuse, s'emparèrent du directeur, M. Xavier Wasseige, et le sommèrent d'ouvrir les coffres-forts. Comme il s'y refusait, ils tentèrent de forcer les coffres ; n'y parvenant pas, ils emmenèrent M. Wasseige et ses deux fils aînés vers la place d'Armes, où ils furent fusillés à la mitrailleuse avec 120 de leurs concitoyens. Leur œuvre de destruction et de vol accomplie, les soldats mettaient le feu aux maisons. La ville ne fut bientôt qu'un immense brasier.

Mais la destruction-type, celle qui, pendant les siècles à venir, sera flétrie par l'histoire, est certainement celle de Louvain. Le 28 août 1914, les troupes allemandes masquant Anvers sont refoulées par l'armée belge jusqu'à Louvain. Une panique s'ensuit ; les soldats allemands dont les officiers perdent le contrôle tirent les uns sur les autres et dans tous les sens. Peu de temps après, les incendies éclatent de toutes parts.

Sur l'ordre de leurs chefs, les soldats enfonçaient les portes des maisons et y mettaient le feu au moyen de fusées. Ils tiraient sur les habitants qui tentaient de sortir de leurs demeures. Les nombreuses personnes réfugiées dans leurs caves furent brûlées vives; d'autres, atteintes par des coups de feu au moment où elles voulaient sortir du brasier.

Puis vient l'exode des habitants, que nous avons relaté d'autre part, et qui sont chassés au loin sous la direction de soldats brutaux, dans des directions diverses, forcés de s'agenouiller et de lever les bras à chaque passage d'officiers et de soldats allemands, sans nourriture et la nuit sans abri.

Leur expulsion semble avoir eu pour mobile de faciliter le pillage. Les soldats étaient si pressés de voler que plusieurs témoins affirment avoir vu commencer le pillage de leurs habitations au moment même où ils devaient les quitter.

Le pillage, commencé le jeudi 27 août, dura huit jours. Par bandes de 6 ou 8, les soldats enfonçaient les portes ou brisaient les fenêtres, pénétraient dans les caves, se grisaient de vin, saccageaient les meubles, éventaient les coffres-forts, volaient l'argent, les tableaux, les œuvres d'art, l'argenterie, le linge, les vêtements, le vin, les provisions.

Les carnets de campagne trouvés sur les soldats allemands faits prisonniers à Aerschot contiennent des aveux irrécusables (1).

(1) Klein Gaston, appartenant à la 1^{re} compagnie de landsturm,

Une grande partie du butin, chargée sur des fourgons militaires, a été transportée ensuite en Allemagne.

L'incendie et le pillage ne cessèrent que le mercredi 2 septembre. Ce jour-là, encore quatre incendies par les soldats allemands. Et nul moyen d'enrayer le fléau.

Le 25 août, au soir, alors qu'ils allumaient l'incendie,

écrit sous la date du 29 août :

« A partir de Roosbeck, nous commençons à avoir un aperçu de la guerre ; maisons incendiées, murs troués par des balles, cadran de la tour enlevé par un obus, etc. Quelques croix isolées indiquaient la tombe des victimes. Nous arrivons à Louvain qui était une véritable fourmilière militaire. Le bataillon de la landsturm de Halle arrive, trainant après lui toutes sortes de choses, surtout des bouteilles de vin, et, parmi eux, il y en avait beaucoup qui étaient ivres. Un peloton de dix cyclistes roulait à travers la ville pour chercher du logement, et on percevait une image de dévastation telle qu'il est impossible de s'en faire une idée pire. Les maisons brûlant et s'effondrant entouraient les rues, quelques rares maisons demeuraient debout. La course se poursuivait sur des débris de verre ; des morceaux de bois brûlaient, etc. Les fils conducteurs du train et ceux du téléphone traînaient dans les rues et les obstruaient... De retour à la gare, personne ne savait ce qui devait se faire. D'abord quelques troupes seulement se seraient rendues en ville, mais alors le bataillon allait en rangs serrés en ville, pour entrer par effraction dans les premières maisons pour marauder du vin et autre chose aussi, pardon, réquisitionner. Ressemblant à une meute en débandade, chacun y alla à sa fantaisie. Les officiers précédaient et donnaient le bon exemple.

« Une nuit dans une caserne, de nombreux ivrognes, ce fut fini.

« Cette journée m'inspira un mépris que je ne saurais écrire. »

Un autre prisonnier écrit à sa femme Anna Manniget, à Magdebourg :

« Nous sommes arrivés à Louvain à 7 heures du soir. Je ne pouvais pas t'écrire à cause de l'aspect lugubre de Louvain. De tous côtés, la ville brûlait. Là où elle ne brûlait pas, c'était la destruction, nous avons pénétré dans les caves et nous nous sommes bien remplis. »

les Allemands avaient détruit les pompes à incendie et l'échelle Porta, et tiré sur les personnes qui montaient sur les toits pour éteindre le feu.

Le cardinal Mercier pouvait, en quelques lignes, résumer le désastre dans sa lettre pastorale, en écrivant : « A Louvain, le tiers de l'étendue bâtie de la cité est détruit ; 1.074 immeubles ont disparu ; sur le territoire de la ville et des communes suburbaines, Kassel, Loo, Hérent et Hévelé réunies, il y a un total de 1.823 immeubles incendiés. Dans cette chère cité Louvaniste, dont je ne parviens pas à détacher mes souvenirs, la superbe collégiale de Saint-Pierre ne recouvrera plus son ancienne splendeur ; l'antique collège Saint-Yves ; l'Ecole des beaux-arts de la ville, l'École commerciale et consulaire de l'Université ; les halles séculaires, notre riche bibliothèque, avec ses collections, ses incunables, ses manuscrits inédits, ses archives, la galerie de ses gloires depuis les premiers jours de sa fondation, portraits des recteurs, des chanceliers, des professeurs illustres, au spectacle desquels maîtres et élèves d'aujourd'hui s'imprégnaient de noblesse traditionnelle et s'animaient au travail : toute cette accumulation de richesses intellectuelles, historiques, artistiques, fruit de cinq siècles de labeur, tout est anéanti. »

Si nous passons en France, c'est encore le même spectacle qui va s'offrir à nous. Faisant le pendant de l'incendie des célèbres Halles d'Ypres, et du superbe Hôtel de Ville d'Arras, nous devons, en premier lieu, men-

tionner la destruction barbare de la cathédrale de Reims, connue aujourd'hui du monde entier et qui a fait l'objet de protestations officielles. Elle est trop connue pour que nous y insistions. On se reportera avec intérêt aux documents que contient à cet égard le premier rapport français.

Dans les régions que nous avons traversées, dit le même rapport, et notamment dans ce pays de Lorraine qui fut si fréquemment victime des fléaux de la guerre, nous n'avons entendu ni une sollicitation, ni une plainte ; et pourtant, les misères affreuses dont nous avons été les témoins dépassent en étendue et en horreur ce que l'imagination peut concevoir. De tous côtés, le regard se pose sur des décombres ; des villages entiers ont été détruits par la canonnade ou par le feu ; des villes autrefois pleines de vie ne sont plus que des déserts remplis de ruines ; et quand on visite les lieux désolés où la torche de l'envahisseur a fait son œuvre, on a continuellement l'illusion de marcher parmi les vestiges d'une de ces cités antiques que les grands cataclysmes de la nature ont anéanties. Plus encore que le meurtre, l'incendie est un des procédés usuels de nos adversaires. Il est couramment employé par eux, soit comme élément de dévastation systématique, soit comme moyen d'intimidation. L'armée allemande, pour y pourvoir, possède un véritable matériel, qui comprend des torches, des grenades, des fusées, des pompes à pétrole, des baguettes de matière fusante, enfin des sachets contenant des pas-

tilles composées d'une poudre comprimée très inflammable. Sa fureur incendiaire s'affirme principalement contre les églises et contre les monuments qui présentent un intérêt d'art ou de souvenir. Dans les départements que nous avons parcourus, des milliers de maisons ont été brûlées. En ce qui concerne le vol, nos constatations ont été incessantes, et nous n'hésitons pas à dire que partout où une troupe ennemie a passé, elle s'est livrée, en présence de ses chefs, et souvent même avec leur participation, à un pillage méthodiquement organisé. Les caves ont été vidées jusqu'à la dernière bouteille, des coffres-forts ont été éventrés, des sommes considérables ont été dérobées ou extorquées, une grande quantité d'argenterie et de bijoux, ainsi que des tableaux, des meubles, des objets d'art, du linge, des bicyclettes, des robes de femme, des machines à coudre et jusqu'à des jouets d'enfants, après avoir été enlevés, ont été placés sur des voitures, pour être dirigés vers la frontière. Dans le département de la Marne, tout ce que l'envahisseur enlevait des maisons était placé sur des camions automobiles ou sur des voitures. A Suippes, notamment, il a emporté de cette manière quantité d'objets divers, entre autres des machines à coudre et des jouets.

Au château de Baye, la Commission a constaté les traces du pillage subi. Au premier étage, une porte donnant accès dans une pièce contiguë à la galerie, où le propriétaire avait réuni des objets d'art de valeur, a été fracturée ; quatre vitrines ont été brisées, une autre a

été ouverte ; il a été principalement dérobé des bijoux de provenance russe et des médailles d'or. Des tablettes recouvertes de velours noir, qui ont dû être retirées des vitrines, étaient dégarnies d'une partie des bijoux qui s'y étaient trouvés antérieurement fixés.

La chambre du baron de Baye était dans le plus grand désordre ; de nombreux objets étaient éparés sur le plancher et dans les tiroirs demeurés ouverts. Un bureau plat avait été fracturé ; une commode Louis XVI et un bureau à cylindre du même style avaient été fouillés.

Cette chambre avait dû être occupée par un personnage d'un très haut rang, car sur la porte était restée une inscription à la craie ainsi conçue : « I. K. Hoheit ». On n'a pu être renseigné exactement sur l'identité de cette Altesse ; toutefois, un général qui logeait chez M. Houillier, conseiller municipal, a dit à son hôte que le château avait abrité le duc de Brunswick et l'état-major du X^e corps.

Le château de Beaumont, situé à proximité de Montmirail, et appartenant au comte de la Rochefoucault, a été pillé par les Allemands, en l'absence des maîtres, pendant une occupation qui a duré du 4 septembre au 6 du même mois. Les envahisseurs l'ont laissé dans un état de désordre et de malpropreté indescriptibles. Les secrétaires, les bureaux, les coffres-forts ont été fracturés ; des écrins à bijoux ont été sortis des tiroirs et vidés.

Sur les portes des chambres, on pouvait lire des inscriptions à la craie, parmi lesquelles nous avons relevé

les mots : « Excellenz », « Major von Ledebur », « Graf Waldersee ».

Le département de la Meuse a été cruellement éprouvé. Les communes importantes y ont été ravagées par des incendies allumés volontairement, en dehors de toute nécessité d'ordre militaire, et sans que les populations eussent aucunement provoqué par leur attitude de semblables atrocités. Tel est le cas, notamment, de Revigny, de Sommeilles, de Triaucourt, de Bulainville, de Clermont-en-Argonne et de Villers-aux-Vents.

A Clermont-en-Argonne, un soldat alluma l'incendie dans l'habitation d'un horloger, en y répandant volontairement le contenu de la lampe à alcool qui lui avait servi à préparer son café. Un habitant, M. Manternach, courut aussitôt chercher la pompe municipale, et demanda à un officier de lui fournir des hommes pour la mettre en action. Brutalement éconduit et menacé d'un revolver, il renouvela sa démarche auprès de plusieurs autres officiers sans plus de succès. Pendant ce temps, les Allemands continuaient à incendier la ville, en se servant de bâtons au bout desquels des torches étaient fixées. Tandis que les maisons flambaient, des soldats envahissaient l'église, qui est isolée sur la hauteur, y dansaient au son de l'orgue, puis, avant de se retirer, y mettaient le feu, à l'aide de grenades ainsi que de récipients garnis de mèches et remplis d'un liquide inflammable.

En Meurthe-et-Moselle, à Nomény, à part quelques

rare maisons qui subsistent encore, auprès de la gare, dans un emplacement séparé par la Seille de l'agglomération principale, il ne reste de cette petite ville qu'une succession de murs ébréchés et noircis, au milieu d'un amas de décombres dans lequel se voient, çà et là, quelques ossements d'animaux en partie calcinés, et des débris carbonisés de cadavres humains. La rage d'une soldatesque en furie s'est déchaînée là implacablement.

Jusque dans la journée du 21 août, les Allemands se livrèrent aux plus abominables excès, pillant, incendiant et massacrant sur leur passage. Après avoir enlevé dans les habitations tout ce qui leur avait paru digne d'être emporté et avoir envoyé à Metz le produit de leurs vols, ils mirent le feu aux maisons, avec des torches, des pastilles de poudre comprimée et aussi du pétrole qu'ils transportaient dans des récipients placés sur un petit chariot.

A Lunéville, les objets volés ont été chargés sur une grande voiture, dans laquelle se tenaient trois femmes, l'une vêtue de noir, les deux autres portant des costumes militaires et paraissant être des cantinières. C'est à Lunéville aussi que le sous-officier Weil, qui connaissait admirablement la ville où il avait été maintes fois bien accueilli, quand il y venait avant la guerre pour son commerce de marchand de houblon, se rendit avec des soldats à une maison où deux coffres-forts avaient résisté à l'incendie, l'un tombé dans les décombres, l'autre fixé encore à un mur, ordonna qu'on fit sauter à la dyna-

mite le pan de la muraille resté debout et assura le transport des deux coffres à la gare, où on les plaça sur un wagon à destination de l'Allemagne.

A Maix, les Allemands ont incendié trente-six maisons. Le château de Bauzemont a été envahi le 22 août. Vers le quinzième jour de l'occupation sont arrivées des automobiles dans lesquelles étaient installées plusieurs femmes d'officiers de l'état-major allemand. On y a chargé tout ce qui avait été volé dans le château, notamment de l'argenterie, des chapeaux et des robes de soie. Le 21 octobre, le lieutenant-colonel commandant le ...^e régiment d'infanterie française a pris possession de cet édifice. Il l'a trouvé dans un état de désordre et de saleté repoussants. Les meubles étaient ouverts et fracturés, le plancher de la salle de billard était couvert de matière fécale. Dans la chambre à coucher, qui avait été habitée par le général allemand, chef de la 7^e division de réserve, régnait une odeur infecte. Le placard placé à la tête du lit contenait du linge de toilette et des rideaux de mousseline remplis d'excréments.

A Baccarat, l'armée ennemie n'a massacré personne, mais elle a effectué, le 23 août, un pillage général, après avoir, pour pouvoir opérer plus tranquillement, donné l'ordre à la population de se rassembler à la gare. Ce pillage a été dirigé par les officiers. Les pendules, des meubles divers et des objets d'art furent enlevés ; puis, quand les habitants furent rentrés chez eux, on leur enjoignit de nouveau d'en sortir au bout d'une heure,

en les prévenant qu'on allait procéder à l'incendie de la ville. En effet, tout le centre de l'agglomération fut la proie des flammes. Le feu, qui fut mis à l'aide de torches et de pastilles, dévora cent douze immeubles ; quatre ou cinq seulement furent incendiés par les obus. Après le sinistre, des sentinelles empêchèrent les propriétaires d'approcher des ruines de leurs habitations et, quand les décombres furent refroidis, les Allemands les fouillèrent eux-mêmes pour dégager les entrées des caves. Après cette opération, le général Fabarius, commandant l'artillerie du XIV^e corps badois, dit à M. Renaud, qui faisait fonctions de maire : « Je ne croyais pas qu'il y avait autant de vins fins à Baccarat. Nous en avons pris plus de cent mille bouteilles. » Il est juste d'ajouter qu'à la cristallerie, nos ennemis ont bien voulu faire preuve d'une certaine probité relative, car ils se sont bornés, tout en jouant avec leurs revolvers, à exiger sur le prix des marchandises dont ils se sont rendus acquéreurs, des réductions de 50 à 75 pour 100. Autre part, à Erbéviller, le 23 août, un capitaine saxon trouva un moyen très pratique de se procurer de l'argent. Ayant fait rassembler tous les hommes du village, il tenta vainement, d'abord en les menaçant de les faire fusiller, d'obtenir de quelqu'un d'entre eux la déclaration qu'on avait tiré sur ses sentinelles, bien qu'il sût pertinemment que le fait n'était pas exact, puis il les enferma dans une grange. Dans la soirée, il fit venir la femme du sieur Jacques, ancien instituteur, l'un des prisonniers, et lui dit : « Je ne suis pas

certain que ce soient ces hommes qui aient tiré. Ils seront libres demain matin, si vous pouvez me verser 1.000 fr. dans quelques instants. » Mme Jacques donna la somme. Sur sa demande, il lui en fut délivré un reçu (1), et les otages furent remis en liberté.

A Audun-le-Roman, une dame Matte étant sortie, ayant à la main un petit sac qui contenait ses économies, environ 2.000 francs, a été dévalisée par un officier allemand qui lui a arraché son sac.

A Crépy-en-Valois, est arrivée, le 2 septembre, l'armée du général von Kluck qui y a défilé pendant quatre jours. La ville a été complètement pillée sous les yeux des officiers ; des bijouteries, notamment, ont été dévalisées.

Dans une maison où logeait un général commandant, avec une douzaine d'officiers d'état-major, des vols importants de bijoux et de linge fin ont été commis. Presque tous les coffres-forts de Crépy ont été éventrés.

M. Robert, notaire, volé de ses bijoux, de son linge et de quatorze cent soixante et onze bouteilles de vin, fut contraint d'ouvrir son coffre-fort et de laisser un officier s'emparer d'une somme de 8.300 francs que ce meuble contenait. Dans la soirée, il vit un autre officier qui por-

(1) Le récépissé rédigé par l'officier est ainsi conçu : « Erbéviller, 23 août 1914. Quittance. Pour pénitence d'être suspect d'avoir tiré sur des sentinelles allemandes, dans la nuit du 22-23 août, j'ai reçu de la commune Erbéviller 1.000 francs (mille francs). Baron... (*Illisible*) haupt. reit. regim. »

tait aux doigts neuf bagues de femme et dont les bras étaient ornés de six bracelets. Deux soldats lui racontèrent d'ailleurs que, quand ils apportaient à leurs chefs un bijou quelconque, ils recevaient une prime de 4 marks.

Au Charmel, les Allemands, dès leur arrivée, se sont introduits dans les habitations en enfonçant les portes. Ils n'ont pas laissé une bouteille de vin dans les caves et ont pillé principalement les maisons abandonnées, enlevant le linge, l'argent, les bijoux et d'autres objets. Chez l'instituteur, ils ont pris la caisse de la mutualité scolaire, qui contenait 240 francs. Le 3 septembre, ils ont incendié, à onze heures du soir, le château de Mme de Rougé.

A Compiègne, la maison du comte d'Orsetti a été littéralement mise à sac, surtout par les sous-officiers. L'argenterie, les bijoux, les objets précieux, amenés dans la cour du château, étaient vérifiés, enregistrés et emballés, puis ils étaient chargés dans deux tapissières sur lesquelles avait été placé le drapeau de la Croix-Rouge.

A Trumilly, la dame Huet, qui logeait chez elle une partie de l'état-major du 19^e régiment de Hanovre et un assez grand nombre de soldats, vit un sous-officier s'emparer d'un coffret contenant ses bijoux, d'une valeur approximative de 10.000 francs. Elle alla se plaindre au colonel, qui se contenta de lui répondre en souriant : « Je regrette, Madame, c'est la guerre. »

Nous ne saurions mieux caractériser, au surplus, les méthodes allemandes, que ne le faisait ce lieutenant

allemand, tombé à Gozée, et dont nous avons déjà cité des extraits du carnet de route. Il écrivait, à la date du 20 août 1914, ces lignes qui dépeignent bien la manière germanique : « Le village a été littéralement pillé : la brute blonde s'est montrée telle qu'elle est. Les Huns et les lansquenets du Moyen Age n'auraient pu faire mieux. Les maisons brûlent maintenant, et là où l'action du feu n'est plus suffisante, nous rasons ce qui reste debout. »

Ces faits ne constituent pas, malheureusement, des actes isolés. Ils sont, comme nous l'avons déjà fait observer à maintes reprises, l'exécution précise d'un plan mûrement élaboré. Et il n'est pas sans intérêt de savoir que ces incendies, ces pillages ont été minutieusement préparés, dans leur matérialité même. Qu'on en juge par les détails qui vont suivre et qui émanent tant des commissions belges que de la commission française.

Tous les hommes qui font besogne d'incendiaires sont exercés. Telles compagnies, pourtant, dans chaque régiment, doivent être spécialement entraînées. A Ceroux-Mousty, un témoin les voit se déployer en bon ordre : « L'incendie se faisait par un corps organisé. Certains hommes jetaient des grenades, d'autres projetaient du pétrole ou de la benzine au moyen de pompes. » A Monceau-sur-Sambre, les rues étant plus longues, les maisons plus nombreuses, on fait sortir du rang deux équipes différentes. « L'une ouvrait les maisons, en faisait sauter les portes à coups de hache et de crosse, l'autre suivait, jetant allumées les matières inflammables (l'assortiment

ici est un peu disparate), pastilles ou grenades, voire liquides, pétrole ou naphte, qu'ils portaient dans des bidons spéciaux. » Un enquêteur dit, d'autre part : «... Ayant vécu toute une matinée sur une chaussée où se manifestèrent tout particulièrement les cruautés allemandes, j'ai pu observer leur manière d'opérer, et constater personnellement combien tout était réglé en vue de la dévastation. Lorsque l'ordre avait été donné, on voyait des groupes passer de chaque côté de la chaussée, se suivant de très près. Les premiers avaient pour mission d'enfoncer les portes et les fenêtres à coups de crosses de fusil ; d'autres, armés de haches, venaient achever cette besogne ; par les ouvertures ainsi pratiquées, un troisième groupe projetait un liquide inflammable — naphte sans doute — et des brandons enflammés étaient jetés ensuite. L'immeuble devait fatalement brûler... On a prétendu qu'il suffisait de laisser les portes ouvertes pour échapper à la furie allemande. L'enquête a démontré qu'il n'en était rien, et que, dans tel immeuble, dont les habitants avaient ouvert les portes, le feu avait été mis à l'étage en même temps qu'au rez-de-chaussée... Ce qui fait ressortir la véracité de mes affirmations, en ce qui concerne la méthode de destruction, c'est qu'en général ce sont les habitations longeant les voies parcourues par les colonnes allemandes qui furent incendiées. On cite très peu de maisons isolées incendiées, ce qui eût été le cas s'il se fût agi d'actes commis par des groupes de

soldats non directement soumis à la surveillance de leurs chefs... »

Les régiments, du reste, s'ils ont de véritables artistes pour l'exécution de ces tristes besognes, ne s'en acquittent eux-mêmes qu'exceptionnellement, quand ils sont dépourvus d'auxiliaires. C'est qu'en effet, l'armée allemande a organisé des unités spéciales, composées généralement de repris de justice, outillées et instruites spécialement pour ce genre d'exercices. Ce sont les « pionniers ».

Ceux-ci sont chargés des incendies impeccables, dans les grands centres, et leur outillage est plus complet encore, plus neuf et plus homogène.

A Termonde, une compagnie était chargée de la destruction des maisons, elle avait des réservoirs centraux où chaque homme, porteur d'une ceinture pneumatique, allait s'approvisionner d'un liquide incendiaire, pour asperger les boiseries extérieures. Aussitôt, un autre homme, muni d'un gant spécial garni de phosphore, passait devant les maisons aspergées, en frottant son gant sur les boiseries, ce qui mettait le feu aux maisons, et permettait d'incendier une rue en un quart d'heure. Pour activer l'incendie, des hommes y jetaient des matières inflammables, du fulmi-coton comprimé. Ce matériel de choix, ces derniers procédés scientifiques mis au service du crime, nous les retrouvons en France.

A Revigny, les Allemands incendient les deux tiers de la ville, pendant trois jours consécutifs, du 6 au 9 sep-

tembre, en arrosant de pétrole les murs, avec des pompes à main, et en jetant dans les foyers des sachets remplis de poudre comprimée en tablettes.

A Rehainviller, vingt-sept maisons ont été brûlées. On n'a pas vu mettre le feu, mais on a ramassé, après le sinistre, un certain nombre de baguettes fusantes dont les Allemands se servent fréquemment pour allumer l'incendie, et que les paysans appellent des « macaronis ».

A Sommeilles, qui n'est plus qu'un amas de décombres, ayant été complètement incendiée, le 6 septembre, par un régiment d'infanterie allemande qui portait le n° 51, le feu a été mis à l'aide d'engins ressemblant à des pompes à bicyclettes et dont beaucoup de soldats étaient munis.

Les pionniers, au surplus, quand ils exécutent des ordres, savent les exécuter consciencieusement. On leur fixe, en haut lieu, des limites : ils les observent scrupuleusement.

A Termonde, la plupart des maisons qui avaient été épargnées portaient l'inscription : Nicht anzünden (ne pas mettre le feu).

Et, à Louvain, toutes les propriétés du prince d'Arenberg furent minutieusement respectées.

SECTION DEUXIÈME

LES DEVOIRS DES NON COMBATTANTS

CHAPITRE PREMIER

RÉQUISITION DES PERSONNES

L'inviolabilité de la liberté des non combattants, avec toutes les conséquences qui en découlent, a une contrepartie nécessaire : c'est l'obligation pour ceux-ci de se prêter, dans une certaine mesure, aux services qu'exigera d'eux l'armée d'occupation. Une armée, pénétrant en territoire ennemi, utilise toujours plus ou moins les services des habitants paisibles qu'elle y rencontre. Cette pratique est de tradition constante. C'est ainsi que le vainqueur n'hésite pas à prendre dans la population civile du lieu qu'il occupe ses convoyeurs et les ouvriers dont il a besoin pour les divers travaux que sa présence a rendus nécessaires. On se sert des non combattants pour les travaux de campement, pour la réfection de routes et des ponts, pour donner la sépulture aux morts, pour soigner les blessés et pour une quantité d'autres services dont il serait impossible de donner l'énumération complète. Cette faculté trouve cependant une limite dans la règle qui défend à l'armée d'invasion d'occuper les habitants du pays à des travaux qui constitueraient

une participation aux hostilités dirigées contre leur patrie. C'est là que paraît la ligne de démarcation entre les services permis et les services défendus. Elle est naturellement assez délicate. L'article 40 du projet de Bruxelles avait adopté à cet égard une formule extrêmement vague, en stipulant que les réquisitions tant en services qu'en nature n'avaient d'autres limites que les *nécessités de la guerre*. Le règlement de La Haye, dans son article 52, a été plus précis en stipulant que « des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée. Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant ; sinon, elles seront constatées par des reçus, et le paiement des sommes dues sera effectué le plus tôt possible ».

D'autre part, ces dispositions doivent être rapprochées de certains autres articles du règlement de La Haye ainsi conçus :

« ART. 23. — Il est interdit à un belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même dans le cas où ils auraient été à son service avant le commencement de la guerre.

ART. 44. — Il est interdit à un belligérant de forcer la population d'un territoire occupé à donner des renseignements sur l'armée de l'autre belligérant, ou sur ses moyens de défense.

ART. 45. — Il est interdit de contraindre la population d'un territoire occupé à prêter serment à la puissance ennemie. »

Il est à remarquer que la question spéciale des guides a été expressément réservée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Roumanie, le Monténégro, la Bulgarie et le Japon ; et que, par suite, la pratique immémoriale qui permet à une armée d'invasion de choisir des guides dans le pays qu'elle traverse est licite. On peut seulement dire, avec M. Pillet, « que sur un point au moins elle est vraiment barbare et pourrait sans inconvénient être modifiée, c'est lorsqu'elle porte la peine de mort contre l'habitant qui résiste à l'ordre qui lui est donné ».

A part cette pratique, donc, la population civile ne peut être requise d'aucun service allant directement à l'encontre des opérations militaires de son pays.

Or, si les populations des contrées envahies par les armées allemandes se sont toujours scrupuleusement conformées aux principes du droit des gens que nous venons d'énoncer, si elles ont toujours été prêtes à rendre à l'ennemi tous les services compatibles avec leur honneur et leur patriotisme, l'envahisseur, au contraire, a formellement méconnu les conditions essentielles po-

sées par le droit des gens à la base même du droit de réquisition.

Nombreux sont, en effet, les cas dans lesquels, non seulement les autorités allemandes ont exigé des malheureux habitants qu'ils tyrannisent, des services impliquant une participation directe aux hostilités, participation que l'emploi de la force leur permet d'obtenir ; mais, fait plus grave, les cas où ils ont invoqué la licéité des réquisitions pour masquer des pratiques inhumaines n'ayant rien de commun avec cette matière.

Les 7^e, 18^e et 19^e rapports belges, le rapport français du 8 mars 1915 et surtout le Livre blanc sur les événements de Lille contiennent à cet égard les détails les plus suggestifs. Innombrables sont les cas où, en Belgique, les civils furent, par-ci par-là, obligés de coopérer à des travaux dirigés contre leurs compatriotes : aménagement de tranchées, travaux dans les usines, etc. Nous nous bornons à les citer. Nous insisterons sur un genre particulier de travail auquel les Allemands s'efforcèrent de contraindre les Belges : celui ayant trait au fonctionnement des chemins de fer.

Le principal effort des Allemands a, en effet, porté sur les ouvriers des chemins de fer. S'ils réussissaient à faire reprendre le travail par ceux-ci, ils libéreraient les nombreux Allemands — la valeur d'un corps d'armée — qu'ils doivent employer au service de la traction sur les lignes du réseau belge ; ils facilitaient en outre considérablement le trafic et le transport des troupes sur ce

réseau ; l'inexpérience du personnel allemand, qui a causé de nombreux accidents, les force à n'utiliser qu'imparfaitement du réseau et notamment des lignes construites en plan incliné.

Les ouvriers des chemins de fer s'étant rendu compte de la nature du service qu'on leur demandait, refusèrent catégoriquement, malgré leur détresse matérielle, de prêter leur concours aux autorités allemandes. Non seulement ils résistèrent aux offres de salaire les plus tentantes — à Liège, des machinistes ayant la pratique du plan incliné de Haut-Pré se sont vu offrir jusqu'à 50 francs par jour — mais encore ils ont supporté, plutôt que de travailler même indirectement contre leur pays, la plus odieuse persécution.

À la fin d'avril, les autorités allemandes ont convoqué d'abord une trentaine d'ouvriers de l'atelier central et de la remise de Luttre, et les ont engagés à reprendre leurs fonctions en leur promettant des salaires élevés. On offrait aux ouvriers ordinaires 5, 6, 7 marks, aux machinistes jusqu'à 20 marks par jour. Les ouvriers refusant énergiquement, les Allemands les firent enfermer dans des wagons en déclarant qu'ils n'en sortiraient que lorsqu'ils consentiraient à travailler. Peine inutile. Après plusieurs jours, on les prévint qu'on allait les conduire en Allemagne et qu'ils y seraient contraints à travailler sans rémunération. En même temps, on avertissait les familles, dans l'espoir qu'elles interviendraient. Rien n'y fit et le lendemain, quand le train se mit en marche, les

ouvriers prisonniers et la population, venue en masse aux abords de la station, crièrent de toutes leurs forces : « Vive la Belgique ! » Le train ne dépassa pas Namur et les ouvriers furent libérés. Quelques jours plus tard eut lieu une nouvelle tentative. Les Allemands firent amener de force une centaine d'ouvriers dans le réfectoire de l'atelier et un officier allemand leur demanda de se remettre au travail. Devant leur silence général, il les menaça de les envoyer en Allemagne ; il ajouta : « Vous ne devez pas avoir peur pour l'avenir ; la kommandantur vous remettra un document constatant que vous n'avez repris le travail que contraints et forcés ; que ceux qui acceptent fassent deux pas en avant. » Tous les ouvriers firent un pas en arrière en criant : « Vive la Belgique ! Vivent nos soldats ! »

A la suite de ces faits, M. Kessler, directeur de l'atelier central de Luttre, fut arrêté à Bruxelles le 10 mai. Transporté à la prison de Charleroi, où on le fit coucher sur la paille, on le conduisit le mercredi 12, sous escorte, à l'atelier de Luttre, où l'on avait amené déjà de même un grand nombre d'ouvriers. Il avait été distribué entre temps à chacun de ceux-ci une déclaration écrite les menaçant d'une détention en Allemagne s'ils refusaient encore de travailler. Invité à faire reprendre le travail au personnel, M. Kessler répondit qu'il avait prêté serment de fidélité au Roi, et qu'il ne se parjurerait pas. Il ajouta que les contremaîtres étaient liés par le même serment. On l'invita alors à exhorter les ouvriers à tra-

vailler, avec la promesse qu'ils n'auraient à s'occuper que des locomotives destinées aux transports commerciaux. M. Kessler se borna à répéter la communication qui lui était faite en ajoutant qu'il laissait le personnel juge de ce que sa conscience lui commandait. Personne ne consentit à se remettre au travail. Personne d'ailleurs ne se fia à la promesse allemande, à laquelle le genre même de locomotives, en réparation à l'atelier, donnait un démenti.

A la suite de ces incidents, M. Kessler fut maintenu à la prison de Charleroi. Un comptable, M. Ghislain, et un commis, M. Menin, y furent également détenus.

Puis ce fut toute une série de procédés divers qui furent mis en œuvre par l'autorité allemande pour réduire les ouvriers. On chercha d'abord à les affamer.

1° Elle fit défense aux autorités communales de leur donner des secours, soit en nature, soit en argent. Quelque temps après, en vue de leur enlever toutes ressources, elle procéda à l'arrestation et à l'emprisonnement de presque tous les fonctionnaires et agents de l'État, ainsi que des particuliers qui les assistaient dans la distribution des secours. Les ouvriers furent menacés de voir leurs maisons incendiées, d'être déportés en Allemagne avec leurs familles, d'avoir à héberger des ouvriers allemands ;

2° Les ouvriers furent réquisitionnés à domicile par des soldats, baïonnette au canon. En leur absence, des membres de leur famille furent pris comme otages. L'ar-

restation des femmes et des enfants se produisit fréquemment. Une fillette de quatorze ans fut détenue ;

3° Les officiers allemands injurièrent les ouvriers qui, pour justifier leur refus de travailler, invoquaient leurs sentiments patriotiques ou la circonstance qu'ils avaient un parent à l'armée ;

4° Les ouvriers furent détenus pendant neuf jours, avant leur départ pour l'Allemagne, dans une voiture de chemin de fer de 3^e classe et dans des wagons à bestiaux. Ils y étaient entassés d'une telle façon qu'ils ne pouvaient se coucher pendant la nuit. Ils souffrirent cruellement du manque d'air et de la chaleur, les voitures restant exposées toute la journée aux rayons du soleil. Le wagon à bestiaux, qui n'avait pas été nettoyé, dégageait une odeur nauséabonde ;

5° L'autorité allemande avait d'abord autorisé le ravitaillement des prisonniers par leurs familles, mais le sixième jour, exaspérée de leur résistance, elle les mit au pain sec et à l'eau ;

6° Cent cinquante uhlans furent cantonnés dans le village, aux frais des habitants. Pendant un jour et une nuit, les habitants furent astreints à les héberger ;

7° Les uhlans patrouillèrent dans les rues pour intimider la population, allant jusqu'à charger, la lance à la main, de paisibles habitants qui conversaient sur le seuil de leurs habitations. Deux personnes furent blessées au cours d'une de ces charges.

« Malgré toutes ces vexations, les ouvriers conservè-

rent une attitude calme et digne. Ils se refusèrent obstinément à travailler pour l'armée allemande ;

8° Finalement, ne parvenant pas à vaincre la résistance des ouvriers, les Allemands résolurent de les déporter en Allemagne. Ils les divisèrent en deux catégories :

a) Ceux qui avaient, dès l'origine, refusé de travailler ;

b) Ceux qui avaient pendant quelques jours consenti à travailler et qui, s'apercevant qu'ils favorisaient les opérations militaires de l'ennemi, avaient abandonné l'atelier.

« Ces derniers furent considérés comme des indisciplinés, des « mauvaises têtes », et envoyés dans une colonie pénitentiaire soumise à un régime particulièrement rigoureux ».

A Malines, les autorités allemandes mirent l'administration communale en demeure de leur fournir la liste du personnel des ateliers centraux. La ville ayant répondu qu'elle ne la possédait pas, n'ayant rien de commun avec l'administration des chemins de fer, les Allemands persistèrent dans leur exigence et menacèrent la ville d'une amende de 10.000 marks si la liste n'était pas fournie dans les vingt-quatre heures. Le bourgmestre fit alors afficher un avis notifiant aux agents du chemin de fer que les autorités allemandes les invitaient à se présenter au bureau de l'ingénieur allemand chargé de la direction des ateliers. Cet appel resta sans effet. L'administration communale fut alors forcée par les Allemands

de dresser, d'après les indications des registres de l'état civil, la liste des agents, et ceux-ci, réquisitionnés à domicile au nombre de 500 par des soldats en armes, furent conduits dans les ateliers. Pour les contraindre à travailler, on les enferma, leur interdisant de rentrer chez eux ; les femmes et les enfants allaient leur porter à manger. Le directeur, M. Degraux, subit lui aussi une détention de dix jours. Les ouvriers refusant de se remettre au travail, les Allemands se vengèrent sur la population tout entière : jusqu'à la soumission des ouvriers, plus personne ne pourrait sortir après 6 heures du soir. De plus, par ordre du général von Bissing, en date du 30 mai, la ville serait isolée ; on ne pourrait ni y entrer, ni en sortir. Ce fut, pendant plusieurs jours, un régime de terreur. Un incident violent eut même lieu aux portes de Malines, le jour où le cardinal Mercier, devant se rendre à Bruxelles, voulut sortir de la ville. Toutes les mesures d'intimidation demeurèrent vaines. Pas un seul ouvrier des chemins de fer ne s'est remis au travail.

Des incidents pareils à ceux de Malines eurent lieu vers la même époque à Sweveghem-lez-Courtrai, où se trouve l'importante tréfilerie de M. Bekaert. Le 8 juin, les Allemands voulant y faire fabriquer du fil de fer barbelé pour la défense de leurs tranchées, les 350 ouvriers refusèrent de se rendre au travail. Aussitôt le bourgmestre, M. Troye, M. Claeys, secrétaire communal, et le sénateur Van de Venne, furent arrêtés et conduits à

Courtrai. Le bourgmestre fut relâché dans la soirée. Le 10 juin, on fit savoir dans le village que le travail devrait être repris dans les vingt-quatre heures, sinon que des peines sévères seraient appliquées. Sur le nouveau refus des ouvriers, Sweveghem fut entouré d'un cordon de troupes, isolé comme Malines, avec défense à toute personne d'entrer ou de sortir du village, même pour ravitailler la population. Aucun véhicule ou vélo ne put plus circuler. On fit défense de charrier des vivres. Le 11, tous les habitants de plus de 15 ans et de moins de 45 ans durent se présenter à la maison communale. Des ouvriers furent conduits de force à leurs établis. Devant leur refus persistant malgré la contrainte la plus brutale, on accentua la répression ; 61 ouvriers furent amenés à la prison de Courtrai. Le 16 juin, on y conduisit également leurs femmes. Elles furent, en route, odieusement maltraitées. Le bourgmestre de Sweveghem fut contraint d'afficher la proclamation suivante :

« M. Von der Knesebeck, oberleutnant, commandant de l'étape, oblige M. le bourgmestre de Sweveghem à engager les ouvriers de la fabrique de fil de fer de M. Bekaert à continuer le travail et à leur exposer qu'il s'agit d'une question vitale pour la commune. Les ouvriers peuvent être tranquilles au sujet du fait qu'après la guerre ils n'auront à porter aucune responsabilité au sujet de la reprise du travail dans la fabrique de fil de fer, attendu qu'ils y sont obligés par l'autorité militaire allemande. Et s'il y avait une responsabilité quelconque,

je la prends entièrement sur moi. Si l'ouvrage est repris, toutes les peines tomberont. »

En France, les déportations de la région de Lille et le travail imposé aux populations dans les conditions que révèle le Livre blanc français ne peuvent, de leur côté, même de façon apparente, être assimilées à des réquisitions de services.

En premier lieu, la plupart des services n'étaient pas requis en faveur de l'armée d'occupation, mais au profit des populations de l'Empire allemand à l'intérieur duquel étaient expédiées toutes les récoltes (annexes 151 et s.). De plus, il n'est question dans les dépositions relevées d'aucune forme régulière de réquisitions. Ces services n'étaient du reste pas davantage en rapport avec les ressources du pays. Il eût fallu, pour cela, tout d'abord tenir compte de la situation sociale des habitants et des diverses catégories de travailleurs existantes, auxquelles l'envahisseur eût pu demander des prestations en rapport avec leurs aptitudes professionnelles. Au contraire, sans nul souci de tarir toute vie économique du pays occupé, et sans aucune utilité pratique, les Allemands ont imposé à toute la population civile, sans distinction de sexe (1), d'âge (2), ni de condition sociale (3), les services parfois

(1) Annexes B-III, p. 60 et s., et annexes 35, 40, 41, 55, 67, 77, 97, 126, 127, 132, 184, 185, 230 et 240.

(2) Annexes B-IV, p. 60 et s., et annexes 36, 40, 41, 43, 45, 47, 55, 56, 57, 58, 97, 100, 101, 102, 152, 171, 174, 179, 184, 192 et s., 206 et s., 210 et 240.

(3) Annexes, p. 57, et nos 72, 90, 95, 118 et 127.

les plus répugnants, et cela par contrainte (1). C'était bien l'indice que les travaux qu'ils faisaient exécuter n'avaient d'autre but que de tyranniser la population, puisqu'il leur eût suffi de choisir avec discernement les individus professionnellement et socialement aptes aux travaux projetés pour obtenir un rendement bien supérieur et autrement satisfaisant que celui auquel pouvaient aboutir des malheureux aiguillonnés par la crainte, et incapables de l'effort qui leur était demandé. Ensuite, il était manifestement hors de rapport avec les ressources du pays d'exiger que toute la portion valide abandonnât la région pour aller travailler dans une autre. C'était aboutir matériellement à appauvrir le pays, en le privant de la main-d'œuvre qui lui était indispensable, en même temps que c'était lui imposer une torture morale inacceptable. Les habitants qui vivent sous l'empire de l'ennemi n'ont pas seulement besoin d'être physiquement ménagés ; on leur doit encore le réconfort moral qui les aide à supporter le joug de l'envahisseur. Lui enlever ce réconfort en séparant et divisant les foyers était un abus manifeste. L'esprit du texte précité n'était pas ainsi simplement violé ; les Allemands en outrepassaient même la lettre. Les services visés par l'article 52 sont ceux qui peuvent être exigés *sur place* des habitants : mais rien n'autorise à les requérir pour d'autres régions dont les habitants doivent, de leur côté, pourvoir aux besoins de l'armée.

(1) V. annexes B-I, p. 43 et s.

Cette manière de voir, conforme, du reste, aux principes du droit des gens, est corroborée par cette restriction stipulée par l'article que les réquisitions seront limitées aux besoins de l'armée d'occupation. Or, comme nous le verrons mieux en traitant des réquisitions en nature, on ne doit pas entendre par armée d'occupation l'ensemble de l'armée combattante qui, en fait, actuellement, sur un front de plusieurs centaines de kilomètres, a envahi notre territoire. L'article 52 a eu simplement en vue l'occupation d'une portion déterminée de territoire par une fraction des forces ennemies. Nous n'avons pas affaire en fait à une mais à plusieurs armées et il serait trop aisé et trop cruel de leur permettre d'exercer ainsi une sorte de système de compensation et d'équilibre entre les habitants de tous les territoires occupés du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Il ne s'agit plus dès lors, comme le fait remarquer la note officielle du Gouvernement français, « d'hommes, mais de véritables machines qu'on déplace au gré des besoins... » La matière qui travaille faisant défaut dans certaines régions du territoire occupé, les autorités allemandes puisent sans compter, soit dans les camps d'internement où, contre tout droit, les mobilisables enlevés de ce territoire ont été enfermés, soit dans les autres régions envahies. Ils ne sont pas renvoyés au lieu de leur résidence antérieure.... Ces civils sont enrégimentés... et menés sur un point quelconque des territoires occupés par l'armée allemande, et obligés aux plus durs travaux ».

En outre, le principe même sur lequel repose la pratique des réquisitions est qu'elles doivent avoir un caractère de nécessité et que c'est pour les besoins élémentaires de l'armée qu'on devra se borner à recourir à ce mode de satisfaction. C'est là un point proclamé par le droit des gens et nous ne sachons pas que nul le contredise. Or, par définition, il doit être rapidement pourvu à ces besoins et ce n'est qu'en s'adressant sur place qu'on peut obtenir la célérité désirable.

Nous remarquerons, par la même occasion, qu'il est des services que l'armée allemande a requis des habitants et qui ne présentent nullement ce caractère de nécessité qui est à la base du droit de réquisition : tels par exemple la lessive et la cuisine des soldats, le remplacement des ordonnances des officiers par des femmes ou encore l'enlèvement de la boue devant le passage des officiers se promenant à pied !

Heureux encore quand ces services n'impliquaient de la part de ceux qui y étaient contraints aucune participation directe aux hostilités. Là encore les Allemands ne se sont pas fait faute de fouler aux pieds toutes les prescriptions du droit des gens. Les paragraphes 10 et 11 du Livre blanc contiennent toute une série de dépositions attestant les divers travaux exigés des malheureux envahis et qui constituaient de leur part, soit une collaboration forcée aux opérations de guerre, soit des travaux en rapport avec les opérations de guerre : ce sont des constructions de tranchées, de ponts, de routes, de voies

ferrées ; le travail dans les mines, les usines, la confection de sacs de tranchées. On poussait même la délicatesse jusqu'à faire collaborer les infortunés au pillage : ils devaient aller chercher les objets pris dans les maisons et les porter, sur des brouettes, à un capitaine allemand qui faisait charger le tout sur des camions.

Et aucune résistance n'est possible : menaces de mort, coups de crosse, bourrades, tout cela est monnaie courante. Pour les femmes, de préférence, elles étaient battues avec un gros martinet, soit à coups de pied, ou bien on leur jetait un broc d'eau dessus et on les frappait ensuite.

On pourrait croire, du moins, qu'ainsi enrôlés de force ces travailleurs malgré eux recevaient du moins une forte rémunération, suivant l'esprit de l'article 52. Il n'en est rien. Astreints à un travail de jour et de nuit (1), dans les lieux les plus divers, les plus éloignés de leur résidence (2), parfois même sous le feu de l'artillerie (3), ils n'ont, dans la plupart des cas (4), aucune rémunération, et doivent s'estimer heureux quand leurs tortionnaires leur abandonnent quelques croûtes de pain (5). Il est des cas, cependant, où des salaires sont

(1) V. Annexes 88, 89, 90, 91, 92 et 102.

(2) V. Annexes B-V, p. 75 et s., et Annexes 53, 135, 188, 195 et s., 200 et 225.

(3) V. Annexes 40, 88 à 94, 99, 187 et 205.

(4) Annexes B-VII, p. 91 et s., Annexes 35, 41, 46, 52, 63, 64, 70, 73, 78, 81, 89, 100 et 181.

(5) Annexes B-IX, p. 107 et s., et Annexes 69, 79 à 81, 86, 116, 128 et s., 132 et s., 139, 150, 159, 202, 211, 217, 218 et 223.

attribués : 0 fr. 15 par jour (annexe 124) ; ou bien on promettait 0 fr. 15 par heure et on ne donnait pas le tiers de ce qui était dû (annexe 129). Mais la plupart du temps, on se borne à payer avec des injures et des sévices (§ VII du Livre blanc). Obligés de se nourrir d'eux-mêmes, les malheureux en sont réduits à quelques restants de soupe qu'il faut mendier (annexe 141), et il faut qu'un malheureux réquisitionné comme homme à tout faire et resté plusieurs jours sans aliments en arrive à pleurer pour qu'un officier allemand constatant que c'est la faim qui provoque ses larmes, ordonne à ses hommes de l'alimenter (annexe 148).

Telles sont les « réquisitions » exercées par l'armée allemande. Leur énoncé aura suffi, mis en regard des prescriptions du droit des gens, pour convaincre les moins avertis que les exactions des autorités militaires allemandes n'ont rien de commun avec les pratiques internationalement admises sous l'autorité desquelles elles voudraient s'abriter.

CHAPITRE II

RÉQUISITION DES BIENS

De même que les réquisitions de services sont la contre-partie de l'inviolabilité des personnes, reconnue aux non combattants, de même, les réquisitions en nature représentent la rançon de l'inviolabilité de leur propriété. Elles constituent, pour une armée, le moyen de se procurer les diverses fournitures dont elle a besoin au cours de la campagne, en les empruntant aux ressources de la population qu'elle traverse. On aurait pu croire que le principe moderne de l'inviolabilité de la propriété privée eût dû faire disparaître l'usage des réquisitions militaires. Celles-ci, toutes naturelles quand la guerre était considérée comme donnant aux troupes un droit illimité d'appropriation sur la propriété privée de l'ennemi, étaient-elles compatibles avec les principes modernes sur lequel s'appuie aujourd'hui le droit des gens ? De fait, plusieurs guerres ont été faites dans le cours du xix^e siècle sans être accompagnées du secours des réquisitions. L'armée française ne s'en est pas servie dans les campagnes de Crimée, d'Italie, du Mexique, et les armées japonaises paraissent n'en avoir fait presque aucun emploi au cours de la guerre sino-japonaise. Mais cette

conséquence extrême du principe ne pouvait pas être maintenue. Comme le faisait observer M. Pillet, dès 1898 (*Les lois actuelles de la guerre*, p. 218) : « Quelque soin que prennent les États modernes d'organiser complètement les services accessoires de leurs armées et de pourvoir directement celles-ci de tous les objets dont elles auront besoin au cours de leurs campagnes, il est évident qu'avec les énormes agglomérations d'hommes que suppose la formation des armées actuelles, il est et il sera toujours plus difficile de subvenir à leurs besoins à l'aide des seules ressources que les colonnes traînent à leur suite dans les convois. Il suffit du moindre accident pour qu'une armée se trouve dénuée de tout ; il suffit d'une campagne un peu prolongée pour qu'elle épuise, bien avant d'avoir atteint son but, les provisions accumulées dans ses chariots. »

L'usage des réquisitions continue donc, par pure nécessité, d'être en vigueur. Mais du moins le principe nouveau de l'inviolabilité de la propriété privée aura changé le caractère de ce droit. « Le fait de la réquisition n'est plus, de nos jours, le simple mode d'exercice d'une faculté absolue et illimitée. Il constitue une faculté dérogatoire au droit commun de l'inviolabilité, faculté exceptionnelle par conséquent, et dont l'emploi doit être enfermé dans des limites strictement déterminées » (Pillet, *loc. cit.*).

Quelles sont ces limites ?

Dans les réquisitions qu'une armée exerce sur son

propre territoire, elle observe des règles précises, que la législation de tous les pays a minutieusement élaborées. Tel est le cas pour la France, où la matière a fait l'objet de la loi du 3 juillet 1877 et du décret du 2 août 1877.

Mais, en pays ennemi, dans quelle mesure l'envahisseur peut-il user de réquisitions ?

Trois grands systèmes peuvent se présenter à l'esprit. Ou bien l'armée ennemie devra suivre, dans l'exercice de son droit, les prescriptions et les limites imposées aux réquisitions par la législation du pays où elle se trouve et contre les habitants duquel elle s'exerce. Ou bien on peut penser que la seule règle qui s'impose à l'armée d'invasion est celle posée par la législation de cette armée. Ou bien, enfin, on peut renoncer à prescrire l'application de l'une ou de l'autre de ces deux législations et décider simplement que les réquisitions s'exerceront sur le territoire ennemi dans les limites marquées par les nécessités de la guerre. C'est à ce parti que s'était arrêtée la Conférence de Bruxelles ; c'est à lui que s'était rangé l'Institut de droit international. Le règlement de La Haye l'a adopté, mais a corrigé ce que cette solution pouvait avoir de défectueux dans son imprécision, en stipulant, dans son article 52, un certain nombre de conditions que nous avons déjà indiquées, auxquelles il subordonne l'exercice du droit de réquisition. Le règlement de La Haye ne donne, du reste, que les grands lignes : c'est à chaque pays qu'il appartient, dans ses limites, de formuler les règles de détail de son action. A cet égard,

la loi française du 3 juillet 1877 et le décret du 2 août 1877, qui la complète, peuvent être cités comme un modèle du genre (1).

(1) L'article 5 de cette loi déclare exigible, par voie de réquisition, la fourniture des prestations suivantes : 1° le logement chez l'habitant et le cantonnement, pour les hommes et pour les chevaux, mulets et bestiaux, dans les locaux disponibles, ainsi que les bâtiments nécessaires pour le personnel et le matériel des services de toute nature qui dépendent de l'armée ; — 2° la nourriture journalière des officiers et soldats logés chez l'habitant, conformément à l'usage du pays ; — 3° les vivres et le chauffage pour l'armée, les fourrages pour les chevaux, mulets et bestiaux, la paille de couchage pour les troupes campées ou cantonnées ; — 4° les moyens d'attelage et de transport de toute nature, y compris le personnel ; — 5° les bateaux ou embarcations qui se trouvent sur les fleuves, rivières, lacs et canaux ; — 6° les moulins et les fours ; — 7° les matériaux, outils, machines et appareils nécessaires pour la construction ou la réparation des voies de communication, et, en général, pour l'exécution de tous les travaux militaires ; — 8° les guides, les messagers, les conducteurs, ainsi que les ouvriers pour tous les travaux que les différents services de l'armée ont à exécuter ; — 9° le traitement des malades ou blessés chez l'habitant ; — 10° les objets d'habillement, d'équipement, de campement, de harnachement, d'armement et de couchage, les médicaments et moyens de pansement ; — 11° tous les autres objets et services dont la fourniture est nécessitée par l'intérêt militaire.

Le droit de réquisition appartient à l'autorité militaire (art. 3, § 1 de la loi, art. 1^{er} et s. du décret). Seule, en effet, elle peut savoir s'il y a insuffisance réelle des moyens d'approvisionnement de l'armée, condition qui, d'après l'article 1^{er} de la loi, est l'unique motif des réquisitions. Les généraux commandant des armées, des corps d'armée, des divisions ou des troupes ayant une mission spéciale, exercent le droit de réquisition. Ce droit est, en général, délégué, dans chaque corps d'armée ou division, aux fonctionnaires de l'intendance ; les officiers commandant des détachements en sont aussi investis (art. 3 et 4 du décret). Les généraux commandants dont il a été question ci-dessus peuvent déléguer également le droit de requérir aux chefs de corps ou de service, pour être subdélégué par eux aux officiers sous leurs ordres, qui pourraient

Notons du reste que, si larges que soient les pouvoirs d'appréciation de l'envahisseur au sujet des réquisitions, celles-ci tendent essentiellement à la satisfaction

éventuellement être appelés à réquisitionner (art. 6 du décret). Grâce à ces dispositions, le droit de réquisition, sous la haute autorité du commandement en chef, pénètre, par délégations successives, dans la hiérarchie tout entière ; et, par ce mécanisme ingénieux, chacun de ceux qui seront appelés à requérir agira sous sa responsabilité personnelle, en même temps que sous une direction homogène, assurant l'unité et l'harmonie dans le fonctionnement du service. Pour éviter des abus, le droit de requérir ne doit pas être exercé par des autorités trop subalternes et, *a fortiori*, par de simples soldats. L'article 8 du décret donne exceptionnellement, en temps de guerre, à tout commandant de troupe ou chef de détachement agissant isolément, le droit de requérir, sous sa responsabilité personnelle, les prestations nécessaires aux besoins de sa troupe.

D'après les dispositions de la législation française, toute réquisition est formulée par écrit et signée ; elle mentionne l'espèce et la quantité des prestations imposées, et, autant que possible, leur durée. Il est toujours délivré un reçu des prestations fournies (art. 3 de la loi). Ainsi, l'ordre écrit, d'une part, et le reçu délivré, de l'autre, constituent les deux pièces fondamentales et indispensables de la réquisition ; d'où les deux catégories de pièces suivantes : 1° un carnet à souche remis aux mains des officiers appelés à exercer des réquisitions pour en détacher les ordres de réquisition (art. 5 du décret) ; 2° un carnet à souche fourni dans les mêmes conditions par l'autorité militaire, duquel est également extrait le reçu donné (art. 7 du décret). Les talons et les extraits renfermant absolument les mêmes indications, aucun doute ne peut s'élever, grâce à la possibilité d'une comparaison, entre la pièce restée aux mains de l'autorité militaire et celle remise aux ayants droit. C'est à la commune que la réquisition doit être adressée. Le maire est, en effet, le représentant naturel des intérêts des ses administrés. C'est lui qui veillera à la répartition exacte des réquisitions entre eux et fera valoir leurs droits, notamment en prenant soin de ne pas laisser réquisitionner et absorber toutes les choses existantes dans la commune, afin de ne pas exposer les habitants à la famine (art. 19 et 20 de la loi).

des besoins de l'armée. Par conséquent, elles ne doivent pas s'appliquer à des objets de luxe dont la privation ne saurait constituer un véritable besoin. Comme le rappelle le *Manuel français* (p. 125), la réquisition d'un objet ou d'une marchandise de pur luxe n'est autre chose qu'une spoliation (1).

Or, examinons comment, au cours de la guerre actuelle, les autorités allemandes ont pratiqué les réquisitions.

Il y a, tout d'abord, toute la série des vols portant sur toutes sortes d'objets, auxquels les Allemands donnent le nom de réquisitions, mais pour lesquels ils n'observent même pas les conditions de forme requises. Un agriculteur, auquel on prend deux chevaux, reçoit un bon pour deux lapins ; d'autres, un « bon pour un coup de fouet », « pour un seau d'eau », « pour être fusillé » (13^e rapport belge, et préface, p. 19), « payables par M. Poincaré » (Livre blanc, p. 27, 99).

Puis il y a eu la réquisition des vins, liqueurs, meubles, glaces, literies, armoires, phonographes, appareils photographiques (Livre blanc, annexe 159). Les réquisitions ont fini, du reste, par porter sur tout et elles atteignent parfois des articles invraisemblables. C'est ainsi

(1) Tel fut le cas, en 1870, des fournitures de vins fins, cigares, gibier, liqueurs, articles de toilette et autres objets de luxe qu'exigèrent les Prussiens. Versailles devait fournir chaque jour, entre autres choses, 500.000 cigares.

que, récemment, a eu lieu une réquisition de tous les bouchons neufs ou usagés (1).

Mais nous devons insister tout particulièrement sur toute une série de réquisitions, dont le but avoué a été de fournir à l'Allemagne tous les stocks possibles de matières premières, comme de matériel, tous les produits de l'élevage national pouvant lui faire défaut.

Et en premier lieu la réquisition de chevaux reproducteurs, de juments, de poulains...

(1) *Echo de Paris* du 26 août 1916. A rapprocher, cette autre méthode de réquisition : « Une grande distraction des officiers logés chez l'habitant consiste à échanger des meubles avec des camarades, selon leurs convenances réciproques. Les meubles et objets d'art des infortunés habitants sont en déménagement perpétuel, allant d'un bout à l'autre de l'agglomération. Il est impossible de deviner comment, après la guerre, chaque propriétaire pourra retrouver son bien.

Il y a quelques mois, il fut question de la venue du Kronprinz de Bavière à Lille. L'autorité militaire réquisitionna deux maisons pour établir à ce personnage une habitation digne de lui ; des cloisons furent percées ou même abattues, afin d'installer l'électricité plus vite ; on troua des glaces de valeur pour donner libre passage aux fils. Enfin, le Kronprinz aimant particulièrement la couleur bleue, des perquisitions furent faites dans les immeubles appartenant à des personnes riches pour raffer les draperies bleues, meubles bleus, tapis bleus, etc... Ce fut une orgie de mauvais goût devant laquelle s'extasiaient tous les grands chefs présents à Lille !

Tant de zèle n'obtint aucune récompense, car le Kronprinz de Bavière ne vint pas.

Sous-officiers et soldats cherchent la plupart du temps à imiter leurs chefs dans leurs manières au petit pied. Certains aussi veulent jouer au grand seigneur ; l'un d'eux, par exemple, ordonnance d'un officier, ne se déclarait pas satisfait de la chambre qui lui était offerte pour son usage personnel, parce que celle-ci ne possédait pas de pendule dorée. »

La race belge des chevaux de trait a toujours été fameuse. Dans les vingt dernières années, les cultivateurs, encouragés et soutenus par le gouvernement, avaient réussi à porter l'élevage de ces chevaux à un tel degré de perfection, que cette branche de l'activité nationale était devenue une importante source de richesse. La plupart des pays continentaux venaient s'approvisionner de chevaux de trait en Belgique. L'Allemagne était un des meilleurs clients de l'élevage belge. Elle importait chaque année de Belgique pour plus de 24 millions de francs de chevaux.

A peine la guerre avait-elle éclaté que les autorités impériales, poursuivant l'exécution d'un plan mûrement étudié et arrêté depuis longtemps, se sont efforcées de ruiner l'élevage belge au profit de l'Allemagne. Les meilleurs reproducteurs belges furent enlevés de force, sans paiement ou contre des paiements absolument insuffisants, et furent vendus aux agriculteurs allemands par les soins du ministère de l'agriculture et des sociétés agricoles.

Pendant le mois d'août et le commencement de septembre, les troupes, sur leur passage, enlevèrent une énorme quantité de chevaux de reproduction. Dans l'immense majorité des cas, elles ne délivrèrent aucun bon de réquisition. Dans certains autres, elles remirent des bons pour une partie minime du nombre des chevaux enlevés. Souvent, les bons délivrés étaient irréguliers : d'aucuns ne portent ni cachets ni signatures ; ils ne portent ni

description du cheval, ni fixation du prix. Quand un prix est fixé, il est inférieur à la valeur des chevaux enlevés.

Les soldats étaient souvent assistés dans leurs razzias par des spécialistes qui leur indiquaient les meilleurs chevaux. Dans certaines fermes, les officiers indiquaient par leurs noms les chevaux qu'ils voulaient emmener ; ils utilisaient des extraits du herd-book.

Vers le commencement d'octobre, le ministère de l'agriculture de Berlin envoya en Belgique des fonctionnaires compétents qui, avec l'aide des autorités militaires, instituèrent un système savamment organisé de spoliation des chevaux reproducteurs.

Des affiches furent apposées dans les villages, annonçant que la commission pour l'achat des chevaux siégerait à un jour nommé dans une localité désignée. Tous les chevaux d'attelage, de selle, ainsi que les poulains d'un an devaient être présentés à la commission. L'affiche se terminait par une menace aux agriculteurs récalcitrants ; leurs chevaux seront confisqués. Certaines affiches portaient que, dans le même cas, les communes seraient frappées d'une amende de 10.000 francs et l'agriculteur d'une amende de 500 francs.

Les meilleurs chevaux d'élevage, surtout les juments et les poulains, furent retenus par les fonctionnaires allemands, sans que les agriculteurs fussent admis à discuter le prix ; on leur remettait un bon portant une somme équivalente à la moitié, au tiers, en certains cas, au quart de la valeur du cheval enlevé. Dans beaucoup

de cas, le bon ne portait aucune mention de somme. Les bons étaient souvent délivrés au nom du ministre de l'agriculture à Berlin. Tel est le système de spoliation que les autorités allemandes déguisaient sous le nom d'opération de vente au comptant.

Après la saisie des reproducteurs, vint la réquisition des matières premières et des produits fabriqués.

Dans toute l'étendue du pays, sans autre souci, semble-t-il, que celui de favoriser l'industrie allemande, les matières premières, les produits fabriqués furent saisis et transportés en Allemagne.

« L'importance de ces réquisitions, écrit le président de la Chambre de commerce d'Anvers dans un rapport du 18 mars 1915, mène manifestement à atteindre tous les stocks et approvisionnements de notre place, en créant le vide dans nos magasins et entrepôts, en même temps que la stagnation forcée de nombreuses industries.

« Elles ont atteint les matières premières aussi bien que les produits fabriqués, sans parler de telles usines réquisitionnées dans leur outillage même, de telles autres dont l'outillage a été enlevé et expédié à l'étranger, de tels chantiers réquisitionnés en bloc (1).

« La plupart des marchandises saisies ont été enlevées et transportées en Allemagne sans aucune fixation de prix. Certaines d'entre elles ont été emportées sur des chariots automobiles, sans bons de réquisition. Ce n'est

(1) M. le Président de la Chambre de commerce a dressé approxi-

qu'après de nombreuses démarches que les négociants, victimes de ces procédés, sont parvenus à obtenir une reconnaissance des quantités enlevées.

« Il y a plus : dans certaines localités, les Allemands ont contraint, sous menace de confiscation, les industriels à préparer les matières premières réquisitionnées. C'est ainsi que MM. Cornesse, frères, tanneurs à Stavelot, furent avisés que l'autorité allemande faisait enlever les cuirs de leur fabrication et les obligeait à sécher trois cents cuirs par mois pour être expédiés à Berlin. »

De même, dit le 13^e rapport belge, les Allemands se sont mis en possession d'un grand nombre d'usines ou de chantiers appartenant à des particuliers. Ils ont saisi

mativement le relevé d'un certain nombre de marchandises saisies à Anvers :

	Francs
Céréales	218.000.000
Graines de lin	2.450.000
Tourteaux	5.000.000
Nitrates	4.000.000
Huiles animales et végétales. . . .	6 000.000
Pétrole et huiles minérales.	3.000.000
Cotons.	1.300.000
Caoutchouc.	10.000.000
Crins exotiques.	20.000.000
Crins	1.150.000
Ivoires.	451.000
Bois.	500.000
Cacao	2.000.000
Vins.	1.100.000
Riz.	2.000.00
Cafés	275.000

De plus, tout le stock de cafés, représentant une valeur de 50 à 60 millions de francs, est « bloqué » par l'autorité allemande.

et emporté en Allemagne les machines-outils garnissant de nombreuses usines, sans que souvent aucune pièce fût remise aux propriétaires constatant la nature, le nombre et la valeur de l'outillage enlevé.

Dans diverses régions du pays, les Allemands ont fait procéder à l'abatage des plus beaux arbres des forêts, des bois et des parcs, et notamment des noyers. Ces arbres ont été transportés en Allemagne.

Ces sortes de réquisitions ne se sont pas produites seulement en Belgique. Le Livre blanc nous signale (annexe 160) à Cambrai deux usines dont tous les objets et matériaux, ainsi que les machines, étaient chargés sur des autobus et transportés en Allemagne. Dans la première, il y avait 1.900 balles de graines de lin, 400.000 kilogrammes de tourteaux avec toutes les machines accessoires. Et il en fut ainsi sur toute l'étendue du territoire envahi. Les autorités allemandes ordonnèrent non seulement l'enlèvement des produits fabriqués immédiatement nécessaires à l'armée d'occupation, mais aussi celui des matières premières et parfois, en totalité ou en partie, celui du matériel servant à leur fabrication. Après la délivrance de reçus ou de bons de réquisition et évaluation de leur valeur par les intéressés, elles expédièrent ensuite ces marchandises par trains entiers en Allemagne, où elles furent pour la plupart vendues au grand profit des fabricants et des manufacturiers de la Germanie : Une société fut même constituée à Berlin, sous le patronage du gouvernement allemand, pour l'utilisation des choses volées.

Ainsi, la saisie des marchandises devait contribuer, en même temps qu'à la ruine commerciale des régions occupées, au développement économique de l'Allemagne. Mais les produits enlevés pouvaient encore profiter indirectement à l'organisation générale de l'armée allemande : l'Etat germanique, en effet, avait la faculté d'utiliser lui-même ou de faire utiliser par ses industriels les laines pour la fabrication de draps militaires ou de sous-vêtements, les tissus pour l'habillement de la troupe ou la fabrication de sacs à terre, les cotons, bruts ou filés, pour la fabrication d'obus, les cuirs et courroies pour la confection de chaussures et de harnachements. Et ces « prélèvements » effectués dans les grandes usines du Nord du bassin de Briey et de Longwy, les docks d'Anvers et les principales manufactures belges représentent un butin de 4 à 5 milliards !

Même pillage, du reste, dans les cités industrielles de Pologne, spécialement à Lodz, le Manchester polonais, et dans toutes les villes et bourgades de Serbie.

Or, toutes ces réquisitions, tant en Belgique qu'en France, sont-elles vraiment des réquisitions ? M. Fauchille (1), dont l'autorité est bien connue en droit international, répond à cette question en des termes que nous nous en voudrions de modifier en quoi que ce soit :

« Que faut-il entendre exactement par réquisitions

(1) La réparation des dommages industriels causés par les Allemands dans le nord de la France, *Rev. de dr. int. publ.*, 1916, p. 280 et s.

donnant droit à un remboursement aux termes de l'article 52 du règlement de La Haye ?

« Des expressions mêmes de cette disposition, il résulte que la réclamation d'une prestation en nature ne peut constituer vraiment une réquisition que si elle répond à certaines conditions limitativement déterminées : 1° être faite « pour les besoins de l'armée d'occupation » ; 2° être « en rapport avec les ressources du pays » ; 3° ne pas impliquer pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie » ; 4° être faite « avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée » ; 5° être constatée par la délivrance d'un « reçu ». Et ces conditions doivent être interprétées d'une manière restrictive, puisque les réquisitions constituent une exception à la règle générale du respect de la propriété privée dans la guerre sur terre : *exceptiones sunt strictissimæ interpretationis* ; il ne faut en admettre l'existence que dans les cas où l'autorisent expressément les textes de la loi.

« Il s'ensuit donc qu'il ne saurait y avoir à proprement parler une réquisition, si le commandant dans la localité occupée a exigé des prestations en dehors des besoins de l'armée d'occupation ou pour les besoins de troupes qui ne constitueraient pas l'armée d'occupation. Et par armée d'occupation, on doit entendre l'armée qui occupe la région sur laquelle a autorité l'officier qui fait la réquisition. Cette interprétation est imposée d'abord par le contexte même de l'article 52. Elle dérive de plus de

l'idée même de réquisition qu'implique « le droit, pour le belligérant qui occupe un territoire, de se pourvoir sur le territoire occupé des objets indispensables à cette occupation » (Féraud-Giraud, *Recours à raison des dommages causés par la guerre*, Paris, 1881, n° 40). C'est d'ailleurs en ce sens qu'avait jugé la Cour de cassation de France, avant que le droit des réquisitions eût été formulé dans une convention internationale ; car, dans tous ses arrêts rendus après la guerre de 1870, on rencontre le considérant suivant : « Attendu que le droit des gens reconnaît à l'armée envahissante le droit de s'approvisionner sur le pays occupé au moyen de réquisitions de denrées ou d'autres objets nécessaires à l'entretien et au service des troupes » (Cass., 13 mai 1873, et le rapport de M. le conseiller Rau, Dalloz, *Rec. pér.*, 74.1.269 ; Cass., 23 février 1873, Sirey, *Rec. pér.*, 73.1.267 ; Cass., 25 février 1880, *France judiciaire*, IV, 2.426). La question est d'autant moins douteuse aujourd'hui que le règlement de La Haye de 1907, comme celui du 29 juillet 1899 qui l'a précédé, a apporté ici une modification au texte, qui lui servait de modèle, du projet de déclaration sur le droit de la guerre arrêté à Bruxelles le 27 août 1871 : c'était, d'après ce projet de déclaration « en rapport avec les nécessités de la guerre », que des prestations en nature pouvaient être réclamées à titre de réquisitions ; maintenant, d'après l'acte de La Haye, c'est seulement « pour les besoins de l'armée d'occupation ». En exigeant que la prestation soit réclamée avec l'auto-

risation du commandant « dans la localité occupée », l'article 52 suppose bien, au surplus, que les objets requis doivent être utiles uniquement aux troupes sur lesquelles il a autorité et dont, par suite, il a charge.

« Cela étant, on ne saurait considérer comme une véritable réquisition au sens de la loi la demande d'objets adressée à un habitant d'une ville occupée pour subvenir aux besoins de l'armée ennemie occupant une autre région du pays, et encore moins pour répondre aux nécessités de troupes se trouvant dans le territoire occupé d'un autre belligérant ou dans leur territoire national. Or c'est bien là, semble-t-il, ce qui s'est produit dans les rapports des autorités militaires allemandes et des habitants des villes occupées du nord de la France. Les tissus, le cuivre, les laines, les cotons et autres matières premières et les machines qui ont été confisqués, étaient si peu nécessaires immédiatement aux forces armées qui occupaient les localités, qu'ils ont été pour la plupart transportés en Allemagne où on a procédé à leur vente. C'est en définitive pour se procurer de l'argent ou pour aider à la continuation de leur propre industrie ou commerce que les Allemands se sont emparés des objets en question. Si, utilisés et mis en œuvre dans les établissements germaniques, ces objets devaient servir à la confection d'uniformes, d'explosifs ou de munitions, c'est à l'armée allemande en général qu'ils étaient destinés.

« Les choses ainsi réquisitionnées répondaient-elles même, par leur nature, aux besoins que les réquisitions

sont appelées à satisfaire ? L'idée de réquisition implique l'existence d'une nécessité, d'une certaine urgence : on réquisitionne afin de fournir aux troupes les choses qui leur sont indispensables, sans qu'on puisse attendre qu'elles leur soient amenées de l'arrière. N'en faut-il pas conclure que les réquisitions ne sauraient s'appliquer à des matières premières dont l'utilisation réclame une manipulation plus ou moins longue, à des machines qui doivent servir à la transformation de ces matières premières ?

« Une autre condition de l'existence des réquisitions est que les prestations en nature réclamées « ne doivent pas impliquer pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie ». Cette condition n'a-t-elle pas été également méconnue par les prestations que les Allemands ont exigées dans les villes françaises occupées par leurs troupes ? On peut le soutenir jusqu'à un certain point, car plusieurs des objets que l'autorité militaire a confisqués devaient servir à fabriquer ou à constituer des explosifs et des munitions et se trouvaient être des articles de contrebande de guerre.

« Il faut enfin, pour qu'il y ait à proprement parler des réquisitions, que les prestations demandées soient « en rapport avec les ressources du pays ». Cette condition est un peu vague. Son objet n'en apparaît pas moins très clairement. Ce qu'on a surtout voulu, en l'édicant, c'est amener le haut commandement à un souci réel des

intérêts de la population non combattante du théâtre de la guerre, empêcher que l'occupant fasse des réquisitions exagérées dans le seul but de ruiner le pays occupé. « Il y a là, a-t-on dit, une base qui rappelle celle admise relativement à la pension alimentaire, que les textes législatifs internes accordent dans la proportion des besoins de celui qui la réclame et de la fortune de celui qui la doit (art. 208, Code civil français) » (Mérignhac, *Traité de droit public international*, 3^e partie, t. I, p. 434). Il ne semble pas que dans les départements du nord de la France il ait été satisfait davantage à cette nouvelle prescription de la loi. Les usines ont, en effet, été entièrement vidées par les Allemands de leurs matières premières et de leurs machines ; l'ennemi, en enlevant à la région toutes ses ressources, a voulu tarir la source de sa vie économique.

« Les prestations que l'Allemagne a réclamées des industriels et des commerçants du nord de la France, par l'entremise de ses autorités militaires et contre la délivrance de reçus, n'ont ainsi rempli aucune des conditions de fond que la loi exigeait. Elles n'ont pas en réalité constitué des « réquisitions » aux termes du droit international, elles n'en ont eu que l'apparence et la forme. »

Reste un dernier point à examiner : celui des réquisitions en argent.

L'envahisseur peut-il remplacer par des contributions en argent les réquisitions en nature ? Cette question est parmi les plus discutées. En principe, comme le fait ob-

server M. Mérignhac (*op. cit.*, p. 439), si l'habitant ne possède pas la chose réquisitionnée, on ne peut expliquer que l'occupant se contente d'une somme d'argent à la place de fournitures dites *nécessaires* ou *indispensables*. L'argent fourni ne les lui procurera point et, par suite, la contribution sera injustement perçue, puisque, remplaçant la réquisition, elle ne se conçoit que dans les cas où cette dernière est elle-même possible, ce qui n'est point l'hypothèse. Si, au contraire, l'habitant possède les choses sujettes à réquisition, la substitution de la contribution à celle-ci paraît *a priori* fort utile, car elle permet de remplacer la réquisition par l'achat réalisé, grâce aux sommes fournies par la contribution. Or, le marché de gré à gré, librement débattu et consenti, vaut mieux que la réquisition. De plus, comme le fait observer M. Pillet (*op. cit.*, § 151), les contributions économisent du temps, évitent des désordres, assurent aux soldats de bonnes fournitures, car l'habitant, s'il est requis, ne livrera ordinairement que des marchandises de qualité inférieure. Le procédé est également préférable pour l'habitant, en permettant de proportionner le sacrifice demandé aux ressources de chacun, sans se préoccuper du fait accidentel que tel ou tel individu possède, à la place de tel ou tel autre, les choses réclamées par l'ennemi. Aussi l'article 51 du règlement de La Haye, reproduisant sur ce point l'article 41 de la Déclaration de Bruxelles, dispose-t-il qu'« aucune contribution ne sera perçue qu'en vertu d'un ordre écrit et sous la responsa-

bilité d'un général en chef. Il ne sera procédé, autant que possible, à cette perception, que d'après les règles de l'assiette et de la répartition des impôts en vigueur. Pour toute contribution, un reçu sera délivré aux contribuables. Cet article doit être rapproché du reste de l'article 49 ainsi conçu : « Si, en dehors des impôts visés à l'article précédent, l'occupant prélève d'autres contributions en argent dans le territoire occupé, ce ne pourra être que pour les besoins de l'armée ou de l'administration de ce territoire. »

Il est à souhaiter cependant que l'on n'use de ce droit que dans le seul cas où la population se refuserait obstinément à subir l'exercice des réquisitions en nature. Car, d'abord, rien ne garantit aux habitants que la somme par eux versée sera employée à l'achat des objets nécessaires à l'armée, et il arrivera qu'en fait ils paieront deux fois, l'argent compté ayant reçu une autre destination. Ensuite, en supposant que le chef qui l'a levée s'abstienne d'autres réquisitions en argent ou en nature, il ne peut répondre que pour lui, et sitôt après le départ de sa troupe, un autre viendra qui n'aura aucune raison de faire preuve de la même discrétion. Finalement, la contribution s'analysera en une saisie pure et simple de la propriété privée, en un retour aux pratiques aujourd'hui proscrites.

Si les contributions ainsi entendues sont, en définitive, licites en droit, il en est une autre catégorie qui n'a des réquisitions que le nom et dont l'usage doit être rigou-

reusement proscrit. Nous voulons parler des sommes considérables qui sont exigées d'une ville ou d'une communauté d'habitants, à titre de peines pour de prétendues infractions au droit des gens, infractions dont l'existence n'est pas démontrée. La guerre actuelle en a donné des exemples constants. Les contributions écrasantes de plusieurs millions parfois dont ont été frappées les diverses villes, les pauvres bourgades mêmes qui se sont trouvées sur le passage des armées impériales, sont dans toutes les mémoires. Nous ne pouvons songer à les mentionner toutes ; elles émaillent les rapports belges et français dont on n'aura qu'à parcourir les pages pour les retrouver presque à chaque ligne. Rappelons cependant l'énorme réquisition de 40 millions de francs par mois imposée aux provinces belges après les énormes réquisitions, impositions et amendes de toute nature dont furent frappées les communes et les citoyens belges, et celle de 500 millions dont furent frappées Bruxelles seule et la province de Brabant. On a pu, en calculant le montant de toutes ces réquisitions, et en y ajoutant celui des nombreux larcins individuels commis par les envahisseurs, citer le chiffre de 6 à 7 milliards (Pic, *Rev. de dr. int. pub.*, 1916, p. 258).

Notons que c'est l'arbitraire le plus absolu qui préside à la distribution des amendes. Elles pleuvent à tout propos. Il y a tout d'abord des amendes qui frappent les villes à titre de représailles, quand les Alliés ont remporté un succès marqué, puis les amendes collectives à

propos de tout : un fil télégraphique coupé, un agent de police qui laisse échapper un prisonnier. Il y a ensuite les amendes individuelles infligées aux particuliers, sous les prétextes les plus odieux et les plus baroques. Une domestique, nettoyant la porte d'entrée de la maison après l'heure où il est défendu de sortir, est emmenée en prison, et il faut que sa maîtresse paie une amende pour la délivrer ; un officier allemand prétend que telle personne l'a regardé de travers, cette personne doit payer l'amende. Nous pourrions multiplier les exemples authentiques de ces amendes arbitraires.

Souvent, n'importe quel soudard s'arroge le droit d'imposer l'amende et de l'empocher séance tenante, sans aucune autre formalité ; l'amende devient alors du vol à peine déguisé. Bornons-nous à une anecdote.

Un officier allemand entre dans un magasin de Lille et demande à essayer des gants. Tout en procédant à cette opération, il désire savoir quelle heure il est.

— Onze heures, lui répond obligeamment le vendeur.

— Il n'est pas onze heures, mais midi, réplique l'officier. Ah ! vous vous permettez ici de conserver l'heure française, au lieu de suivre l'heure allemande, la seule autorisée. Vous serez frappé d'une amende.

— Combien valent ces gants ? ajoute-t-il en désignant la paire qu'il a choisie.

— Six marks.

— Six marks, c'est justement le taux de l'amende que vous méritez ; je prends donc les gants... et nous sommes quittes.

L'officier partit sans payer et, bien entendu, le vendeur se garda bien de répliquer, car il lui en aurait coûté cher.

Après le ridicule, l'odieux. Une jeune fille était fiancée avant la guerre à un brave garçon qui fut tué, et dont la famille habitait Dunkerque. La mère du défunt écrivit à la fiancée de son fils, et celle-ci fut frappée d'une amende pour avoir reçu une lettre d'une personne qui n'était pas de ses parents (*Echo de Paris*, 26 août 1916).

Le commandant décide sur tout cela à sa guise, suivant son humeur, suivant ses besoins, suivant le degré de terreur qu'il veut répandre.

Si le paiement ne se fait pas, l'autorité allemande menace des plus sévères sanctions. On peut multiplier les exemples. Ainsi, à Arlon, un fil téléphonique ayant été brisé, la ville eut 4 heures pour payer en or 100.000 fr. A défaut de paiement, 100 maisons seraient pillées. Quand on put apporter la somme, 47 maisons avaient déjà été mises à sac. Ainsi encore à Wavre : « La ville de Wavre sera incendiée et détruite, écrit le commandant, si le paiement de la contribution de guerre de 3 millions ne s'effectue pas à terme utile, sans égard pour personne ; *les innocents souffriront avec les coupables* » (V. 6^e, 7^e et 11^e rapports belges).

La contribution de guerre serait légitimement imposée, par contre, si elle était levée à titre de représailles et pour punir un acte certainement contraire au droit des gens. Cette mesure constituerait même le meilleur mode de

pénalités infligées à la population civile comme châtiement des offenses qu'elle a pu commettre contre l'armée ennemie (1). Mais encore faut-il qu'il y ait atteinte au droit des gens, ce qui n'existait pas dans tous les cas où l'armée allemande a imposé ces contributions. Et d'autre part, la contribution doit être en rapport avec le fait incriminé et ne frapper que celui qui l'a commis et ses complices. Elle est illégitime si elle rejaillit sur des innocents, quel que soit d'ailleurs le motif pour lequel on les frappe (2).

(1) Pillet, *op. cit.*, p. 341.

(2) Mérignhac, *op. cit.*, p. 438.

II

LA GUERRE MARITIME

La distinction des combattants et des non combattants se retrouve dans la guerre maritime comme dans la guerre terrestre. Mais en cette matière, des principes spéciaux se sont fait jour qu'il importe de connaître. C'est sur eux que nous ferons porter nos développements.

CHAPITRE PREMIER

QUELS SONT LES COMBATTANTS

Les forces militaires des belligérants se composent d'abord et principalement de leurs flottes de guerre respectives. Et par là, on doit entendre, non seulement les vaisseaux cuirassés, croiseurs, torpilleurs, contre-torpilleurs, sous-marins, chalutiers armés destinés à patrouiller et à draguer les mines, mais encore les bateaux appartenant à l'État ou affrétés par lui et qui servent, sous

le commandement de ses officiers, au transport des troupes, des munitions, des approvisionnements de l'armée. Tous ces vaisseaux sont vaisseaux de guerre. Ils portent comme signe distinctif le pavillon et la flamme : tous sont également exposés à l'action hostile de l'adversaire.

Pendant longtemps, à côté des vaisseaux de l'État, d'autres vaisseaux appartenant à des particuliers ont participé aux opérations militaires. Ces vaisseaux étaient ceux des corsaires, et la course était le nom donné à cette façon de faire la guerre. A la vérité, la course ne présente plus aujourd'hui un bien grand intérêt.

La plupart des bâtiments susceptibles d'être armés et de pouvoir, en fait, être utilisés pour faire œuvre de belligérance sont transformés, dès l'ouverture des hostilités, en croiseurs auxiliaires. Ils figurent sur la liste des bâtiments de la flotte de guerre. La mobilisation des équipages permet, d'autre part, de leur fournir un personnel remplissant toutes les conditions voulues pour être considéré comme faisant partie intégrante de l'armée navale. En outre, la course a été abolie par la Déclaration de Paris de 1856. Comme, toutefois, la Déclaration de Paris n'a pas reçu l'adhésion de toutes les puissances (1), que certaines, parmi celles qui ne l'ont pas signée n'ont pas institué le service militaire obligatoire, permettant la militarisation immédiate des équipages, la course demeure, dans bien des cas, un mode légitime de

(1) Le Mexique, les États-Unis et l'Espagne.

guerre. De plus, l'abolition de la course est considérée, au sein même de beaucoup de nations signataires de la Déclaration de 1856, comme une erreur et une faute. Comme le faisait observer le secrétaire d'État des États-Unis, Marcy, en 1861, la course paraît bien être le seul moyen permettant à un État faible de lutter contre la prépondérance maritime d'un État fort. Et il n'est pas impossible que l'on en arrive à une réforme des principes de la Déclaration de Paris sur ce point. Il convient donc de connaître la législation à laquelle elle est soumise afin de savoir dans quelles conditions un corsaire peut être considéré comme un combattant et prétendre, par suite, à être traité comme tel. S'il ne réunit pas les conditions imposées, il sera traité comme pirate et subira les conséquences implacables de cette situation.

Le corsaire fait la guerre pour son propre compte en même temps que pour le compte de l'État auquel il appartient. Il recueille toujours une part considérable sur la valeur des prises qu'il peut faire. Constituant donc une véritable industrie en même temps qu'une participation aux hostilités, il prête à de nombreux abus qui, de très bonne heure, ont nécessité une réglementation sévère de la course. Cette réglementation n'est pas absolument identique dans tous les pays, mais elle peut se résumer dans les principes suivants (1) :

1° Tout corsaire doit être porteur d'une autorisation

(1) D'après Pillet, *Les lois actuelles de la guerre*, p. 49 et s.

émanée de l'un des belligérants, et qui porte le nom de lettre de marque ou de commission. La lettre de marque a son origine dans l'ancienne lettre de représailles, délivrée autrefois, même en dehors de tout état de guerre, aux commerçants qui avaient souffert quelques dommages du fait d'une nation étrangère ; la lettre de marque n'est généralement accordée que pour un temps déterminé. Elle peut toujours être révoquée.

2° Le corsaire est, en vertu d'une coutume remontant à une très haute antiquité, obligé de fournir un cautionnement. Ce cautionnement servira à répondre des méfaits qu'il pourra commettre au cours de ses expéditions.

3° Tout corsaire doit se soumettre à la juridiction du tribunal des prises organisé dans son pays et ne peut s'approprier le navire ou la cargaison qu'il a capturé, sans que la confiscation en ait été régulièrement prononcée par le juge.

4° Il est absolument interdit à un corsaire de prendre des lettres de marque de plusieurs nations en même temps, et cette défense ne s'adresse pas seulement au corsaire qui se ferait commissionner par les deux adversaires en présence, car alors il est évident que c'est dans un but exclusif de lucre et de spoliation que la course a été entreprise, elle s'étend aussi au corsaire qui solliciterait des lettres de marque de deux nations alliées. Cette double commission ne lui est pas nécessaire pour obtenir les droits d'un combattant contre l'ennemi commun ; elle révèle chez lui l'intention d'user alternativement de

celui des deux pavillons qui lui procurera le plus d'avantages.

Est-il nécessaire à la légitimité de la course que le vaisseau qui s'y livre ait la nationalité de l'État pour le compte duquel elle est pratiquée? Sur ce point, la loi internationale est moins absolue que sur les précédents; cependant, la pratique révèle une tendance très marquée à condamner la course pratiquée au profit d'un État étranger. On considère que le patriotisme n'étant pas intéressé dans une entreprise de ce genre, elle ne peut être inspirée que par un pur esprit de spéculation, et qu'elle présente, pour ce motif, des dangers bien plus considérables. C'est ainsi que plusieurs lois maritimes, à l'exemple de nos lois françaises (1), interdisent aux sujets de l'État de pratiquer la course pour le compte de l'étranger, à peine d'être considérés comme pirates, et l'on peut citer certains traités dans lesquels les contractants se sont fait mutuellement une promesse semblable (2). Il n'en est pas moins vrai cependant que cette prohibition ne constitue pas une coutume universellement reçue, et l'on peut trouver rigoureux les manifestes par lesquels les belligérants menacent parfois du sort des

(1) Loi du 10 avril 1825, art. 3-1^o : La loi réserve le cas où le Français aurait été autorisé par son gouvernement à se faire commissionner par l'étranger.

(2) Conventions franco-anglaise de 1786 (art. 3); franco-américaine de 1778 (art. 21); anglo-américaine de 1795 (art. 21), et toutes les conventions conclues par le gouvernement de juillet avec les républiques de l'Amérique espagnole (Calvo, IV, 294 et s.).

pirates les étrangers qui pratiqueront la course au profit de leurs ennemis (1).

La pratique de la course peut donner lieu à des difficultés qui devront être résolues séparément, suivant qu'on a affaire à des puissances qui n'ont pas adhéré à la Déclaration de 1856, ou à celles qui y ont adhéré :

1° Si une guerre vient à éclater entre deux États qui ne sont tenus ni l'un ni l'autre à l'observation des principes de la Déclaration de Paris, le droit des belligérants sera, par rapport à la course, ce qu'était le droit commun des nations avant cette déclaration. Ils pourront, dans la guerre maritime, se servir du secours des corsaires aussi bien que des forces de leurs marines militaires respectives et ces corsaires auront eux-mêmes, soit contre l'ennemi, soit à l'égard des neutres, tous les droits qui appartiennent à la marine de guerre. Ils pourront donc, s'ils sont des combattants réguliers, c'est-à-dire s'ils réunissent les conditions que nous avons énumérées plus haut, pratiquer contre l'ennemi tous actes d'hostilités : combattre ses vaisseaux, saisir ses propriétés, entreprendre, le cas échéant, un bombardement. De même, ils pourront arrêter et visiter les vaisseaux neutres, saisir la contrebande de guerre qu'ils trouvent à leur bord, saisir également la marchandise ennemie, si le belligé-

(1) V. par exemple la déclaration de l'amiral Baudin le 8 janvier 1839 dans Pérels, *Manuel*, p. 198, note 1, et le manifeste du gouvernement espagnol à l'ouverture des hostilités américaines (décret royal du 24 avril 1898, art. 3-7°).

rant dont ils défendent la cause n'a pas renoncé à se prévaloir de ce droit particulier.

Malgré l'assimilation générale qu'on est fondé à établir entre les bateaux corsaires et les navires de guerre, il subsiste des uns aux autres quelques différences :

a) Les navires de guerre sont absolument libres dans leur action militaire ; les corsaires, au contraire, sont soumis à la surveillance et à l'action disciplinaire de la marine militaire de l'État dont ils portent le pavillon ;

b) Les corsaires sont reçus avec moins de courtoisie par les États neutres que les marins de l'État ne le seraient à leur place. Fréquemment les neutres manifestent leur intention de fermer leurs ports aux corsaires, ou de ne les leur ouvrir que dans une mesure restreinte ;

c) La marine militaire peut poursuivre ses opérations soit en pleine mer, soit dans les eaux intérieures des pays ennemis. Les corsaires sont parfois menacés d'être traités comme pirates s'ils se hasardent à faire des prises dans les fleuves et rivières du territoire ennemi ;

d) Les prises effectuées par les bâtiments de la marine militaire appartiennent à l'État. Celles qui sont le fruit de la course sont partagées entre l'armateur qui a fait les frais de l'expédition, et l'équipage du corsaire qui a effectué la prise. En France, on opère sur le produit de la vente une retenue de cinq centimes par franc au profit de la Caisse des invalides de la marine, en vertu d'une loi du 9 messidor an III.

Par une conséquence inverse, la responsabilité des

dommages injustes, qui peuvent avoir été causés à des neutres dans le cours d'une guerre maritime, incombe tantôt à l'État, et tantôt à l'armateur, suivant que ce sont des marins de l'État ou des corsaires qui les ont causés. Bien que ce point soit susceptible de contestation, il semble qu'il faille décider que, dans le cas où l'armateur est insolvable, c'est l'État pour le compte duquel il a armé qui devient responsable en son lieu et place.

La situation des belligérants engagés dans une guerre maritime devient plus délicate, si l'on suppose que, des deux adversaires, l'un a adhéré à l'abolition conventionnelle de la course, l'autre ayant au contraire refusé son adhésion. Quels sont alors les droits de ces belligérants en ce qui concerne l'équipement de corsaires ?

Une logique rigoureuse voudrait que dans un cas semblable on séparât absolument les rapports des belligérants entre eux de leurs rapports avec les neutres. L'un contre l'autre, les deux adversaires pourraient certainement user de l'action des corsaires ; cela est d'autant moins douteux que le traité du 16 avril 1856 porte expressément que la présente déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les puissances qui y ont ou y auront accédé. Vis-à-vis des neutres, au contraire, l'État demeuré étranger à la Déclaration de 1856 serait entièrement libre dans sa conduite ; quant à son adversaire, il devrait ordonner à ses corsaires de respecter les bateaux neutres portant le pavillon d'un État ayant égale-

ment accédé à ladite déclaration. Ainsi, en pareil cas, la situation des deux ennemis serait fatalement inégale, l'un pouvant se servir de ses corsaires, tant contre son ennemi qu'à l'égard des neutres, l'autre devant les employer seulement contre son ennemi et contre les neutres non signataires de la Déclaration de Paris. Cette interprétation logique est, en effet, celle que proposent certains auteurs. Pour d'autres, elle demeure plus que douteuse. C'est ainsi qu'il paraît inadmissible, dit M. Pillet, que, par le fait de son adhésion à la Déclaration de 1856, un État puisse se trouver placé sur un pied d'infériorité par rapport à son adversaire. Aussi semble-t-il plus juste de décider que, dans le cas qui nous occupe, aucun des deux adversaires ne sera tenu de respecter la règle abolitive de la course, ni dans ses rapports avec l'autre, ni dans ses rapports avec les neutres.

A plus forte raison, la même solution devrait être donnée dans le cas où, de deux alliés, un seul aurait souscrit à la Déclaration de Paris, leur adversaire étant resté étranger à cette déclaration. Le cas s'est présenté en 1879, lors de la guerre du Pérou et de la Bolivie contre le Chili. Le Pérou, quoique signataire de la Déclaration de Paris, a délivré des lettres de marque.

Le plus souvent, les guerres maritimes actuelles, la présente guerre notamment, ont lieu entre États signataires de la Déclaration de Paris. Les deux adversaires devront alors s'abstenir de délivrer des lettres de marque, et les puissances neutres profiteront de cette inter-

diction, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre celles qui ont consenti à l'abolition de la course et celles qui ont refusé d'y souscrire.

Mais jusqu'où va cette interdiction ? En 1870, un décret du roi de Prusse, en date du 24 juillet, ordonna la création d'une marine volontaire. Les vaisseaux autorisés par ce décret à prendre part aux hostilités appartenaient à des particuliers. Ni leurs officiers, ni leurs équipages n'étaient recrutés dans le corps de la marine fédérale. Ils avaient seulement la perspective d'y entrer en cas de services exceptionnels. Les prises étaient réservées à l'État, mais l'armateur recevait une prime de capture pouvant aller jusqu'à 30.000 thalers. Ces vaisseaux n'étaient-ils pas de véritables corsaires, et leur armement ne constituait-il pas une infraction aux prescriptions de la Déclaration de 1856, que les deux belligérants s'étaient engagés à observer ! Le cas fut soumis aux jurisconsultes de la couronne d'Angleterre qui le décidèrent en donnant raison à l'Allemagne ? Leur sentence a été fort critiquée en doctrine (1). Sans qu'il soit besoin de revenir sur les objections auxquelles elle a donné lieu, on observera que l'adoption de cette jurisprudence réduit à bien peu de chose la portée pratique de la Déclaration de Paris. Rien de plus facile à un gouvernement, au début d'une guerre, que de former ainsi une marine purement privée, stimulée par l'appât de

(1) V. not. Hall, *International Law*, 4^e éd., p. 548 et s.

hautes récompenses et qui, qualifiée de flotte auxiliaire, lui rendra tous les services que, sous le nom de corsaire, elle n'aurait pas pu lui rendre. En définitive, c'est substituer à une question de droit une pure question de mots.

Tels sont, dans leurs grandes lignes, les principes qui régissent la course maritime, et à l'aide desquels il est permis de distinguer, chez un corsaire, s'il pratique régulièrement la course et si, comme tel, il a droit au traitement réservé aux combattants. La chose est donc d'importance et méritait de retenir un certain temps notre attention.

CHAPITRE II

L'INVIOLABILITÉ DE LA PERSONNE DES NON COMBATTANTS

Il faut distinguer sur ce point le sort des équipages de la marine de guerre et celui des équipages des bâtiments marchands.

La nature même de la guerre navale rend impossible la sauvegarde des non combattants qui se trouvent à bord d'un vaisseau de combat. Comme nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer, si un bâtiment de guerre est coulé par l'adversaire, il entraînera dans l'abîme les non combattants, ceux, par exemple, qui se trouveront là pour soigner les blessés. Les blessures, les morts de ces personnes ne pourront être imputées à faute au belligérant qui les aura occasionnées, elles ne pourraient pas faire la base d'une demande en indemnité. Ce sont de purs malheurs amenés par les nécessités de la guerre.

Il en est différemment en ce qui concerne les navires de commerce. Ceux-ci comprennent deux catégories de personnes à bord : l'équipage et les passagers. Jamais, jusqu'à ce jour, ni l'une ni l'autre de ces deux catégories n'avait partagé les dangers des combattants. On dis-

cutait le point de savoir si les équipages pouvaient être faits prisonniers, parce que c'est parmi eux que la flotte de guerre recrute ses marins. La convention XI de La Haye a décidé sur ce point qu'ils ne seraient pas faits prisonniers de guerre s'ils s'engageaient à ne pas prendre de service pendant les hostilités ; mais que l'ennemi puisse ou ne puisse pas s'assurer la possession des prisonniers, ce qui est évidemment difficile pour un sous-marin, par exemple, la vie de ces hommes est absolument inviolable et ne doit être mise en péril d'aucune façon. A plus forte raison doit-on en décider de même pour les passagers. Il faut remarquer, en outre, que les navires de commerce n'ont pas seulement à leur bord des passagers de leur nationalité, mais encore des neutres qui, plus que tous autres, ont droit à l'inviolabilité de leur existence. Si, par suite, un bâtiment de commerce vient à être détruit par un vaisseau de guerre ennemi — comme cela peut se produire dans des circonstances que nous préciserons plus loin — ce dernier doit pourvoir de façon absolue à la sécurité de l'équipage et des passagers. La convention de Londres a consacré cette règle dans son article 50.

Ces principes qui étaient universellement respectés il y a encore quelques années ont été proclamés solennellement et vigoureusement au cours de la guerre actuelle par le gouvernement des Etats-Unis dans ses différentes notes adressées au gouvernement allemand relativement à la guerre sous-marine. « Le gouvernement des États-Unis, est-il dit dans la note américaine du 13 mai 1915,

estime que le gouvernement impérial accepte, comme il est naturel, la règle que la vie des non combattants, qu'ils soient de nationalité neutre ou qu'ils appartiennent à l'une des nations en guerre, ne peut légalement ni équitablement être mise en péril par la capture ou la destruction d'un navire marchand non armé... Les citoyens américains agissent dans la limite de leurs droits incontestables en montant sur des navires et en voyageant partout où leurs affaires légitimes les appellent, sur les mers, et ils exercent ces droits dans cette confiance qui devrait être bien justifiée que leur vie ne sera pas mise en péril par des actes accomplis avec une violation évidente des engagements internationaux universellement reconnus. » Et cela, « même au risque de manquer la capture des bâtiments visés ». Ces principes sont, dit la note du 9 juin 1915, « les droits sacrés de l'humanité que tout gouvernement ne peut se croire autorisé à abandonner au nom de ceux qui sont placés sous sa protection et son autorité ».

Or, la guerre actuelle a marqué, sur ce point encore, une régression étonnante sur les pratiques antérieures. La chose tient en partie, il est juste de le reconnaître, au caractère nouveau que revêt aujourd'hui la guerre maritime et que les Allemands se sont empressés d'exploiter pour se soustraire à l'observation des principes les plus élémentaires du droit des gens.

La révolution s'est d'abord opérée en matière de blocus par la pratique du blocus à l'aide de mines sous-marines.

On entoure l'entrée du port que l'on veut bloquer d'un cordon de mines, et le bateau imprudent qui s'aventure dans ces parages a toutes chances de couler corps et biens, trop vite pour pouvoir sauver personne de son équipage ou de ses passagers. Cela est loin du blocus ancien. Notons que le navire de commerce peut ne rien savoir de l'existence de ces mines, elles ne sont pas visibles comme est visible une escadre de blocus. Sans doute, une notification aura été faite par voie diplomatique, mais il ne la connaît peut-être pas, il n'en périra pas moins. Quant à la notification individuelle qui, d'après l'usage ancien, lui aurait été faite, il ne peut pas en être question. La situation s'est donc considérablement aggravée, et un droit, jadis uniquement dirigé contre les biens, est devenu mortel pour les personnes et pour des personnes qui, ne combattant pas, devraient rester en dehors des hostilités. En outre, l'usage ancien permettait à certains navires de franchir la ligne de blocus, particulièrement à ceux que leurs avaries exposaient à une perte probable. On leur permettait d'aller à la côte procéder aux réparations les plus urgentes. Ces atténuations ne sont plus possibles avec les procédés nouveaux. Les mines sont sourdes et aveugles. Si on essaye de passer, fût-ce pour le motif le plus légitime, on est coulé (1). Et ce qui est vrai pour le blocus des ports proprement dit, l'est encore bien plus pour les champs de mines dont sont parsemées

(1) Pillet, *La guerre actuelle et le droit des gens*, p. 76.

des fractions notables de l'espace maritime. Mais l'emploi des sous-marins a été certainement le facteur le plus important dans les imprévus de cette guerre, auxquels devaient s'adapter les règles existantes du droit international. Comment concilier, en effet, l'obligation de sauvegarder les existences humaines, incombant à tout vaisseau de combat, avec les nécessités de la guerre sous-marine ? Les Allemands avaient tranché la question en supprimant toute formalité dans l'attaque de la part du sous-marin et cela parce que les sous-marins, dont le rôle est de se dissimuler pour surprendre les vaisseaux de guerre et les torpiller en restant invisibles, se prêtent mal à des opérations de surface. Comme on a pu l'écrire, « invulnérable quand il se cache, le sous-marin est presque désarmé quand il se montre ; s'il se heurte à une résistance de la part du navire qu'il veut arrêter et capturer, il n'est pas assuré, comme le croiseur, d'être le plus fort. Si un bâtiment de commerce est armé, il peut canonner le sous-marin, et celui-ci, privé de toute protection cuirassée, risque d'être avarié et détruit ; de même un navire marchand peut, par une manœuvre habile, éperonner le sous-marin et le couler. Aussi, si un sous-mersible se montre à la surface et donne un simple avertissement au navire qu'il veut saisir, il a de grandes chances de succomber en cas de résistance. Si même il exerce le droit de visite sans rencontrer aucune résistance, il court le risque d'être surpris par un vaisseau de guerre ennemi et facilement détruit s'il ne peut se dissi-

muler à temps (1). » Pour tous ces motifs, l'Amirauté allemande n'a pas hésité à ordonner aux commandants de sous-marins de torpiller sans avertissement, sans avoir égard aux vies humaines. Et dans les cas mêmes où, ayant exercé le droit de visite, et ayant décidé de détruire leurs prises, les commandants allemands ont voulu tenir compte du droit international en sauvant passagers et équipages, ils n'ont pu le faire de façon satisfaisante. En général, le capteur prend à son bord les personnes qui se trouvaient sur le vaisseau capturé et les débarque dans un port voisin, national ou neutre. Dans les guerres passées, même les plus âpres, jamais la lutte contre le commerce ennemi ne mit en péril les existences des non combattants. C'est là la seule façon de « pourvoir à la sécurité des personnes » que présente l'article 50 de la Déclaration de Londres et que stipulent du reste les règlements de tous les États maritimes en cas de destruction d'une prise. Or, le sous-marin ne peut se conformer à cet usage traditionnel. Il n'a pas la place pour recevoir tous ceux, passagers et marins, qui se trouvent à bord des grands navires modernes et il ne pourrait assurer leur subsistance. Les Allemands ont alors imaginé de laisser aux équipages des navires qu'ils voulaient torpiller le temps de prendre place dans les embarcations de sauvetage. Mais ce procédé est contraire aux lois de l'humanité ; « c'est imposer un véritable sinis-

(1) Perrinjaquet, *La guerre commerciale sous-marine*, *Rev. de dr. int. public*, 1916, p. 122 et s.

tre maritime à des non combattants ou à des neutres et leur faire courir les plus graves périls : les victimes d'opérations de ce genre ont souvent été englouties avant d'avoir pu être secourues » (1). Aussi le gouvernement américain dans sa note du 13 mai 1915 considérait-il la pratique de la guerre maritime en elle-même comme foncièrement contraire au droit international. « Le gouvernement des États-Unis désire appeler avec une extrême insistance l'attention du gouvernement impérial allemand sur le fait que l'objection à sa façon actuelle d'attaquer le commerce de ses ennemis réside dans l'impossibilité pratique d'employer des sous-marins à la destruction du commerce sans méconnaître les règles de la loyauté, de la raison, de la justice et de l'humanité qui sont considérées par l'opinion moderne comme impératives. Il est, en pratique, impossible pour les officiers d'un sous-marin... d'opérer la prise... d'un navire marchand en mer et s'ils ne peuvent saisir l'équipage qui est à bord de ce bâtiment, ils ne peuvent le couler sans laisser l'équipage et tout ce qui se trouve à bord à la merci des flots dans les petites chaloupes... Il est manifeste que les sous-marins ne sauraient être employés contre un navire marchand... sans une violation inévitable des principes sacrés de justice et d'humanité. » Dans sa note du 8 juillet suivant, le gouvernement américain, du reste, il faut le reconnaître, modifie sa manière

(1) Perrinjaquet, *loc. cit.*

de voir en admettant que « les évènements des deux derniers mois ont clairement indiqué qu'il est possible et facile de conduire les opérations sous-marines, telles que celles qui ont caractérisé l'activité de la marine impériale allemande dans la zone de guerre, en accord réel avec les pratiques acceptées de la guerre réglementée. Le monde entier a vu avec intérêt et avec une satisfaction croissante la démonstration de cette possibilité par les commandants navals allemands ». C'était reconnaître que le fait de permettre aux équipages et aux passagers de prendre place dans des chaloupes constituait une mesure suffisante de sauvegarde à leur endroit. Cette concession, aboutissant de l'échange de toute une série de notes, ne peut évidemment cadrer avec les principes reconnus du droit des gens. Comme l'a fait observer M. Pillet, « abandonner un équipage en pleine mer sur des chaloupes incapables de résister à un coup de mer est un procédé de pirate et non pas de marin. Cela ne peut même pas être appelé un moyen de guerre, car on ne voit pas quel avantage le belligérant en peut attendre » (*loc. cit.*, p. 102).

Que le procédé soit tout entier irrégulier, on ne peut le prétendre, comme le fait observer le même auteur, car il est clair que la guerre des sous-marins ne peut aller sans coutumes nouvelles. Mais si les inconvénients graves qu'il présente ne peuvent être palliés, s'il ne peut être employé sans péril certain pour l'existence des non combattants, il faut alors le condamner absolument et

déclarer la guerre sous-marine inconciliable avec l'observation des principes élémentaires du droit des gens : son emploi est, en ce cas, inadmissible.

Or, il faut reconnaître que les Allemands n'ont rien fait, bien au contraire, pour essayer d'apporter un tempérament au caractère horrible que présente ce mode nouveau de lutte maritime. Si l'on en excepte le cas du *Lee Leanaw*, coulé le 26 juillet 1915 sur les côtes d'Écosse près de Kirkwall par un sous-marin qui, après avoir pris l'équipage à son bord, lui avait fait prendre place ensuite dans des chaloupes qu'il avait remorquées pendant quelque temps, de sorte que le capitaine et les marins du navire avaient pu parvenir sains et saufs à Aberdeen (1), nous retrouvons dans les procédés inaugurés par l'amiral von Tirpitz le même souci d'intimidation et de terrorisation que nous avons déjà rencontré dans la guerre terrestre. Non seulement on abandonne, sans souci, d'infortunées victimes en plein océan sur des chaloupes qui sombreront au premier gros temps, mais il est arrivé qu'on ne leur permit même pas de tenter cette chance de salut et le navire se trouvait frappé sans aucun avertissement préalable et semblait sans avoir aperçu son agresseur. Heureux encore si, comme le fait s'est produit en Méditerranée, le sous-marin n'émergeait pas un instant pour permettre aux meurtriers de se divertir du spectacle des malheureux se débattant

(1) *Journal des Débats*, 28 et 29 juillet 1915.

contre les flots et si l'équipage ne tirait pas sur les victimes qui essayaient d'aborder sur la plate-forme pour sauver leur existence ! Rappeler tous les cas de piraterie ainsi perpétrés par les marins allemands serait une œuvre infiniment longue : un chapitre n'y suffirait pas. Nous ne pouvons pas cependant ne pas évoquer le souvenir du *Lusitania*, coulé sans avertissement au début de mai 1915, alors qu'il se rendait de Liverpool à New-York avec plus de 2.000 personnes, dont plusieurs centaines d'Américains. Il y eut 1.547 victimes parmi lesquelles le célèbre milliardaire américain Vanderbilt. Cet attentat inouï eut en Amérique une répercussion énorme et provoqua de la part du président Wilson toute une série de notes (1) dont l'échange dura du 13 mai 1915 au 5 octobre de la même année. Entre temps, du reste, des attentats analogues se produisaient tendant singulièrement les relations diplomatiques entre les deux pays. Le cas du *Gulflight*, du *Nebraska*, de l'*Orduna*, de l'*Hesperian* et surtout de l'*Arabic* entretenaient et augmentaient singulièrement l'émotion (2). Le cas de l'*Arabic* était, notamment, des plus typiques. Ce paquebot fut en effet coulé à proximité de la côte d'Irlande par un sous-marin qui venait de couler le steamer *Dunsley* et pendant que l'*Arabic* se rapprochait de ce bâtiment pour secourir les victimes. L'attitude énergi-

(1) V. le texte intégral de ces notes *infra* aux *Annexes*.

(2) V. sur tous ces cas les détails que donne M. Perrinjaquet dans son étude précitée.

que du président Wilson finit par avoir en partie raison de ces procédés particulièrement barbares de l'amirauté allemande. Ce ne fut pas, il faut le reconnaître, sans concessions de la part du gouvernement des États-Unis, qui, après avoir insisté et combattu d'une façon générale en faveur de la vie des non combattants en général, sans distinguer les sujets ennemis et les neutres, finit, dans sa Note du 8 juin 1915, par conclure en demandant le respect de la vie des seuls Américains, paraissant de la sorte se désintéresser du sort des autres, et des principes supérieurs de respect intégral du droit de la guerre et des exigences de l'humanité qui l'avaient guidé jusqu'alors. Quoi qu'il en soit, à la fin de septembre 1915, le secrétaire d'État von Jagow faisait publier une longue communication dans laquelle il déclarait que les navires ennemis transportant des passagers ne seraient pas attaqués sans avertissement s'ils respectaient le droit maritime, et qu'ils ne seraient pas coulés sans que toutes les précautions n'aient été prises pour sauvegarder la vie des passagers et de l'équipage (1).

Ce résultat n'a pourtant pas été obtenu sans peine. Avant d'y arriver, la diplomatie allemande n'a pas manqué de discuter minutieusement et de défendre pas à pas les pratiques inaugurées par l'amirauté. Il est intéressant de se rendre compte de ce qu'étaient les arguments ainsi mis en avant et que la ténacité américaine a mis à néant.

(1) *Journal des Débats*, 21 septembre 1915.

Les paquebots menacés d'être torpillés sans avertissement avaient pris le parti de se défendre. Par suite, il avaient hissé des canons à bord et s'en servaient à l'occasion contre les sous-marins ennemis. Le gouvernement allemand a prétendu que ces bateaux de commerce étaient devenus des vaisseaux de guerre et devaient être traités comme tels. Mais une telle prétention n'était pas soutenable. Il est admis, en droit international, que les navires de commerce peuvent être armés sans perdre leur qualité de bâtiments marchands. L'Institut de droit international l'a reconnu, dans les règles votées à Oxford, en 1913, à l'unanimité moins une abstention, et un des membres de l'Institut a pu affirmer, sans être contredit par personne, qu'un navire de commerce pouvait porter jusqu'à quatre grands canons (1). Et comme le fait justement observer M. Pillet : « Lorsqu'un particulier prend une arme pour résister au besoin aux attaques des brigands, on ne le traite pas de brigand pour cela ; de même le navire de commerce qui s'arme pour repousser des violences entièrement contraires au droit des gens ne devient pas pour cela un navire de guerre. Ainsi, quand un bateau marchand prend à son bord des canons pour résister aux attaques auxquelles il peut succomber, il ne devient pas pour cela un navire de guerre. Il ne l'était pas lorsqu'il s'armait pour se défendre contre les pirates : pourquoi le serait-il davantage dans le cas

(1) *Annuaire de l'Institut de droit international*, 1913, p. 520.

présent ? » Et le gouvernement américain, dès le 7 novembre 1914, pouvait proclamer, en réponse à une Note allemande du 13 octobre, que « la pratique suivie par la majorité des États et l'opinion des meilleures autorités en droit international, y compris de nombreux écrivains allemands, soutiennent que des navires marchands peuvent s'armer pour leur défense sans perdre pour cela leur caractère de navire privé, et qu'ils peuvent employer un tel armement contre une attaque hostile sans contrevenir aux principes du droit international. »

De même, le gouvernement allemand avait prétendu, à propos du cas du *Falaba*, que le fait par un navire marchand de s'efforcer d'échapper à la capture ou d'appeler assistance pouvait modifier l'obligation des officiers d'opérer la capture en sauvegardant la vie des personnes qui sont à bord du navire marchand, alors que le navire a cessé de chercher à s'échapper quand il a été torpillé. « Ce ne sont pas là, riposte M. Lansing dans sa Note du 9 juin 1915, circonstances nouvelles... Le gouvernement des États-Unis ne comprend pas qu'elles aient été jugées de nature à modifier les principes d'humanité sur lesquels il a insisté. Seuls, une résistance véritablement violente ou des efforts continus pour fuir, de la part d'un navire marchand qui a reçu l'ordre de s'arrêter pour permettre de procéder à la visite, peuvent mettre en danger la vie des passagers et de l'équipage. »

Mais le gouvernement allemand avait trouvé mieux pour échapper à l'obligation de respecter la vie des non

combattants. Il avait cru satisfaire suffisamment aux prescriptions du droit des gens en faisant publier le 1^{er} mai 1915, dans les journaux américains, par l'entremise de l'ambassade allemande, un avis pour informer le public que les vaisseaux anglais et alliés étaient exposés à être détruits s'ils pénétraient dans la zone de guerre fixée par l'Allemagne, et que les passagers neutres voyageaient à bord de ces navires à leurs risques et périls. Le 4 février précédent, en effet, un manifeste de la chancellerie allemande avait avisé les neutres que désormais le littoral environnant les Iles britanniques constituerait une « zone de guerre » dans laquelle les vaisseaux de commerce ennemis pourraient être attaqués et torpillés sans avertissement ni formalité par les sous-marins, et que les navires neutres seraient exposés à de sérieux dangers dans cette zone, à cause de la difficulté de distinguer toujours à distance la nationalité réelle de chacun d'eux, par suite de l'emploi de faux pavillons par les Anglais. Et dans sa Note du 8 juillet 1915, M. von Jagow exposait qu'en déclarant une partie de la haute mer comme un théâtre de la guerre, les neutres s'y trouvaient exposés à des accidents dans les mêmes conditions que lorsqu'ils s'approchent d'un champ de bataille.

Le gouvernement américain n'eut pas de peine à démontrer toute l'insuffisance de cette argumentation. Elle ne tendait à rien moins qu'à porter atteinte à la liberté traditionnelle des mers et à priver les non combattants de

l'exercice de leur liberté individuelle, sous peine de mettre en péril leur propre existence. Elle se heurtait donc aux principes les plus élémentaires du droit international, en même temps que les procédés employés pour aviser les non combattants du danger qu'ils couraient, et consistant en une insertion dans la presse locale, étaient des moins corrects et faisaient l'objet d'une légitime protestation du gouvernement. Cet avertissement, fait observer la Note américaine du 3 mai, qu'un acte inhumain et illégal va s'accomplir ne saurait absolument être accepté comme « une excuse, ni une atténuation de cet acte en vue de diminuer la responsabilité de l'auteur ». Le gouvernement des États-Unis, ajoute-t-elle, « ne peut admettre l'adoption de telles mesures ni un tel avertissement du danger d'opérer dans cette zone, non plus qu'une diminution quelconque, à aucun degré, des droits des commandants des navires américains ou des citoyens américains voyageant loyalement comme passagers sur des navires de commerce de nationalités belligérantes ».

En vain le gouvernement impérial essaie-t-il d'attendrir son interlocuteur en faisant observer que sa politique sous-marine s'exerce en représailles du blocus anglais qui affame les femmes et les enfants allemands. « Le gouvernement impérial allemand comprendra vite, dit la Note américaine du 8 juillet, que le gouvernement des États-Unis ne saurait discuter la politique du gouvernement anglais à l'égard du commerce neutre, si ce n'est avec ce gouvernement lui-même, et qu'il devra con-

sidérer la conduite des autres gouvernements belligérants comme n'ayant pas de rapport avec la discussion ouverte avec le gouvernement allemand sur ce que ce gouvernement considère être des violations graves et injustifiables des droits des citoyens américains de la part des commandants navals allemands. » Et « si un belligérant ne peut exercer de représailles contre un ennemi sans nuire aux existences des neutres... l'humanité aussi bien que la dignité et les égards dus à la justice des puissances neutres devraient prescrire la cessation d'une telle pratique. Si l'on y persiste, elle constituerait, dans de pareilles circonstances, une offense impardonnable contre la souveraineté de la nation neutre affectée ».

La chancellerie allemande ne se tint pas d'ailleurs pour battue (1). Voulant, en définitive, obtenir l'élargissement du blocus, l'Allemagne pensa que, provoquant le naufrage de navires portant des passagers de nationalité diverse sous prétexte qu'ils transportaient également des armes, elle pourrait ensuite faire de la vie des non combattants et des neutres l'objet d'un chantage en subordonnant la sécurité des personnes à l'interdiction de l'exportation du matériel de guerre par les puissances neutres. De cette façon, en contraignant indirectement le gouvernement américain à empêcher l'embarquement des objets de contrebande sur les navires à passagers, les sous-marins n'auraient à s'occuper que des cargo-

(1) V. sur tous ces points, Perrinjaquet, *loc. cit.*, p. 128 et s., dont nous nous inspirons.

boats et pourraient les torpiller sans craindre de susciter des difficultés à leur gouvernement. Mais M. Wilson ne devait pas se départir de son point de vue, et il refusa de mêler la discussion d'aucune autre question à celle du respect de la vie des non combattants sur mer, et de souscrire à aucun marchandage pour obtenir que les Allemands se conforment au droit. Il alla, à cet égard, jusqu'au bout des choses, et n'hésita pas à se séparer de son secrétaire d'État, M. Bryan, qui eût désiré que le gouvernement invitât les citoyens américains à s'abstenir de voyager sur les navires belligérants ou transportant des cargaisons de munitions. Selon lui, il ne devait pas être permis à un citoyen américain d'impliquer son pays dans une guerre en voyageant sur un paquebot belligérant, alors qu'il va traverser une zone dangereuse. M. Wilson estimait, au contraire, avec raison que les droits d'un neutre non combattant par excellence devaient être absolus à cet égard, et que les droits des belligérants devaient s'incliner devant ceux des neutres.

Le fait par un paquebot de transporter des armes ne devait pas dispenser, du reste, le belligérant capteur d'assurer le salut des personnes se trouvant à bord. Et pour se rendre compte s'il transportait véritablement des armes, encore fallait-il que la visite s'exerçât. Autant de prescriptions que violaient les commandants allemands.

Une dernière combinaison fut proposée par l'Allemagne le 8 juillet, qui n'eut du reste pas plus de succès que les autres. Elle eût consisté dans l'aménagement d'un cer-

tain nombre de paquebots, américains ou neutres, ou même si le nombre n'en était pas suffisant, ennemis, mais ceux-ci limités au nombre de quatre, qui eussent battu pavillon américain. Ces paquebots, dont le nombre exact eût été déterminé, qui eussent reçu une marque spéciale et vis-à-vis desquels le gouvernement américain eût assumé la garantie qu'ils ne portaient pas de contrebande à bord, eussent été à l'abri de toute attaque. La Note américaine du 31 juillet suivant répondait : « ... Le gouvernement des États-Unis ne peut consentir à la diminution de n'importe quel droit essentiel ou fondamental de son peuple, du fait d'une simple modification des circonstances. Les droit des neutres en temps de guerre sont fondés sur un principe, non sur un expédient, et les principes sont immuables... Un pareil accord assujettirait implicitement d'autres vaisseaux à une attaque illégale et serait l'amoindrissement et même l'abandon des principes que ce gouvernement soutient et que concéderait chaque nation dans des temps plus calmes. »

L'Allemagne finit par céder comme nous l'avons vu, et théoriquement tout au moins, donna satisfaction au gouvernement américain. Elle se chargeait elle-même, de la sorte, de reconnaître les violations constantes du droit des gens dont elle avait été l'auteur.

Parmi les non combattants qui ont droit à une protection spéciale, nous devons mentionner ici d'un mot les bénéficiaires de la convention de Genève qui a été rendue applicable à la guerre maritime par les conventions de

La Haye du 23 juillet 1899 et du 18 octobre 1907. Les paquebots hôpitaux ont donc droit à la plus complète immunité : là encore, il faut reconnaître que les Austro-Allemands ont méconnu les principes les plus élémentaires du droit des gens. L'exemple du *Portugal* torpillé sans avertissement, engloutissant les blessés et le personnel sanitaire, alors que revêtu de tous les signes distinctifs aucune confusion n'était possible à son endroit, demeurera tristement célèbre.

CHAPITRE III

LA PROPRIÉTÉ

La guerre maritime ne connaît pas l'inviolabilité de la propriété privée ennemie, comme la guerre terrestre. De tout temps l'ennemi a fait, sur mer, la guerre à la propriété de son ennemi, soit par le blocus qui intercepte complètement le commerce d'un port, soit par le droit qui lui est reconnu de saisir en pleine mer les vaisseaux des nationaux de son adversaire et les marchandises qu'ils transportent. Mais il y a plus : les neutres qui, par essence, sont des non combattants, voient eux-mêmes leur propriété mise en péril quand les marchandises par eux transportées à destination des ports ennemis et leur appartenant constituent ce que l'on appelle de la contrebande de guerre. On entend par là un certain nombre de marchandises susceptibles d'être utilisées par l'ennemi dans un but hostile et que les belligérants se reconnaissent le droit de confisquer. A vrai dire, une double correction a été apportée à ces règles fort dures. La première résulte de la Déclaration de Paris du 16 avril 1856, qui dispose : « Art. 2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie à l'exception de la contrebande de guerre. — Art. 3. La marchandise neutre, à l'except-

tion de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi. » Malheureusement, toutes les nations n'ont pas adhéré à la Déclaration de Paris, et c'est un problème que d'en concilier les dispositions avec la conduite à tenir vis-à-vis d'un adversaire ou de neutres non adhérents (1).

Dans cette situation, que devient la deuxième règle : *le pavillon couvre la marchandise.*

Deux cas peuvent se présenter : 1° *un belligérant signataire de la Déclaration est en rapport avec un neutre qui a signé également cette déclaration, mais à bord du navire du neutre sont des marchandises appartenant à un belligérant non adhérent.*

En ce cas, on admet que la propriété de l'ennemi, même non signataire, doit être respectée sur le navire neutre : en effet, la règle a été établie moins dans l'intérêt de l'ennemi propriétaire des marchandises que dans celui du neutre ; on a voulu sauvegarder le commerce des neutres ; le droit du neutre doit donc prévaloir.

2° *Un belligérant signataire de la Déclaration est en rapport avec un neutre qui n'a pas signé cette déclaration, mais à bord du navire du neutre sont des marchandises appartenant à un belligérant adhérent.*

D'après la rigueur des principes, si on part de l'idée que la règle de la Déclaration de Paris a été édictée dans l'intérêt des neutres, il faudrait dire que, dans le cas que

(1) D'après Bonfils et Fauchille, *op. cit.*, n° 1526 et s.

nous supposons, le neutre n'étant pas signataire, les marchandises peuvent être confisquées. Cependant, telle n'est pas la solution admise : le pavillon couvre la marchandise, même au profit d'États n'ayant pas accédé à la Déclaration de Paris.

Quant à la troisième règle : *la marchandise neutre est libre sous pavillon ennemi*, les signataires de la Déclaration doivent reconnaître la liberté des marchandises appartenant à des neutres même dissidents. Cette troisième règle est, en effet, sans discussion possible, conforme aux principes de la raison : le neutre ne commet pas un acte hostile en chargeant sa propriété sur un navire ennemi, il a droit dès lors à ce que cette propriété soit respectée.

La seconde correction consiste dans l'existence d'une juridiction des prises. Le simple fait brutal de la saisie ne suffit pas pour qu'il y ait juridiquement prise. Toutes les législations admettent que la saisie n'est transformée en appropriation au profit de l'État capteur que par un jugement de condamnation, qui constate qu'on est véritablement en droit d'opérer la saisie ; c'est ce qui s'exprime par l'adage traditionnel : « Toute prise doit être jugée. » Chaque pays a, en conséquence, ses tribunaux de prises. On avait bien institué à la seconde Conférence de La Haye une Cour internationale des prises destinée, par les garanties qu'offrait sa composition, à apporter plus de justice dans les arrêts rendus, et à sauvegarder davantage les droits des non combattants (1) ; mais en fait, il

(1) V. sur cette organisation, Ozanam, *La juridiction internationale des prises maritimes*, Paris, 1910.

n'a même pas été question de la réunir quand ont éclaté les hostilités. Quoi qu'il en soit, pour pouvoir être jugée, il faut que la prise soit amenée dans un port du capteur ce qui, en principe, en interdit la destruction. Par suite, toute une procédure est instituée. Le bateau marchand doit être arrêté par un coup de canon à blanc et on doit lui envoyer un officier à son bord. Cet officier examine les papiers de bord, visite en cas de besoin la cargaison et, au cas où il a des raisons de suspecter la qualité prise par le navire, il le saisit. Cela signifie que le capteur met un équipage à bord de la prise et navigue de conserve avec elle jusqu'à un port de son pays à lui capteur. Là s'instruit le procès de la prise, et si le propriétaire ne démontre pas nettement le caractère innocent du navire et de la cargaison, la prise est confisquée et vendue. Si, par hasard, il n'est pas possible de conduire le navire au port, il faut du moins sauver les papiers du bord afin de permettre un jugement. Pendant la guerre de Sécession, les corsaires du parti confédéré du Sud ont recouru, d'une façon systématique, à la destruction de leurs prises parce que leurs ports étaient bloqués et qu'il ne leur était pas possible d'y conduire leurs prises. Mais tous les auteurs de droit international considèrent que la faculté de destruction des prises ne peut être admise qu'à titre exceptionnel (1), et les auteurs allemands (2) vont même

(1) Calvo, *Dr. int.*, t. V, p. 279 ; de Boeck, *Propriété privée ennemie*, p. 304 ; Rivier, *Droit des gens*, t. II, p. 350 ; Bonfils et Fauchille, *Man. de dr. int.*, 7^e éd., p. 1415.

(2) V. not., Bluntschli, *Droit international codifié*, p. 672.

jusqu'à donner absolument au capteur le droit de destruction. L'Institut de droit international, sur le rapport du professeur allemand von Bulmerincq, décidait que cette destruction ne peut avoir lieu que dans des cas déterminés limitativement, et l'article 104 du *Manuel des lois de la guerre maritime* voté par l'Institut à Oxford, en 1913, reproduit ses précédentes résolutions. Enfin, l'article 49 de la Déclaration de Londres stipule qu'on peut détruire la prise si sa conservation peut compromettre le succès des opérations de guerre dans lesquelles on est engagé. La règle, ici, est évidemment trop lâche, car il est toujours possible d'alléguer une pareille raison. Il est préférable de s'en tenir à l'opinion dominante, qui veut que le capteur ne puisse couler sa prise que dans les cas extrêmes, lorsqu'il ne peut pas la conserver sans un grave danger pour lui-même ou lorsqu'il ne possède pas de port où la conduire et la faire juger.

La propriété privée est donc, malgré les tempéraments que nous venons de signaler, à la merci de l'ennemi dans la guerre maritime. Depuis longtemps déjà, existe une école qui rêve de l'établissement du principe de l'inviolabilité de la propriété privée dans les guerres maritimes. Celles-ci, d'après ses vœux, devraient se passer en combats entre les flottes ennemies, les bateaux de commerce continuant librement leur trafic comme ils le feraient en temps de paix. On a tenté de faire triompher ce principe à la deuxième Conférence de La Haye. Comme l'a fait observer M. Pillet, « cet insuccès n'est pas regrettable,

car même si le principe de l'inviolabilité avait été adopté par la Conférence, la pratique ne l'aurait pas suivi. On peut supposer que l'expérience de la guerre actuelle portera un coup terrible aux illusions de cette école. Si les flottes alliées ne pouvaient pas saisir la propriété allemande et intercepter la contrebande destinée à l'Allemagne, elles perdraient leur principale utilité et les Etats qui les entretiennent, une de leurs grandes et plus légitimes espérances de succès. Alors qu'il est légitime de décimer la population de l'ennemi, pourquoi défendrait-on de le vaincre en ruinant son commerce ? » (*loc. cit.*, p. 96).

Bien mieux, la guerre actuelle, loin de favoriser ces espoirs, a considérablement augmenté les entraves dont souffrait la propriété privée. Et cela de deux façons.

La Déclaration de Londres avait dressé trois listes correspondant à la contrebande absolue, à la contrebande conditionnelle qui ne peut être saisie que lorsqu'elle est à destination des armées et des flottes de l'ennemi, et aux objets qui ne peuvent, en aucun cas, être déclarés de contrebande. La France et l'Angleterre avaient proclamé, au début de la guerre, leur intention de suivre ces prescriptions. Une dizaine de fois, les listes primitives avaient été modifiées toujours dans le sens d'une plus grande rigueur. Quantité d'articles comme le coton, le chanvre, le lin, les huiles, les caoutchoucs, les nitrates, passèrent de la liste libre à la contrebande absolue, ce qui montre la vanité des prévisions établies à Londres. De plus, les

traits distinctifs de la contrebande absolue et conditionnelle avaient été presque entièrement effacés. Finalement, les gouvernements anglais et allemand, dans le courant de juin 1916, ont officiellement renoncé à appliquer la Déclaration de Londres. Le blocus, par suite, s'en est trouvé plus rigoureusement établi, et la propriété privée des non combattants plus directement et complètement atteinte. En outre, la facilité constante des transports a causé une autre dérogation aux règles anciennes. En principe, on n'arrête la contrebande que si elle est adressée à un belligérant. Mais elle peut être destinée à un neutre voisin du belligérant à qui il s'agit de la faire parvenir, ce neutre étant, par son voisinage même, certain d'y réussir. Toute l'utilité de la poursuite de la contrebande peut être perdue. On remédie à ce défaut au moyen de la théorie de la continuité du voyage qui permet de saisir même les marchandises dirigées sur le port voisin neutre du belligérant. Cette théorie a été fort discutée : les événements actuels démontrent tout son bien-fondé.

Ce droit nouveau, qui tend à entraver le commerce, imposant de nouvelles exigences, formulant de nouvelles prohibitions, est absolument rationnel. C'est un moyen de guerre très efficace, très légitime, car il est de l'intérêt du belligérant d'empêcher le commerce incessant de l'adversaire, afin de tarir ses ressources et de paralyser progressivement son action. Ici, l'intérêt de l'État se confond avec celui des particuliers et les non combat-

tants se trouvent forcément entraînés à subir le contre-coup de la lutte. Plus que nulle part ailleurs apparaît l'inanité de la formule : La guerre est une relation d'État à État. Respecter la propriété des non combattants serait favoriser l'action des combattants, et on peut dire qu'ici la propriété privée devient une arme véritable, d'ordre économique, il est vrai, mais les facteurs économiques sont précisément ceux qui prennent aujourd'hui le plus d'importance avec la longueur que revêtent les hostilités.

Aussi concevrait-on que, la propriété des non combattants étant de jour en jour plus exposée, on prenne soin, du moins, de n'y porter atteinte que dans les cas les plus justifiés, et que les garanties résultant du jugement des prises soient plus fortes que jamais. Or, si, du côté des Alliés, les règles auxquelles est subordonné le droit de prise sont scrupuleusement observées, si le droit de visite est toujours exercé avec la plus grande équité, l'Allemagne a tout fait pour ôter à la propriété privée des non combattants le peu de garanties qui lui restait. La guerre pratiquée par les sous-marins a déterminé, ici, le changement le plus colossal, le plus menaçant aussi que nous ayons éprouvé.

Nous avons déjà vu pourquoi les sous-marins attaquaient sans avertissement les bateaux de commerce : si la considération de la perte des vies humaines n'arrêtait pas les commandants allemands, ce n'est évidemment pas la perspective du dommage matériel causé aux

propriétés neutres qui pouvait les effrayer. Au surplus, supposons que le sous-marin procède à une saisie ; il sera fort embarrassé de sa prise : il lui est impossible de placer un équipage de prise sur le navire capturé pour le faire conduire dans un de ses ports, car les sous-marins ont un équipage fort peu nombreux, et si la maîtrise de la mer appartient à l'adversaire, il est à peu près sûr que la prise pourra être l'objet d'une reprise. Le sous-marin ne pourra pas davantage escorter sa prise, car, s'il le fait en se dissimulant, la prise pourra s'échapper, et, s'il navigue de conserve à la surface, il s'expose à être surpris et traqué par l'adversaire, surtout si la capture a été faite loin du territoire national, la distance à parcourir augmentant les risques. Le sous-marin qui ne peut réaliser avec succès que des attaques inopinées sous le couvert de son invisibilité, se trouve dans l'obligation de détruire ses prises ou de les abandonner. La faculté de destruction des prises, qui n'est que l'exception, sera donc érigée en règle générale. Trop souvent, du reste, les sous-marins allemands ne procèdent même pas à la visite : ils coulent sans avertissement.

S'il s'agit, même, d'un navire ennemi, cette façon de procéder porte atteinte à la règle de la Déclaration de Paris concernant le respect de la propriété neutre sous pavillon ennemi, car l'Allemagne n'a jamais admis qu'elle fût obligée d'allouer des indemnités aux commerçants neutres qui avaient chargé des marchandises sur un bâtiment torpillé. Les sous-marins procèdent à

des destructions sommaires et inopinées sans examen des papiers de bord, toute distinction entre les propriétés ennemies et neutres devenant impossible, et il n'y aurait eu aucun élément pour apprécier le montant des indemnités dues.

Faut-il en conclure que la guerre sous-marine ainsi pratiquée ne pouvant l'être en conformité avec les règles établies du droit des gens devrait être abandonnée comme absolument illégitime? C'est ce que proclamait en somme la Note américaine du 13 mai 1915, qui rappelait à l'Allemagne « l'obligation de prendre les précautions usuelles de visite et de recherche pour s'assurer si un navire marchand suspect est, en fait, de nationalité belligérante, ou porte effectivement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre », et constatait ensuite qu'il est « pratiquement impossible, pour les officiers d'un sous-marin, de visiter un navire marchand en mer et d'en examiner les papiers et la cargaison ». Les États-Unis, du reste, se montrèrent beaucoup plus conciliants sur le chapitre du respect de la propriété privée. Après avoir posé, en principe, quelles étaient les règles du droit de la guerre maritime, dans la note précitée, le gouvernement de M. Wilson, qui affirmait dans sa Note du 9 juin 1915 que les États-Unis défendaient des intérêts plus élevés que de simples droits de propriété, s'attacha surtout à obtenir la sauvegarde de la vie des non combattants. Pour y parvenir, il sacrifia, dans une très large mesure, et dans un esprit d'opportunité, leur

propriété. Il a abandonné à la barbarie germanique les bâtiments de commerce ennemis ne transportant pas de passagers et s'est contenté de l'inviolabilité de la vie des citoyens américains sur des paquebots ennemis et de l'immunité des vaisseaux portant le pavillon américain. Ce *modus vivendi*, s'il n'est pas très juridique, sauvegarde du moins à peu près complètement la propriété privée américaine puisque, susceptible de perte quand elle est embarquée sur un navire ennemi, le jeu des assurances couvre, en ce cas limité, le préjudice subi par elle, et que le torpillage éventuel des navires anglais et français transportant des marchandises américaines en Europe ne porte préjudice qu'aux acquéreurs français ou anglais, les marchandises voyageant aux risques et périls des destinataires, d'après les usages commerciaux.

Mais ce que la puissante République américaine a obtenu, les autres neutres n'ont pu se le voir accorder, et ce sont tous les jours de nouveaux attentats contre les propriétés des non combattants neutres, en même temps qu'une perpétuelle violation des maigres garanties auxquelles pouvaient prétendre les non combattants ennemis.

Que prétend l'Allemagne pour légitimer la ligne de conduite de ses sous-marins? Invariablement que les navires coulés transportaient de la contrebande. La Note américaine du 9 juin 1915 y a répondu facilement qu'« un tel point de vue n'a rien à faire avec la légalité et les

méthodes employées par les autorités navales allemandes dans la destruction du navire ».

Plaçons-nous, en ce qui nous concerne, à un point de vue plus général que les États-Unis: devons-nous dire que l'action des sous-marins contre les navires de commerce est complètement illégitime? M. Pillet semble avoir, à cet égard, fait une exacte appréciation des divers aspects de ce problème complexe. « Par le seul fait, dit-il, que cette action présente des avantages stratégiques, elle doit être reconnue, mais dans la mesure où elle ne viole pas atrocement l'humanité. Un sous-marin peut arrêter un bateau de commerce, faire la visite, le déclarer de bonne prise. Il ne peut pas le couler, parce qu'il lui est impossible d'assurer la vie sauve à l'équipage et aux passagers. On peut aller plus loin, et nous admettons parfaitement qu'il fasse jeter à la mer la marchandise ennemie. Cela n'est pas, sans doute, conforme aux traditions, mais la guerre par sous-marins est une guerre nouvelle dont les conditions commandent des infractions aux principes anciens. Mais là est la licéité de son droit; à aucun prix, on ne peut admettre autre chose » (*loc. cit.*, p. 104).

CONCLUSION

Le spectacle des horreurs de la guerre présente, le mépris avec lequel un adversaire sans scrupules a méconnu systématiquement les règles les plus fondamentales du droit des gens, doit fatalement amener à se demander s'il est possible encore de parler, à l'heure qu'il est, de l'existence d'un principe aussi important que la distinction des combattants et des non combattants. Que ce principe soit véritablement la pierre angulaire de tout le droit de la guerre, c'est ce qui résulte de toute cette étude. N'en pas tenir compte, c'est renoncer aux atténuations que de longs siècles d'efforts et un état de civilisation avancé avaient fini par obtenir dans la pratique de la guerre ; c'est nous ramener à la barbarie primitive. Mais il ne faut pas se dissimuler que les complexités de la guerre moderne font de l'application de cette distinction un problème des plus délicats. Aussi, vouloir, comme l'ont fait les Conférences de La Haye, en réglementer tous les détails, c'est aller au devant d'une déception cruelle, et la leçon du présent conflit doit nous servir à cet égard. Pour vouloir trop prévoir on a abouti, en fait, à des résultats absolument négatifs.

En se terminant par la revanche du droit, la lutte actuelle constituera la preuve la plus éclatante de l'exis-

tence d'un droit international et de l'efficacité de ses préceptes. C'est pour en assurer l'observation que les nations se sont élevées contre l'amoralité politique de l'Allemagne, et la sanction nécessaire (1), pierre de touche du caractère obligatoire de toute convention, sera renfermée sans doute dans le traité qui consommera la déchéance des Empires centraux. Les règles méconnues et parfois décriées du droit des gens apparaîtront alors avec une force nouvelle et il conviendra de réédifier, avec les données qu'aura suggérées l'expérience, l'édifice dont aujourd'hui nous n'apercevons plus que des ruines. Au premier rang des principes dont il conviendra de restaurer l'autorité absolue figurera sans aucun doute la distinction des combattants et des non combattants. Sans elle, nulle règle n'est possible. Elle s'impose à la base de toute tentative de ce genre. Mais on évitera de se renfermer dans des textes trop minutieusement prévoyants ; on se bornera aux principes généraux dont l'application plus facile et plus large ne permettra plus de faux-fuyants à la mauvaise foi de l'adversaire. Ainsi compris, le principe dont nous venons de terminer l'étude pourra constituer véritablement la base du droit futur et apporter, dans les guerres qu'aura fatalement à subir encore l'humanité, une atténuation certaine qui en diminuera le caractère barbare.

(1) V. à cet égard, *Rev. dr. int. publ.*, 1916, p. 243.

ANNEXES

DOCUMENTS

Allemagne. — *Mémoire du gouvernement impérial allemand sur les mesures de représailles rendues nécessaires par les moyens employés par la Grande-Bretagne pour empêcher le commerce maritime neutre avec l'Allemagne, contrairement au droit international, en date du 4 février 1916.*

Depuis le commencement de la présente guerre, la Grande-Bretagne mène contre l'Allemagne une guerre commerciale qui est un défi aux principes du droit international. Le gouvernement britannique a bien, dans un certain nombre de décrets, annoncé que la déclaration de Londres concernant la guerre maritime avait force obligatoire pour ses escadres, mais, en réalité, il a méconnu les dispositions les plus essentielles de cette déclaration, bien que ses délégués à la Conférence navale de Londres eussent reconnu que les conclusions de ladite déclaration avaient la valeur d'une législation internationale. Le gouvernement britannique a inscrit sur la liste de la contrebande de guerre nombre d'articles qui ne sont pas du tout ou qui sont seulement très indirectement utilisables à des fins militaires et qui ne peuvent donc absolument pas, selon la déclaration de Londres, comme selon les lois universellement reconnues du droit international, être désignées comme contrebande de guerre. En outre, il a pratiquement aboli la distinction entre la contrebande absolue et la contrebande relative en ce qu'il a soumis à la confiscation tous les articles de la contrebande relative destinés à l'Alle-

magne, sans tenir compte des ports où ces articles doivent être débarqués, ni de leur utilisation militaire ou pacifique. Le gouvernement anglais n'a même pas hésité à violer la déclaration de Paris, attendu que ses navires ont saisi sur des navires neutres des marchandises allemandes qui n'étaient pas contrebande de guerre. En violation de ses propres décrets concernant la déclaration de Londres, il a en outre fait capturer par ses forces navales sur des navires neutres beaucoup d'Allemands astreints au service militaire et a fait d'eux des prisonniers de guerre. Enfin, il a déclaré zone de guerre toute la mer du Nord, et s'il n'a pas rendu impossible toute la navigation sur la haute mer entre l'Écosse et la Norvège, il l'a rendue si difficile et si dangereuse qu'il a dans une certaine mesure effectué un blocus des côtes neutres et des ports neutres en violation de tout droit international. Ces mesures ont pour but évident de frapper, en paralysant illégalement le légitime commerce des neutres, non seulement la puissance militaire allemande, mais encore la vie économique allemande, et finalement de condamner, en l'affamant, toute la population allemande à la destruction. Les puissances neutres ont généralement acquiescé aux mesures prises par le gouvernement anglais ; notamment, elles n'ont pas réussi à induire le gouvernement anglais à rendre les sujets allemands capturés et les biens allemands saisis. Sous un certain rapport, elles ont même secondé les mesures anglaises qui sont cependant incompatibles avec la liberté des mers, en ce qu'elles ont manifestement, sous la pression de l'Angleterre, empêché par des embargos mis au transit et à l'exportation, le passage en Allemagne des marchandises destinées à un usage pacifique. Le gouvernement allemand a en vain appelé l'attention des puissances neutres sur le fait qu'il doit se demander s'il peut longtemps persévérer dans la stricte observation des dispositions de la déclaration de Londres, alors que l'Angleterre continuerait à agir comme elle fait, et que les puissances neutres continueraient à acquiescer à ces violations de la neutralité, au détriment de l'Allemagne. Pour justifier ses violations du droit international, la Grande-Bretagne invoque les intérêts vitaux de l'Empire

britannique qui sont en jeu, et les puissances neutres semblent se contenter de protestations platoniques en quoi elles acceptent pratiquement de considérer les intérêts vitaux des belligérants comme une excuse suffisante à toute manière de conduire la guerre. L'Allemagne doit maintenant invoquer à son tour ces mêmes intérêts vitaux. Elle se voit elle-même forcée, à son grand regret, de prendre des mesures militaires dirigées contre l'Angleterre en représailles contre les procédés anglais. De même que l'Angleterre a désigné la superficie maritime entre l'Écosse et la Norvège comme zone de guerre, de même l'Allemagne déclare zone de guerre toutes les eaux entourant la Grande-Bretagne et l'Irlande, y compris toute la Manche (English Channel), et elle empêchera par tous les moyens militaires à sa disposition toute navigation de l'ennemi dans ces eaux. Elle s'efforcera donc, après le 18 février 1915, de détruire tous navires marchands ennemis qui seront trouvés dans cette zone de guerre, sans qu'il lui soit toujours possible d'écarter les dangers qui peuvent menacer les personnes et les marchandises. Les puissances neutres sont en conséquence prévenues de ne pas charger à l'avenir des équipages, des passagers ou des marchandises sur de semblables navires. L'Allemagne appelle, en outre, l'attention des neutres sur ce fait qu'il y aurait urgence à recommander à leurs navires d'éviter d'entrer dans cette zone. Bien que les forces navales allemandes aient pour instructions de s'abstenir de toute violence contre les navires neutres autant qu'ils pourront être reconnus, l'ordre donné par le gouvernement anglais d'arborer des pavillons neutres et les contingences de la guerre maritime pourraient être cause qu'ils devinssent victimes d'une attaque dirigée contre les navires de l'ennemi. En même temps, il est spécialement signalé que la navigation au Nord des îles Shetland, dans la partie orientale de la mer du Nord et dans un rayon d'au moins 30 milles au large de la côte des Pays-Bas, n'est pas mise en péril. Le gouvernement allemand donne connaissance de ces mesures assez tôt pour que les navires ennemis et les navires neutres aient le temps de prendre leurs dispositions pour se mettre à l'abri dans les ports de cette zone de guerre. Il espère que les puis-

sances neutres ne tiendront pas moins compte des intérêts vitaux de l'Allemagne que de ceux de l'Angleterre et contribueront à tenir leurs sujets et leurs biens éloignés de cette zone. Cela est d'autant plus à espérer qu'il doit être de l'intérêt des puissances neutres de voir terminer le plus tôt possible cette guerre destructrice.

Berlin, 4 février 1915.

États-Unis d'Amérique. — *Note du gouvernement des États-Unis remise à l'Allemagne en réponse à son mémorandum du 4 février 1915 sur les règles qu'elle compte suivre dans la guerre sur mer, en date du 10 février 1915.*

Département d'État, Washington, 10 février 1915. — L'attention du gouvernement des États-Unis ayant été attirée par la proclamation de l'Amirauté allemande lancée le 4 février déclarant que les eaux entourant la Grande-Bretagne et l'Irlande, y compris toute la Manche, doivent être considérées comme comprises dans la zone de guerre ; que tout navire marchand ennemi trouvé dans ces eaux à partir du 18 février sera détruit, bien qu'il ne puisse pas être toujours possible de sauver les équipages et les passagers, et que les navires neutres s'exposeraient à des dangers dans cette zone de guerre, parce que, en raison de l'usage illicite de pavillons neutres qui aurait, dit-on, été ordonné depuis le 31 janvier par le gouvernement britannique et des accidents inhérents à la guerre navale, il se peut qu'il ne soit pas toujours possible d'excepter les navires neutres d'attaques destinées à détruire les navires ennemis, ledit gouvernement des États-Unis estime qu'il est de son devoir d'appeler l'attention du gouvernement impérial allemand, dans les sentiments les plus sincèrement respectueux et les plus amicaux, mais très franchement et instamment, sur les éventualités très sérieuses des façons de procéder dont cette proclamation révèle l'intention. Le gouvernement des États-Unis considère ces éventualités comme tellement graves, qu'il estime

qu'il lui est permis, qu'il est même de son devoir, dans les circonstances actuelles, de prier instamment le gouvernement impérial allemand de réfléchir, avant d'agir, sur la situation critique qui pourrait résulter, pour les relations de ce pays avec l'Allemagne, de l'application des menaces de la proclamation de l'Amirauté allemande, si un navire marchand des États-Unis était détruit ou si un citoyen des États-Unis était tué. Il n'est naturellement pas nécessaire de rappeler au gouvernement allemand que le droit d'un belligérant à l'égard des navires neutres sur la haute mer est limité à l'arrêt et à la visite, à moins qu'un blocus ne soit proclamé et effectivement maintenu, ce que le gouvernement des États-Unis n'estime pas être le cas. Proclamer et appliquer le droit d'attaquer et de détruire tout navire pénétrant dans une zone déterminée de la haute mer, sans prendre d'abord le soin de déterminer sa qualité de belligérant et le caractère de contrebande de sa cargaison, constituerait un acte tellement imprévu et sans précédent dans les guerres navales que le gouvernement des États-Unis se refuse à croire que le gouvernement impérial allemand ait l'intention de commettre cet acte. La supposition que les navires ennemis peuvent indûment faire usage de pavillons neutres ne constitue pas une présomption suffisante que tous les navires traversant la zone prescrite peuvent être également soupçonnés. C'est, dans l'opinion du gouvernement des États-Unis, pour arriver à éclaircir ces points que le droit d'arrêt et de visite a été reconnu. Le gouvernement des États-Unis a pris soigneusement note de la déclaration explicative publiée par le gouvernement impérial allemand en même temps que la proclamation de l'Amirauté allemande, et il profite de l'occasion pour rappeler très respectueusement au gouvernement impérial qu'aucune de ses critiques au sujet d'actes qui ne seraient pas conformes à la neutralité ne s'applique au gouvernement des États-Unis, si, toutefois, le gouvernement allemand estime que d'autres nations aient commis de tels actes ; que le gouvernement des États-Unis n'a jamais permis ni accepté aucune mesure qui aurait pu être prise par l'un quelconque des autres belligérants dans

la guerre actuelle dans le but de restreindre le commerce des neutres, mais a, au contraire, pris dans tous les cas de ce genre une attitude qui lui permet de prétendre qu'il a tout fait pour laisser ces gouvernements responsables de tout dommage à la navigation américaine que ne justifierait pas le droit international et que, par conséquent, il se considère libre, dans le cas actuel, de prendre, avec une conscience nette et d'après des principes acceptés, la position indiquée dans cette Note. Si les commandants des navires de guerre allemands agissent d'après la présomption que le pavillon américain n'est pas employé de bonne foi et détruisent sur la haute mer des navires américains ou causent la mort de citoyens américains, il serait difficile, pour le gouvernement des États-Unis, de considérer cet acte autrement que comme une violation indéfendable du droit des neutres, qu'il serait, en vérité, difficile de concilier avec les relations amicales qui subsistent actuellement si heureusement entre les deux gouvernements. Si une situation si déplorable se produisait, le gouvernement impérial allemand peut facilement comprendre que le gouvernement des États-Unis serait contraint de tenir le gouvernement impérial allemand strictement et complètement responsable des actes de ses autorités navales, et de prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires pour sauvegarder l'existence et les biens des Américains, et pour assurer aux citoyens américains la jouissance de leurs droits reconnus sur la haute mer. Le gouvernement des États-Unis insiste pour que le gouvernement impérial allemand se pénétre de ces considérations. Il le fait avec le sincère désir qu'aucun malentendu ne pourra en aucune circonstance se produire qui puisse même obscurcir les rapports des deux gouvernements, et il exprime l'espoir sincère que le gouvernement impérial allemand pourra et voudra donner l'assurance que les citoyens américains et leurs navires ne seront pas molestés par les forces navales allemandes, autrement que par l'arrêt et la visite, même si ces navires traversent la zone maritime délimitée dans la proclamation de l'Amirauté allemande. On ajoute pour l'information du gouvernement impérial que

des représentations ont été faites au gouvernement de Sa Majesté britannique au sujet de l'usage non autorisé du pavillon américain pour la protection des navires britanniques.

BRYAN.

États-Unis d'Amérique. — *Note du gouvernement des États-Unis adressée le 13 mai 1915 à l'ambassadeur américain à Berlin, pour être remise au gouvernement allemand, à l'occasion du torpillage du Lusitania.*

Département d'État, Washington, 13 mai 1915. — Étant donnés les actes récents des autorités allemandes en violation des droits des Américains sur la haute mer, actes dont le dernier a été le torpillage et la destruction du paquebot anglais *Lusitania*, le 7 mai 1915, entraînant la mort de plus de cent citoyens américains, il apparaît parfaitement sage et désirable que le gouvernement des États-Unis et le gouvernement impérial allemand arrivent à un accord clair et complet quant à la grave situation qui a résulté de ces faits. — Le coulage du vapeur anglais *Falaba* par un sous-marin allemand, le 28 mars, qui causa la mort d'un citoyen américain, M. Léon C. Trasher ; l'attaque du navire américain *Gushing*, le 28 avril, par un aéroplane allemand ; le torpillage du vaisseau américain *Gulflight*, le 1^{er} mai, par un sous-marin allemand, qui eut pour résultat la mort de deux citoyens américains ; enfin le torpillage et la destruction du paquebot *Lusitania* constituent une série d'événements que le gouvernement des États-Unis a observés avec un souci, une inquiétude et un regret croissants. Se rappelant l'attitude humaine et éclairée assumée jusqu'ici par le gouvernement impérial allemand en matière de droit international, et particulièrement en ce qui concerne la liberté des mers ; ayant appris à reconnaître que l'Allemagne a toujours jusqu'ici, au point de vue des obligations internationales, employé son influence à défendre la cause de la justice et de l'humanité ; et étant convaincu que les instructions données par le gou-

vernement impérial allemand à ses officiers navals devaient être inspirées par les mêmes sentiments d'humanité que prescrivent les codes maritimes des autres nations, le gouvernement des États-Unis ne pouvait croire — et il ne peut maintenant encore se décider à croire — que ces actes si absolument contraires aux règles, aux pratiques et à l'esprit des méthodes de la guerre moderne pouvaient avoir l'agrément ou la sanction de ce grand gouvernement. En conséquence, le gouvernement des États-Unis estime qu'il est de son devoir de s'adresser à ce sujet au gouvernement impérial allemand avec la plus entière franchise et dans l'espoir le plus sincère qu'il ne s'est pas trompé en attendant de la part du gouvernement impérial allemand une action qui corrigera les malheureuses impressions créées de ce fait et qui justifiera une fois de plus l'attitude dudit gouvernement allemand en ce qui concerne la liberté sacrée des mers. Le gouvernement des États-Unis a été informé que le gouvernement impérial allemand se considérait comme obligé, par les circonstances extraordinaires de la présente guerre et par les mesures adoptées par ses adversaires en vue de priver l'Allemagne de tout commerce, d'adopter des mesures de représailles qui dépassent de beaucoup les méthodes ordinaires de la guerre maritime, et de proclamer une zone de guerre hors de laquelle il avait averti les bâtiments neutres de se tenir. Le gouvernement des États-Unis a déjà eu l'occasion d'aviser le gouvernement impérial allemand qu'il ne peut admettre l'adoption de telles mesures ni un tel avertissement du danger d'opérer dans cette zone, non plus qu'une diminution quelconque à aucun degré des droits des commandants de navires américains ou des citoyens américains voyageant légalement comme passagers sur des navires de commerce de nationalité belligérante ; et qu'il doit tenir le gouvernement impérial allemand pour strictement responsable de toute infraction à ces droits, intentionnelle ou accidentelle. Le gouvernement des États-Unis ne peut penser que le gouvernement impérial allemand mette ces droits en question. Il estime, au contraire, que le gouvernement impérial accepte, comme il est naturel, la règle que

la vie des non combattants, qu'ils soient de nationalité neutre ou qu'ils appartiennent à l'une des nations en guerre, ne peut légalement ni équitablement être mise en péril par la capture ou la destruction d'un navire marchand non armé, et que le gouvernement impérial reconnaît aussi, comme le font toutes les autres nations, l'obligation de prendre les précautions usuelles de visite et de recherche pour s'assurer si un navire marchand suspect est en fait de nationalité belligérante, ou porte effectivement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre. Le gouvernement des États Unis désire, en conséquence, appeler avec une extrême insistance l'attention du gouvernement impérial allemand sur le fait que l'objection à sa façon actuelle d'attaquer le commerce de ses ennemis réside dans l'impossibilité pratique d'employer des sous-marins à la destruction du commerce sans méconnaître les règles de la loyauté, de la raison, de la justice et de l'humanité qui sont considérées par l'opinion moderne comme impératives. Il est en pratique impossible pour les officiers d'un sous-marin de visiter un navire marchand en mer et d'en examiner les papiers et la cargaison. Il est en pratique impossible pour eux d'en opérer la prise, et s'ils ne peuvent saisir l'équipage qui est à bord de ce bâtiment, ils ne peuvent le couler sans laisser l'équipage et tout ce qui se trouve à bord à la merci des flots dans les petites chaloupes. Il va de soi que le gouvernement impérial allemand admettra franchement ces faits. Nous apprenons que dans les exemples dont nous avons parlé on n'a même pas donné le temps nécessaire pour prendre des mesures élémentaires de sécurité et qu'au moins dans deux des cas cités, il n'a pas été reçu d'avertissement. Il est manifeste que les sous-marins ne sauraient être employés contre un navire marchand, comme on l'a vu ces dernières semaines, sans une violation inévitable des principes sacrés de justice et d'humanité. Les citoyens américains agissent dans la limite de leurs droits incontestables en montant sur des navires et en voyageant partout où leurs affaires légitimes les appellent sur les mers, et ils exercent ces droits dans cette confiance, qui devrait être bien justifiée, que leur vie

ne sera pas mise en péril par des actes accomplis avec une violation évidente des engagements internationaux universellement reconnus, et certainement dans cette confiance que leur gouvernement les soutiendra dans l'exercice de leurs droits. Il a été récemment publié dans les journaux des États-Unis — je regrette de le porter à la connaissance du gouvernement impérial allemand — un avertissement formel supposé venu de l'ambassade d'Allemagne à Washington, adressé à la population des États-Unis et déclarant en résumé que tout citoyen des États-Unis qui exercerait son droit de voyager librement sur les mers le ferait à ses risques et périls, si, au cours de son voyage, il passait dans les limites de la zone des eaux où la marine impériale allemande emploie les sous-marins contre le commerce de la Grande-Bretagne et de la France, malgré la respectueuse mais très sérieuse protestation du gouvernement des États-Unis. Je ne rapporte pas ce fait dans le but d'appeler l'attention du gouvernement impérial allemand sur la surprenante irrégularité d'une communication émanant de l'ambassade d'Allemagne à Washington, adressée à la population des États-Unis par l'intermédiaire des journaux, mais seulement dans le but de démontrer que le fait d'avertir qu'un acte inhumain et illégal va être accompli ne saurait absolument pas être accepté comme une excuse ou une atténuation de cet acte, en vue de diminuer la responsabilité de l'auteur. Connaissant depuis longtemps le caractère du gouvernement impérial allemand et les principes élevés d'équité qui l'ont inspiré et guidé dans le passé, le gouvernement des États-Unis ne peut croire que les commandants des navires qui ont commis ces actes d'illégalité l'ont fait sans s'être mépris sur les ordres donnés par les autorités navales allemandes. Il suppose qu'au moins dans les limites des possibilités pratiques de cas semblables, on s'attendait à ce que les commandants mêmes des sous-marins ne fissent rien qui mît en péril la vie des non combattants ou la sécurité des navires neutres, même au risque de manquer la capture ou la destruction du bâtiment visé. Le gouvernement des États-Unis espère avec confiance que le gouvernement impérial allemand désavouera

les actes dont se plaignent les États-Unis, que réparation sera donnée en tant qu'une réparation soit possible pour les maux causés et que l'on ne saurait évaluer, et que des mesures immédiates seront prises pour éviter le retour de quoi que ce soit d'aussi évidemment contraire aux principes de la guerre pour lesquels le gouvernement impérial allemand a combattu dans le passé avec tant de sagesse et de fermeté. Le gouvernement et la population des États-Unis tournent avec la plus grande confiance les yeux vers le gouvernement impérial allemand pour qu'il agisse avec justice et promptitude dans cette affaire vitale, parce que les États-Unis et l'Allemagne ont entre eux non seulement des liens particuliers d'amitié, mais aussi parce qu'il existe pour les États-Unis et le Royaume de Prusse le traité de 1828 avec ses clauses explicites. Des expressions de regrets et des offres de réparation en cas de destruction de navires neutres coulés par erreur, alors qu'elles peuvent satisfaire aux engagements internationaux s'il n'y a pas de pertes de vies humaines, ne sauraient justifier ou excuser une pratique dont l'effet naturel et forcé est de soumettre les nations neutres et la personne des neutres à des risques nouveaux et impossibles à mesurer. Le gouvernement impérial allemand n'a pas à espérer que le gouvernement des États-Unis négligera de réclamer ou d'avoir recours à tout acte nécessaire à l'exécution de son devoir sacré qui est de soutenir les droits des États-Unis et de ses citoyens et d'en sauvegarder le libre exercice et la jouissance.

BRYAN.

Allemagne. — *Note du gouvernement allemand en réponse à la Note des États-Unis du 13 mai 1915, remise à l'ambassadeur américain à Berlin pour être envoyée au gouvernement des États-Unis d'Amérique, au sujet des intérêts américains lésés par la guerre sous-marine allemande, en date du 28 mai 1915.*

Berlin, 28 mai 1915. — Le gouvernement impérial a soumis à un examen soigneux les déclarations du gouverne-

ment des États-Unis et désire contribuer aussi pour sa part, ouvertement et amicalement, à éclaircir tous les malentendus qui ont pu se produire dans les relations des deux gouvernements à propos des incidents mentionnés par le gouvernement américain. Tout d'abord, en ce qui concerne le cas des navires américains *Cushing* et *Gulflight*, l'ambassade américaine a déjà été informée que, bien loin d'avoir l'intention d'ordonner dans la zone de guerre des attaques par sous-marins ou aéroplanes contre des navires neutres qui ne sont coupables d'aucun acte hostile, le gouvernement allemand a, au contraire, à plusieurs reprises, donné des instructions des plus explicites aux forces allemandes pour qu'elles évitent d'attaquer de tels navires. Si, dans les quelques derniers mois, des navires neutres ont été endommagés par les sous-marins allemands, ce fut par suite de méprises, et ce furent là des cas isolés et exceptionnels provoqués par l'abus des pavillons étrangers de la part du gouvernement anglais et par des négligences ou une attitude louche des capitaines de ces navires. Dans tous les cas où des bâtiments neutres ont, sans qu'il y ait de leur faute, souffert par le fait des sous-marins allemands, le gouvernement allemand, après que les faits ont été constatés, a exprimé ses regrets pour l'événement malheureux et a promis de payer une indemnité quand les réclamations étaient fondées. C'est dans ce sens que le gouvernement allemand règlera les incidents des navires américains *Cushing* et *Gulflight*. Une enquête sera faite et les résultats en seront communiqués sous peu à l'ambassade. Cette enquête pourra, s'il est jugé désirable, être complétée par Commission internationale d'enquête conformément au titre III de la convention de La Haye du 18 octobre 1907 sur le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le cas de la destruction du vapeur anglais *Falaba*, le commandant du sous-marin allemand voulait donner aux passagers et à l'équipage toutes les facilités de se sauver. C'est seulement après que le capitaine eut enfreint l'ordre de se préparer et de quitter le navire en envoyant des fusées, signal pour demander du secours que le commandant allemand déclara par signaux et par mégaphone qu'il donnait 10 minutes à l'équi-

page et aux passagers pour quitter le navire. En réalité, il leur accorda 23 minutes et il ne mit feu à la torpille que quand il vit des navires suspects arriver en hâte pour aider le *Falaba*. En ce qui concerne les pertes de vies résultant de la destruction du navire à passagers *Lusitania*, le gouvernement allemand a déjà exprimé son profond regret aux gouvernements neutres dont les nationaux ont trouvé la mort dans cette occasion. Mais le gouvernement impérial croit devoir, à ce propos, indiquer certains faits importants intéressant directement le naufrage du *Lusitania* qui peuvent avoir échappé à l'attention du gouvernement des États-Unis. Il considère en effet, comme nécessaire, afin d'aboutir à une compréhension claire et parfaite de l'affaire désirée par chaque intéressé, que les deux gouvernements soient d'abord convaincus que les rapports des faits qu'ils ont sous les yeux sont complets et agréés par eux. Le gouvernement des États-Unis part de la supposition que le *Lusitania* doit être considéré comme un navire marchand ordinaire non armé. Le gouvernement impérial demande à faire remarquer sur ce point que le *Lusitania* était un des plus grands et des plus rapides navires de commerce anglais, qu'il avait été construit avec des fonds du gouvernement pour être aménagé comme croiseur auxiliaire et qu'il figurait expressément sur la liste navale (Navy List) publiée par l'Amirauté anglaise. Le gouvernement impérial sait de plus, par les rapports dignes de foi de ses fonctionnaires et par les déclarations de passagers neutres que, depuis quelque temps, en fait, la plupart des plus importants navires marchands anglais ont été munis de canons, de munitions et d'autres armes, et qu'ils ont été renforcés d'un équipage spécialement entraîné à la manœuvre des canons. D'après des rapports que nous avons en mains, le *Lusitania*, quand il quitta New-York, avait sans aucun doute aussi des canons à bord qui étaient dissimulés sous le pont. Le gouvernement impérial a, de plus, l'honneur d'attirer particulièrement l'attention du gouvernement américain sur le fait que l'Amirauté anglaise, par des instructions secrètes rendues au mois de février de cette année, a recommandé aux navires marchands anglais non

seulement de se protéger au moyen de pavillons et de marques neutres, mais encore, étant ainsi maquillés, d'attaquer les sous-marins en les éperonnant. De fortes sommes ont été promises par le gouvernement anglais, comme spécial encouragement, pour la destruction des sous-marins par des navires de commerce ; plusieurs de ces sommes ont déjà été payées. En présence de ces faits qui sont connus d'une façon certaine, le gouvernement impérial ne peut plus considérer comme étant « territoire sans défense » les navires de commerce anglais qui se trouvent dans la zone maritime de guerre désignée par l'État-Major naval de la marine allemande. Les commandants allemands ne sont donc plus en mesure d'observer, comme ils le faisaient auparavant, les règles habituelles sur les prises navales. D'une façon précise, le gouvernement impérial peut indiquer spécialement que, dans son dernier voyage, le *Lusitania*, suivant en cela les errements précédents, avait à bord des troupes canadiennes et du matériel de guerre, notamment 5.400 caisses de munitions destinées à faire périr de braves soldats allemands qui remplissent avec dévouement et dévotion leur devoir pour le service de la patrie. Le gouvernement impérial a ainsi agi en état de légitime défense en détruisant avec tous les moyens à sa disposition les munitions de l'ennemi pour protéger la vie des soldats allemands. La Compagnie anglaise de navigation à laquelle appartenait le *Lusitania* devait avoir été prévenue des dangers auxquels étaient exposés les passagers de ce navire. En les prenant malgré cela à bord, la compagnie a délibérément cherché à se servir de la vie de citoyens américains comme protection pour ses transports de munitions. Elle a violé, en outre, les prescriptions parfaitement claires des lois américaines qui défendent expressément et punissent l'embarquement de passagers [sur des] navires qui ont à bord des explosifs. La compagnie a donc de gaieté de cœur causé la mort de nombreux passagers. Suivant le rapport très précis du commandant du sous-marin et toutes les autres informations reçues à cet égard, il n'y a aucun doute que si le *Lusitania* a coulé si rapidement, cela est dû principalement à l'explosion de la

cargaison de munitions causée par l'éclatement de la torpille. Autrement, suivant toutes les prévisions humaines, les passagers du *Lusitania* auraient été sauvés. Le gouvernement impérial considère les faits indiqués ci-dessus comme étant d'une importance suffisante pour les recommander à un examen attentif du gouvernement américain. Le gouvernement impérial se réserve d'adopter une attitude définitive sur ce qu'il doit faire au sujet des réclamations qui lui ont été adressées par rapport à la destruction du *Lusitania*, jusqu'à ce qu'il ait reçu une réponse du gouvernement américain. Il rappelle qu'il a accueilli avec satisfaction la proposition de bons offices soumise par le gouvernement américain à Berlin et à Londres dans le but de trouver un *modus vivendi* pour la conduite de la guerre navale entre l'Allemagne et l'Angleterre. Le gouvernement impérial a prouvé à ce moment avec une ample évidence sa bonne volonté, en s'empressant d'examiner cette proposition. Mais la réalisation a échoué, comme on le sait, à cause de son rejet par la Grande-Bretagne.

VON JAGOW.

États-Unis d'Amérique. — *Réponse du gouvernement américain aux Notes allemandes des 28 mai et 1^{er} juin 1915, envoyée à l'ambassadeur américain à Berlin pour être remise au gouvernement allemand, en date du 9 juin 1915.*

Département d'État, Washington, 9 juin 1915, n° 1803. — Le gouvernement des États-Unis note avec plaisir la reconnaissance entière par le gouvernement impérial allemand, dans la discussion du cas du *Cushing* et du *Gulflight*, du principe de la liberté de toutes les parties de la haute mer pour les navires neutres, et la véritable bonne volonté du gouvernement impérial allemand de reconnaître et d'accepter sa responsabilité, quand le fait d'attaquer des navires neutres « qui ne sont coupables d'aucun acte hostile » par les aëros ou les navires de guerre allemands, est établi d'une façon satisfaisante. Le gouvernement des États-Unis, en conséquence,

remettra au gouvernement impérial allemand, comme il le demande, des renseignements complets sur l'attaque du navire *Cushing*. En ce qui concerne le torpillage du navire *Falaba*, où un citoyen américain a perdu la vie, le gouvernement des États-Unis est surpris de voir le gouvernement impérial allemand prétendre que le fait par un navire marchand de s'efforcer d'échapper à la capture ou d'appeler assistance puisse modifier l'obligation des officiers d'opérer la capture en sauvegardant la vie des personnes qui sont à bord du navire marchand, alors que le navire a cessé de chercher à s'échapper quand il a été torpillé. Ce ne sont pas là des circonstances nouvelles. Elles ont été envisagées par les hommes d'État et les juristes internationaux à travers le développement de la guerre navale, et le gouvernement des États-Unis ne comprend pas qu'elles aient été jugées de nature à modifier les principes d'humanité sur lesquels il a insisté. Seuls une résistance véritablement violente ou des efforts continus pour fuir de la part d'un navire marchand qui a reçu l'ordre de s'arrêter pour permettre de procéder à la visite peuvent mettre en danger la vie des passagers et de l'équipage. Le gouvernement des États-Unis ne comprend pas toutefois que le gouvernement impérial allemand cherche à dégager sa responsabilité en indiquant seulement les circonstances qui ont amené le commandant du sous-marin à se montrer si pressé dans la marche qu'il a suivie. La Note de Votre Excellence, en discutant la question des pertes des vies américaines résultant de la destruction du navire *Lusitania*, s'étend assez longuement sur certaines informations que le gouvernement impérial allemand aurait reçues concernant le caractère et l'équipement de ce navire, et Votre Excellence exprime la crainte que de telles informations pourraient ne pas avoir été connues du gouvernement des États-Unis. Il est annoncé que le *Lusitania* était sans aucun doute garni de canons dissimulés, qu'il avait à son bord des canonnières exercés et des munitions spéciales, qu'il transportait des troupes du Canada, qu'il avait une cargaison interdite d'après les lois des États-Unis à un navire portant aussi des passagers et qu'il servait en réalité d'auxiliaire aux

forces navales de la Grande-Bretagne. Ce sont là des points sur lesquels le gouvernement des États-Unis est heureusement en mesure de donner au gouvernement impérial allemand des renseignements officiels. Si les faits allégués dans la Note de Votre Excellence étaient vrais, le gouvernement des États-Unis aurait été obligé d'en prendre une connaissance officielle, en accomplissant son devoir comme puissance neutre et en appliquant ses lois nationales. Son devoir était de veiller à ce que le *Lusitania* ne fût pas armé pour une action offensive, qu'il ne servît pas comme transport de troupes, qu'il ne portât pas une cargaison défendue par les lois des États-Unis ; et que si, en fait, il constituait un navire de guerre de la Grande-Bretagne, il ne reçût pas un certificat de sortie en qualité de navire marchand. Le gouvernement des États-Unis a rempli son devoir, et a appliqué ses règlements avec une scrupuleuse vigilance par l'intermédiaire de ses fonctionnaires régulièrement constitués. Il est donc à même d'assurer le gouvernement impérial allemand qu'il a été mal informé. Si le gouvernement impérial allemand s'estime en possession de preuves évidentes et convaincantes que les fonctionnaires du gouvernement des États-Unis n'ont pas rempli soigneusement leur devoir, le gouvernement des États-Unis a le sincère espoir que l'Allemagne voudra bien lui soumettre ces preuves pour qu'elles soient examinées. Quel que soit le point de vue auquel se place le gouvernement impérial allemand concernant le transport d'articles de contrebande de guerre du *Lusitania* ou l'explosion de ces articles par suite du torpillage, le gouvernement des États-Unis se borne à déclarer qu'un tel point de vue n'a rien à faire avec la légalité et les méthodes employées par les autorités allemandes dans la destruction du navire. En effet, la destruction du navire transportant des passagers implique le respect des principes d'humanité et relègue à l'arrière-plan toutes les circonstances accessoires qui sont supposées affecter ces questions. De tels principes élèvent celles-ci, ainsi que le gouvernement impérial allemand sans aucun doute le reconnaitra et s'en convaincra bientôt, bien au-dessus des sujets ordinaires de discussion diplo-

matique ou de controverse internationale. Quels que soient les faits secondaires concernant le *Lusitania*, le fait principal est que le grand paquebot, destiné en premier lieu au transport des passagers, et qui portait plus d'un millier de personnes n'ayant ni rôle ni mission dans la conduite de la guerre, a été torpillé et coulé en dehors de toute provocation et sans l'ombre d'un avertissement préalable, et que des hommes, des femmes et des enfants ont trouvé la mort dans des circonstances sans précédent dans les guerres modernes. Le fait que plus de cent citoyens américains ont péri dans ce désastre impose au gouvernement des États-Unis le devoir de rappeler ces choses et d'attirer une fois de plus, avec force, l'attention du gouvernement impérial allemand sur la grave responsabilité que le gouvernement des États-Unis pense qu'il a encourue par suite de ce tragique événement et sur le point de droit indiscutable sur lequel repose une telle responsabilité. Le gouvernement des États-Unis soutient quelque chose beaucoup plus élevé que de simples droits de propriété et des privilèges commerciaux. Ce qu'il soutient n'est rien moins que les droits sacrés de l'humanité que tout gouvernement tient à honneur de respecter et qu'aucun gouvernement ne peut se croire autorisé à abandonner au nom de ceux qui sont placés sous sa protection et son autorité. Seuls une véritable résistance du navire à la capture ou le refus par lui de stopper quand cela lui a été ordonné pour l'opération de la visite pourraient fournir au commandant du sous-marin quelque moyen de justifier la mise en péril des vies de ceux qui se trouvent à bord de ce navire. Le gouvernement des États-Unis sait qu'un pareil principe a été reconnu et admis par des instructions explicites envoyées le 3 août 1914 par l'Amirauté impériale allemande à ses commandants en mer, comme il l'a été par les codes navals des autres nations, et chaque voyageur ou chaque marin est en droit de compter sur lui. C'est ce principe humanitaire, ainsi que la loi fondée sur un tel principe, qui doivent guider les États-Unis. Le gouvernement des États-Unis est heureux de voir que la Note de Votre Excellence se termine par l'indication que le gouvernement impérial allemand est

toujours désireux, maintenant comme avant, d'accepter les bons offices des États-Unis pour essayer d'amener une entente avec le gouvernement de la Grande-Bretagne en vue de modifier le caractère et les conditions de la guerre navale. Le gouvernement des États-Unis considérerait comme un privilège de rendre ainsi service à ses amis et au monde. Il se tient prêt à communiquer à un gouvernement quelconque toute idée ou suggestion émanant d'un autre gouvernement, et il invite cordialement le gouvernement impérial allemand à utiliser ses services dans cette voie selon sa convenance. Le monde entier est intéressé dans tout ce qui peut apporter même une légère conciliation des intérêts en présence ou tempérer de quelque façon les souffrances épouvantables et douloureuses du conflit actuel. Entre temps, quel que soit l'arrangement pouvant être conclu entre les différentes parties en guerre et quelles que soient dans l'opinion du gouvernement impérial allemand les excuses et les circonstances dont puissent se prévaloir ses commandants sur mer, en vue de justifier leurs actes passés, le gouvernement des États-Unis espère avec confiance que le gouvernement allemand agira avec justice et humanité chaque fois que des Américains auront à souffrir par eux-mêmes ou dans leurs droits en tant que neutres. En conséquence, le gouvernement des États-Unis renouvelle très solennellement et d'une façon pressante les représentations renfermées dans la Note qu'il a transmise le 15 mai au gouvernement impérial allemand, s'en reposant pour leur justification sur les principes humanitaires, sur les conventions internationales universellement reconnues et sur la vieille amitié de la nation allemande. Le gouvernement des États-Unis est dans l'impossibilité d'admettre que la proclamation d'une zone de guerre dont les navires neutres sont prévenus de s'écarter puisse à un degré quelconque diminuer les droits des armateurs américains ou des citoyens américains que des circonstances légitimes obligent à prendre passage sur des bâtiments marchands appartenant à une nation belligérante. Il ne comprend pas que le gouvernement impérial allemand puisse mettre de tels droits en doute. Le gouvernement des États-Unis reconnaît également comme

un principe indubitable que les vies des non combattants ne peuvent légitimement et légalement être mises en danger par suite de la capture ou de la destruction d'un navire marchand qui n'oppose aucune résistance et comme une obligation la prise de toutes les précautions nécessaires en vue de déterminer si le navire marchand suspect appartient en fait à un belligérant quelconque ou transporte réellement de la contrebande de guerre sous un pavillon neutre. Le gouvernement des États-Unis s'attend fort justement à ce que le gouvernement impérial allemand adopte les mesures nécessaires à la mise en pratique des principes ci-dessus mentionnés en ce qui concerne la sauvegarde des vies américaines et les navires américains, et il demande des assurances que de telles mesures vont étre prises.

Robert LANSING,
Secrétaire d'État, par intérim.

Allemagne. — *Réponse de l'Allemagne à la Note américaine du 9 juin 1915, adressée à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin pour être remise au gouvernement américain, relativement aux procédés allemands dans la guerre sous-marine et spécialement à la destruction du Lusitania, en date du 8 juillet 1915.*

Ministère des affaires étrangères, Berlin, 8 juillet 1915. — Le gouvernement impérial a appris avec satisfaction par la Note du gouvernement des États-Unis combien ce gouvernement tient sérieusement à ce que les principes d'humanité soient observés dans la guerre actuelle. Ce désir trouve aussi un vif écho en Allemagne et le gouvernement impérial est tout disposé à permettre, comme il l'a toujours fait, que ses déclarations et ses décisions, dans le cas présent, soient guidées par les principes d'humanité. Le gouvernement impérial a constaté avec gratitude que le gouvernement américain, dans sa Note du 15 mai, a rappelé lui-même que l'Allemagne s'était toujours laissée guider par les principes

de progrès et d'humanité en ce qui concerne les lois de la guerre maritime. Depuis l'époque où Frédéric le Grand négocia avec John Adams, Benjamin Franklin et Thomas Jefferson le traité d'amitié et de commerce du 10 septembre 1785 entre la Prusse et la République de l'Ouest, les hommes d'État allemands et américains ont été en réalité toujours unis dans leur lutte pour la liberté des mers et pour la protection du commerce pacifique. Dans les actes internationaux qui ont eu lieu depuis lors en vue de la fixation des lois de la guerre maritime, l'Allemagne et l'Amérique se sont prononcées l'une et l'autre pour les principes de progrès, spécialement pour l'abolition du droit de capture sur mer, et pour la protection des intérêts des neutres. Au commencement de la guerre actuelle, le gouvernement allemand a aussi fait savoir immédiatement, en réponse à la proposition du gouvernement américain, qu'il était prêt à ratifier la déclaration de Londres et à se soumettre ainsi, dans l'emploi de ses forces navales, à toutes les restrictions établies par cette déclaration en faveur des neutres. L'Allemagne a de même toujours maintenu le principe d'après lequel la guerre doit être dirigée contre les forces armées et organisées du pays ennemi, tandis que la population civile de l'ennemi doit être épargnée autant que possible par les mesures prises en raison de la guerre. Le gouvernement impérial espère fermement que lorsque la paix sera conclue ou peut-être plus tôt, on trouvera le moyen de fixer la loi de la guerre maritime d'une façon qui garantisse la liberté de la mer, et il sera reconnaissant et satisfait s'il peut agir à cette occasion de concert avec le gouvernement américain. Si, dans la guerre actuelle, les principes qui devraient être l'idéal de l'avenir ont été lésés de plus en plus, à mesure que cette guerre s'est prolongée, ce n'est pas la faute du gouvernement allemand. Le gouvernement américain sait combien les adversaires de l'Allemagne, en paralysant complètement le commerce pacifique entre l'Allemagne et les pays neutres, se sont efforcés dès le commencement de la guerre, et avec un manque de considération toujours plus grand, de détruire non pas tant les forces armées que la vie même de la nation

allemande, répudiant ainsi les lois internationales et méprisant tous les droits des neutres. Le 3 novembre 1914, l'Angleterre a établi une zone de guerre dans la mer du Nord, et en plaçant des mines mal ancrées et arrêtant et capturant des navires, a rendu la traversée extrêmement dangereuse et difficile pour les bâtiments des neutres, de sorte qu'elle a en réalité bloqué des côtes et des ports neutres contrairement à toutes les lois internationales. Longtemps avant le commencement de la guerre sous-marine, l'Angleterre a empêché réellement et entièrement le passage légitime des neutres se rendant en Allemagne. C'est ainsi que l'Allemagne a été obligée de faire une guerre sous-marine contre le commerce. Le 16 novembre 1914, le premier ministre anglais a déclaré à la Chambre des communes qu'une des principales tâches de l'Angleterre consistait à empêcher les vivres pour la population allemande d'arriver en Allemagne par la voie des ports neutres. Depuis le 1^{er} mars de la présente année, l'Angleterre a saisi sur les navires neutres, sans autres formalités, toutes les marchandises destinées à l'Allemagne et aussi toutes les marchandises provenant d'Allemagne, même lorsqu'elles étaient propriété neutre. De même que ce fut le cas pour les Boers, on donne maintenant au peuple allemand le choix de périr de faim avec ses femmes et ses enfants ou d'abandonner son indépendance. Pendant que nos ennemis proclamaient ainsi tout haut et ouvertement une guerre sans merci jusqu'à ce que notre destruction complète eût été accomplie, nous avons conduit la guerre pour défendre notre existence nationale et pour assurer une paix permanente. Nous avons été contraints d'adapter la guerre sous-marine à l'objet de contrecarrer les intentions déclarées de nos ennemis et la méthode de guerre qu'ils ont adoptée en contravention de la loi internationale. En faisant, en principe, tous ses efforts pour sauvegarder les vies et la propriété des neutres autant que possible, le gouvernement allemand a reconnu sans réserves, dans son Mémorandum du 4 février, que les intérêts des neutres pourraient souffrir de la guerre sous-marine. Cependant le gouvernement américain comprendra aussi le fait

que dans le combat pour l'existence qui a été imposé à l'Allemagne par ses adversaires et qui a été annoncé par eux, le devoir sacré du gouvernement impérial est de faire tout ce qui est en son pouvoir pour protéger et sauver les vies de sujets allemands. Si le gouvernement impérial négligeait ce devoir qui lui incombe, il serait coupable devant Dieu et devant l'histoire de la violation de ces principes de la plus haute humanité qui sont le fondement de toute existence nationale. Le cas du *Lusitania* montre avec une horrible clarté à quelle mise en danger de vies humaines conduit la manière de conduire la guerre qu'emploient nos adversaires. En contradiction très directe à la loi internationale, toutes les distinctions entre navires marchands et vaisseaux de guerre ont été oblitérées par l'ordre donné aux navires marchands anglais de s'armer et d'éperonner les sous-marins, et par les récompenses offertes pour cet objet ; les neutres, qui se servent de vaisseaux de commerce pour voyager, ont, par suite, été exposés de plus en plus à tous les dangers de la guerre. Si le commandant du sous-marin allemand qui détruisit le *Lusitania* avait permis à l'équipage et aux passagers de se réfugier dans les canots avant de lancer une torpille, cela eût équivalu à la destruction certaine de son propre bâtiment. Après les expériences que nous avons eues en faisant couler des bâtiments bien plus petits et moins capables de tenir la mer, on devait s'attendre à ce qu'un puissant navire comme le *Lusitania* flotterait assez longtemps, même après le torpillage du bâtiment, pour que les passagers eussent le temps d'entrer dans les canots du bateau. Des circonstances toutes particulières, spécialement la présence à bord de grandes quantités d'explosifs puissants, ont mis à néant cet espoir. En outre, on peut faire observer que si le *Lusitania* avait été épargné, des milliers de caisses de munitions eussent été envoyées aux ennemis de l'Allemagne, et que par là des milliers de mères et d'enfants allemands eussent été privés des hommes assurant leur vie. Dans l'esprit d'amitié dont la nation allemande a toujours été imbuë à l'égard de l'Union (États-Unis) et de ses habitants depuis les premiers jours de l'existence de l'Amérique, le gouver-

nement impérial sera toujours prêt à faire tout ce qu'il pourra, même dans la guerre actuelle, pour empêcher que les vies des citoyens américains soient mises en danger. Le gouvernement impérial répète donc ses assurances qu'il n'empêchera pas les navires américains de continuer leurs voyages légitimes, et qu'il ne mettra pas en danger les vies de citoyens américains sur des bâtiments neutres. Afin d'exclure tous dangers imprévus pour les vapeurs américains transportant des passagers, dangers qui sont possibles en raison de la manière dont les adversaires de l'Allemagne conduisent la guerre maritime, les sous-marins allemands auront pour instructions de permettre le passage en toute sécurité desdits vapeurs à voyageurs lorsqu'on pourra les reconnaître par des marques spéciales et lorsqu'on aura été averti dans un temps raisonnable de leur passage. Le gouvernement impérial cependant a le ferme espoir que le gouvernement américain assumera la garantie que ces bâtiments n'ont pas de contrebande à bord. Les autorités navales des deux côtés s'entendront sur les délais des arrangements pour le passage sans obstacle de ces bâtiments. Afin de fournir des facilités convenables pour le passage de l'Océan Atlantique par les citoyens américains, le gouvernement allemand propose que soit accru le nombre des vapeurs de ce genre par l'installation, dans le service des passagers, d'un nombre raisonnable de vapeurs neutres portant le pavillon américain, le nombre exact de ces vapeurs devant être fixé dans les mêmes conditions que celles pour les vapeurs américains ci-dessus mentionnés. Le gouvernement impérial croit pouvoir affirmer que de cette façon les facilités suffisantes pour le voyage à travers l'Océan Atlantique pourraient être offertes aux citoyens américains. Par conséquent, il n'apparaît pas qu'il y ait une nécessité absolue pour des citoyens américains de se rendre en Europe en temps de guerre dans des navires portant pavillon ennemi. En particulier, le gouvernement impérial ne saurait admettre que des citoyens américains puisupro rtngesn t éenavire ennemi par le seul fait de leur présence à bord. L'Allemagne n'a fait que suivre l'exemple de l'Angleterre en déclarant une partie des hautes

mers comme un théâtre de la guerre. En conséquence, des accidents subis par des neutres sur des navires ennemis dans ce théâtre de la guerre ne peuvent guère être jugés différemment d'accidents auxquels les neutres sont constamment exposés sur le théâtre de la guerre sur terre lorsqu'ils se rendent dans les localités dangereuses, malgré les avertissements donnés à l'avance. Si, cependant, il n'était pas possible au gouvernement américain de réquisitionner un nombre suffisant de vapeurs à passagers neutres, le gouvernement impérial ne verrait pas d'objection à ce que le gouvernement américain plaçât sous pavillon américain quatre paquebots ennemis pour le trafic des voyageurs entre l'Amérique du Nord et l'Angleterre. Les assurances données pour le passage « libre et sûr » de vapeurs à passagers américains seraient alors étendues de manière à s'appliquer dans des conditions identiques à ces vapeurs à passagers appartenant autrefois à l'ennemi. Le Président des États-Unis a déclaré, dans des termes qui méritent nos remerciements, qu'il était prêt à communiquer et à suggérer au gouvernement de la Grande-Bretagne des propositions se référant particulièrement à la modification de la guerre maritime. Le gouvernement impérial sera toujours heureux de faire usage des bons offices du Président, et il espère que les efforts du Président dans le cas actuel et aussi dans le sens du haut idéal de la liberté des mers amèneront une entente. Le soussigné prie l'ambassadeur de porter cette Note à la connaissance du gouvernement américain et profite de cette circonstance pour renouveler à Son Excellence l'assurance de sa considération très distinguée.

VON JAGOW.

Allemagne. — *Mémoire du gouvernement allemand relatif au dommage causé au vapeur américain Nebraska par un sous-marin allemand, remis à l'ambassadeur américain à Berlin pour être adressé au gouvernement des États-Unis d'Amérique, en date du 12 juillet 1915.*

Berlin, 12 juillet 1915. — Le gouvernement allemand a reçu, par des compte rendus d'un journal, la nouvelle que le vapeur américain *Nebraska* avait été endommagé par une torpille sur la côte Sud-Ouest d'Irlande. Il a fait alors sans retard une enquête sur ce cas et il a été convaincu par le résultat de cette enquête que les dommages du *Nebraska* étaient dus à une attaque par un sous-marin. Le 25 mai au soir, le sous-marin rencontra un vapeur allant vers l'Ouest, sans pavillon et sans marques neutres sur son bordage (freeboard) à environ 35 nœuds marins à l'Ouest de Fassnet-Rock, aucun dispositif pour l'éclairage du pavillon ou des marques ne pouvant être vu. Dans le crépuscule, qui déjà existait, le nom du vapeur n'était pas visible pour le sous-marin. Aussi le commandant du sous-marin devait supposer par son expérience que des navires anglais, et non pas des navires neutres, devaient seuls traverser la zone maritime de guerre sans pavillon et sans marques. Convaincu qu'il avait en face de lui un navire ennemi, il attaqua le bâtiment à l'aide d'une torpille. Quelque temps après que le coup eût été porté, le commandant vit que le navire avait dans l'intervalle hissé le pavillon américain. En conséquence, il s'abstint naturellement de procéder à une nouvelle attaque. Puisque le navire était resté à flot, il n'y avait aucune raison pour qu'il s'intéressât aux embarcations qui avaient été mises à l'eau. De tout ceci il résulte sans aucun doute que l'attaque contre le *Nebraska* n'a pas voulu être faite contre le pavillon américain, et qu'elle n'implique aucune faute à la charge du commandant du sous-marin allemand ; elle doit être considérée comme un accident regrettable. Le gouvernement allemand exprime à cette occasion tous ses regrets au gouverne-

ment des États-Unis d'Amérique et déclare qu'il est prêt à donner une réparation pour les dommages qu'ont soufferts des citoyens américains. En ce qui concerne le cas du vapeur *Gulflight*, le gouvernement allemand suggère au gouvernement américain de lui soumettre un exposé détaillé des dommages subis : si un doute peut s'élever pour certains points, le gouvernement américain pourrait désigner un expert pour fixer le montant de la réparation, en agissant en collaboration avec un expert allemand.

États-Unis d'Amérique. — *Note des États-Unis en réponse à la Note allemande du 8 juillet 1915, envoyée à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin pour être remise au gouvernement allemand, relative aux procédés de la guerre maritime, en date du 21 juillet 1915.*

Washington, 21 juillet 1915. — Le texte de la Note du gouvernement impérial allemand datée du 8 juillet 1915 a été l'objet d'un soigneux examen de la part du gouvernement des États-Unis, et celui-ci a le regret de dire qu'il l'a trouvée fort peu satisfaisante, parce qu'elle ne donne pas satisfaction aux différences réelles entre les deux gouvernements et n'indique pas le moyen par lequel on pourra appliquer les principes acceptés du droit et de l'humanité dans l'affaire grave qui est en litige, mais elle propose au contraire des arrangements pour la suspension partielle de ces principes qui, en réalité, les écartent. Le gouvernement des États-Unis note avec satisfaction que le gouvernement impérial allemand reconnaît sans réserve la validité des principes sur lesquels ce gouvernement a insisté dans plusieurs des communications qu'il a adressées au gouvernement impérial allemand au sujet de sa proclamation d'une zone de guerre et de l'emploi des sous-marins contre les navires marchands en haute mer, principes disant que la haute mer est libre, qu'il faut d'abord constater le caractère et la car-

gaison d'un navire marchand avant qu'il puisse être légalement saisi ou détruit et que les vies des non combattants ne doivent, en aucune circonstance, être mises en péril à moins que le navire ne résiste ou ne cherche à s'échapper après avoir été sommé de se soumettre à une visite, car il y a là acte de belligérant, et défendre cet acte comme étant un acte de représailles est admettre qu'il est illégal. Cependant, le gouvernement des États-Unis est amèrement déçu de constater que le gouvernement impérial allemand se croit à un haut degré exempt de l'obligation d'observer ces principes, même en ce qui concerne les vaisseaux neutres, à cause de ce qu'il croit être la politique et la pratique du gouvernement anglais dans la guerre actuelle, à l'égard du commerce neutre. Le gouvernement impérial allemand comprendra vite que le gouvernement des États-Unis ne saurait discuter la politique du gouvernement anglais à l'égard du commerce neutre, si ce n'est avec ce gouvernement lui-même, et qu'il devra considérer la conduite des autres gouvernements belligérants comme n'ayant pas de rapport avec la discussion ouverte avec le gouvernement allemand sur ce que le gouvernement considère être des violations graves et injustifiables des droits des citoyens américains de la part des commandants navals allemands. Ces actes illégaux et inhumains, tout justifiables qu'on puisse les croire quand ils sont commis contre un ennemi que l'on croit avoir agi en contravention de la loi et de l'humanité, sont manifestement indéfendables lorsqu'ils privent les neutres de leurs droits reconnus, par dessus tout lorsqu'ils violent le droit à la vie même. Si un belligérant ne peut exercer de représailles contre un ennemi sans nuire aux existences des neutres, comme à leur propriété, l'humanité aussi bien que la justice et les égards dus à la dignité de puissances neutres devraient prescrire la cessation d'une telle pratique. Si l'on y persiste, elle constituerait, dans de pareilles circonstances, une offense impardonnable contre la souveraineté de la nation neutre affectée. Le gouvernement des États-Unis ne méconnaît ni les conditions extraordinaires créées par cette guerre, ni les

changements radicaux des circonstances et des méthodes d'attaque produits par l'emploi dans la guerre navale de procédés que les nations du monde n'ont pu avoir en vue lorsqu'ont été formulées les règles existantes du droit des gens, et il est disposé à tenir un compte raisonnable de ces aspects nouveaux et inattendus de la guerre maritime ; mais il ne peut consentir à la diminution de n'importe quel droit essentiel ou fondamental de son peuple, du fait d'une simple modification de circonstances. Les droits des neutres en temps de guerre sont fondés sur un principe, non sur un expédient, et les principes sont immuables. C'est un devoir, une obligation pour les belligérants de trouver le moyen d'adapter à ces droits les circonstances nouvelles. Les événements des deux derniers mois ont clairement indiqué qu'il est possible et facile de conduire les opérations sous-marines telles que celles qui ont caractérisé l'activité de la marine impériale allemande dans la zone de guerre, en accord réel avec les pratiques acceptées de la guerre réglementée. Le monde entier a vu avec intérêt et avec une satisfaction croissante la démonstration de cette possibilité par les commandants navals allemands. Il est donc manifestement possible d'élever toute la pratique des attaques sous-marines au-dessus des critiques qu'elles ont soulevées et d'écarter les causes principales d'offense. Etant donné l'admission de l'illégalité faite par le gouvernement impérial lorsqu'il plaida le droit de représailles, en défense de ses actes, et étant donné la possibilité manifeste de se conformer aux règles établies de la guerre navale, les États-Unis ne sauraient croire que le gouvernement impérial continuera de s'abstenir de désavouer l'acte voulu par son commandant naval en coulant le *Lusitania*, ou d'offrir une réparation pour les vies humaines, autant qu'une réparation est possible pour la destruction sans nécessité de vies humaines par un acte illégal. Le gouvernement des États-Unis, tout en appréciant l'esprit amical dans lequel elle fut faite, ne saurait accepter la suggestion du gouvernement impérial allemand tendant à ce qu'on désigne et reconnaisse certains

navires qui jouiraient de la liberté sur les mers actuellement proscrites illégalement. Un pareil accord assujettirait implicitement d'autres vaisseaux à une attaque illégale et serait l'amointrissement et même l'abandon des principes que ce gouvernement soutient et que concéderait chaque nation dans des temps plus calmes. Le gouvernement des États-Unis et le gouvernement impérial allemand luttent pour le même but élevé ; pendant longtemps, ils se sont tenus unis pour maintenir les vrais principes sur lesquels le gouvernement des États-Unis insiste aujourd'hui de façon si solennelle. Ils luttent tous deux pour la liberté des mers. Le gouvernement des États-Unis continuera de lutter pour cette liberté, quel que soit le sort dont on le menace, sans transaction et à tout prix. Il réclame la coopération pratique du gouvernement impérial allemand, et cette coopération pourra obtenir le plus d'effet lorsqu'on pourra réaliser ce grand but commun d'une manière plus frappante et plus efficace. Le gouvernement impérial allemand exprime l'espoir qu'on pourra aboutir en quelque mesure à ce résultat, même avant la fin de la guerre actuelle. Cela pourra être. Le gouvernement des États-Unis ne se sent pas seulement obligé d'insister sur ce point, n'importe qui le viole ou le méconnaît, en protégeant ses propres citoyens, mais aussi il s'intéresse profondément à ce qu'il soit rendu pratique entre les belligérants eux-mêmes, et il se tient prêt à chaque instant à agir en ami commun, ayant le privilège de proposer un moyen d'atteindre ce but. En attendant, la valeur que ce gouvernement place dans une amitié longue et ininterrompue entre le peuple et le gouvernement des États-Unis, d'une part, et le peuple et le gouvernement allemands, d'autre part, le pousse à insister d'une manière plus solennelle auprès du gouvernement impérial allemand sur la nécessité d'observer scrupuleusement les droits des neutres dans cette matière critique. L'amitié elle-même l'oblige à dire au gouvernement impérial que la répétition de la part des commandants de navires de la marine allemande d'actes contraires à ces droits devra être considérée par le gouvernement

des États-Unis, pour peu qu'ils affectent des citoyens américains, comme délibérément inamicale.

LANSING.

Vu :

Le Président de la thèse,

PILLET.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER. — L'antiquité et le moyen âge. . . .	11
CHAPITRE II. — Grotius	32
CHAPITRE III. — Les auteurs contemporains.	44

DEUXIÈME PARTIE

LA PRATIQUE CONTEMPORAINE

LIVRE PREMIER. — La guerre terrestre.

SECTION PRÉLIMINAIRE. — La qualité de combattant et de non combattant.	60
§ 1. — Quels sont les combattants.	61
§ 2. — Quels sont les non combattants.	77
SECTION PREMIÈRE. — Les droits des non combattants et les devoirs des combattants	85
CHAPITRE PREMIER. — L'inviolabilité de la liberté des non combattants et le respect des personnes inoffen- sives.	90
CHAPITRE II. — Le respect des liens de la famille. . . .	124
CHAPITRE III. — Le respect de la liberté individuelle . .	140

CHAPITRE IV. — Le respect des blessés et du personnel sanitaire	152
CHAPITRE V. — Le respect des prisonniers.	171
CHAPITRE VI. — Le respect de la propriété	199
SECTION II. — Les devoirs des non combattants. . .	228
CHAPITRE PREMIER. — Réquisition des personnes	228
CHAPITRE II. — Réquisition des biens	245
LIVRE II. — La guerre maritime.	
CHAPITRE PREMIER. — Quels sont les combattants	269
CHAPITRE II. — L'inviolabilité de la personne des non combattants.	280
CHAPITRE III. — La propriété	299
CONCLUSION.	310

ANNEXES

<i>Allemagne.</i> — Mémoire du gouvernement impérial allemand sur les mesures de représailles rendues néces- saires par les moyens employés par la Grande-Bretagne pour empêcher le commerce maritime neutre avec l'Alle- magne, contrairement au droit international, en date du 4 février 1916.	313
<i>États-Unis d'Amérique.</i> — Note du gouvernement des États- Unis remise à l'Allemagne en réponse à son mémoran- dum du 4 février 1915 sur les règles qu'elle compte sui- vre dans la guerre sur mer, en date du 10 février 1915. . . .	316
<i>États-Unis d'Amérique.</i> — Note du gouvernement des États- Unis adressée le 13 mai 1915 à l'ambassadeur américain à Berlin, pour être remise au gouvernement allemand, à l'occasion du torpillage du <i>Lusitania</i>	319
<i>Allemagne.</i> — Note du gouvernement allemand en réponse à la Note des États-Unis du 13 mai 1915, remise à l'am- bassadeur américain à Berlin pour être envoyée au gou-	

vernement des États-Unis d'Amérique, au sujet des intérêts américains lésés par la guerre sous-marine allemande, en date du 28 mai 1915.	323
<i>États-Unis d'Amérique.</i> — Réponse du gouvernement américain aux Notes allemandes des 28 mai et 1 ^{er} juin 1915, envoyée à l'ambassadeur américain à Berlin pour être remise au gouvernement allemand, en date du 9 juin 1915.	327
<i>Allemagne.</i> — Réponse de l'Allemagne à la Note américaine du 9 juin 1915, adressée à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin pour être remise au gouvernement américain, relativement aux procédés allemands dans la guerre sous-marine et spécialement à la destruction du <i>Lusitania</i> , en date du 8 juillet 1915.	332
<i>Allemagne.</i> — Mémoire du gouvernement allemand relatif au dommage causé au vapeur américain <i>Nebraska</i> par un sous-marin allemand, remis à l'ambassadeur américain à Berlin pour être adressé au gouvernement des États-Unis d'Amérique, en date du 12 juillet 1915. .	338
<i>États-Unis d'Amérique.</i> — Note des États-Unis en réponse à la Note allemande du 8 juillet 1915, envoyée à l'ambassadeur des États-Unis à Berlin pour être remise au gouvernement allemand, relative aux procédés de la guerre maritime, en date du 21 juillet 1915.	339

A. PEDONE, Imprimeur-éditeur.

A. PEDONE, Imprimeur-éditeur.
